Mise en œuvre de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel au niveau national

Documentation pour un atelier de formation et de renforcement des capacités de cinq jours

Projet 2.1  
27 janvier 2011

Non finalisé[[1]](#footnote-1)  
Ne pas reproduire sans autorisation

Table des matières

[IMP 5.0 Présentation du cours 1](#_Toc283885706)

[IMP 5.0 Calendrier 5](#_Toc283885707)

[IMP 5.1 Plan de cours – Introduction 9](#_Toc283885708)

[IMP 5.1 Worksheet: Introducing participants 11](#_Toc283885709)

[IMP 5.1.1 Document : Questions à choix multiples 13](#_Toc283885710)

[IMP 5.1.1 Notes sur le Quiz à l’intention des animateurs 17](#_Toc283885711)

[IMP 5.1.2 Hand-out: Additional resources 23](#_Toc283885712)

[IMP 5.2 Plan de cours : Aperçu de la Convention 27](#_Toc283885713)

[IMP 5.2 Présentation : Aperçu de la Convention 29](#_Toc283885714)

[IMP 5.2 Narratif : Aperçu de la Convention 37](#_Toc283885715)

[IMP 5.3 Plan de cours : concepts clés de la Convention 53](#_Toc283885716)

[IMP 5.3 Présentation : concepts clés de la Convention 55](#_Toc283885717)

[IMP 5.3 Narratif : Concepts clés de la Convention 63](#_Toc283885718)

[IMP 5.3 Document : Glossaire 79](#_Toc283885719)

[IMP 5.4 Plan de cours : Qui peut faire quoi ? 87](#_Toc283885720)

[IMP 5.4 Presentation: Who can do what in implementing the Convention? 89](#_Toc283885721)

[IMP 5.4 Narrative: Who can do what in implementing the Convention? 95](#_Toc283885722)

[IMP 5.4 1Document : Rôles des autres acteurs 115](#_Toc283885723)

[IMP 5.5 Plan de cours : Sensibiliser 121](#_Toc283885724)

[IMP 5.5 Presentation: Raising awareness 123](#_Toc283885725)

[IMP 5.5 Narrative: Raising awareness 133](#_Toc283885726)

[IMP 5.6 Lesson plan: Inventorying 151](#_Toc283885727)

[IMP 5.6 Presentation: Inventorying 153](#_Toc283885728)

[IMP 5.6 Narratif : Inventorier 157](#_Toc283885729)

[IMP 5.6 Document : l’inventaire du patrimoine immatériel 167](#_Toc283885730)

[IMP 5.7 Plan de cours : Participation des communautés 175](#_Toc283885731)

[IMP 5.7 Presentation: Involving the communities concerned 177](#_Toc283885732)

[IMP 5.7 Narrative: Involving the communities concerned 181](#_Toc283885733)

[IMP 5.7 Document : Exemples de participation des communautés dans la sauvegarde 187](#_Toc283885734)

[IMP 5.8 Lesson plan: Encouraging practice and transmission of ICH 193](#_Toc283885735)

[IMP 5.8 Presentation: Encouraging practice and transmission of ICH 195](#_Toc283885736)

[IMP 5.8 Narrative: Encouraging practice and transmission of ICH 197](#_Toc283885737)

[IMP 5.9 Plan de cours : PCI et développement durable 199](#_Toc283885738)

[IMP 5.9 Presentation: ICH and sustainable development 201](#_Toc283885739)

[IMP 5.9 Narrative: ICH and sustainable development 209](#_Toc283885740)

[IMP 5.10 Plan de cours : Bonnes pratiques de sauvegarde 227](#_Toc283885741)

[IMP 5.10 Presentation: Good safeguarding practices 229](#_Toc283885742)

[IMP 5.10 Narrative: Good safeguarding practices 233](#_Toc283885743)

[IMP 5.10.1 Hand-out: Examples of safeguarding measures 243](#_Toc283885744)

[IMP 5.10.2 Hand-out: Safeguarding measures for the Ceremony of the Voladores 247](#_Toc283885745)

[IMP 5.10 Worksheet: Developing safeguarding measures 251](#_Toc283885746)

[IMP 5.11 Visit to safeguarding project 255](#_Toc283885747)

[IMP 5.12 Plan de cours : Mise en œuvre au niveau international 257](#_Toc283885748)

[IMP 5.12 Presentation: Implementation at the international level 259](#_Toc283885749)

[IMP 5.12 Narrative: Implementation at the international level 261](#_Toc283885750)

[IMP 5.13 Plan de cours : Politiques du patrimoine immatériel et institutions 263](#_Toc283885751)

[IMP 5.13 Presentation: Intangible heritage policies and institutions 265](#_Toc283885752)

[IMP 5.13 Narrative: Intangible heritage policies and institutions 273](#_Toc283885753)

[IMP 5.14 Lesson plan: Summary and conclusion 293](#_Toc283885754)

[IMP 5.14 Presentation: Summary and conclusion 295](#_Toc283885755)

[IMP 5.14 Narrative: Summary and conclusion 297](#_Toc283885756)

[IMP 5.15 Plan de cours : Bilan de l’atelier 299](#_Toc283885757)

[IMP 5.15 Hand-out: Evaluation form 301](#_Toc283885758)

# IMP 5.0 Présentation du cours

## OBJET

Ce cours a pour objet de développer ou renforcer les capacités des représentants d’organisations gouvernementales et non gouvernementales, d’institutions, de communautés et autres spécialistes à apporter leur contribution à la mise en œuvre de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l’UNESCO au niveau national

Au terme de cette formation, les participants auront compris comment fonctionne la Convention, quelles obligations les États membres de l'UNESCO s’engagent à prendre en ratifiant la Convention et quels moyens existent pour la mettre en œuvre.

**APERÇU DU COURS**

Le cours comprend trois parties principales :

1. Une introduction à la Convention et à ses concepts clés (sessions 5.2 et 5.3);
2. Un aperçu de qui peut faire quoi dans la mise en œuvre de la Convention (session 5.4), et
3. Des discussions détaillées sur des activités de mise en œuvre (séances 5.5 à 5.13).

**PARTIE 1: Introduction à la Convention**

Le cours commence par la présentation des participants les uns aux autres, et situer le cours dans leur propre contexte (5.1). Puis deux sessions donnent un aperçu de la Convention du patrimoine immatériel (5.2) et ses concepts (5.3). Le cours encourage les participants à mettre en relation les principes de la Convention et les concepts à leur propre situation. Ils sont interrogés par exemple sur les mots qui pourraient être utilisés localement pour désigner le patrimoine immatériel ou d’autres concepts utilisés dans la Convention.

Une série de questions difficiles sont également fournies aux participants dans le Quiz qui peut servir de base pour discuter plus avant des principes de base qui sous-tendent la Convention. L’animateur peut utiliser ces questions à divers endroits dans le cours, ou le Quiz peut être utilisé lors de la session d’évaluation (5.15).

**PARTIE 3 : MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION**

Le cours va expliquer comment les États parties peuvent s’y prendre pour mettre en œuvre la Convention au niveau national. Des principes généraux sous-tendent la Convention qui devraient guider sa mise en œuvre. Cependant, parce que la Convention est si jeune, et parce que le PCI couvre de vastes domaines de l’activité sociale, culturelle et créative, de nombreux aspects de la mise en œuvre de la Convention font encore l’objet d’importants débats et de discussions. Heureusement, les organes directeurs de la Convention ont élaboré des Directives opérationnelles qui guident de nombreux aspects de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine immatériel.

Pour de nombreux défis auxquels les États parties font face quand ils commencent à mettre en œuvre la Convention, il n’existe pas de solutions génériques, en raison de la variété des contextes de sauvegarde et du PCI pratiqué dans différentes parties du monde, et des différents points de vue des communautés et des experts.

Bien que les États parties s’engagent à certaines obligations fixées par la Convention, de nature opérationnelle au niveau national, et administrative au niveau international, la Convention laisse aux États parties beaucoup de latitude pour décider de la façon dont certaines activités (comme la préparation d’inventaires ou la participation des communautés, par exemple) sont interprétées et entreprises. Elle offre également une marge de manœuvre considérable sur la façon d’utiliser ou d’adapter certains concepts présentés dans la Convention (tels que la liste non exhaustive des domaines dans l’article 2.1 ou la liste non exhaustive des mesures de sauvegarde à l’article 2.3).

La Convention et ses Directives opérationnelles attribuent des rôles très importants aux communautés, groupes et individus qui créent, pratiquent, développent et transmettent le patrimoine culturel immatériel ; ils doivent participer à toutes les activités relatives à leur patrimoine culturel immatériel organisées en vertu de cette Convention. Ils devraient donc également être en mesure de participer à l’interprétation de certains aspects de la Convention lorsque leur patrimoine culturel immatériel est en jeu. La participation des communautés dans ce processus est discutée dans la session 5.7.

**session finale**

Enfin, les participants se livreront à une évaluation du cours (session 5.15).

Les participants devraient terminer le cours avec une idée claire sur ce que sont les objectifs de la Convention, quelles sont les obligations auxquelles s’engagent les États en ratifiant la Convention, pourquoi ils peuvent tirer bénéfice de mettre en œuvre la Convention, et comment la mettre en œuvre. Cela permettra d’assister les États dans la mise en œuvre de la Convention.

## dispositions à prendre en prévision de l’atelier

Les animateurs doivent se sentir libres d’adapter la formation en fonction des intérêts et du niveau de préparation des participants, et aussi d’ajouter des exemples se rapportant à leur contexte local, national ou régional. Ils peuvent aussi remplacer les exemples fournis par des exemples de leur choix L’agenda est une simple recommandation, l’animateur a la liberté de l’adapter, tout en s’assurant que tous les éléments présentés dans le cours seront traités.

Les organisateurs de l’atelier doivent prévoir un lieu suffisamment grand pour accueillir chaque atelier. Il faudra prévoir un ordinateur et un projecteur pour les présentations PowerPoint. L’idéal serait de pouvoir montrer des extraits de vidéos illustrant les exemples représentatifs de candidatures, mais ce n’est pas primordial.

Les animateurs doivent connaître les éléments du patrimoine culturel immatériel des pays représentés par les participants à l’atelier, leur processus de ratification, leur politique et législation concernant le patrimoine immatériel.

Les organisateurs de l’atelier devront adresser la fiche de travail 5.1 aux participants au moins une semaine avant le début de l’atelier et leur rappeler de l’apporter dûment complétée avec eux. Des fiches de travail vierges supplémentaires leur seront remises à leur arrivée, s’ils ne les ont pas rapportées.

Les pays représentés dans l’atelier en bénéficieront au mieux si leurs représentants sont amenés à être impliqués personnellement dans l’organisation ou la promotion de la ratification de la Convention. Idéalement, ils devraient avoir fait des études secondaires et être capables de parler et écrire convenablement la langue dans laquelle le cours sera présenté. Pour suivre ce cours, la maîtrise orale de la langue est plus importante que la maîtrise écrite

**documents fournis pour la formation**

Pour ce cours, les animateurs disposent de nombreux documents qu’ils peuvent utiliser et, le cas échéant, adapter :

1. Un calendrier
2. Des polycopiés
3. Des présentations PowerPoint
4. Des narratifs
5. Des plans de cours
6. Des notes à l’intention des animateurs

Seuls les quatre premiers types de documents doivent être remis aux participants, ainsi que tout autre document accessoire, tel que le texte de la Convention et les Directives opérationnelles. Ces textes seront souvent utilisés pendant le cours.

Le calendrier est un guide sommaire : il peut être modifié le cas échéant. Du temps est réservé à la fin du jour 3 pour une visite sur site facultative qui devra être prévue à l’avance par l’animateur.

Les documents sont numérotés en fonction de la session au cours de laquelle ils sont utilisés pour la première fois, sachant que certains peuvent être utilisés plusieurs fois au cours de l’atelier.

Les présentations PowerPoint peuvent être imprimées et distribuées comme aide-mémoire aux participants. Les animateurs peuvent, s’ils le souhaitent, remanier ces présentations en fonction de leurs besoins.

Les plans de cours indiquent les grandes lignes du déroulement des cours et sont destinés aux animateurs. Ils font des suggestions d’exercices à faire au cours des sessions. Ces exercices peuvent être modifiés selon les besoins.

Les narratifs sont un exposé plus complet de ce que l’animateur peut dire ou des points qu’il peut soulever pour discussion au cours des sessions. Ils ne sont pas destinés à être lus tels quels ; ce sont plutôt des sources d’inspiration pour les animateurs qui peuvent, s’ils le souhaitent, leur ajouter des informations le cas échéant. On trouvera dans les narratifs des encadrés apportant des informations générales supplémentaires.

On n’attend pas des animateurs qu’ils essaient de transmettre aux participants toutes les informations fournies dans ces narratifs ; mais il leur est demandé de lire à l’avance tout ce qui leur est fourni, afin de connaître le contexte général des informations qu’ils présenteront pendant le cours et de pouvoir répondre aux questions.

**tenir compte du contexte national / local des participants**

« Domestiquer » la Convention est l’un des principes fondamentaux du cours : les participants doivent achever la formation en ayant mis en pratique le plus possible les informations reçues dans le contexte de leur propre situation. Après ce cours, ils devraient être capables d’expliquer ce que la mise en œuvre de la Convention pourrait signifier dans leur contexte national et pourquoi leur pays devrait la ratifier, s’il ne l’a pas déjà fait. Les discussions qui abordent le contexte local ou national pendant le cours devraient donc être privilégiées.

Afin d’aider les participants à imaginer ce que peut vouloir dire la Convention et sa mise en œuvre dans leur pays, les animateurs devraient par exemple encourager les discussions et les traductions de certains termes dans les langues parlées par les participants, en particulier les concepts clés qui seront abordés dans les sessions 5.2 et 5.3, ainsi que tout terme juridique.

Les participants du cours doivent être considérés comme des experts dans leurs propres environnements local et national à qui l’on donne l’opportunité de contribuer de façon significative aux débats et sur la mise en œuvre de la Convention à la fois aux niveaux national et international.

Dans la première session de l’atelier, il est primordial de situer le travail en cours par rapport aux expériences nationales et personnelles des participants. C’est pourquoi nous présentons la fiche de travail 5.1, mentionnée ci-dessus. Les grandes lignes directrices de leur environnement local et national seront abordées dans la session 5.1.

## remarque à propos de LA terminologIE

La Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel est souvent appelée « Convention de 2003 » ; actuellement, la dénomination abrégée « Convention du patrimoine culturel immatériel » est d’usage plus courant. Elle est calquée sur l’abréviation « Convention du patrimoine mondiale » employée pour la « Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel » adoptée en 1972 par l’UNESCO.

La Convention concerne le « patrimoine culturel immatériel », souvent désigné, dans les textes qui suivent et ailleurs, par le sigle PCI ou par l’expression « patrimoine culturel immatériel » (en anglais, l’adjectif « culturel » peut être omis dans le langage informel sans risque de malentendu ; en français, il est déconseillé d’omettre l’adjectif *culturel* dans l’expression « *patrimoine culturel immatériel* » dans la mesure où le terme « *patrimoine* » a un autre sens dans cette langue, celui de « biens que l’on détient »).

Les deux listes de la Convention sont, elles aussi, rarement désignées par leur appellation complète : l’expression « Liste de sauvegarde urgente » désigne la « Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente » ; et « Liste représentative » désigne la « Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l’humanité ».

La Convention (article 32) indique que, pour devenir parties à la Convention, les États peuvent, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives, ratifier, accepter ou approuver la Convention ou – dans le cas des États non-membres de l’UNESCO – y adhérer. Quand nous employons les termes « ratification » ou « ratifier » dans le présent cours, nous sous-entendons généralement tous ces processus.

Nombre de termes employés dans la Convention sont expliqués dans le Glossaire (Document 5.3).

Nous avons employé le terme « communauté(s) » comme abréviation de l’expression employée dans la Convention – « les communautés, groupes et (le cas échéant) les individus concernés ».

# IMP 5.0 Calendrier

**Journée 1**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Session** | **Durée** | **Documents pour les participants** |
| Discours d’introduction et de bienvenue (facultatif) | 1 heure |  |
| Pause | 30 min. |  |
| IMP 5.1 – Introduction | 1 heure | IMP Fiche 5.1  Quiz (IMP Polycopié 5.1.1)  Information additionnelle (IMP Document 5.1.2)  Textes fondamentaux de la Convention (IMP Document 5.1.3) |
| IMP 5.2 – Aperçu de la Convention (1) | 1 heure | IMP Présentation 5.2 |
| Déjeuner | 1 heure |  |
| IMP 5.2 – Aperçu de la Convention (2) | 1 heure |  |
| Pause café/thé | 30 min. |  |
| IMP 5.3 – Concepts clés | 2 heures | IMP Présentation 5.3  Glossaire (IMP Polycopié 5.3) |

**Journée 2**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Session** | **Durée** | **Documents pour les participants** |
| IMP 5.4 – Qui peut faire quoi ? | 2 heures | IMP Présentation 5.4  Rôles des parties prenantes (IMP Polycopié 5.4) |
| Pause café/thé | 30 min. |  |
| IMP 5.5 – Sensibiliser | 1 heure | IMP Présentation 5.5 |
| Déjeuner | 1 heure |  |
| IMP 5.6 – Inventorier le PCI dans le cadre de la Convention | 3 heures | IMP Présentation 5.6  A propos de la préparation d’inventaires (IMP Polycopié 5.6) |
| Pause | 30 min. |  |

**Journée 3**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Session** | **Durée** | **Documents pour les participants** |
| IMP 5.7 – Impliquer les communautés concernées | 2 heures | IMP Présentation 5.7  Exemples de participation de communauté (IMP Polycopié 5.7) |
| Pause café/thé | 30 min. |  |
| IMP 5.8 – Encourager la pratique et la transmission du PCI (1) | 1 heure | IMP Présentation 5.8 |
| Déjeuner | 1 heure |  |
| IMP 5.8 – Encourager la pratique et la transmission du PCI (2) | 30 min. |  |
| Pause café/thé | 30 min. |  |
| IMP 5.9 – PCI et développement durable | 2 heures | IMP Présentation 5.9 |

**Journée 4**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Session** | **Durée** | **Documents pour les participants** |
| IMP 5.10 – Bonnes pratiques de sauvegarde (1) | 2 heures | IMP Présentation 5.10  Exemples de mesures de sauvegarde (IMP Polycopié 5.10.1)  Étude de cas : les Voladores (IMP Polycopié 5.10.2)  Développer des mesures de sauvegarde (IMP Fiche 5.10) |
| Pause café/thé | 30 min. |  |
| IMP 5.10 – Bonnes pratiques de sauvegarde (1) | 1 heure |  |
| Déjeuner | 1 heure |  |
| IMP 5.11 – Visite d’un projet de sauvegarde | 2 heures |  |
| Pause café/thé | 30 min. |  |
| IMP 5.12 – Mise en œuvre au niveau international (1) | 1 heure | IMP Présentation 5.12 |

**Journée 5**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Session** | **Durée** | **Documents pour les participants** |
| IMP 5.12 – Mise en œuvre au niveau international (2) | 2 heures |  |
| Pause café/thé | 30 min. |  |
| IMP 5.13 – Politiques et institutions | 2 heures | IMP Présentation 5.13 |
| Déjeuner | 1 heure |  |
| IMP 5.14 – Résumé et conclusion | 90 min. |  |
| Pause café/thé | 30 min. |  |
| IMP 5.15 – Évaluation | 30 min. |  |

# 

# IMP 5.1 Plan de cours – Introduction

|  |
| --- |
| **Titre de l’activité : Mise en œuvre de la Convention – 5.1 introduction** |
| Durée/ 1 heure |
| Objectif : Instaurer une relation de travail avec les participants et partager des informations sur les expériences personnelles et nationales. |
| Description :   1. L’animateur se présente et explique le but de l’atelier, en mentionnant quels pays parmi ceux dont sont originaires les participants ont ratifié la Convention. 2. L’animateur cite les domaines du PCI énumérés dans la Convention (art 2.2), quelques exemples de PCI sur lesquels il a travaillé ou auxquels il s’est intéressé, dans le cas où des participants ne savent pas très bien ce que l’on entend par PCI, et il indique si son pays a ratifié la Convention.. 3. Les participants se présentent brièvement et expliquent leur intérêt pour le PCI. 4. Les participants, avec l’aide de l’animateur, présentent ce qui est fait/les principaux problèmes dans chaque pays/région représenté(e) – plus particulièrement la législation, la politique et les éléments importants relatifs au PCI dans leur pays. |
| Documents de référence :  Note 5.0 à l’intention de l’animateur – Aperçu du cours  Calendrier 5.0  Fiche 5.1 – Questions préliminaires (distribués aux participants avant l’atelier et discutées lors de cette session)  Document 5.1.1 – Quiz  Document 5.1.2 – Informations complémentaires  Hand-out 5.1.3 – Textes fondamentaux de la Convention |

**Notes et suggestions:**

Demande une préparation par les participants eux-mêmes et aux animateurs de se renseigner sur les législations, politiques et projets clés pour chaque pays.

Avant le début de l’atelier, les participants reçoivent une liste de question pré-atelier qu’ils doivent ramener avec eux au cours.

Une série de questions difficiles est posée aux participants dans le Quiz (IMP Document 5.1.1) elle servira de point de départ à une discussion approfondie sur les principes fondamentaux de la Convention à une étape ultérieure du cours. Ces questions peuvent être remises lors de la session 5.1 et utilisées par l’animateur à différents moments du cours, ou pour répondre aux questions des participants. Le Quiz peut aussi être distribué lors de l’évaluation du cours (session 5.14).

# IMP 5.1 Worksheet: Introducing participants

*Please fill in prior to coming to the workshop*

Name:

Job title:

Country:

Did your country ratify the UNESCO Intangible Heritage Convention?

Your personal involvement, if any, in work about heritage

Does your country have heritage legislation or policy?

If so, when was the legislation or policy passed by Parliament?

Please bring a copy of any relevant legislation or policy document(s) from your country to the workshop.

Does the heritage legislation or policy in your country mention intangible heritage? If so, what does it aim to do about it?

What has been done in your country so far about implementing the Convention?

Are there any organizations or programmes in your country that safeguard intangible heritage? Could you give some examples? (Continue on a separate page if necessary)

# 

# IMP 5.1.1 Document: Questions à choix multiples

1. Les États parties à la Convention peuvent-ils adopter leurs propres définitions du patrimoine culturel immatériel pour établir leurs inventaires nationaux ou locaux ?
2. Oui, de même qu’ils peuvent établir leurs inventaires en fonction de leur contexte.
3. Non, ils doivent se conformer à la définition du PCI donnée par la Convention.
4. Non, ils doivent se conformer à la définition du PCI donnée par la Convention, mais une exception peut être faite pour utiliser d’autres domaines s’ils en demandent l’autorisation.
5. Si des éléments figurant aux inventaires nationaux ou locaux ne sont pas conformes à la définition du PCI donnée par la Convention, peuvent-ils être inscrits sur les listes de la Convention ?
6. Oui, les éléments qui figurent aux inventaires nationaux ou locaux peuvent être inscrits sur les listes de la Convention, même s’ils ne correspondent pas à la définition du PCI donnée par la Convention.
7. Non, les éléments qui figurent aux inventaires nationaux ou locaux qui ne correspondent pas à la définition du PCI donnée par la Convention ne peuvent être inscrits sur les listes de la Convention.
8. Oui, les éléments qui figurent sur les inventaires nationaux ou locaux qui ne correspondent pas à la définition du PCI donnée par la Convention peuvent être inscrits sur les listes de la Convention, à condition d’obtenir une autorisation spéciale du Comité intergouvernemental.
9. Des pays qui ne sont pas parties à la Convention peuvent-ils proposer des éléments pour inscription sur les listes de la Convention ?
10. Oui, mais seulement si l’élément nécessite une sauvegarde extrêmement urgente.
11. Non, tant qu’ils ne sont pas des États parties
12. Oui, mais seulement s’ils font partie d’une candidature multinationale soumise par un ou plusieurs pays qui sont déjà parties à la Convention.
13. Les langues, en tant que telles (par ex. le japonais, le russe ou le swahili), peuvent-elles être inscrites sur les listes de la Convention ?
14. Oui, les langues peuvent être inscrites sur les listes de la Convention, parce qu’elles sont intrinsèques au PCI.
15. Non, les langues ne peuvent figurer dans les candidatures pour inscription sur les listes de la Convention parce qu’elles ne constituent pas un domaine du PCI.
16. Non, la Convention précise que les langues peuvent seulement faire partie d’une inscription quand elles sont considérées comme des véhicules du PCI.
17. Le PCI des communautés immigrées remplit-il les conditions pour figurer sur les listes de la Convention ?
18. Oui, les éléments proposés pour les listes de la Convention qui incluent le PCI de communautés immigrées établies dans un pays donné peuvent être inscrits sur les listes de la Convention s’ils correspondent à la définition du PCI donnée par la Convention et aux autres critères énoncés dans les Directives opérationnelles.
19. Oui, les éléments proposés pour les listes de la Convention qui incluent le PCI de communautés immigrées peuvent être inscrits, mais à condition de demander une autorisation spéciale à l’UNESCO.
20. Non, seuls les éléments qui sont indigènes aux États parties qui les soumettent et qui ont de l’importance pour leur identité nationale ou celle des groupes majoritaires présents sur leur territoire, peuvent figurer sur les listes de la Convention.
21. Plusieurs États parties à la Convention peuvent-ils proposer ensemble l’inscription d’un élément commun au lieu de présenter des candidatures séparées ?
22. Oui, la Convention et les Directives opérationnelles encouragent les candidatures multinationales pour tout élément commun à plusieurs pays.
23. Non, si un élément est présent dans deux pays, ces derniers doivent trouver un moyen de les différencier pour pouvoir soumettre deux candidatures différentes.
24. Non, seul l’État partie où l’élément a le plus long passé de pratique non interrompue peut soumettre un dossier de candidature pour l’élément.
25. La différenciation entre les genres pour l’accomplissement de tâches ou pratiques inhérentes à un élément du PCI constitue-t-elle toujours une violation des droits de l’homme ?
26. Non, la différenciation fondée sur le genre ne constitue jamais une violation des droits de l’homme.
27. Pas toujours : la différenciation fondée sur le genre dans le cadre du PCI ne constitue pas une violation des droits de l’homme, à moins qu’elle ne confère le droit de dominer et d’humilier les autres ou qu’elle ne crée des conditions de désavantages manifestes pour certaines personnes.
28. Oui, toute différenciation fondée sur le genre constitue une violation des droits de l’homme parce qu’elle est injustifiée : les hommes et les femmes sont égaux et doivent pouvoir pratiquer tous les aspects du PCI, même si cela a été interdit dans le passé.
29. La documentation du PCI peut-elle être toujours considérée comme une mesure de sauvegarde ?
30. Oui, toute documentation d’un élément du patrimoine culturel immatériel contribuera automatiquement à sa sauvegarde.
31. Non, pas toujours : seulement si elle vise à sa sauvegarde – c’est-à-dire à assurer la pratique continue de l’élément par les communautés concernées, tout en respectant les restrictions coutumières à l’accès aux connaissances secrètes ou sacrées éventuelles.
32. Non, la documentation est toujours une mauvaise chose, parce qu’elle ôte aux communautés leur pouvoir et leurs connaissances pour les transmettre à des experts, tout en stoppant l’évolution du PCI concerné.
33. Est-il possible d’obtenir une assistance internationale en vertu de la Convention pour un plan de sauvegarde qui propose de présenter sur scène des danses locales dans le cadre du répertoire professionnel du théâtre national de la capitale de l’État concerné, au lieu d’encourager leur pratique constante dans le contexte de la communauté concernée ?
34. Non, la Convention souhaite que les éléments soient sauvegardés uniquement dans leur contexte d’origine.
35. Oui, car cela revient à aider l’élément à continuer d’exister sous une forme adaptée aux modifications de son environnement et la qualité des danses professionnelles peut être meilleure que celle à laquelle la communauté peut parvenir.
36. Non, mais un plan de sauvegarde visant à revitaliser les danses au sein de la communauté et sur scène peut être acceptable, si la communauté consent explicitement à cette approche.
37. Peut-on utiliser l’inscription d’un élément sur les listes de la Convention pour établir les droits de propriété intellectuelle d’une communauté ou d’un groupe sur un élément ?
38. Non, la Convention ne peut établir de droits de propriété intellectuelle sur un élément du PCI en l’inscrivant sur ses listes ; déterminer comment ces droits peuvent être établis, à l’échelle internationale, sur les expressions culturelles traditionnelles est du ressort de l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.
39. Oui, l’inscription sur l’une des listes de la Convention confère automatiquement aux communautés et groupes le droit de demander des dommages-intérêts si quelqu’un d’autre pratique leur élément du PCI.
40. Oui, l’inscription sur l’une des listes de la Convention confère aux communautés et groupes concernés des droits de propriété intellectuelle sur leur patrimoine.

# IMP 5.1.1 Notes sur le Quiz à l’intention des animateurs

Il s’agit de questions difficiles qui sont souvent posées. Elles peuvent être distribuées aux participants pour être traitées à diverses étapes de l’atelier, mais elles demanderont du temps et des discussions en raison de la complexité des sujets abordés. Dans ces notes, la bonne réponse est indiquée – certaines autres réponses peuvent être en partie exactes. Des notes sont ajoutées sous chaque question.

1. Les États parties à la Convention peuvent-ils adopter leurs propres définitions du patrimoine culturel immatériel pour leurs inventaires nationaux ou locaux ?
   1. Oui, de même qu’ils peuvent établir leurs inventaires en fonction de leur contexte.
   2. Non, ils doivent se conformer à la définition du PCI donnée par la Convention.
   3. Non, ils doivent se conformer à la définition du PCI donnée par la Convention, mais une exception peut être faite pour utiliser d’autres domaines s’ils en demandent l’autorisation.

Note 1 : La bonne réponse est (a) : les États parties sont libres d’établir des inventaires nationaux ou locaux de la façon qu’ils jugent adaptée à leur situation et peuvent, par conséquent, adopter aussi leurs propres définitions du PCI. Ils peuvent en outre utiliser leur propre système de domaines. Bien sûr, s’ils veulent proposer des éléments pour inscription sur les listes de la Convention (question 2), ces éléments doivent être conformes aux critères énumérés dans les Directives opérationnelles 1-2.

1. Si des éléments figurant aux inventaires nationaux ou locaux ne sont pas conformes à la définition du PCI donnée par la Convention, peuvent-ils être inscrits sur les listes de la Convention ?
2. Oui, les éléments qui figurent aux inventaires nationaux ou locaux peuvent être inscrits sur les listes de la Convention, même s’ils ne correspondent pas à la définition du PCI donnée par la Convention.
3. Non, les éléments qui figurent aux inventaires nationaux ou locaux qui ne correspondent pas à la définition du PCI donnée par la Convention ne peuvent être inscrits sur les listes de la Convention.
4. Oui, les éléments qui figurent sur les inventaires nationaux ou locaux qui ne correspondent pas à la définition du PCI donnée par la Convention peuvent être inscrits sur les listes de la Convention, à condition d’obtenir une autorisation spéciale du Comité intergouvernemental.

Note 2 : La bonne réponse est (b) : les critères pour proposer l’inscription d’un élément (DO 1-2) précisent que les éléments proposés pour inscription sur les listes de la Convention doivent être conformes à la définition du PCI donnée par la Convention. Le Comité intergouvernemental doit respecter les Directives opérationnelles telles qu’elles ont été approuvées par l’Assemblée générale.

1. Des pays qui ne sont pas parties à la Convention peuvent-ils proposer des éléments pour inscription sur les listes de la Convention ?
2. Oui, mais seulement si l’élément nécessite une sauvegarde extrêmement urgente.
3. Non, tant qu’ils ne sont pas parties à la Convention.
4. Oui, mais seulement s’ils se sont associés à une candidature multinationale soumise par un ou plusieurs pays qui sont déjà parties à la Convention.

Note 3 : la bonne réponse est (b) : seuls les États parties à la Convention peuvent proposer des éléments pour inscription sur les listes de la Convention et ils ne peuvent proposer que des éléments présents sur leur territoire.

1. Les langues, en tant que telles (par ex. le japonais, le russe ou le swahili), peuvent-elles être inscrites sur les listes de la Convention ?
   1. Oui, les langues peuvent être inscrites sur les listes de la Convention, parce qu’elles sont intrinsèques au PCI.
   2. Non, les langues ne peuvent figurer dans les candidatures sur les listes de la Convention parce qu’elles ne constituent pas un domaine du PCI.
   3. Non, la Convention précise que les langues peuvent faire partie d’une inscription uniquement quand elles sont considérées comme des véhicules du PCI.

Note 4 : la bonne réponse est (c). Lors de l’élaboration de la Convention il a été reconnu que la langue était inhérente au PCI, car elle intervient dans la pratique et la transmission de la plupart des éléments du PCI. Elle est le véhicule de valeurs et de connaissances, ainsi qu’un outil majeur de la transmission. Toutefois, il a été décidé – et confirmé par le Comité intergouvernemental – que les langues en tant que telles ne pouvaient pas être proposées pour inscription sur les listes de la Convention. Par conséquent, les langues ne figurent pas dans l’article 2.2 de la Convention comme domaine en soi et à part entière. Elles sont toutefois mentionnées dans le premier domaine : « traditions et expressions orales, y compris la langue en tant que véhicule du patrimoine culturel immatériel ». Ce compromis reflète les politiques très différentes des États à l’égard de leur diversité linguistique interne, mais aussi l’opinion largement partagée que la sauvegarde des langues, en tant que moyens de communication par excellence, doit rester hors du champ d’application de la Convention.

La réponse (b) n’est pas valable, puisque la liste des domaines donnée à l’article 2.2 est explicitement présentée comme n’étant pas exhaustive.

1. Le PCI des communautés immigrées remplit-il les conditions pour figurer sur les listes de la Convention ?
2. Oui, les éléments proposés pour les listes de la Convention qui incluent le PCI de communautés immigrées établies dans un pays donné peuvent être inscrits sur les listes de la Convention s’ils correspondent à la définition du PCI donnée par la Convention et aux autres critères énoncés dans les Directives opérationnelles.
3. Oui, les éléments proposés pour les listes de la Convention qui incluent le PCI de communautés immigrées peuvent être inscrits, mais à condition de demander une autorisation spéciale à l’UNESCO.
4. Non, seuls les éléments qui sont indigènes aux États parties qui les soumettent et qui ont de l’importance pour leur identité nationale ou celle des groupes majoritaires présents sur leur territoire, peuvent figurer sur les listes de la Convention.

Note 5 : La bonne réponse est (a) : Il appartient aux États parties à la Convention de décider quels éléments proposer pour inscription sur les listes de la Convention, dans la mesure où ces éléments et les communautés concernées sont situés sur leur territoire. Il n’y a aucune raison qui s’oppose à l’inscription du PCI des communautés d’immigrés d’un pays sur les listes de la Convention, à condition que l’élément concerné soit conforme aux critères et que le dossier de candidature soit convaincant et complet.

En ce qui concerne la réponse (b) : L’UNESCO fait office de Secrétariat des organes de la Convention. L’UNESCO n’a pas voix au chapitre en ce qui concerne les éléments qui doivent être proposés pour inscription sur les listes : les candidatures sont examinées par divers organes nommés par le Comité intergouvernemental et elles sont évaluées par le Comité sur la base des critères indiqués dans les Directives opérationnelles.

En ce qui concerne la réponse (c) : L’idée que seul le PCI « indigène » puisse être proposé pour inscription pose problème. La Convention, qui a pour vocation de promouvoir et de célébrer la diversité culturelle, n’a pas pour objectif d’empêcher que le PCI d’un groupe ou d’une communauté quelconque qui se trouve sur le territoire des États parties à la Convention soit proposé pour inscription sur les listes de la Convention. La Convention ne parle pas d’identité nationale ; de nombreux États, en particulier les États fédéraux, ne revendiquent pas une identité nationale. Qui plus est, l’esprit de la Convention ne saurait supporter que des distinctions soient faites entre le PCI de groupes majoritaires et celui de groupes minoritaires.

Les groupes « indigènes », comme les groupes « immigrés » (et encore plus le PCI « indigène » et « immigré ») sont des catégories difficiles à définir (les groupes nomades, par exemple, pourraient être exclus des deux catégories). Elles sont toujours employées dans un contexte politique spécifique ; lorsque ce contexte change, la définition des personnes appartenant à la catégorie des « immigrés » et à celle des « autochtones » change aussi. En effet, il y a dans de nombreux États une zone de flou entre les groupes d’immigration récente et les groupes reconnus comme autochtones.

1. Plusieurs États parties à la Convention peuvent-ils proposer ensemble l’inscription d’un élément commun au lieu de présenter des candidatures séparées ?
   1. Oui, la Convention et les Directives opérationnelles encouragent les candidatures multinationales pour tout élément commun à plusieurs pays.
   2. Non, si un élément est présent dans deux pays, ces derniers doivent trouver un moyen de les différencier pour pouvoir soumettre deux candidatures différentes.
   3. Non, seul l’État partie où l’élément a le plus long passé de pratique non interrompue peut soumettre un dossier de candidature pour l’élément.

Note 6 : La bonne réponse est (a) : les Directives opérationnelles, conformément à l’esprit de la Convention, encouragent les candidatures multinationales, lesquelles sont possibles dans la mesure où les pays où se trouve le patrimoine commun sont des États parties à la Convention. Bien que les États parties ne soient pas obligés de proposer l’inscription du patrimoine commun dans le cadre d’une candidature multinationale, ils sont vivement encouragés à le faire, car cela favorise la coopération internationale et présente des avantages en termes d’efforts de sauvegarde. Il va de soi que, dans pareils cas, l’opinion de la ou des communauté(s) concernée(s) doit être décisive.

1. La différenciation entre les genres pour l’accomplissement de tâches ou pratiques inhérentes à un élément du PCI constitue-t-elle toujours une violation des droits de l’homme ?
   1. Non, la différenciation fondée sur le genre ne constitue jamais une violation des droits de l’homme.
   2. Pas toujours : la différenciation fondée sur le genre dans le cadre du PCI ne constitue pas une violation des droits de l’homme, à moins qu’elle ne confère le pouvoir de dominer et d’humilier les autres ou qu’elle ne crée des conditions de désavantages manifestes pour certaines personnes.
   3. Oui, toute différenciation fondée sur le genre constitue une violation des droits de l’homme parce qu’elle est injustifiée : les hommes et les femmes sont égaux et doivent pouvoir pratiquer tous les aspects du PCI, même si cela a été interdit dans le passé.

Note 7 : La bonne réponse est (b) : la différenciation des tâches ou fonctions fondée sur le genre pour la pratique ou la transmission des éléments du PCI ne doit pas être contraire aux exigences des instruments internationaux relatifs aux droits de l’homme. Par exemple, les femmes peuvent accomplir certains aspects d’une danse ou d’une cérémonie, tandis que les hommes en assurent d’autres. Ou, au sein d’une seule et même communauté, certains rituels peuvent être exécutés uniquement en présence d’hommes et d’autres uniquement en présence de femmes. Toutefois, si cette différenciation génère le pouvoir d’humilier les autres ou crée des conditions de désavantages manifestes pour certaines personnes, alors elle est contraire aux exigences des instruments internationaux relatifs aux droits de l’homme et l’élément ne peut être considéré comme PCI aux termes de la Convention. Ainsi, les rituels qui comportent des pratiques telles que les rapts de femmes, les violences contre les enfants, un sacrifice humain ou des mutilations corporelles, par exemple, ne sont pas des éléments du PCI au sens de la Convention.

1. La documentation du PCI peut-elle être toujours considérée comme une mesure de sauvegarde ?
   1. Oui, toute documentation d’un élément du patrimoine culturel immatériel contribuera automatiquement à sa sauvegarde.
   2. Non, pas toujours : seulement si elle vise à sa sauvegarde – c’est-à-dire à assurer la pratique continue de l’élément par les communautés concernées, tout en respectant les restrictions coutumières à l’accès aux connaissances secrètes ou sacrées éventuelles.
   3. Non, la documentation est toujours une mauvaise chose, parce qu’elle ôte aux communautés leur pouvoir et leurs connaissances pour les transmettre à des experts, tout en stoppant l’évolution du PCI concerné.

Note 8 : La bonne réponse est (b) : la documentation peut jouer un rôle important dans les plans de sauvegarde, mais pas si elle est effectuée par des chercheurs pour leur propre usage et si elle est diffusée par des moyens inaccessibles aux communautés et groupes concernés. La documentation, généralement par des personnes extérieures, dévoile parfois des connaissances considérées comme secrètes par les communautés et groupes concernés – ce qui va à l’encontre de l’exigence de respect des restrictions coutumières à l’accès au PCI, formulée dans la Convention (article 13.d.ii). Idéalement, la documentation fait apparaître la variabilité contemporaine et le caractère changeant du PCI. Si ce n’est pas le cas, la documentation et les enregistrements peuvent être utilisés pour « figer » un élément dans une forme dite « authentique » et « d’origine ». Les chercheurs et les communautés concernées doivent être conscients que cela pose un problème ; la documentation en tant que mesure de sauvegarde doit contribuer à la poursuite de la pratique, à l’évolution et à la recréation du PCI.

1. Est-il possible d’obtenir une assistance internationale en vertu de la Convention pour un plan de sauvegarde qui propose de présenter sur scène des danses locales dans le cadre du répertoire professionnel du théâtre national de la capitale de l’État concerné, au lieu d’encourager leur pratique constante dans le contexte de la communauté concernée ?
2. Non, la Convention souhaite que les éléments soient sauvegardés uniquement dans leur contexte d’origine.
3. Oui, car cela revient à aider l’élément à continuer d’exister sous une forme adaptée aux modifications de son environnement et la qualité des danses professionnelles peut être meilleure que celle à laquelle la communauté peut parvenir.
4. Non, mais un plan de sauvegarde visant à revitaliser les danses au sein de la communauté et sur scène peut être acceptable, si la communauté consent explicitement à cette approche.

Note 9 : La bonne réponse est (c) : la professionnalisation des danses locales et leur représentation dans un contexte scénique peut être une aide comme outil de sensibilisation, si la communauté y consent, mais elle ne peut remplacer l’exécution en tant que PCI par la communauté. Parfois, des éléments ne peuvent être conservés dans leur contexte « d’origine » (en fait, la notion de « contexte d’origine » donne l’impression qu’il n’y a qu’un seul contexte vrai, authentique, pour l’élément, ce qui est contraire à l’esprit de la Convention) ; c’est pourquoi la Convention n’exclut que des éléments puissent être revitalisés dans des conditions adaptées à un nouveau contexte. Mais, lorsque les communautés souhaitent continuer à pratiquer un élément comme avant, il faut les y encourager ; si elles ne veulent pas que leur élément soit représenté sur une scène, il faut respecter leur volonté. Les Directives opérationnelles indiquent clairement qu’il ne doit pas y avoir appropriation indue du PCI (voir DO 117). Enfin, la « qualité » n’est pas à prendre en compte, sauf telle que définie par la communauté concernée.

1. Peut-on utiliser l’inscription d’un élément sur les listes de la Convention pour établir les droits de propriété intellectuelle d’une communauté ou d’un groupe sur un élément ?
2. Non, la Convention ne peut établir de droits de propriété intellectuelle sur un élément du PCI en l’inscrivant sur ses listes ; déterminer comment ces droits pourraient être établis, à l’échelle internationale, sur les expressions culturelles traditionnelles est du ressort de l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.
3. Oui, l’inscription sur l’une des listes de la Convention confère automatiquement aux communautés et groupes le droit de demander des dommages-intérêts si quelqu’un d’autre pratique leur élément du PCI.
4. Oui, l’inscription sur l’une des listes de la Convention confère aux communautés et groupes concernés des droits de propriété intellectuelle sur leur patrimoine.

Note 10 : La bonne réponse est (a) : la [Convention](http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=0006) a pour objet principal de sauvegarder le patrimoine culturel immatériel, autrement dit permettre sa recréation permanente plutôt que de protéger juridiquement des manifestations spécifiques par des droits de propriété intellectuelle, ce qui est, au niveau international, essentiellement du domaine de compétence de l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). L’OMPI étudie actuellement la faisabilité d’un instrument normatif pour la protection des droits de propriété intellectuelle relatifs aux expressions culturelles traditionnelles, aux connaissances traditionnelles et aux expressions du folklore. La Convention déclare, en son article 3, que ses dispositions ne sauraient être interprétées comme affectant les droits et obligations des États parties qui découlent de tout instrument international relatif aux droits de la propriété intellectuelle. Les droits de propriété intellectuelle sont établis en premier lieu par la législation nationale et plusieurs États en font bénéficier les éléments de leur PCI. L’OMPI aide d’ailleurs ses États membres à élaborer des lois et règlements nationaux dans ce sens.

# 

# IMP 5.1.2 Hand-out: Additional resources

### The 2003 Convention

1. Text of the Convention: <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00022>
2. In addition to its six authoritative texts (Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish), the 2003 Convention has been translated, officially or unofficially, into many other languages. These translations are available online:  
   <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00102>
3. The Operational Directives: <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00026>
4. Kit of the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage produced by UNESCO: <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00018>
5. Janet Blake, Commentary on the UNESCO 2003 Convention on the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage, Institute of Art & Law, Leicester, 2006.
6. Main aims, and historical and political history of the Convention: [Intangible Heritage (Key Issues in Cultural Heritage)](http://www.amazon.co.uk/Intangible-Heritage-Key-Issues-Cultural/dp/0415473969/ref=sr_1_1?ie=UTF8&s=books&qid=1277726175&sr=1-1) by Laurajane Smith and Natsuko Akagawa (Routledge 2009): [http://books.google.com/](http://books.google.com/books?id=50fm8ozs6o8C&lpg=PP1&dq=intangible%20heritage&pg=PA1#v=onepage&q&f=false)
7. L. Lowthorp, ‘National Intangible Cultural Heritage (ICH) Legislation and Initiatives’, UNESCO-New Delhi Field Office, 2010.

### Nominations

1. UNESCO forms for nominations: <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00184>
2. The Intangible Heritage Lists: <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00011>

### International assistance

1. UNESCO form for applications: Safeguarding projects, form ICH-04

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00184>

1. UNESCO form for applications: Preparing nominations for the USL, form ICH-05

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00184>

1. UNESCO form for applications: Financial assistance requests for preparing proposals of programmes, projects or activities to be recognized under Article 18, form ICH-06  
   <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00184>

### Safeguarding

1. UNESCO resources on safeguarding: <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00012>
2. UNESCO resources on Living Human Treasures

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00061>

1. Background Paper for UNESCO Meeting, Intangible Heritage Beyond Borders: Safeguarding Through International Cooperation. Bangkok, 20 and 21 July 2010.
2. The UNESCO Concept of Safeguarding Intangible Cultural Heritage: Its Background and *Marrakchi* Roots, by Thomas M. Schmitt, 2008  
   <http://www.informaworld.com/smpp/content~db=all~content=a790564706>
3. Safeguarding Intangible Heritage and Sustainable Cultural Tourism: Opportunities and Challenges, UNESCO-EIIHCAP Regional Meeting, Hué, Viet Nam, 11-13 December 2007  
   <http://www.unescobkk.org/fileadmin/user_upload/culture/ICH/Report.pdf>

### Inventorying and documentation of intangible heritage

1. China’s intangible heritage inventory  
   <http://www.china.org.cn/china/2010-06/02/content_20171387_2.htm>

<http://www.chinaheritagequarterly.org/features.php?searchterm=007_twolists.inc&issue=007>

1. Cultural mapping in Fiji:  
   <http://www.iapad.org/publications/ppgis/ch03_rambaldi_pp28-35.pdf>
2. Cambodian inventory-making  
   <http://www.accu.or.jp/ich/en/pdf/c2005subreg_RP3.pdf>
3. Scottish inventory-making

<http://www.museumsgalleriesscotland.org.uk/publications/publication/71/scoping-and-mapping-intangible-cultural-heritage-in-scotland-final-report>

1. Bulgarian inventory-making   
   <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00263>
2. Brazilian inventory-making

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00264>

<http://www.transpersonalstudies.org/ImagesRepository/ijts/Downloads/Labate.pdf>

1. Venezuelan inventory-making  
   <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00265>
2. Documenting Sudanese traditional music taking community IP rights into account:

<http://www.wipo.int/export/sites/www/tk/en/culturalheritage/casestudies/sudanese_archives.pdf>

1. Documentation of Subanen indigenous knowledge: ‘Indigenous Knowledge Systems and Intellectual Property Rights: an Enabling Tool for Development with Identity’,byVel J. Suminguit, Workshop on Traditional Knowledge, the United Nations and Indigenous Peoples, 21-23 September 2005, Panama City. <http://www.ifad.org/english/indigenous/pub/documents/Indigeknowledge.pdf>
2. Recording living music and dance traditions in Ethiopia <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00262>

### Community participation and rights

1. Intangible Cultural Heritage and Intellectual Property: Communities, Cultural Diversity and Sustainable Development, edited by Toshiyuki Kono (Intersentia, 2009).
2. Chirikiure and Pwiti 2008, ‘Community Involvement in Archaeology and Cultural Heritage Management’ in Africa <http://ithuteng.ub.bw:8080/bitstream/handle/10311/471/Chikure_CA_2008.pdf?sequence=2>
3. Jonathan Prangnell; Anne Ross; Brian Coghill ‘Power relations and community involvement in landscape-based cultural heritage management practice: an Australian case study’ International Journal of Heritage Studies (vol 1&2) 2010.  
   <http://www.informaworld.com/smpp/title~content=t713685629>
4. Smith, L., Morgan, A., and Van der Meer, A., 2003. Community-driven research in cultural heritage management: the Waanyi women’s history project. International Journal of Heritage Studies, 9 (1), 65–80. <http://www.informaworld.com/smpp/title~content=t713685629>
5. WIPO work on intellectual property and traditional cultural expressions:

<http://www.wipo.int/tk/en/resources/>

1. A critical view of the Convention’s ability to safeguard indigenous communities’ heritage: Cultural Heritage, Traditional Knowledge and Indigenous Rights: An Analysis of the Convention for the Safeguarding of Intangible Cultural Heritage, by Paul Kuruk, 2004  
   <http://www.austlii.edu.au/au/journals/MqJICEL/2004/5.html>
2. M.F. Brown, Heritage Trouble: Recent Work on the Protection of Intangible Cultural Property, International Journal of Cultural Property (2005) 12:40–61

# 

# IMP 5.2 Plan de cours: Aperçu de la Convention

|  |
| --- |
| **Titre de l’activité : Mise en œuvre de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel au niveau national**  **5.2 – Aperçu de la Convention** |
| Durée : 1h30 |
| Objectif(s) :  Donner un aperçu de la Convention pour aider les participants à comprendre les notions et les mécanismes de la Convention ainsi que les principaux défis et opportunités que sa mise en œuvre présente. |
| Description :   1. PPT Aperçu de la Convention (exercice facultatif sur la diapo 16). |
| **Notes et suggestions :**  Les participants doivent tous avoir leurs textes fondamentaux avec eux ; lorsqu’il cite un article spécifique de la Convention ou un paragraphe des Directives opérationnelles, l’animateur peut demander aux participants de le trouver et d’en donner lecture à haute voix.  Les inventaires et l’assistance internationale seront abordés de façon plus complète lors des sessions 5.4 et 5.5.  De plus amples informations sur les listes, en particulier la LSU, seront données lors de la session 5.6 ; c’est pourquoi la présentation des listes est ici très succincte. |
| Documents de référence :  PPT 5.2 plus narratif |

# 

# IMP 5.2 Présentation: Aperçu de la Convention

|  |  |
| --- | --- |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

# IMP 5.2 Narratif: Aperçu de la Convention

### DIAPO 1. Titre : Aperçu de LA Convention DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATériel

### diapo 2. dans cette présentation…

Cette présentation donne d’abord un aperçu succinct de l’UNESCO, de sa mission et de trois de ses conventions relatives à la « diversité culturelle ».

Le sujet principal est sur la Convention du patrimoine culturel immatériel elle-même et sa mise en œuvre à travers l’évocation des sujets suivants :

* Objectifs de la Convention
* Organes directeurs de la Convention
* Deux listes et un Registre
* Directives opérationnelles
* Fonds de la Convention
* Obligations des États parties
* Avantages, pour les États parties, de la mise en œuvre de la Convention

### DIAPO 3. L’UNESCO et ses Conventions

L’UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture) est une organisation intergouvernementale qui a été établie en 1946 et qui compte actuellement 193 États membres.

Le but principal de l’UNESCO est d’agir dans les domaines de l’éducation, de la science, de la culture et de la communication pour favoriser la paix, le développement durable et le dialogue interculturel, et de contribuer à l’éradication de la pauvreté et des autres inégalités. Son action est actuellement principalement axée sur l’Afrique et les questions d’égalité entre hommes et femmes.

L’UNESCO a son siège à Paris et des antennes locales dans 56 pays, certaines desservant un seul pays, tandis que d’autres en desservent plusieurs. Parmi beaucoup d’autres choses, ces bureaux aident les États membres de l’UNESCO à mettre en œuvre les Conventions de l’UNESCO qu’ils ont ratifiées.

L’UNESCO s’attache à créer les conditions pour un dialogue entre les cultures et les peuples basé sur le respect de valeurs communément partagées. C’est à travers ce dialogue que le monde pourra instaurer un développement durable intégrant le respect des droits de l’homme, le respect mutuel et la réduction de la pauvreté, autant de thèmes qui sont inscrits au cœur de la mission du système des Nations Unies.

Les buts généraux et les objectifs concrets de la communauté internationale – tels que définis dans les objectifs du développement convenus à l’échelle internationale, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) – sont le fondement de toutes les stratégies et activités de l’UNESCO. Les compétences uniques de l’UNESCO dans le domaine de l’éducation, de la science, de la culture, de la communication et de l’information sont ainsi mobilisées pour contribuer à la réalisation de ces buts.

Une convention est un accord juridiquement contraignant entre des États qui fixe des buts communs. Pour atteindre ces buts, elle définit des méthodes et des règles, généralement au niveau national et international.

Il existe sept conventions de l’UNESCO dans le domaine de la culture et du patrimoine qui ont pour objet la conservation et la sauvegarde (i) du patrimoine matériel, immatériel et naturel et (ii) de la diversité des expressions culturelles qui existent actuellement dans le monde :

|  |
| --- |
| Les États membres de l’UNESCO ont élaboré et adopté 28 conventions, 13 déclarations et 30 recommandations entre 1946 et 2010. |
| Pour la liste de ces instruments juridiques normatifs, voir : |
| <http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=13649&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=-471.html> |
| **Conventions de l’UNESCO dans le domaine de la culture/du patrimoine :** |
| 1. Protection et promotion de la diversité des expressions culturelles (2005) |
| 1. Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003) |
| 1. Protection du patrimoine culturel subaquatique (2001) |
| 1. Protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972) |
| 1. Interdiction et prévention de l’importation, de l’exportation et du transfert de propriété illicites des biens culturels (1970) |
| 1. Protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954) |
| 1. Convention universelle sur les droits d’auteur (1952, 1971) |
| Les conventions de l’UNESCO auxquelles, dans l’idéal, tous les États membres devraient adhérer, sont élaborées lors de réunions intergouvernementales auxquelles tous ces États peuvent participer. Une fois que les experts gouvernementaux ont achevé leur travail de préparation, le projet résultant est soumis à la Conférence générale de l’UNESCO qui est l’organe suprême de l’organisation. La Conférence générale examine le projet et peut l’approuver. Il devient alors une convention de l’UNESCO que les États peuvent ratifier ou à laquelle ils peuvent adhérer d’une autre manière. |
| Les États membres peuvent devenir parties aux diverses conventions en les ratifiant. L’État qui ratifie une convention ou y adhère par tout autre moyen signifie qu’il approuve les buts et les méthodes de la convention et qu’il prendra les mesures qui s’imposent pour atteindre ces buts. |
| À propos des conventions, il est important de garder à l’esprit qu’elles sont toujours des compromis entre différents points de vue et approches, ce qui explique qu’il faut parfois plusieurs années pour les rédiger jusqu’à ce qu’un consensus général ou presque soit atteint. C’est pourquoi chaque mot de la Convention compte ; les États parties peuvent être enclins à chercher une marge de liberté pour leur propre interprétation, en particuliers de passages où le langage de la Convention n’est pas très explicite. Contrairement aux conventions, les recommandations et les déclarations n’ont pas un caractère juridiquement contraignant. |
| Les autres façons dont l’UNESCO encourage la diversité culturelle et la créativité humaines sont notamment : |
| L’aide aux États parties pour la mise en œuvre des Conventions au niveau national et international en tant que Secrétariat de ces Conventions. |
| L’aide aux États membres pour élaborer des politiques en matière de culture et de patrimoine, et pour les mettre en œuvre. |
| L’élaboration de projets pilotes dans de nombreux domaines, notamment le patrimoine naturel et culturel, les musées, les objets culturels, les langues, l’artisanat, etc. |

### DIAPO 4. TrOIS CONVENTIONS DE l’UNESCO apparentées relatives à la culture et au patrimoine

Trois Conventions de l’UNESCO relatives à la culture et au patrimoine encouragent explicitement la diversité culturelle (elles sont complémentaires sur bien des aspects, mais pas la totalité, loin s’en faut) :

**La Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972)**, qui a pour but la conservation des édifices et lieux ayant une valeur universelle exceptionnelle. La plupart des États membres de l’UNESCO (187) ont ratifié cette convention couramment appelée Convention du patrimoine mondial. C’est la plus connue de toutes les Conventions de l’UNESCO, en particulier du fait de sa Liste du patrimoine mondial sur laquelle le Comité chargé d’administrer la Convention a déjà inscrit plus de 900 sites de valeur universelle exceptionnelle.

**La Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003)**, qui a pour but la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l’humanité. En novembre 2010, 133 pays étaient parties à cette convention. Celle-ci diffère sensiblement de la Convention du patrimoine mondial par son approche et son champ d’application, mais elle s’en est largement inspirée pour plusieurs de ses dispositions, par exemple celles qui concernent ses organes directeurs, ses listes, son Fonds et les contributions des États parties.

**La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005)** a pour but de promouvoir la diversité culturelle en renforçant la chaîne des projets créatifs, de la production jusqu’à la diffusion, l’accès et la jouissance des expressions culturelles (musique, artisanat, peinture, spectacles, etc.). En novembre 2010, 115 pays étaient parties à la Convention.

### DIAPO 5. ComparAiSOn DE DEUX Conventions (1)

Des discussions sur la nécessité d’un instrument juridique international visant à protéger le patrimoine culturel immatériel ont eu cours pendant 25 ans environ au sein de l’UNESCO.

Cette période a été marquée en particulier par l’adoption en 1989 de la Recommandation de l’UNESCO relative à la sauvegarde de la culture traditionnelle et du folklore et par les premières proclamations des Chefs-d’œuvre du patrimoine oral et immatériel de l’humanité en 2001. De nouvelles proclamations de Chefs-d’œuvre ont lieu en 2003 et 2005. La Convention du patrimoine culturel immatériel, finalement adoptée en 2003, est entrée en vigueur en 2006.

Au cours de ce processus, les questions suivantes (parmi d’autres) ont suscité de nombreux débats :

* Faut-il simplement adapter la Convention du patrimoine mondial pour inclure la sauvegarde du PCI ou faut-il une Convention distincte pour le PCI ?
* Comment déterminer la valeur du PCI, en faisant référence à des critères définis par des experts ou à son importance pour les individus qui le pratiquent et le transmettent ?
* Des listes du PCI sont-elles nécessaires ? Dans l’affirmative, quel doit être leur but ? Quels liens doit-il y avoir entre elles ? Quels noms leur donner ? S’agira-t-il de listes ou de registres ?

La comparaison entre la Convention du patrimoine culturel immatériel et la Convention du patrimoine mondial fait apparaître certaines des raisons qui ont motivé la décision d’élaborer une nouvelle convention.

Là où la Convention du patrimoine mondial parle de protection axée sur les sites culturels et naturels de valeur universelle exceptionnelle, la Convention du patrimoine culturel immatériel parle de sauvegarde axée sur des pratiques culturelles et sociales, des savoir-faire et des connaissances qui ont une importance avant tout pour les individus qui les mettent en pratique.

Sauvegarder le PCI, c’est notamment veiller à ce qu’il continue à avoir une signification pour les communautés ou groupes concernés, à ce que ces derniers continuent à investir du temps et des efforts pour lui et à ce que le contexte soit favorable à sa pratique et à sa transmission continues.

Bien que les deux conventions aient un système de listes, le principal critère d’inscription sur la Liste du patrimoine mondial est la « valeur universelle exceptionnelle », tandis que l’inscription sur la Liste du patrimoine culturel immatériel est justifiée en premier lieu par la valeur du PCI pour les communautés, groupes et individus concernés. La conservation du patrimoine matériel a toujours eu pour but de garder des traces du passé (objets et édifices) pour maintenir une importance qui est essentiellement définie par des experts, sur la base de critères tels que l’authenticité et l’intégrité, bien que la gestion du patrimoine matériel commence, elle aussi, à prendre en compte les valeurs pour la communauté (c’est-à-dire la valeur sociale).

La Convention du patrimoine culturel immatériel s’attache à promouvoir, sauvegarder et respecter des expressions et pratiques culturelles qui sont mises en œuvre, reconnues et appréciées à l’époque contemporaine par des communautés, groupes et individus.

Le patrimoine immatériel peut comporter des éléments matériels (lieux, édifices, objets, matériel, costumes, instruments) qui lui sont associés. Dans certains cas, la sauvegarde consiste donc notamment à veiller à la disponibilité des outils et matériaux ou autres conditions indispensables pour la pratique ou la transmission, mais elle n’est pas spécifiquement focalisée sur la conservation des produits matériels de pratiques patrimoniales immatérielles. La Convention s’intéresse aux processus, pas aux produits. Par exemple, si une méthode traditionnelle de construction de ponts doit être sauvegardée, ce ne sont pas les ponts proprement dits qui ont nécessairement besoin d’être conservés ou protégés, mais plutôt les savoir-faire et connaissances indispensables pour les construire. Veiller à la disponibilité d’outils ou matériaux de construction spécifiques pour construire les ponts n’est pas la même chose que conserver ces outils pour leur valeur intrinsèque.

Le PCI, souvent qualifié de patrimoine vivant, est constamment pratiqué de façons légèrement différentes. Des experts du patrimoine matériel et immatériel, réunis à Nara (Japon) en octobre 2004, ont adopté le point de vue exprimé dans ce qui est appelé la Déclaration de Yamato, selon laquelle dans la mesure où le patrimoine culturel immatériel est constamment recréé, le terme « authenticité » appliqué au patrimoine matériel n’est pas pertinent pour identifier et sauvegarder le patrimoine immatériel.

L’intention de la Convention du patrimoine culturel immatériel n’est pas de valider une manière authentique et historiquement exacte de pratiquer ou de transmettre des éléments du PCI et les initiatives qui peuvent avoir pour effet de figer des éléments du PCI ne sont pas encouragées par la Convention.

Inspirée de la Déclaration universelle de l’UNESCO sur la diversité culturelle (2001), la Convention pose comme principe l’égalité fondamentale entre les cultures et les expressions et pratiques culturelles qui sont caractéristiques de peuples, communautés et groupes spécifiques. Elle rejette par conséquent toute hiérarchie entre le PCI de différents groupes, peuples ou États, ou entre les éléments du PCI d’un seul et même groupe. Les éléments du PCI inscrits sur les listes de la Convention ou inscrits à un inventaire, ne sont pas considérés comme plus importants ou de plus grande valeur que les éléments non inscrits ou non inventoriés.

|  |
| --- |
| La Convention du patrimoine culturel immatériel a été profondément influencée par la Déclaration universelle de l’UNESCO sur la diversité culturelle (2001) :  <http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=13179&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>  Le Préambule de la Déclaration de 2001 : |
| Définit la culture comme étant « l’ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social », englobant, « outre l’art et les lettres, les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ». |
| Constate « que la culture est au cœur des débats contemporains sur l’identité, la cohésion sociale et le développement d’une économie fondée sur le savoir ». |
| Affirme « que le respect de la diversité des cultures, la tolérance, le dialogue et la coopération, dans un climat de confiance et de compréhension mutuelles sont un des meilleurs gages de la paix et de la sécurité internationales ». |
| Aspire à « une plus grande solidarité fondée sur la reconnaissance de la diversité culturelle, sur la prise de conscience de l’unité du genre humain et sur le développement des échanges interculturels ». |
| Les paragraphes suivants de la Déclaration de Yamato (<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001376/137634e.pdf>) – ensemble de recommandations formulées lors d’une réunion d’experts qui s’est tenue en octobre 2004 à Nara (Japon) – s’appliquent parfaitement à la protection du patrimoine matériel et la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel : |
| « 9. conscients que les éléments du patrimoine matériel et du patrimoine immatériel au sein des communautés et des groupes sont souvent interdépendants ; |
| 10. considérant en outre qu’il existe d’innombrables exemples de patrimoine culturel immatériel dont l’existence ou l’expression ne dépend pas de lieux ou d’objets spécifiques, et que les valeurs associées aux monuments et sites ne sont pas considérées comme un patrimoine culturel immatériel au sens de la Convention de 2003 quand ceux-ci appartiennent au passé, et non au patrimoine vivant des communautés actuelles ; |
| 11. tenant compte de l’interdépendance et des différences entre patrimoine culturel matériel et patrimoine immatériel, ainsi qu’entre les approches adoptées pour les sauvegarder, nous préconisons que, dans toute la mesure du possible, des approches intégrées soient élaborées afin que la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel des communautés et des groupes soit cohérente et mutuellement bénéfique, avec un effet de renforcement réciproque ; » |
| Les experts réunis à Nara ont invité : |
| « 12. les autorités nationales, les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, ainsi que les particuliers qui œuvrent activement pour la sauvegarde du patrimoine culturel, à étudier et soutenir les études sur les stratégies et procédures permettant d’intégrer la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel, et de toujours le faire en étroite collaboration et en accord avec les communautés et les groupes concernés ; |
| 13. l’UNESCO à adopter et mettre en œuvre dans ses programmes et projets, s’il y a lieu, une vision large et intégrée du patrimoine, à soutenir le renforcement des capacités et à formuler des recommandations concernant les meilleures pratiques dans l’esprit de cette Déclaration ; » |

### DIAPO 6. ComparAiSOn DE DEUX Conventions (2)

D’autres aspects de la Convention du patrimoine immatériel peuvent être illustrés par la comparaison avec la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005).

Cette convention, couramment appelée Convention sur la diversité culturelle, s’intéresse aux expressions culturelles contemporaines en général, lesquelles peuvent inclure la musique, le cinéma, l’artisanat, la peinture, les arts du spectacle, etc. Ces expressions culturelles représentent dans la plupart des cas de nouvelles créations : elles ne sont pas nécessairement transmises de génération en génération comme l’est le patrimoine immatériel et ne changent pas nécessairement constamment. La Convention sur la diversité culturelle a pour but de promouvoir la diversité culturelle en encourageant les productions et les industries culturelles, ainsi qu’en encourageant et réglementant la diffusion des biens et services culturels.

La Convention sur la diversité culturelle s’efforce de promouvoir le développement en renforçant la chaîne des projets créatifs, depuis la production des expressions culturelles jusqu’à leur diffusion, en passant par les moyens d’accès et la jouissance. La Convention du patrimoine culturel immatériel s’attache à un but assez différent : encourager la pratique et la transmission continues du PCI, ce qui peut d’ailleurs contribuer en même temps au développement, directement ou indirectement. Une partie du PCI est transmise de génération en génération parce qu’elle procure des moyens de subsistance aux individus et la valeur économique du PCI est de plus en plus importante comme motivation pour la sauvegarde du PCI, en particulier – mais pas seulement – dans les États en développement. Toutefois, dans le cadre de la Convention du patrimoine culturel immatériel, la « commercialisation excessive » (DO 102) et le « détournement commercial » (DO 117) sont expressément découragés et il convient de faire en sorte que « l’usage commercial [du PCI] n’altère pas la signification du patrimoine culturel immatériel, ni sa finalité pour la communauté concernée » (DO 117).

**Les Directives opérationnelles à propos de la valeur et de l’usage commercial du PCI :**

116. Les activités commerciales qui peuvent émerger de certaines formes de patrimoine culturel immatériel et le commerce de biens culturels et de services liés au patrimoine culturel immatériel peuvent faire prendre davantage conscience de l’importance d’un tel patrimoine et générer des revenus pour ses praticiens. Ils peuvent contribuer à l’amélioration du niveau de vie des communautés qui détiennent et pratiquent ce patrimoine, au renforcement de l’économie locale et à la cohésion sociale. Ces activités et ce commerce ne doivent pas mettre en péril la viabilité du patrimoine culturel immatériel, et toutes les mesures appropriées devront être prises pour s’assurer que les communautés concernées en sont les principales bénéficiaires. Une attention particulière devra être accordée à la façon dont ce type d’activités pourrait affecter la nature et la viabilité du patrimoine culturel immatériel, en particulier le patrimoine culturel immatériel dont les manifestations se rattachent aux domaines des rituels, des pratiques sociales ou des savoirs concernant la nature et l’univers.

117. Des précautions particulières devront être prises pour éviter le détournement commercial, gérer le tourisme de manière durable, trouver le bon équilibre entre les intérêts de la partie commerçante, l’administration publique et les praticiens culturels, et pour faire en sorte que l’usage commercial n’altère pas la signification du patrimoine culturel immatériel ni sa finalité pour la communauté concernée.

### DIAPO 7. LA CONVENTION DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATériel

Comme indiqué plus haut, une convention est un accord juridiquement contraignant entre États qui définit des buts communs et expose les méthodes et règles pour atteindre ces buts.

La Conférence générale de l’UNESCO a adopté la Convention du patrimoine culturel immatériel en octobre 2003. Sept ans après, fin 2010, elle avait été ratifiée par 133 États. Elle est entrée en vigueur en 2006, quand le nombre d’États parties a atteint 30.

La Convention est disponible en six versions officielles : en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe ; de nombreux États l’ont déjà fait traduire dans d’autres langues.

Pour toutes ces versions, voir le site Internet de la Convention

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00006>

Le texte de la Convention comprend les principales parties suivantes :

**Un préambule**, qui présente le contexte de la Convention et parle spécifiquement du rôle important des communautés dans la pratique et la transmission du PCI ainsi que des facteurs qui menacent sa viabilité.

**Un article sur les objectifs** (art. 1), qui explique ce que la Convention veut atteindre.

**Un article sur les définitions** (art. 2), qui explique ce que veulent dire, dans la Convention, des termes tels que « PCI » et « sauvegarde ».

**Des articles sur les organes directeurs (**art. 4-8), qui établissent une Assemblée générale et un Comité intergouvernemental.

**Des articles sur la sauvegarde à l’échelon national** (art. 11-15), qui expliquent comment les États parties devraient ou pourraient sauvegarder le PCI présent sur leur territoire.

**Des articles sur la sauvegarde à l’échelle internationale** (art. 16-18), qui donnent des explications sur les listes et le Registre des meilleures pratiques de sauvegarde de la Convention.

**Des articles sur la coopération et l’assistance internationales** (art. 19-28), qui expliquent comment les États parties peuvent s’aider mutuellement pour mettre en œuvre la Convention.

**Des articles sur la production de rapports** (art. 29-30), qui exposent les obligations des États parties en matière de rapports.

**Des articles sur la ratification** (art. 32-33), qui expliquent comment les États peuvent devenir parties à la Convention.

### DIAPO 8. Objectifs de la Convention

Quels sont les objectifs de la Convention ?

L’article 1 de la Convention cite les objectifs suivants :

* *Sauvegarder* le patrimoine culturel immatériel

C’est le principal objectif de la Convention, comme le montre le titre même de la Convention. En la ratifiant, les États parties s’obligent à sauvegarder le PCI situé sur leur territoire ; plusieurs articles de la Convention conseillent les États parties sur les moyens de s’acquitter de cette obligation ; il existe une Liste de sauvegarde urgente et la finalité première du Fonds de la Convention est d’apporter son soutien aux activités de sauvegarde et de renforcement des capacités sur le territoire des États parties, en particulier dans les pays en développement.

* Susciter le *respect* du patrimoine culturel immatériel des communautés, groupes et individus concernés

La Convention encourage le respect du patrimoine culturel immatériel conforme à la définition donnée par la Convention, contre l’indifférence, l’intolérance ou autres attitudes négatives. Ces attitudes peuvent être observées tant au sein des communautés, dans leur façon de considérer leur propre patrimoine immatériel, qu’au sein du grand public, des administrations et organismes publics. Les attitudes négatives, surtout quand elles sont exprimées par des groupes sociaux puissants ou par les autorités, peuvent limiter la pratique et la transmission durables du patrimoine culturel immatériel.

* Renforcer la visibilité du PCI et la *sensibilisation,* aux niveaux local, national et international, à l’importance du patrimoine culturel immatériel et de son *appréciation* *mutuelle*

Le but de la Convention n’est pas seulement le respect, mais aussi une prise de conscience générale de la diversité et de la profondeur du PCI, ainsi que de ses fonctions importantes pour les communautés et les individus partout dans le monde. En particulier, la Convention cherche à promouvoir l’appréciation mutuelle du patrimoine culturel immatériel de toutes les communautés et de tous les groupes, tant au niveau national qu’au niveau international. La Convention encourage également la sensibilisation à l’importance du patrimoine culturel immatériel en tant que pilier de la diversité culturelle et élément essentiel de la créativité humaine.

* Favoriser la coopération et l’assistance internationales

Du fait que l’approche de la Convention est relativement nouvelle dans le domaine de la gestion du patrimoine, il y a beaucoup à faire en matière d’élaboration de méthodologies et de partage des exemples de bonnes pratiques. L’aide mutuelle, l’apport de compétences et d’informations ainsi que le partage de l’expérience acquise en matière de sauvegarde du PCI ne peuvent qu’être bénéfiques pour les États parties. Cela peut les aider à mieux cibler leurs activités de sauvegarde, à améliorer leur efficacité et leur rentabilité.

La Convention encourage en particulier la coopération entre les États parties qui ont en commun des éléments spécifiques du patrimoine culturel immatériel. Cette coopération peut prendre la forme de soumissions conjointes de candidatures pour les listes de la Convention et de demandes d’assistance internationale conjointes. Dans la mesure où la plupart des frontières contemporaines ont été tracées sans tenir compte des conditions ou des avis locaux, de nombreux éléments du patrimoine culturel immatériel sont présents dans plusieurs pays voisins. Une autre raison pour laquelle des éléments du PCI peuvent être répartis dans plusieurs pays – pas nécessairement voisins – est l’immigration. La coopération internationale peut aider à sauvegarder plus efficacement le patrimoine culturel immatériel commun.

Dans les Directives opérationnelles (DO 13), les pays sont encouragés à coopérer et (DO 86, 88) à collaborer par l’intermédiaire des centres de catégorie 2 et par d’autres moyens.

Les centres de catégorie 2 sont des institutions travaillant sous les auspices de l’UNESCO qui coordonnent les activités autour d’un sujet spécifique dans plusieurs pays ou dans une région. De nombreux centres de catégorie 2 travaillent sur les questions liées à l’eau. Le nombre de centres dans le domaine de la culture et du patrimoine est en augmentation. Le premier consacré au patrimoine culturel immatériel, le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Amérique latine (CRESPIAL), basé au Pérou, a été établi en 2006. En 2010, des accords établissant cinq nouveaux centres de catégorie 2 sur des aspects spécifiques de la sauvegarde du PCI ont été signés entre l’UNESCO et la Bulgarie, la Chine, le Japon, la République de Corée et la République islamique d’Iran[[2]](#footnote-2).

UNESCO, Le patrimoine immatériel au-delà des frontières : la sauvegarde au travers de la coopération internationale. Bangkok, 20 et 21 juillet 2010.

Ordre du jour : <http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/07382-EN.pdf>

Document de travail : <http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/07384-EN.pdf>

### DIAPO 9. DEUX LISTES ET UN REGISTRE

Deux listes et un Registre des bonnes pratiques ont été établis en vertu de la Convention. L’article 17 de la Convention établit la Liste de sauvegarde urgente (intitulé complet : Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente), destinée à sauvegarder les éléments du PCI dont la viabilité est menacée.

L’article 16 établit la Liste représentative (intitulé complet : Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l’humanité). Cette liste est destinée à illustrer la diversité du PCI de l’humanité dans tous ses domaines, dans toutes les communautés et tous les groupes. Elle vise à assurer une plus grande visibilité au PCI en général et à sensibiliser à son importance, ainsi qu’à encourager un dialogue respectueux de la diversité culturelle. Les États soumettent également des candidatures sur cette liste parce qu’ils sont fiers de leur PCI et veulent le montrer au reste du monde.

L’article 18 de la Convention concerne la sélection des programmes, projets et activités qui reflètent le mieux les principes et objectifs de la Convention. Ils sont présentés dans un Registre des bonnes pratiques (de sauvegarde) (DO 43, 46). Une fois qu’ils sont inscrits dans le Registre, le Comité et le Secrétariat les font connaître afin que d’autres pays et personnes travaillant dans le même domaine puissent profiter de l’expérience acquise.

Les États parties peuvent proposer des éléments à inscrire sur ces listes et des bonnes pratiques à faire figurer dans le Registre.

De plus amples informations sur les listes, en particulier la Liste de sauvegarde urgente, seront données à la session 5.6 ; la présentation de ces listes est donc très brève à ce stade.

En n[ovembre 2008](http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00196), 90 éléments provenant d’un programme de l’UNESCO appelé Proclamation des Chefs-d’œuvre du patrimoine oral et immatériel de l’humanité ont été inscrits sur la Liste représentative ; 76 nouveaux éléments ont été inscrits sur cette même liste en novembre 2009 et 47 autres en novembre 2010, ce qui donne un total de 213 éléments inscrits. Les premières inscriptions sur la Liste de sauvegarde urgente datent de 2009 et concernent 12 éléments ; en 2010, quatre autres ont été inscrits. En 2009, trois programmes ont été inscrits au Registre des bonnes pratiques. Un nombre substantiel de candidatures à examiner dans le cadre de la session 2011 ont déjà été reçues pour la Liste de sauvegarde urgente et le Registre des bonnes pratiques.

Voici quelques exemples d’éléments inscrits sur les listes et un plan de sauvegarde inscrit au Registre.

### DIAPO 10. Le Sanké mon : le rite de pêche collective du Sanké menacé de disparition

Le rite de pêche collective du Sanké mon a lieu tous les ans dans la région du Ségou, au Mali, pour marquer le début de la saison des pluies et commémorer la fondation de la ville de San. Il commence par le sacrifice de coqs et de chèvres et par des offrandes des habitants du village aux esprits de l’eau qui habitent la mare Sanké. La pêche collective a lieu ensuite pendant quinze heures en utilisant des filets à larges et petites mailles. Elle est immédiatement suivie d’une danse masquée sur la place publique dans laquelle se produisent des danseurs Buwa de San et des villages des environs qui portent le costume traditionnel et des coiffes décorées de coquilles de cauries et de plumes et exécutent une chorégraphie particulière au rythme de divers tambours. Le rite renforce les valeurs collectives de cohésion sociale, de solidarité et de paix entre les communautés locales. Depuis quelques années, il connaît une chute de popularité à cause de la diminution du nombre de personnes qui connaissent sa fonction et son histoire, à cause aussi d’accidents occasionnels pendant son déroulement et de la dégradation de la mare Sanké due aux pluies insuffisantes et aux effets du développement urbain.

L’élément est inscrit sur la Liste de sauvegarde urgente ; des mesures de sauvegarde ont été prises (<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00011&USL=00289>).

|  |
| --- |
| Le dossier de candidature de cet élément présente les mesures de sauvegarde suivantes :   * + développer auprès des populations locales, y compris les autorités politiques et administratives, un argumentaire sur les bénéfices socioculturels, naturels et économiques d’une bonne conservation du « Sanké mon », rite de pêche collective dans le Sanké ;   + la reconnaissance nationale et internationale du « Sanké mon » comme bien culturel immatériel d’expression de l’identité culturelle, de la solidarité et de la cohésion sociale ;   + assurer une valorisation et une sauvegarde durable du « Sanké mon » par des actions de collecte, de conservation, de promotion et de diffusion du patrimoine culturel lié à la pratique ;   + éduquer les jeunes afin de favoriser la transmission des connaissances liées au « Sanké mon », rite de pêche collective dans le Sanké ;   + empêcher le tarissement et toute éventuelle disparition de la mare par l’irrigation et le curage des voies d’eau obstruées ;   + insérer le Sanké mon dans les circuits touristiques du Mali, plus particulièrement de la région de Ségou, tout en régulant l’impact du tourisme sur la préservation du « Sanké mon », rite de pêche collective dans le Sanké. |

### DIAPO 11. le Tango INSCRIT SUR la liste représentative

Le Tango est un symbole de la culture populaire de l’Argentine et de l’Uruguay, en particulier de leurs capitales. Il a été inscrit sur la Liste représentative conjointement par l’Argentine et l’Uruguay. Il est né dans les milieux populaires des villes de Buenos Aires et Montevideo, dans le bassin du Rio de la Plata, où se mêlent immigrés européens, descendants d’esclaves africains et autochtones (les *criollos*)*.* La musique, la danse et les chansons du Tango ont intégré cette grande diversité d’influences culturelles pour devenir le symbole de l’identité culturelle distinctive de la culture populaire de la région. Le Tango est aujourd’hui encore couramment pratiqué dans les dancings traditionnels de Buenos Aires et Montevideo, mais il s’est aussi répandu un peu partout dans le monde, s’adaptant à de nouveaux environnements et à l’évolution de l’époque.

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00011&RL=00258>

### DIAPO 12. UN EXEMPLE DE BONNE PRATIQUE : le musée-école du projet de Pusol

A l’origine, en 1968, simple école rurale publique de Pusol (Elche, Espagne) avec un unique enseignant, avant de faire des émules dans d’autres villes de la région, le *Centre pour la culture traditionnelle – musée-école du projet pédagogique de Pusol* a intégré avec succès le patrimoine dans l’éducation formelle. Ce projet éducatif novateur a deux objectifs principaux : intégrer le patrimoine culturel et naturel local dans le programme scolaire et contribuer à la sauvegarde du patrimoine d’Elche à travers l’éducation, la formation, l’action directe et la sensibilisation dans les écoles. Guidés par les enseignants et des collaborateurs externes, les enfants étudient leur patrimoine au contact des détenteurs de traditions d’Elche, recueillent des données sur le terrain, font de la muséographie, étudiant et explorant par eux-mêmes leur patrimoine local, s’instruisant ainsi les uns les autres et instruisant les visiteurs. Le projet, qui a formé près de 500 écoliers, a débouché sur la création d’un musée-école riche de plus de 61 000 entrées d’inventaire et 770 enregistrements oraux.

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00011&Art18=00306>

### DIAPO 13. les Organes de la Convention

Les conventions de l’UNESCO sont intergouvernementales (conclues entres des États) ; elles sont gérées par des organismes ou organes composés de représentants des États qui les ont ratifiées. La Convention du PCI possède deux organes : une Assemblée générale et un Comité intergouvernemental.

L’Assemblée générale est l’organe souverain de la Convention du patrimoine immatériel. Tous les États parties à la Convention sont membres de l’Assemblée générale. Celle-ci donne des instructions au Comité intergouvernemental et a le dernier mot dans les questions d’interprétation de la Convention.

L’Assemblée générale se réunit tous les deux ans au mois de juin ; elle s’est réunie pour la première fois en 2006. Elle définit son propre règlement et n’a aucun lien de subordination vis-à-vis de l’UNESCO. Pas plus qu’elle n’a de liens de subordination vis-à-vis de toute autre Convention.

Le Comité intergouvernemental est composé de représentants de 24 États parties à la Convention, élus par l’Assemblée générale pour quatre ans. Les membres du Comité ont pour mission de superviser la mise en œuvre de la Convention, notamment l’inscription du PCI sur les listes de la Convention et l’inscription des bonnes pratiques au Registre. Le Comité intergouvernemental a également pour tâche, parmi de nombreuses autres choses, de rédiger les Directives opérationnelles et de gérer le Fonds de la Convention.

Le Comité intergouvernemental se réunit en session ordinaire une fois par an et rend compte régulièrement de ses activités à l’Assemblée générale.

Il a tenu jusqu’à présent les réunions suivantes :

1.COM : Alger, 2006,

2.COM : Japon, 2007,

3.COM : Istanbul, 2008,

4.COM : Abu Dhabi, 2009,

5.COM : Nairobi, 2010.

La prochaine session ordinaire aura lieu à Bali (Indonésie), probablement en novembre 2011 ; deux sessions extraordinaires se sont tenues lors de la préparation par le Comité du premier ensemble de directives opérationnelles : Chengdu, mai 2007, et Sofia, février 2008.

Pour la composition du Comité, voir : <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00028>

Pour assurer une répartition géographique équitable des membres du Comité et de ses organes subsidiaires, le Comité a décidé de suivre le principe de 6 (six) groupes électoraux, utilisé au sein des organes de l’UNESCO comme base pour la répartition des sièges. Ainsi, les organes subsidiaires du Comité comptent généralement six membres, un par groupe électoral. Le Comité intergouvernemental a 24 sièges et à tout moment chacun des six groupes a au moins trois sièges au Comité, les six sièges restants étant répartis entre les groupes électoraux proportionnellement au nombre d’États parties appartenant à ces groupes.

Actuellement (2010 – 2012), la répartition des sièges est la suivante :  
I: Europe occidentale/Amérique du Nord : Chypre, Italie, Espagne  
2: Europe orientale : Albanie, Azerbaïdjan, Croatie, République tchèque  
3: Amérique latine et Caraïbes : Cuba, Grenade, Nicaragua, Paraguay, Venezuela  
4: Asie et Pacifique : Chine, Corée, Indonésie, Iran, Japon  
5a: Afrique subsaharienne : Burkina Faso, Kenya, Madagascar, Niger  
5b: États arabes : Jordanie, Maroc, Oman

Le Bureau du Comité intergouvernemental a pour mandat d’agir au nom du Comité sur des points particuliers entre les sessions du Comité. Il est composé de six États, à raison, là encore, d’un par groupe électoral.

Actuellement, le Bureau est composé du professeur Aman Wirakartakasumah (Indonésie) en tant que Président du Comité, de Monsieur Ion de la Riva (Espagne) en tant que Rapporteur du Comité, et de membres de l’Albanie, du Nicaragua, du Niger et du Maroc en tant que Vice-présidents du Comité.

Il assurera ses fonctions jusqu’à la fin de la session 2011 du Comité, en Indonésie.

Le Comité peut aussi créer des organes consultatifs *ad hoc* pour l’aider à s’acquitter de ses tâches (art 8.3), ainsi que des organes subsidiaires (article 21 du Règlement intérieur du Comité). Des ONG accréditées (Art. 9.1, DO 90 – 99), dotées de compétences avérées dans le domaine du PCI, peuvent être invitées à conseiller le Comité.

Le Secrétariat de l’UNESCO aide les organes directeurs de la Convention et ses organismes subsidiaires et/ou consultatifs à mettre en œuvre la Convention, notamment en recevant et traitant toutes les candidatures pour les listes et le Registre, toutes les demandes d’assistance et tous les rapports soumis par les États parties.

Des ONG et autres organisations peuvent demander l’accréditation au titre de la Convention (en utilisant le formulaire ICH 09). Ces organisations peuvent, sur demande, fournir des services de conseils au Comité, dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention.

La Convention encourage les États parties et les communautés à consulter et à associer les ONG à l’identification, à la définition et à la sauvegarde du PCI situé sur leur territoire ; les Directives opérationnelles préconisent un large choix de partenaires : elles encouragent la coopération non seulement avec des ONG, mais aussi avec des experts, des centres d’expertise, des instituts de recherche (DO 79 – 89). Des ONG et d’autres organisations et experts peuvent, naturellement, seconder les organismes publics et/ou les communautés dans l’accomplissement de diverses activités ayant pour but de sauvegarder le PCI et de mettre en œuvre la Convention au niveau national.

### diapo 14. les Directives Opérationnelles

Les Directives opérationnelles sont des lignes directrices qui ont pour objet d’aider les États parties à mettre en œuvre la Convention aux niveaux national et international. Elles sont élaborées par le Comité et soumises à l’approbation de l’Assemblée générale. Elles abordent de nombreux sujets et énoncent les règles et procédures pour soumettre, examiner et évaluer les candidatures sur les listes et le Registre de la Convention, ainsi que pour utiliser le Fonds de la Convention. Les Directives opérationnelles recommandent aux États des méthodes pour organiser la sauvegarde du PCI présent sur leur territoire, précisant ainsi les articles 13 à 15 de la Convention, et leur indiquent comment réaliser sur leur territoire cet autre but majeur de la Convention qu’est la sensibilisation.

Contrairement à la Convention, les Directives opérationnelles peuvent être modifiées, adaptées et complétées relativement facilement ; toute modification proposée par le Comité doit être approuvée par l’Assemblée générale qui se réunit tous les deux ans. Les Directions opérationnelles ne seront probablement jamais définitives. Le premier ensemble de Directives opérationnelles a été approuvé en juin 2008 ; elles ont été modifiées, principalement pour ce qui concerne les règles et le calendrier de soumission et de traitement des candidatures sur la Liste de sauvegarde urgente, et augmentées en juin 2010.

Les Directives opérationnelles sont disponibles en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe :

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00026>

### diapo 15. lE fonds du PCI

* Le Fonds du PCI finance principalement l’assistance internationale, comme il est indiqué au chapitre V de la Convention.
* En principe, les États parties versent au Fonds une partie de leur contribution à l’UNESCO (actuellement 1 %).
* Certains États parties et diverses organisations versent d’importantes contributions supplémentaires.

Le chapitre V, article 20, de la Convention indique le but de l’assistance internationale comme étant :

* La sauvegarde du patrimoine inscrit sur la Liste de sauvegarde urgente ;
* La préparation des inventaires ;
* Le soutien à d’autres activités de sauvegarde ;
* D’autres buts considérés comme importants par le Comité (voir DO 67).

Les demandes d’aide émanant de pays en développement qui sont parties à la Convention sont prioritaires ; le Fonds dispose actuellement de suffisamment de fonds pour cela.

La question de l’assistance internationale est traitée plus en détail à la session 5.5 du cours.

### diapo 16. exercice : Obligations des états parties à la Convention

Les participants peuvent étudier les principales obligations qui incombent aux États parties qui ratifient la Convention. Demandez-leur de chercher, dans leur copie de la Convention, les passages où il est dit « Il appartient aux États parties… » ou « Les États parties s’efforcent de… ». Demandez-leur de trouver au moins un ou deux exemples de chaque dans les articles 11-15, 26 et 29.

Laissez 10 minutes aux participants pour lire le texte de la Convention, puis engagez la discussion et résumez comme suit :

### diapo 17. Obligations des états parties à la Convention

Les pays qui veulent ratifier la Convention du patrimoine culturel immatériel doivent déposer un instrument de ratification (ou d’approbation ou d’adhésion) adressé au Directeur général de l’UNESCO. En déposant leur instrument de ratification, d’adhésion, etc., ils acceptent diverses obligations et s’engagent à mener à bien ou à s’efforcer de mener à bien diverses tâches en vue de sauvegarder le patrimoine culturel immatériel tant sur le plan local que sur le plan international.

Les États qui ne sont pas membres de l’UNESCO peuvent adhérer à la Convention. Les États membres de l’UNESCO peuvent ratifier, accepter ou approuver la Convention, conformément à leurs règles constitutionnelles.

**La principale obligation des États parties est d’identifier et de sauvegarder le patrimoine culturel immatériel présent sur leur territoire**, dans tous les domaines et au sein de tous les groupes de populations, tout en essayant de faire participer le plus possible les communautés concernées :

Article 11.a – Il appartient à chaque État partie de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde du PCI présent sur son territoire.

Article 15 – Chaque État partie s’efforce d’assurer la plus large possible participation des communautés, groupes et, le cas échéant, individus à la sauvegarde de ce patrimoine.

**Les États parties doivent également dresser des inventaires de ce patrimoine :**

Article 11.b – Il appartient à chaque États partie d’identifier et de définir le PCI présent sur son territoire avec la participation des communautés.

Article 12 – Chaque États partie dresse et met à jour un ou plusieurs inventaires du PCI présent sur son territoire.

**Et les États parties ont également quelques obligations administratives et financières :**

Article 26 – Les États parties s’engagent à verser au Fonds une contribution pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Article 29 et 30 – Les États parties soumettent des rapports sur la mise en œuvre de la Convention au niveau national.

### diapo 18. avantages de la mise en œuvre de la Convention

Naturellement, ces obligations s’accompagnent d’avantages résultant de la mise en œuvre de la Convention.

* Une meilleure sauvegarde du PCI à l’échelle nationale, ce qui contribue :
  + au bien-être des communautés ;
  + au respect et à la compréhension entre communautés ;
  + à la diversité culturelle, aux niveaux national et international ;
  + au développement durable, notamment un tourisme adapté et respectueux.
* Bénéficier de l’assistance internationale pour sauvegarder le patrimoine culturel immatériel présent dans le pays.
* Faire partie d’un réseau mondial, actif dans le domaine du patrimoine.
* Proposer des éléments pour inscription sur les listes et – si tout va bien – obtenir leur inscription.
* Attirer l’attention sur les bonnes pratiques de sauvegarde et les partager grâce au Registre.
* Partager à l’international le savoir-faire et les bonnes pratiques en matière de PCI – en profitant des compétences et des échanges d’informations dans le cadre des diverses activités de la Convention.
* Consolider les bonnes relations avec les autres États parties par la coopération aux niveaux régional et international, par exemple en soumettant pour les listes de la Convention un dossier de candidature conjoint concernant un patrimoine culturel immatériel commun transcendant les frontières nationales.
* Participer aux organes de la Convention.

### diapo 19. Points à retenir (1)

* La Convention du patrimoine immatériel de l’UNESCO a pour but de sauvegarder et de promouvoir le PCI.
* Elle défend également la diversité culturelle, la créativité humaine, la compréhension mutuelle et la coopération internationale.
* Elle insiste sur le rôle des communautés de détenteurs de traditions dans la définition, la pratique, la transmission et la sauvegarde de leur PCI.

### diapo 20. Points à retenir (2)

La Convention

* est gérée par deux organes : l’Assemblée générale et le Comité intergouvernemental.
* Un ensemble de Directives opérationnelles régit la mise en œuvre de la Convention au niveau international et conseille les États parties pour l’application au niveau national et régional.
* Elle possède deux listes et un Registre de bonnes pratiques.
* Elle possède un Fonds qui permet d’apporter une assistance internationale aux activités de sauvegarde au sens le plus large du terme.

La ratification confère à la fois des obligations et des avantages aux États parties.

# IMP 5.3 Plan de cours: concepts clés de la Convention

|  |
| --- |
| **Titre de l’activité : Mise en œuvre de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel au niveau national**  **5.3 – Principaux concepts** |
| Durée : 1h30 |
| Objectif(s) :  Permettre une compréhension approfondie des principaux concepts employés dans la Convention : « PCI », « communautés », « sauvegarde », « viabilité », « inventaire », « sensibilisation », « revitalisation », etc. |
| Description :   1. PPT 5.3 sur les principaux concepts de la Convention 2. Exercice : « Des mots pour réfléchir » : la lecture des définitions données dans la Convention et le Glossaire débouche sur une discussion concernant les termes des langues locales qui peuvent correspondre à certains termes de la Convention et sur les connotations qu’ils peuvent avoir. |
| **Note et suggestions :**  On trouvera de courtes définitions des principaux termes dans le Glossaire (5.3). Les participants recevront quelques informations de base sur certains des concepts clés mentionnés sur la diapositive, mais ils doivent être encouragés à consulter le Glossaire et à y revenir le cas échéant au cours de l’atelier.  Essayez d’éviter d’employer le terme « définitions » pour les explications données dans le Glossaire. Les définitions se trouvent uniquement dans la Convention ; le Glossaire ne prétend pas offrir des définitions officiellement approuvées par les organes de la Convention. |
| Suivi : |
| Document de référence  PPT 5.3 plus narratif  Document 5.3 – Glossaire |

# 

# IMP 5.3 Présentation: concepts clés de la Convention

|  |  |
| --- | --- |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

# IMP 5.3 Narratif: Concepts clés de la Convention

### DIAPO 1. concepts clés

Dans la session précédente, les participants ont étudié les principaux buts, principes et mécanismes de la Convention. La présente session présente plus en détail quelques-uns des concepts clés employés dans la Convention du patrimoine culturel immatériel.

Ces concepts figurent également dans le Glossaire (Document 5.3). Essayez d’éviter d’employer le terme « définition » pour les explications données dans le Glossaire. Des définitions sont données uniquement dans la Convention ; le Glossaire ne prétend pas proposer des définitions officiellement approuvées par les organes de la Convention.

### diapo 2. dans cette présentation…

* Des mots pour réfléchir
* « Domestiquer » la Convention
* Le patrimoine culturel immatériel
* Communautés
* Sauvegarde

### DIAPO 3. NUAGE DE MOTS-Clés DE LA Convention

Voici un nuage de mots-clés de la Convention dont la taille montre la fréquence dans le texte de la Convention. On ne sera pas surpris de voir que les termes « États parties », « Patrimoine culturel immatériel », « Convention », « UNESCO », « sauvegarde », « Assemblée générale » et « Comité » sont les termes les plus fréquemment employés dans la Convention.

La Convention est un accord entre des États parties, géré par l’UNESCO. Les organes de la Convention, étudiés lors de la session précédente sont l’Assemblée générale et le Comité intergouvernemental. Ces organismes sont responsables de divers aspects de la mise en œuvre de la Convention, c’est pourquoi ils sont mentionnés très souvent. Le texte de la Convention ayant pour principal objet la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, les expressions « patrimoine culturel immatériel » et « sauvegarde » apparaissent assez souvent.

Certains mots sont employés moins souvent dans le texte de la Convention, mais sont néanmoins extrêmement importants pour comprendre comment la Convention doit être mise en œuvre, notamment : communauté, groupe, individu, praticien, détenteur de traditions, viabilité, menaces et risques. Au cours de la présente session, nous étudierons quelques concepts clés employés dans la Convention et – d’ailleurs – les Directives opérationnelles, centrés principalement sur le patrimoine culturel immatériel, la sauvegarde et les communautés.

### DIAPO 4. des mots pour réfléchir

Il convient d’insister sur le fait que la Convention est l’expression d’un consensus – c’est-à-dire le résultat de nombreux compromis. C’est un instrument flexible, qui laisse une grande liberté aux États parties en ce qui concerne la mise en œuvre et l’interprétation de certains concepts clés qui sont employés dans le texte sans être définis.

Ceux qui ont préparé le texte de la Convention étaient conscients que le PCI, ses fonctions dans la société et nos façons de l’envisager diffèrent d’une région à l’autre et d’un pays à l’autre, quand ce n’est pas d’une communauté à l’autre. Ils savaient en outre que le PCI change sans cesse.

C’est pourquoi on trouve peu d’obligations strictes dans la Convention et de nombreuses recommandations et définitions ouvertes. Comme on le verra plus loin au cours de la session, la définition du PCI élaborée pour les besoins de la Convention est ouverte, tout en introduisant quelques limites : il est en fait plus facile de dire si un élément ne correspond pas à la définition du PCI que s’il correspond à cette définition. Les quelques classifications données dans la Convention ne sont pas exhaustives ; cela vaut autant pour la liste des domaines du PCI indiqués à l’article 2.2 que pour la liste des mesures de sauvegarde présentée à l’article 2.3. Il y a des termes importants qui sont employés sans être définis, notamment « les communautés, groupes et individus » qui doivent jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de la Convention.

En 2002, lors de la préparation de la Convention, un glossaire a été rédigé pour expliquer plusieurs termes importants rencontrés dans les projets de texte qui circulaient à l’époque. Après de nombreuses discussions, il a été décidé ne pas l’adjoindre au texte de la Convention. Le Comité a décidé en 2006 de conserver une approche flexible des termes employés dans la Convention. Le glossaire de 2002 est un peu dépassé : certains des termes qui y sont définis n’ont pas été employés dans la Convention et, inversement, certains termes de la Convention ne figurent pas dans le glossaire de 2002. Le Glossaire (Document 5.3) fourni pour ce cours est un outil qui ne fait pas autorité ; il est simplement destiné à fournir des explications et des informations générales sur les termes employés dans la Convention et les Directives opérationnelles.

Les termes qui figurent sur la diapo 4 seront étudiés au cours de la présente session.

### DIAPO 5. « DOMESTIquer » la Convention

Du fait que la Convention a été ratifiée par plus de 130 États, les concepts clés sur lesquels elle repose sont étudiés dans de nombreuses langues et dans de nombreux contextes différents. La Convention est publiée par l’UNESCO dans six langues : anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe (toutes ces versions faisant également foi, article 39). Elle a été traduite dans 25 autres langues.

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00102>

L’expression « patrimoine culturel immatériel » a, elle aussi, été traduite dans de nombreuses langues (voir la diapo).

Dans certains pays, de nouveaux acronymes ont été inventés pour décrire le PCI. Au Botswana, par exemple, l’acronyme NEST (pour Ngwao e e sa Tshwaregeng – patrimoine qui est immatériel) est employé au lieu de PCI. Il a été inventé par un poète local membre d’un Comité de district du PCI.

Quand ils sont traduits dans d’autres langues, les nouveaux concepts – en particulier ceux qui ont une définition ouverte – acquièrent évidemment des connotations différentes. Ces concepts doivent être étudiés et débattus par rapport aux définitions données dans la Convention. Il est de la plus haute importance que la Convention soit traduite dans le plus grand nombre possible de langues et qu’à travers ce processus des personnes de différentes régions se mettent à réfléchir sérieusement sur la façon dont les concepts employés dans la Convention peuvent être appliqués à leur propre contexte. Cela donnera aux personnes intéressées par la sauvegarde de leur PCI ou du PCI en général un meilleur accès à la Convention et à ses idéaux et facilitera le renforcement des capacités pour la sauvegarde au niveau national ou local.

C’est un aspect important parce que la Convention du patrimoine culturel immatériel a pour objet la sauvegarde du PCI et qu’une grande partie de cette sauvegarde ne peut être effectuée qu’au sein des communautés et groupes qui pratiquent et transmettent ce patrimoine, et par eux.

La Convention donne quelques indications générales sur la façon dont la sauvegarde sera promue au niveau international mais, du fait des conditions différentes dans chaque État partie, chaque communauté et chaque élément, et compte tenu de la variété du PCI dans le monde, la Convention permet que les activités de sauvegarde soient adaptées aux conditions. Il est par conséquent important que la Convention et ses idées soient étudiées et traduites dans le plus grand nombre possible de langues.

### ExerciCe

Demandez aux participants de réfléchir à la traduction des termes « patrimoine culturel immatériel » et « communauté » dans la langue officielle ou nationale de leur pays (autre que l’anglais ou le français). Cet exercice les aidera à comprendre l’importance, mais aussi la difficulté, de traduire les idées qui sont à la base de la Convention et l’importance de comprendre le contexte d’un concept pour qu’il devienne familier.

En discutant de la traduction du concept de PCI dans leur langue ou leur contexte national, les participants pourront éventuellement se demander si sa signification :

* inclut ou exclut le PCI qui n’est plus pratiqué (remarque : la Convention exclut de sa définition le PCI qui n’est plus pratiqué) ;
* inclut ou exclut le PCI des communautés immigrées et émigrées (remarque : la Convention inclut dans sa définition le PCI des communautés immigrées) ;
* a des connotations similaires à « folklore (traditionnel) » en français (vieux, immuable, etc., ce qui ne serait pas compatible avec la définition du PCI donnée par la Convention) ;
* ou a un rapport quelconque avec le patrimoine matériel (par ex. des outils et instruments, des lieux, etc. Notez que la Convention inclut dans sa définition du PCI les objets et lieux associés).

Il faut rappeler aux participants que, même s’il existe dans diverses langues et divers contextes d’autres définitions du PCI et d’autres termes employés dans la Convention, c’est la définition du PCI de la Convention qui prime pour proposer l’inscription d’éléments sur les listes, demander des fonds, etc.

Dans certains contextes nationaux ou locaux, des termes généraux (tels que « folklore » ou « culture populaire ») sont employés pour décrire non seulement le PCI au sens où l’entend la Convention, mais aussi des pratiques ou expressions qui ne sont pas conformes à la définition du PCI donnée dans la Convention (par exemple les pratiques qui sont depuis longtemps abandonnées ou qui ont été inventées récemment). Ces termes plus généraux peuvent être employés pour décrire des pratiques ou expressions dans le contexte local, mais pour faire référence au PCI tel que défini en vertu de la Convention, il sera plus clair et par conséquent préférable d’employer une traduction locale du terme PCI, même si un nouveau mot ou acronyme doit être inventé à cet effet.

### DIAPO 6. PAtrimoine culturel immatériel (intertitre)

### DIAPO 7. définition du patrimoine culturel immatériel selon la Convention – 1

La première partie de la définition donnée à l’article 2.1 de la Convention dit que par PCI on entend les pratiques, représentations, expressions, connaissances, savoir-faire que des personnes (communautés, groupes et individus) reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel.

Il est important de noter que les personnes concernées sont celles qui sont habilitées à reconnaître ce qui appartient ou non à leur patrimoine culturel. Les autres, par exemple des responsables du gouvernement ou des experts externes, ne peuvent décider pour ces communautés si une expression ou pratique donnée appartient à leur patrimoine et personne ne peut les forcer à la sauvegarder si elles ne le veulent pas. Nous reviendrons plus loin sur l’expression « *communautés, groupes et individus »*.

L’accent est mis, dans cette première phrase, sur les phénomènes temporaires voire invisibles qui sont pratiqués ou détenus par des personnes : *pratiques, expressions, connaissances et savoir-faire*.

Il est intéressant de noter que les *instruments, objets, artefacts et espaces culturels* *associés* sont également pris en compte dans la définition. Ils ne font cependant partie du PCI qu’à travers leur *association* aux pratiques du PCI et n’ont pas besoin, par définition, d’avoir une valeur de patrimoine (matériel) propre. La Convention souhaite sauvegarder et promouvoir des processus plutôt que les produits matériels qui résultent de processus.

|  |
| --- |
| Lors de la session du Comité à Nairobi (2010), il a été considéré que les objets ne pouvaient être l’aspect principal d’une inscription sur les listes de la Convention ; c’est d’ailleurs pourquoi le nom de l’un des éléments proposés pour inscription a été changé (« Le tapis d’Azerbaïdjan » est devenu « L’art traditionnel de tissage des tapis en République d’Azerbaïdjan ».  Dans la même veine, les langues qui, pour les besoins de la Convention, sont considérées comme les vecteurs du PCI, ne peuvent en soi faire l’objet d’une candidature sur l’une des listes de la Convention. |

### DIAPO 8. Définition du patrimoine culturel immatériel selon la Convention – 2

Le principal message de la deuxième diapo est que le PCI est

* Transmis de génération en génération
* Recréé en permanence
* Procure un sentiment d’identité et de continuité aux individus

En d’autres termes,

Le patrimoine culturel immatériel est un patrimoine vivant, pratiqué par des personnes en utilisant leur corps et leur esprit, qui incarne l’identité et les valeurs d’un groupe, lui donnant un sentiment de continuité et d’identité.

Le PCI a des antécédents de pratique et d’importance, mais le plus important est qu’il ait une fonction et un sens actuels pour ceux qui le pratiquent. Le PCI est transmis d’une génération à l’autre et partagé par les pairs. Il peut aussi parfois être partagé et apprécié par des personnes extérieures au groupe qui le pratique depuis toujours.

« Générations » ne signifie pas nécessairement un laps de temps de 20 à 25 ans : dans les systèmes de classement par âge ou les relations maître-apprenti, l’écart entre les générations peut être beaucoup plus court ou, occasionnellement, plus long. Les jeux d’enfants, par exemple, peuvent être transmis par les enfants plus grands à des enfants juste un peu plus jeunes ; les jeunes gens qui se marient dans un nouveau contexte culturel apprennent de nouvelles pratiques culturelles et sociales non seulement de personnes plus âgées, mais aussi de leurs pairs. Dans diverses sociétés, des chants épiques sont transmis par des personnes âgées talentueuses à des personnes parfois tellement jeunes qu’elles pourraient être leurs petits-enfants.

La Convention ne précise pas un nombre déterminé de générations, mais une pratique ou expression peut être considérée comme un élément du patrimoine culturel immatériel au sens de la Convention si elle a été transmise pendant quelques générations au sein d’un groupe ou d’une communauté spécifique. Aux termes de la Convention, une fois que ces conditions ont été satisfaites, peu importe que la pratique ou l’expression ait été inventée pour la première fois par ce groupe ou cette communauté, ou qu’elle ait été adoptée ou adaptée par emprunt à des pratiques d’autres communautés.

Les éléments du PCI changent au fil du temps, répondant à de nouvelles situations, mais ils sont aussi souvent pratiqués ou exécutés de nombreuses façons différentes à une même époque. En fait, deux exécutions consécutives du même élément de PCI, même par la même personne, ne seront pas tout à fait identiques.

Les pratiques et expressions ayant une forme et un contenu totalement fixes, c’est-à-dire les éléments « figés » qui ne sont pas « recréés en permanence en fonction de leur milieu », ne sont pas considérées comme des éléments du PCI aux termes de la Convention. La documentation d’un élément dans le cadre d’un projet de sauvegarde doit prendre en compte la variation de ses manifestations et de ses fonctions ; elle ne doit pas avoir pour but d’établir des versions canoniques, « authentiques » ou « meilleures ».

Le PCI contribue pour une large part à la diversité culturelle et sa variété considérable et sans cesse changeante témoigne de la créativité humaine. Sauvegarder le PCI contribuera à la promotion de la diversité culturelle et de la créativité humaine ainsi qu’au plaisir qu’elles procurent.

### DIAPO 9. définition du patrimoine culturel immatériel aux termes de la Convention - 3

Le PCI a une profonde influence sur les communautés et joue un rôle dans les relations entre les communautés ; il peut aussi avoir une influence sur le milieu et inversement, c’est pourquoi il est important de se préoccuper de la qualité et des conséquences de ces interactions. Dans le préambule de la Convention, l’intolérance est citée comme l’un des facteurs qui peuvent mettre en danger le PCI ; dans plusieurs articles de la Convention, il est demandé aux États parties de veiller à ce que la sauvegarde du PCI contribue à une meilleure compréhension mutuelle et au respect mutuel.

Les participants peuvent certainement trouver des exemples de non-respect du PCI ou de pratiques du PCI qui contribuent à créer des tensions entre différentes communautés. Il n’est donc pas surprenant que la définition précise que, dans le cadre de la Convention, seul peut être pris en considération le PCI :

* compatible avec les exigences des instruments internationaux existants relatifs aux droits de l’homme et d’un développement durable, et
* qui encourage le *respect mutuel* entre communautés, groupes et individus

|  |
| --- |
| Lors de la cinquième Session du Comité (Nairobi, 2010), le Comité a réaffirmé que les éléments du PCI qui font référence à des conflits actuels ou passés entre des groupes ou communautés ne devaient pas être inscrits sur les listes de la Convention ou pris autrement en considération dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention au niveau international. |

La définition du PCI donnée par la Convention mentionne également les « exigences d’un développement durable ». Les pratiques et expressions qui entravent un développement durable, par exemple en épuisant les ressources naturelles ou en empêchant le développement socio-économique du groupe concerné, ne sont pas considérées comme des éléments du PCI aux termes de la Convention.

**Le développement durable** signifie être capable de pratiquer et transmettre l’élément à l’heure actuelle sans compromettre la capacité des générations futures de le pratiquer et de le transmettre dans l’avenir, ni la qualité du milieu naturel ; cela signifie aussi contribuer au développement socioéconomique de la communauté concernée.

Ces limites à ce qui peut être considéré comme un patrimoine culturel immatériel aux termes de la Convention aident à faire en sorte que l’impact de la sauvegarde du PCI soit positif pour tout le monde. Cela inscrit la définition du patrimoine culturel immatériel dans la ligne des objectifs généraux de l’UNESCO, à savoir promouvoir la paix, les droits de l’homme et un développement durable.

### diapo 10. Domaines

La liste des domaines présentés à l’article 2.2 de la Convention ne prétend pas être exhaustive, mais donne une idée claire de quelques grands domaines à travers lesquels les « pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire » mentionnés dans la définition du PCI peuvent se manifester. Cinq grands « domaines » du patrimoine culturel immatériel sont présentés :

1. les traditions et expressions orales, telles que l’art du conteur, la poésie orale, les chansons, les proverbes, les devinettes, les poèmes épiques ; la langue est citée comme véhicule du PCI. Cela signifie, par exemple, qu’une langue en tant que telle ne peut être inscrite sur les listes de la Convention et qu’elle ne peut être visée par les mesures de sauvegarde que comme vecteur indispensable des éléments du PCI, pas en tant qu’élément à part entière (voir l’encadré à la fin des explications qui accompagnent cette diapo) ;
2. les arts du spectacle, tels que les chants, la musique et la danse traditionnels ;
3. les pratiques sociales, rituels et événements festifs, tels que ceux liés aux cycles agricoles et pastoraux, aux grands moments de la vie des groupes et des individus ; les festivités populaires liées à des lieux particuliers tels que les carnavals ;
4. les connaissances et pratiques concernant la nature et l’univers, telles que les méthodes traditionnelles de guérison, les connaissances concernant les plantes médicinales et leurs applications, les systèmes de gestion de l’eau, la navigation astronomique ou l’astrologie et les cérémonies de vœux ;
5. les savoir-faire liés à l’artisanat traditionnel, de la poterie à l’architecture vernaculaire, en passant par la fabrication de masques.

Répétons-le, cette liste ne se veut ni exclusive, ni complète ni définitive. Et surtout, des éléments du patrimoine culturel immatériel peuvent – c’est d’ailleurs souvent le cas – appartenir à plusieurs de ces domaines. Prenons, par exemple, un élément comme les traditions et pratiques associées aux Kayas des Mijikenda, au Kenya, qui associent la musique et la danse traditionnelles, des prières et des chants, la production d’objets rituels sacrés, des pratiques rituelles et cérémonielles ainsi qu’une conscience et connaissance pointue du monde naturel.

Ce qui peut sembler, pour une personne extérieure, relever d’un domaine particulier du patrimoine culturel immatériel peut être classé dans des domaines différents par d’autres personnes, même au sein de la communauté concernée. Un membre de la communauté peut considérer sa poésie chantée comme une forme de rituel ; un autre y verra un chant à classer dans la catégorie des arts du spectacle ou peut-être des traditions orales. Il peut également y avoir des opinions divergentes sur la classification dans des sous-domaines : ce que certains peuvent appeler du théâtre peut être considéré comme de la danse dans un contexte culturel différent.

Dans de nombreux cas, les États et les institutions utilisent des systèmes différents de classification de leur patrimoine culturel immatériel. Certains ont ajouté d’autres domaines ou de nouvelles sous-catégories aux domaines de la Convention. D’autres domaines d’ores et déjà employés par les États parties à la Convention sont les « jeux traditionnels », les « traditions culinaires », « l’élevage », le « pèlerinage » ou les « lieux de mémoire ». Lors de sa récente session à Nairobi, le Comité a inscrit plusieurs traditions culinaires sur la Liste représentative.

**Remarque sur la question des langues et des religions :**

De nombreux éléments du patrimoine culturel immatériel sont étroitement liés à la langue traditionnellement parlée par la communauté concernée, car le langage parlé est important dans la pratique et la transmission de quasiment tout élément du patrimoine culturel immatériel, en particulier dans le domaine des traditions et expressions orales, des chants et de la plupart des rituels.

Les détenteurs de traditions spécifiques utilisent souvent des corpus hautement spécialisés de termes et expressions, ou des registres de langue spécifiques. C’est pourquoi, si des langues spécifiques ne peuvent être proposées en tant que telles comme élément à inscrire sur les listes de la Convention, elles peuvent – ou certains de leurs aspects – avoir besoin d’être sauvegardées en tant que vecteurs du patrimoine culturel immatériel d’une communauté ou d’un groupe donné.

La question des langues a été longuement débattue lors de la préparation de la Convention. Tout le monde est tombé d’accord sur le fait que la langue est au cœur du PCI et que les langues naturelles correspondent en théorie à la définition du PCI donnée à l’article 2.1 de la Convention ; une minorité d’États membres de l’UNESCO a plaidé en faveur de la reconnaissance des langues en tant que domaine distinct dans la liste indiquée à l’article 2.2.

Mais une majorité d’États membres était d’avis qu’une Convention relative au patrimoine culturel immatériel n’était pas l’instrument idéal pour tenter de sauvegarder la diversité linguistique du monde. Il existe un Atlas des langues en danger, établi par l’UNESCO, qui a pour objet de sensibiliser à la perte constante de diversité linguistique, mais qui n’est pas associé à un texte normatif ou à des programmes de sauvegarde.

<http://www.unesco.org/culture/languages-atlas/>

De même, de nombreux éléments du patrimoine culturel immatériel ont une dimension spirituelle. Toutefois, les religions organisées ne peuvent être spécifiquement proposées pour inscription sur les listes de la Convention et les éléments du PCI relatifs à des traditions religieuses sont en principe présentés comme relevant du domaine (d).

Du fait que la diversité interne linguistique, religieuse, ethnique et autre est très différentes d’un pays à l’autre et qu’elle a un impact sur le sentiment d’identité des groupes qui composent l’État, il aurait été impossible d’obtenir un consensus sur les recommandations concernant la place à accorder aux langues et aux religions au sein des politiques de PCI à préconiser dans le cadre de la Convention. Toute tentative pour définir le concept de communauté ou de groupe se serait heurtée à des problèmes similaires et aurait considérablement retardé l’élaboration de la Convention.

### ExerciCe

Pour illustrer ces thèmes, demandez aux participants de trouver quelques exemples de patrimoine culturel immatériel et de sélectionner un ou plusieurs domaines dans lesquels ils pourraient être classés.

### DIAPO 11. Le Zema, musique liturgique

De nombreux éléments du patrimoine culturel immatériel peuvent avoir une dimension spirituelle, mais des religions formelles comme l’islam, l’hindouisme ou le christianisme, par exemple, ne sont pas considérées comme des éléments du patrimoine culturel immatériel aux termes de la Convention.

Forme particulière de musique liturgique du christianisme orthodoxe en Éthiopie, le Zema est exécuté lors de diverses cérémonies religieuses telles que les célébrations mensuelles en l’honneur du saint local, Gabra Manfas Qedus. Les chanteurs sont vêtus d’une tenue blanche toute simple, tandis que les prêtres que l’on voit ici sur la photo rassemblés devant l’église de Saris ‘Abo, à Addis-Abeba, arborent de somptueux costumes et portent des icônes cachées sous leur coiffe.

Cet élément n’a pas été inscrit sur l’une des listes de la Convention, mais cela ne lui enlève pas son importance en tant qu’exemple du patrimoine culturel immatériel de l’humanité.

### DIAPO 12. le Hudhud, récits Chantés des Ifugao

Comme nous l’avons déjà dit, de nombreux éléments du PCI relève de plusieurs domaines.

On peut citer à titre d’exemple le Hudhud, récits chantés des Ifugao, dans les Philippines, qui a été inscrit sur la Liste représentative en 2008 et pourrait être classé aussi bien dans la catégorie des expressions orales que dans celles des pratiques rituelles et des connaissances concernant la nature et l’univers. Célèbres pour leur rizières en terrasses et leur parfaite connaissance de la culture du riz, les communautés Ifugao chantent le Hudhud pendant la saison des semailles et celle de la récolte, ainsi qu’à l’occasion des veillées funèbres. Ces chants sont transmis oralement ; ils parlent principalement des héros anciens, du droit coutumier, des pratiques traditionnelles et des croyances religieuses.

Le Hudhud est un ensemble de récits chantés traditionnellement interprétés par la communauté Ifugao, célèbre pour ses rizières en terrasses aménagées dans les hautes terres de l’île septentrionale de l’archipel des Philippines. Il est pratiqué pendant la saison des semailles, au moment de la récolte, ainsi qu’à l’occasion des veillées et rituels funèbres. Passant pour dater d’avant le VIIe siècle, le Hudhud compte plus de 200 chants, divisés chacun en 40 épisodes. La récitation complète peut durer plusieurs jours.

Les Ifugao ayant une culture matrilinéaire, la femme chante généralement la partie principale et son frère occupe une position plus élevée que son mari. Le langage des récits abonde en expressions figurées et en répétitions. Il existe très peu de versions écrites de cette tradition orale. Les récits parlent des héros des temps anciens, du droit coutumier, des croyances religieuses et des pratiques traditionnelles ; ils témoignent de l’importance de la culture du riz. Les narrateurs, essentiellement des femmes âgées, occupent une place importante dans la communauté en tant qu’historiens et prêcheurs. L’épopée du Hudhud est chantée alternativement par le premier narrateur et un chœur, en employant une seule mélodie pour tous les vers.

La conversion des Ifugao au catholicisme a affaibli leur culture traditionnelle. De plus, le Hudhud est lié à la récolte manuelle du riz, alors que cette récolte est maintenant mécanisée. Bien que les rizières en terrasses soient inscrites au patrimoine mondial, le nombre de cultivateurs ne cesse de diminuer. Les quelques narrateurs qui restent et qui sont déjà très âgés, doivent être soutenus dans leurs efforts pour transmettre leurs connaissances et pour sensibiliser davantage les jeunes.

### diapo 13. dessins sur le sable de Vanuatu

Le patrimoine culturel immatériel ne comprend pas seulement des pratiques orales et musicales et des rituels ; il englobe aussi les savoir-faire et l’artisanat. Les dessins sur le sable de Vanuatu, inscrits sur la Liste représentative en 2008, sont un exemple de savoir-faire qui ne génère pas de produits permanents.

Les dessins sur le sable sont une « écriture » multifonctions, réalisée sur le sol dans le sable, la cendre volcanique ou l’argile, en utilisant un doigt pour dessiner une composition gracieuse et souvent symétrique de motifs géométriques. Ils servent de moyen de communication aux membres des quelque 80 groupes ethnolinguistiques de Vanuatu.

Situé dans le Pacifique Sud, l’archipel de Vanuatu a préservé une tradition unique et complexe de dessins sur le sable. Cette « écriture » multifonctions est plus qu’une expression artistique autochtone et trouve sa place dans de nombreux contextes de rituels, de contemplation et de communication.

Les dessins sont réalisés directement sur le sol dans le sable, la cendre volcanique ou l’argile. A l’aide d’un doigt, le dessinateur trace une ligne sinueuse continue selon une grille imaginaire pour produire une composition élégante, souvent symétrique, de motifs géométriques. Cette riche tradition graphique extrêmement dynamique s’est développée comme moyen de communication entre les membres des quelque 80 groupes ethnolinguistiques différents qui vivent dans les îles du centre et du nord de Vanuatu. Les dessins font également office de moyens mnémotechniques pour mémoriser et transmettre les rituels, les traditions mythologiques et une foule d’informations orales sur les histoires locales, les cosmologies, les systèmes de parenté, les cycles de chants, les techniques agricoles, les modèles architecturaux et artisanaux et les motifs chorégraphiques. La plupart des dessins ont plusieurs fonctions et niveaux de signification : ils peuvent être « lus » comme des œuvres artistiques, des dépositaires d’informations, des illustrations pour les récits, des signatures ou de simples messages et objets de contemplation. Les dessins sur le sable ne sont pas simplement des « tableaux », mais font référence à une combinaison de connaissances, chants et récits ayant des significations sacrées ou profanes. Un maître du dessin sur le sable doit, par conséquent, posséder non seulement une bonne connaissance des motifs graphiques, mais aussi une parfaite compréhension de leur importance. Les dessinateurs doivent en outre savoir interpréter les dessins pour ceux qui les regardent.

En tant que symboles attrayants de l’identité Vanuatu, les dessins sont souvent présentés comme une forme de folklore décoratif pour les touristes et d’autres finalités commerciales. Si on laisse faire les choses, cette tendance à apprécier ces dessins d’un point de vue purement esthétique pourrait entraîner la perte de l’importance symbolique profonde de la tradition et de sa fonction sociale d’origine.

Des mesures de sauvegarde sont en cours pour préserver l’art des dessins sur le sable de façon positive au sein des communautés concernées.

### diapo 14. Communautés (intertitre)

### diapo 15. Définir la communauté concernée

La Convention emploie à de nombreuses reprises les termes « communautés, groupes et, dans certains cas/le cas échéant, individus », sans les définir plus précisément. Il est dit, dans le préambule de la Convention, que « les communautés, en particulier les communautés autochtones, les groupes et, le cas échéant, les individus jouent un rôle important dans la production, la sauvegarde, l’entretien et la recréation du patrimoine culturel immatériel, contribuant ainsi à l’enrichissement de la diversité culturelle et de la créativité humaine ».

Aux termes de la Convention, les « communautés, groupes et individus » concernés sont les personnes qui participent directement ou indirectement à la pratique ou à la transmission d’un élément du PCI (ou d’un ensemble d’éléments) et qui considèrent ce PCI comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Les Directives opérationnelles font également un usage fréquent de ces termes, tout en introduisant à certains endroits les termes « détenteurs de tradition » et « praticiens », lesquels désignent les personnes qui ont des tâches spécifiques au sein d’une communauté ou d’un groupe dans l’exécution et la transmission du PCI.

L’une des raisons de l’absence de définition formelle est qu’il est très difficile de définir une communauté – à l’instar du patrimoine culturel immatériel, les communautés et groupes associés sont des notions floues. Les concepts de communauté et de groupe peuvent aussi être compris de manières différentes par des personnes différentes et dans des contextes politiques différents.

Les communautés peuvent être définies selon des critères administratifs, géographiques, ethnolinguistiques ou autres. Des personnes peuvent, par conséquent, faire partie simultanément de différentes communautés. L’identification des communautés et des groupes devrait être faite en priorité par les personnes elles-mêmes. Elles peuvent se définir comme étant une communauté ou un groupe en fonction de nombreux facteurs, par exemple leur langue, un élément spécifique du PCI ou un ensemble de ces éléments.

Les personnes appartenant à un groupe ou à une communauté peuvent avoir des rôles différents dans la pratique de leur PCI, par exemple praticiens, gardiens, transmetteurs ou public. Certains groupes sont très petits et bien définis (tels que le groupe des praticiens d’une tradition de guérison ou d’un artisanat spécifique, ou encore une famille de marionnettistes). Ils peuvent ne faire intervenir qu’un individu à la fois. D’autres groupes sont plus importants et moins bien définis, notamment les habitants d’une ville fêtant le carnaval, le public des fêtes et les membres de la communauté assistant à des événements rituels qui aiment assister à ces événements parce que c’est un moyen pour eux de s’instruire sur leur patrimoine culturel et de le vivre et aussi d’avoir le sentiment d’appartenir à la communauté, par exemple.

Les experts gouvernementaux qui ont préparé le texte de la Convention en 2002-2003 étaient contents de laisser ces notions non définies et ce pas seulement à cause des problèmes objectifs mentionnés plus haut. S’ils avaient essayé de définir ces concepts, ils n’auraient peut-être pas terminé la rédaction du texte en 2003, voire en 2005. La plupart des États possèdent une grande diversité culturelle et ethnolinguistique et ont des manières différentes de l’aborder. Certains États généralement fortement centralisés qui sont engagés dans un processus intensif de construction ou de consolidation d’une nation n’ont pas envie que des personnes extérieures (ou une Convention) leur dictent comment définir les communautés et/ou groupes et comment se comporter à leur égard. Certains États reconnaissent les communautés autochtones, par exemple, alors que d’autres le ne font pas. Les États qui sortent juste d’une période difficile de problèmes internes préfèrent mettre l’accent sur des identités communes plutôt que sur les différences internes.

### diapo 16. liens

Il y a donc un lien étroit entre tout élément du PCI et les « communautés, groupes et individus » concernés. Ils participent à la pratique et à la transmission du PCI ; sans eux, le PCI ne se manifeste pas. Ils sont maîtres de leur PCI. Inversement, la pratique et la transmission de leur PCI leur procure un sentiment d’identité et de continuité et leur apporte souvent des revenus et du prestige.

La Convention et les Directives opérationnelles reconnaissent pleinement le rôle crucial que jouent les communautés ou qu’elles ont à jouer dans la sauvegarde de leur PCI :

**Article 15**

« … chaque État partie s’efforce d’assurer la plus large participation possible des communautés, des groupes et, le cas échéant, des individus qui créent, entretiennent et transmettent ce patrimoine, et de les impliquer activement dans sa gestion. »

### diapo 17. Sauvegarde (intertitre)

### diapo 18 : concepts de Sauvegarde

Sauvegarder le PCI signifie assurer sa viabilité (article 2.3 de la Convention) : la possibilité qu’il soit pratiqué, développé et transmis dans l’avenir et qu’il reste important pour la communauté, le groupe ou les individus concernés.

Il n’est pas nécessaire – voire possible dans certains cas – de sauvegarder ou de revitaliser tous les éléments du PCI. Si certains éléments du PCI ne sont plus considérés comme pertinents ou importants pour la communauté ou le groupe concerné, ils peuvent être enregistrés, le cas échéant, avant que leur pratique ne soit abandonnée. Sans une forte motivation et une réelle volonté de la part des praticiens et des autres détenteurs de la tradition, les mesures de sauvegarde (au sens de la Convention) sont vouées à l’échec.

Les mesures de sauvegarde destinées à assurer la viabilité d’éléments spécifiques du PCI doivent s’attaquer aux menaces et aux risques qui pèsent sur la viabilité de l’élément.

Les **menaces** pour la viabilité sont les problèmes actuels qui entravent la pratique et la transmission de l’élément. Les r**isques** sont des problèmes futurs anticipés.

### diapo 19 : principales mesures de sauvegarde

Les mesures de sauvegarde peuvent être l’identification, la recherche, la préservation, la protection, la promotion, la mise en valeur, la transmission, particulièrement par l’éducation formelle et informelle, ainsi que la revitalisation (article 2.3 de la Convention).

Cette liste de mesures ne prétend pas, à l’instar de la liste des domaines figurant à l’article 2.2 de la Convention, être exhaustive et de nombreuses mesures de sauvegarde pourraient évidemment être classées simultanément dans plusieurs de ces catégories. L’article 11.b ajoute la « définition » du PCI à cette liste, l’article 12 l’établissement d’inventaires. Le renforcement des capacités (en matière de sauvegarde) et la sensibilisation sont des mesures plus générales mentionnées dans la Convention et les Directives opérationnelles.

Dans toute situation réelle, les menaces et les risques doivent d’abord être déterminés, après quoi des mesures de sauvegarde peuvent être élaborées. La catégorie de mesures de sauvegarde spécifiées dans la Convention à laquelle ces mesures peuvent appartenir est d’importance secondaire.

Ces mesures sont définies de façon plus complète dans le Glossaire. Trois de ces termes présentent ici un intérêt particulier : inventaire, revitalisation et sensibilisation.

L’**inventaire** est,avec l’identification et la définition, une des obligations majeures des États parties aux termes de la Convention (articles 11 et 12 de la Convention). Lors de la session 2.4 consacrée à la mise en œuvre de la Convention au niveau national, on parlera des inventaires plus en détail. On se contentera de dire ici que par inventaire on entend la collecte et la présentation méthodiques d’informations sur les éléments du PCI. Un inventaire peut être diffusé sous forme de liste imprimée, de base de données multimédia ou tout autre type de publication. L’inventaire doit être réalisé avec la participation des communautés ou groupes concernés. Les États parties peuvent organiser des inventaires du PCI de la manière qui leur semble la plus appropriée. Les inventaires peuvent avoir diverses finalités ; les plus importantes sont probablement de contribuer à la sauvegarde et à la sensibilisation. La Convention demande que les inventaires contribuent à la sauvegarde des éléments qu’ils recensent.

La **revitalisation** du PCI est le renforcement des pratiques et expressions du PCI qui sont sérieusement menacées. Pour cela, il faut que le PCI montre au moins un certain degré de vitalité au sein de la communauté ou du groupe concerné, faute de quoi il a cessé d’être un PCI au sens de la Convention. Selon la Convention, restaurer et renforcer un PCI qui est affaibli et en danger – c’est-à-dire le revitaliser – est positif en tant que mesure de sauvegarde fondamentale ; la renaissance d’éléments disparus, également appelée renouveau, n’entre pas dans le champ d’application de la Convention.

La **sensibilisation** consiste à encourager les parties concernées, y compris les personnes des communautés concernées, à reconnaître la valeur du PCI, à le respecter et, si c’est en leur pouvoir, à prendre des mesures pour assurer sa viabilité. Les activités peuvent inclure la diffusion d’informations sur l’élément et sur sa valeur pour les communautés concernées, par exemple dans les médias.

La Convention et ses Directives opérationnelles encouragent la pratique permanente du PCI au sein des communautés et groupes ainsi que sa transmission de génération en génération, plutôt que la seule création de produits culturels ou de spectacles. L’insistance de la Convention sur la transmission au sein des communautés ou groupes concernés est la raison pour laquelle il est dit dans les Directives opérationnelles « Toutes les parties sont encouragées à prendre des précautions particulières pour s’assurer que les actions de sensibilisation n’auront pas pour conséquence de décontextualiser ou de dénaturer les manifestations ou expressions du patrimoine culturel immatériel visées » (OD 102).

|  |
| --- |
| Parfois, les intérêts économiques sont déjà très importants dans la pratique et la transmission d’un élément du patrimoine culturel immatériel, comme par exemple quand des connaissances traditionnelles et artisanales sont les moyens de subsistance d’un groupe de praticiens, ou quand des musiciens sont rémunérés pour jouer lors des mariages, à la cour d’un souverain, etc. Autant que sa valeur culturelle, la valeur économique de l’élément contribue à le maintenir dans le temps. De nouvelles formes de valeur économique peuvent être introduites – c’est acceptable si cela contribue à la sauvegarde d’un élément d’une façon qui est considérée favorablement par les communautés et groupes concernés.  L’augmentation de la valeur économique d’un élément n’est pas nécessairement préjudiciable à la viabilité de l’élément. Les changements dans la pratique et la transmission du patrimoine culturel immatériel sont normaux et souvent inévitables pour qu’il conserve sa raison d’être pour les communautés concernées dans un monde en perpétuelle évolution. Le tourisme ou la production d’objets artisanaux peut, par exemple, encourager, permettre, voire intervenir en parallèle avec la pratique et la transmission du patrimoine culturel immatériel par et pour les communautés concernées. Toutefois, quand l’introduction de nouveaux publics ou marchés et de nouveaux produits devient un but en soi, avec des effets négatifs réels ou potentiels sur la sauvegarde de l’élément dans son contexte communautaire, nous employons le terme de **commercialisation**.  Parfois, l’expérience du patrimoine culturel immatériel est « structurée » ou abrégée pour les touristes et autres publics payants. Elle peut, de ce fait, être **décontextualisée**, c’est-à-dire sortie de son contexte, de manières qui peuvent être considérées comme inacceptables par les communautés concernées. Cela peut être le cas, par exemple, si certaines parties d’une tradition musicale ou d’une poésie orale sont données par des groupes professionnels dans des théâtres, en disant à la communauté concernée que l’exécution de l’intégralité du répertoire dans le contexte du village n’est ni vendable ni suffisamment attrayante ou professionnelle. De tels agissements peuvent avoir un impact négatif sur la fonction ou les valeurs de l’élément au sein de la communauté concernée, diminuant ainsi l’intérêt de cette dernière pour son patrimoine et l’envie d’en continuer la pratique.  Quand un élément est sérieusement menacé et ne peut plus être sauvegardé en tant que pratique ou expression pratiquée par une communauté qui s’identifie à cet élément, il peut arriver qu’un ou plusieurs praticiens en fassent une forme d’art moderne qu’ils développent hors du contexte de la communauté pour gagner de l’argent. Dans un tel cas, l’élément ne serait probablement plus considéré comme PCI en vertu de la Convention. |

### DIAPO 20. autres mesures de sauvegarde

Les autres mesures de sauvegarde mentionnées dans la Convention sont notamment :

La documentation, la recherche

L’identification, la définition

La préservation, la protection

La promotion, la mise en valeur

La transmission, par ex. par l’éducation

L’accès aux lieux et aux matériaux

**La documentation** consiste à enregistrer le PCI dans son état et sa diversité actuels, par transcription et/ou procédés audiovisuels, et à recueillir des documents s’y rapportant.

**La recherche** a pour but de mieux comprendre un élément du PCI ou un groupe d’éléments par l’étude de ses formes, de ses fonctions sociales, culturelles et économiques, de sa pratique, de ses modes de transmission, de ses caractéristiques artistiques et esthétiques, de son histoire, de la dynamique de sa création et de sa recréation.

**La transmission** du PCI a lieu quand les praticiens et autres détenteurs de traditions d’une communauté transmettent leurs pratiques, savoir-faire, connaissances et idées à d’autres personnes, généralement plus jeunes, de façon formelle ou non formelle. Le maintien de méthodes dynamiques traditionnelles de transmission au sein d’une communauté n’est pas considéré comme une mesure de sauvegarde.

Par contre, si la transmission d’un élément au sein d’une communauté ou d’un groupe est entravée ou menacée, des mesures de sauvegarde peuvent être nécessaires pour renforcer le processus de transmission ou pour élaborer de nouveaux modes de transmission. Cela peut consister à mettre en place des modes de transmission plus formels ou professionnels, par exemple dans les écoles. Si des écoliers appartiennent à une communauté où le PCI est traditionnellement pratiqué, leur apprendre des chants traditionnels à l’école pourrait, par exemple, être une mesure de sauvegarde susceptible d’éviter que cette pratique ne disparaisse. Pour une sensibilisation plus générale de communautés différentes, d’autres moyens pédagogiques peuvent être nécessaires.

### DIAPO 21. rôle des communautés dans la sauvegarde

Les communautés et les groupes (et, le cas échéant, les individus) concernés sont essentiellement responsables de la transmission et de la pratique du PCI et doivent s’engager explicitement à sauvegarder tout élément de leur PCI.

Les communautés et les groupes peuvent, s’ils le souhaitent, recevoir l’assistance de diverses agences pour mettre en œuvre des activités de sauvegarde (telles que l’identification, la documentation, la revitalisation, etc.). Il peut s’agir de ministères, d’ONG, de chercheurs, de centres de documentation, etc.

Les communautés sont toujours indispensables pour la sauvegarde ; seules les actions de sensibilisation ou de promotion d’un élément visant des personnes extérieures peuvent se passer de la participation directe des communautés et des groupes concernés, sachant toutefois que cela doit se faire avec leur consentement (et leurs conseils le cas échéant).

Il est dit à l’article 2.1 de la Convention qu’il appartient aux communautés ou groupes de détenteurs de traditions de déterminer si une pratique ou tradition donnée fait partie ou non de leur patrimoine culturel. Ils sont les mieux placées pour déterminer si une pratique ou expression spécifique est cruciale pour leur identité ou leur sentiment de continuité. L’article 11.b de la Convention insiste de nouveau sur ce point quand il dit que les éléments du PCI doivent être identifiés et définis « avec la participation des communautés, groupes et ONG pertinentes ». L’article 15 souhaite que les États parties s’assurent de la plus large participation possible des communautés et des groupes à la sauvegarde et à la gestion de leur PCI.

Les Directives opérationnelles de la Convention (DO 1 (U4), 2 (R4), 7 (P5)) exigent que les communautés, les groupes ou les individus concernés par des éléments spécifiques du PCI soient toujours pleinement informés et impliqués dans toute demande ou proposition concernant leur PCI qui peut être adressée par un ou des État(s) partie(s) au Comité intergouvernemental. Ainsi, pour les candidatures et de nombreuses activités de sauvegarde, les communautés concernées doivent donner leur consentement libre, préalable et éclairé.

Quand des communautés, groupes ou individus sont impliqués dans la préparation d’un dossier de candidature concernant un élément de leur PCI, y compris l’élaboration de mesures de sauvegarde, ils doivent avoir la possibilité1 de donner librement et volontairement leur accord (consentement) à la préparation et à la soumission du dossier. Ils doivent disposer de suffisamment d’informations et de temps pour prendre la décision et être correctement informés des avantages potentiels et des conséquences négatives possibles de l’inscription. La préparation ou la soumission à l’UNESCO d’un dossier de candidature ne doit pas être entreprise sans leur consentement.

### DIAPO 22. Points à retenir

Le patrimoine culturel immatériel est un patrimoine vivant qui est transmis par les anciennes générations aux nouvelles générations, de maître à apprenti, au sein d’une communauté ou d’un groupe.

Le patrimoine culturel immatériel change sans cesse sous l’effet de facteurs internes et externes, tels que l’adaptation à un nouvel environnement ou à des modifications de l’environnement social ou culturel.

Il est pratiqué au sein d’une communauté par des personnes qui peuvent jouer différents rôles dans sa mise en œuvre et qui en tirent un sentiment d’identité et de continuité.

La sauvegarde consiste à aider les communautés à continuer de pratiquer et transmettre leur PCI.

# IMP 5.3 Document: Glossaire

### patrimoine culturel immatériel (PCI

Il est dit à l’article 2.1 de la Convention du patrimoine culturel immatériel qu’on entend par « patrimoine culturel immatériel »

*« les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire*

*– ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel ».*

*Ce patrimoine culturel immatériel,*

*transmis de génération en génération,*

*est recréé en permanence par les communautés et les groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire,*

*et leur procure un sentiment d’identité et de continuité,*

*contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine.*

*Aux fins de la présente Convention, seul sera pris en considération le patrimoine culturel immatériel conforme aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l’homme,*

*ainsi qu’à l’exigence de respect mutuel entre communautés, groupes et individus, et d’un développement durable.*

Le PCI qui n’est pas reconnu par les communautés concernées ou qui a été récemment créé (c’est-à-dire qui n’a pas été transmis de génération en génération) ou figé (empêché de continuer à évoluer) n’est par conséquent pas conforme à la définition du PCI donnée dans la Convention. C’est également le cas des éléments du PCI qui sont irrespectueux des autres, individus ou groupes de personnes, ou qui vont à l’encontre d’un développement durable.

Selon l’article 2.2, les éléments du PCI peuvent se manifester dans un ou plusieurs des domaines suivants (en reconnaissant implicitement que d’autres domaines peuvent être également identifiés) :

1. les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ;
2. les arts du spectacle ;
3. les pratiques sociales, rituels et événements festifs ;
4. les connaissances et pratiques concernant la nature et l’univers ;
5. les savoir-faire liés à l’artisanat traditionnel

### élément

La Convention parle du PCI en général et d’éléments spécifiques du PCI.

Un « élément » du PCI est une pratique ou expression sociale ou culturelle, un savoir ou savoir-faire spécifique, défini par les « communautés, groupes et individus concernés » comme faisant partie de leur patrimoine.

Un élément peut être défini de façon assez générale, par exemple « Les lieux de mémoire et traditions vivantes du peuple Otomí-Chichimecas de Tolimán » (Mexique) ou plus spécifique, comme « Le Leelo seto, tradition chorale polyphonique seto » (Estonie). Un carnaval peut être considéré comme un élément, mais un aspect bien défini de ce même carnaval peut aussi être considéré comme un élément, pourvu que la communauté soit d’accord.

Les éléments du PCI concernent des processus, pas des produits ni des objets. Par exemple, les savoir-faire associés à la fabrication de poteries peuvent être considérés comme un élément du PCI, mais pas le produit final, c’est-à-dire les poteries proprement dites. L’enregistrement d’une représentation de marionnettes n’est ni un PCI ni un élément du PCI ; par contre, les connaissances et savoir-faire du marionnettiste, les représentations qui changent sans arrêt et les marionnettes associées peuvent constituer un élément du PCI.

Le patrimoine culturel immatériel peut comporter des éléments matériels (c’est-à-dire des lieux, des édifices, des objets, des matériaux, des costumes, des instruments) qui lui sont associés. Dans certains cas, la sauvegarde inclut par conséquent la disponibilité des outils et matériaux ou autres conditions matérielles nécessaires pour la pratique ou la transmission ; mais elle n’est pas spécifiquement axée sur la conservation des produits matériels des pratiques relevant du patrimoine culturel immatériel. Par exemple, si les connaissances et savoir-faire nécessaires pour construire un type spécial de pont doivent être sauvegardés, ce ne sont pas les ponts eux-mêmes qui ont nécessairement besoin d’être conservés ou protégés, mais les savoir-faire indispensables pour les construire. Assurer la disponibilité de tout outil ou matériau de construction spécial pour construire les ponts n’est pas la même chose que conserver ces outils pour leur valeur propre.

### Communauté, Groupe, Individu, détenteur de Tradition, Praticien

Le préambule de la Convention dit que les « communautés, en particulier les communautés autochtones, les groupes et, le cas échéant, les individus jouent un rôle important dans la production, la sauvegarde, l’entretien et la recréation du patrimoine culturel immatériel, contribuant ainsi à l’enrichissement de la diversité culturelle et de la créativité humaine ». Aucun des termes de cette section n’est défini dans la Convention.

Les **communautés** peuvent être définies en fonction de nombreux critères, notamment administratifs, géographiques, professionnels ou ethnolinguistiques. Le préambule de la Convention indique que les communautés autochtones sont également incluses dans le terme communauté tel qu’il est employé dans la Convention. Il s’agit souvent de réseaux flous de personnes ayant une histoire commune (perçue comme telle) et un intérêt commun, de sorte qu’ils sont souvent difficiles à définir en termes abstraits. Les communautés, groupes ou individus peuvent aussi être définis en lien avec un élément spécifique ou un ensemble d’éléments du PCI. Des personnes peuvent par ailleurs appartenir simultanément à différentes communautés ; elles peuvent en outre intégrer et quitter des communautés. Il est important de prendre conscience du fait qu’en règle générale les communautés ne sont pas homogènes et qu’au sein d’une communauté ou – même – d’un groupe il peut y avoir des opinions différentes sur ce qui touche à l’identification ou à la sauvegarde du PCI.

La Convention n’indique pas comment différencier des communautés et des groupes ; certains interprètent les groupes comme composés de personnes appartenant à une ou plusieurs communautés (telles que les **praticiens** ou **détenteurs de traditions**) et ayant des connaissances spéciales d’un élément spécifique or un rôle spécial dans sa transmission ou sa pratique. Les i**ndividus** ont, dans certains cas, des rôles très spécifiques, par exemple en tant que praticiens ou gardiens d’une tradition ; souvent, ils sont les seules et dernières personnes, au sein d’une communauté, à posséder les connaissances et savoir-faire requis pour pratiquer une forme spécifique de PCI.

### consentement libre, préalable et éclairé

Quand des communautés, groupes ou individus sont associés à l’élaboration d’un dossier de candidature d’un élément de leur PCI sur l’une des listes de la Convention – y compris l’élaboration de mesures de sauvegarde – ils doivent avoir la possibilité de donner, librement et volontairement, leur accord (consentement) à la préparation et à la soumission du dossier. Ils doivent avoir suffisamment d’informations et de temps pour prendre cette décision et être correctement informés des avantages probables et de toute conséquence négative possible de l’inscription. Aucune candidature ne doit être entreprise ou soumise à l’UNESCO sans leur consentement. Ces obligations découlent des critères d’inscription élaborés pour les deux listes (voir les Directives opérationnelles 1 et 2).

### patrimoine commun

Du fait, d’une part de la délimitation souvent arbitraire des frontières nationales, et d’autre part des migrations (forcées ou volontaires) de populations, de nombreux éléments du PCI, ainsi que les communautés associées, sont disséminés dans plusieurs pays. Le **patrimoine commun** peut faire l’objet d’une candidature multinationale pour les listes de la Convention du patrimoine culturel immatériel, si les pays concernés sont des États parties à la Convention. La Convention et ses Directives opérationnelles encouragent la coopération internationale pour le patrimoine commun, afin que les éléments puissent être mieux sauvegardés. Plus généralement, la coopération entre États dans le domaine de la culture favorise des relations internationales positives et la compréhension mutuelle.

### Viabilité, menaces et risques

La **viabilité** du PCI est son potentiel de continuer à être pratiqué, développé et transmis, et de rester important pour la communauté ou le groupe concerné. Pour évaluer la viabilité, on est amené à se poser des questions telles que :

* Les membres de la communauté sont-ils satisfaits de la façon dont ils pratiquent et transmettent l’élément ?
* Veulent-ils, globalement, continuer à pratiquer et à transmettre l’élément ?
* Y a-t-il quelque chose qui les en empêche ?

Les problèmes actuels qui entravent la pratique et la transmission de l’élément (par ex. migrations, guerre, conflits ou limitations de l’accès à des matériaux ou sites) sont décrits comme étant des **menaces** pour la viabilité. Les menaces futures possibles à la pratique et à la transmission continues de l’élément sont décrites comme étant des **risques**.

L’inscription sur une liste de la Convention peut comporter en soi certains **risques** qui peuvent être prévus et qu’il est possible, le cas échéant, d’éviter avec un plan de gestion ou de sauvegarde.

La gestion des menaces et des risques doit être effectuée avec la participation des praticiens et autres détenteurs de traditions concernés. Les gens ne sont pas toujours d’accord entre eux sur l’évaluation des risques : certains peuvent, par exemple, considérer un changement spécifique dans la pratique d’un élément comme une adaptation ordinaire qui ne remet pas en cause la fonction ou la valeur de l’élément dans son ensemble, tandis que d’autres peuvent le prendre mal. Il faut aider, le cas échéant, les communautés à régler de tels problèmes : la plupart du temps, le PCI est une source de joie pour les personnes concernées et la mise en œuvre de la Convention ne doit pas changer cela.

### développement durable

Le **développement durable** est souvent défini comme la capacité de répondre aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Dans la mesure où la pratique d’un élément du PCI doit satisfaire aux exigences d’un développement durable, des mesures doivent être prises pour assurer la disponibilité permanente de ce qui est nécessaire, le cas échéant, pour sa pratique et sa transmission, sans mettre en danger la disponibilité future de ces moyens ni l’environnement de la communauté concernée. Par exemple, le bois pour construire des ponts doit être exploité de façon durable et des solutions de rechange acceptables doivent être trouvées, le cas échéant, si le matériau voulu ne peut plus être utilisé (par ex. les os de chameau pour remplacer l’ivoire dans l’artisanat). Le patrimoine culturel immatériel procure souvent des revenus à ses praticiens ; correctement géré (voir ci-dessous le paragraphe sur la commercialisation), il peut conserver sa fonction au sein de la société et en même temps contribuer au développement des communautés, groupes et individus concernés.

### Commercialisation, Décontexualisation

Parfois, les intérêts économiques tiennent déjà une grande place dans la pratique et la transmission d’un élément du patrimoine immatériel, comme par exemple quand des connaissances et techniques artisanales traditionnelles constituent le moyen de subsistance d’un groupe de praticiens ou quand des musiciens étaient (ou sont) rémunérés pour jouer lors de mariages, à la cour de souverains, etc. Cette valeur économique contribue à la survie de l’élément dans le temps, autant que sa valeur culturelle. De nouvelles formes de valeur économique peuvent être introduites et sont acceptables pour autant qu’elles contribuent à la sauvegarde d’un élément d’une manière qui est approuvée par les communautés et groupes concernés.

L’augmentation de la valeur économique d’un élément ne doit pas porter atteinte à la viabilité de l’élément. Des changements dans la pratique et la transmission du patrimoine culturel immatériel sont normaux et souvent inévitables pour que le PCI conserve sa pertinence pour les communautés concernées dans un monde en constante mutation. Le tourisme ou la production artisanale peuvent, par exemple, encourager, permettre ou même coexister avec la pratique et la transmission du patrimoine culturel immatériel par et pour les communautés concernées. Toutefois, quand l’introduction de nouveaux publics, marchés ou produits devient un but en soi, avec des effets négatifs réels ou potentiels sur la sauvegarde de l’élément dans son contexte local, nous employons le terme de **commercialisation**.

Parfois, le PCI est présenté de façon structurée ou abrégée pour les touristes et autres publics payants. Il peut, se faisant, être **décontextualisé,** c’est-à-dire sorti de son contexte de manières considérées comme inacceptables par les communautés concernées. Cela peut être le cas, par exemple, si des parties d’une tradition musicale ou d’une poésie orale sont présentées par des groupes professionnels dans des théâtres, en disant à la communauté concernée que l’exécution de l’intégralité du répertoire dans le contexte du village n’est ni vendable, ni suffisamment attrayante ou professionnelle. De tels agissements peuvent avoir un impact négatif sur la fonction ou les valeurs de l’élément au sein de la communauté concernée, diminuant ainsi l’intérêt de cette dernière pour son patrimoine et l’envie d’en continuer la pratique.

### Authenticité

**L’authenticité** n’est pas un concept employé dans la Convention du patrimoine culturel immatériel, parce que la Convention concerne un patrimoine vivant qui est recréé en permanence. La Convention veille à ne pas créer, entre les éléments, des hiérarchies basées sur des jugements extérieurs d’authenticité, d’intégrité, d’ancienneté ou d’originalité. La Convention souhaite en particulier éviter que des experts externes ou des exécutants professionnels, plutôt que les communautés et groupes qui considèrent cet élément comme faisant partie de leur patrimoine culturel, émettent des jugements sur la bonne façon d’exécuter ou de pratiquer un élément particulier.

### Respect

Le **respect** du patrimoine culturel immatériel suppose que l’on comprenne son importance et sa valeur dans le contexte culturel correspondant et que l’on apprécie son rôle dans la communauté concernée. Encourager le respect mutuel du PCI de chacun est l’un des objectifs de la Convention.

### mesures de sauvegarde

Les **mesures de sauvegarde** sont des actions destinées à assurer la viabilité permanente d’un élément du PCI ou d’un ensemble d’éléments qui sont menacés d’une certaine manière. Les mesures de sauvegarde sont souvent l’initiative de membres des communautés et groupes concernés ; elles peuvent aussi être décidées par des ministères, les autorités locales, des ONG, des institutions et/ou des chercheurs. Elles ne doivent pas être élaborées ou mises en œuvre sans la participation la plus large possible des communautés, groupes ou individus concernés. L’effet souhaitable de toute mesure de sauvegarde devrait être d’encourager la pratique et la transmission continues de l’élément, dans la mesure du possible dans le contexte d’origine de la communauté ou du groupe concerné.

La sauvegarde ne nécessite pas obligatoirement une intervention extérieure ni même une aide financière aux communautés concernées. Si la sauvegarde exige des ressources, il pourra être nécessaire de hiérarchiser les menaces et les risques auxquels les mesures de sauvegarde doivent permettre de faire face.

L’article 2.3 de la Convention mentionne plusieurs mesures de sauvegarde possibles, notamment :

### mesures de sauvegarde : Transmission

La **transmission** du PCI a lieu quand des praticiens et autres détenteurs de traditions au sein d’une communauté transmettent des pratiques, savoir-faire, connaissances et idées à d’autres personnes, généralement plus jeunes, de façon formelle ou informelle. Le maintien des moyens traditionnels de transmission au sein d’une communauté n’est pas considéré comme une mesure de sauvegarde.

Par contre, si la transmission d’un élément au sein d’une communauté ou d’un groupe est entravée ou menacée, des mesures de sauvegarde peuvent être nécessaires pour renforcer le processus de transmission ou pour élaborer de nouveaux modes de transmission. Cela peut consister à mettre en place des modes de transmission plus formels ou professionnels, par exemple dans les écoles. Si des écoliers appartiennent à une communauté où le PCI est traditionnellement pratiqué, leur apprendre des chants traditionnels à l’école pourrait, par exemple, être une mesure de sauvegarde susceptible d’éviter que cette pratique ne disparaisse. Pour une sensibilisation plus générale de communautés différentes, d’autres moyens pédagogiques peuvent être nécessaires.

### mesures de sauvegarde : Revitalisation

La **revitalisation** du PCI est le renforcement des pratiques et expressions du PCI qui sont sérieusement menacées. Pour cela, il faut que le PCI montre au moins un certain degré de vitalité au sein de la communauté ou du groupe concerné, faute de quoi il a cessé d’être un PCI au sens de la Convention. Selon la Convention, restaurer et renforcer un PCI qui est affaibli et en danger – c’est-à-dire le revitaliser – est positif en tant que mesure de sauvegarde fondamentale ; la renaissance d’éléments disparus, également appelée renouveau, n’entre pas dans le champ d’application de la Convention.

### mesures de sauvegarde : Identification, Définition, Inventaire, Documentation, Recherche

Aux termes de la Convention du patrimoine culturel immatériel, **identifier** un élément du PCI signifie le nommer et décrire succinctement son contexte en faisant ressortir ce qui le distingue des autres. Si l’identification contient une description succincte de l’élément du PCI, sa **définition** donne une description plus complète à un moment donné dans le temps. L’identification et la définition du PCI doivent être effectuées avec la participation des communautés, groupes ou individus concernés.

L’**inventaire** du PCI consiste à recueillir et à présenter de façon méthodique des informations sur ses éléments. Un inventaire peut être diffusé sous forme de liste imprimée, de base de données multimédia ou de tout autre type de publication. L’inventaire doit être effectué avec le consentement des communautés ou groupes concernés. Il doit être précédé de l’identification et de la définition des éléments concernés – là encore, en coopération étroite avec les communautés, groupes et, le cas échéant, individus concernés. Les États parties peuvent organiser les inventaires de leur PCI de la façon qui leur semble la plus appropriée. Les inventaires peuvent avoir diverses finalités ; contribuer à la sauvegarde et à la sensibilisation est probablement le plus important d’entre elles. La Convention exige que les inventaires contribuent à la sauvegarde des éléments qu’ils recensent, ce qui laisse entendre que l’état de viabilité des éléments inventoriés doit être indiqué.

La **documentation** consiste à enregistrer le PCI dans son état et sa diversité actuels, par transcription et/ou moyens audiovisuels, et à recueillir des documents s’y rapportant.

La **recherche** a pour but de mieux comprendre un élément ou un groupe d’éléments du PCI par l’étude de ses formes, de ses fonctions sociales, culturelles et économiques, de sa pratique, de ses modes de transmission, de ses caractéristiques artistiques et esthétiques, de son histoire, de la dynamique de sa création et de sa recréation.

Pour que toutes ces activités soient considérées comme des mesures de sauvegarde, il faut qu’elles aient pour but de permettre la pratique et la transmission continues du PCI. La documentation ou l’inventaire ne doivent pas, par exemple, être employés pour imposer une façon authentique figée de pratiquer un élément du PCI.

### mesures de sauvegarde : Préservation et Protection

Dans le contexte de la Convention, par **préservation** du PCI on entend les efforts des communautés et des détenteurs des traditions pour maintenir la continuité de la pratique de ce patrimoine dans le temps. Cela ne signifie pas qu’il n’y a pas de changement dans la pratique de l’élément au fil du temps.

La **protection** fait référence aux mesures délibérées – souvent prises par des organismes officiels – pour défendre le patrimoine culturel immatériel ou certains de ses éléments contre les menaces, perçues ou effectives, qui pèsent sur la continuité de sa pratique.

### mesures de sauvegarde : sensibilisation, promotion et mise en valeur

La **sensibilisation** est un moyen d’encourager les parties concernées, notamment les membres de la communauté, à reconnaître la valeur du patrimoine culturel immatériel, à le respecter et, si c’est en leur pouvoir, à prendre des mesures pour assurer sa viabilité.

La **promotion** et la **mise en valeur** sont des outils de sensibilisation destinés à accroître la valeur attachée au patrimoine à l’intérieur comme à l’extérieur des communautés concernées : la promotion en attirant l’attention du public, de façon positive, sur certains aspects du PCI ; la mise en valeur en faisant mieux connaître l’état et la fonction du patrimoine culturel immatériel.

# 

# IMP 5.4 Plan de cours : Qui peut faire quoi ?

|  |
| --- |
| **Titre de l’activité : Mise en œuvre de la Convention 5.4 – Qui peut faire quoi ? Mise en œuvre de la Convention au niveau national** |
| Durée : 2 heures |
| Objectif(s) :  Offrir un aperçu général de ce que les États parties, les collectivités, ONG, etc. peuvent faire pour sauvegarder le PCI présent sur le territoire de l’État. |
| Description :   1. IMP Présentation 5.4 |
| Documents de référence :   * IMP Présentation 5.4 et narratif * IMP Document 5.4. – Rôles des parties prenantes |

**Notes et suggestions :**

Les participants doivent avoir leurs Textes fondamentaux à disposition au cours de cette session ; ils peuvent lire des articles qui sont en cours de discussion dans la présentation PowerPoint, et en discuter le cas échéant.

Cette session définit le cadre principal pour le contenu du cours, y compris une discussion qui peut aider à :

* Sensibiliser au PCI et à son respect ;
* Identifier et définir le PCI (inventorier)
* Assurer la participation des communautés pour l’identification et la définition du PCI ainsi que sa gestion, s’assurer de leur consentement pour toute action concernant leur PCI par des tiers, y compris des candidatures aux listes et au registre de la Convention
* Promouvoir la pratique et la transmission
* Créer des environnements propices à la pratique et la transmission et pour des actions de sauvegarde
* Contribuer au développement durable et une culture des droits humains
* Participer à des activités internationales qui visent à la sauvegarde, le partage, la promotion du PCI présent dans le pays.

L’objectif principal de cette session est d’illustrer la façon dont on peut obtenir un résultat positif de sauvegarde en travaillant ensemble suivant les principes de la Convention. Des études de cas sont utilisées pour montrer l’éventail des mesures mises en œuvre par de multiples intervenants en sauvegardant des éléments réels sur l’une des Listes. Elles devraient insister sur l’importance d’adapter les activités de sauvegarde aux contextes spécifiques.

# IMP 5.4 Presentation: Who can do what in implementing the Convention?

|  |  |
| --- | --- |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

# IMP 5.4 Narrative: Who can do what in implementing the Convention?

## Slide 1. Title

## Slide 2. The Yamahoko float ceremony, Kyoto Gion festival, Japan

‘Yamahoko, the float ceremony of the Kyoto Gion festival’ was inscribed on the Representative List in 2009.

The Yamahoko float procession of the Kyoto Gion Festival is carried out during July every year in the ancient capital of Kyoto, Japan. The ceremony is said to have its origins in the Gion ‘ghost ritual’ of the tenth century, which aimed to propitiate and entertain the gods. The floats are bright and exotic in appearance, to attract any evil spirits away from the residential areas. The procession is one of a number of ceremonies held to provide protection from epidemics in the early summer in Japan.

The Yamahoko procession consists of thirty-two wooden floats, with gorgeous hangings and decorations (some old, some new), whose elaborate designs date back to the mid seventeenth century. They are decorated with references to Japanese legends and plays, either yama-style (with mountain-shaped decorations) or hoko-style (with symbolic ‘poles’). The floats proceed slowly through the streets of Kyoto, pulled by local people; some have accompanying musicians or dancers. The procession is managed and conducted by the Choshu, residents of self-governing central districts of Kyoto, who own the floats and store them in special houses. Today, each of the 32 districts has its own Cultural Preservation Association, coordinated by an umbrella organization called the Foundation for Gion Festival Preservation Associations, established in 1923.

The procession is not currently facing severe threats to its viability but to safeguard it, and ensure its future practice and transmission, a variety of interlocking roles are performed by communities, government, NGOs and other institutions, and by local industries.

## Slide 3-4. The Yamahoko float ceremony: Community-led activities

* Local residents watch the procession, participate in it, donate money, transmit skills etc.
* Different residents’ associations are responsible for different floats
* Foundation for Gion Festival Preservation Associations
  + Undertakes research, training,
  + Coordinates the procession
  + Helps associations to maintain and store floats

Residents of the older, central part of the town have traditionally organized the procession: they participate in it, make financial contributions towards it and train younger members of the community to participate in it as well. They are essential actors in the procession as musicians or dancers, pulling the floats, or riding on the floats. Young people need to be trained in musical and dance skills, assembly and turning of the floats, and maintenance tasks. The migration of older families and wealthier people out of the central districts of Kyoto, and the influx of new residents and businesses has led to a greater reliance in conducting the procession on volunteers who do not live in the central part of the town.

Residents are organized into blocks of houses which each have their own yamahoko associations and organize their own floats. The residents are currently running out of storage capacity for the floats and have asked for government assistance in building new storage facilities. Local residents’ associations coordinated by the Foundation for Gion Festival Preservation Associations (a community organization) undertake research, training, coordination of the procession, and help with maintenance and storage of the floats and their decorations.

## Slide 5. Yamahoko Float Ceremony: government support

The government at national, provincial (‘prefectural’) and municipal levels in Kyoto provides support for community safeguarding efforts.

* The Kyoto municipal government negotiates with community associations to regulate and allow the procession’s route through the city. Overhead electrical cables, for example, can prevent the floats from using a specific route, as they have done in Tokyo. The holding of the procession is a major event in the city and requires the closure of roads and management of what have become very large crowds.
* National, Provincial and municipal governments assist with maintenance of floats, research and training. For example, money is given by various levels of government to the Associations for maintenance of the floats. Local school children are given musical training to participate in the festival.
* National legislation on ICH, the Law for the Protection of Cultural Properties (1950) provides for government funding for ICH inventorying and safeguarding.
* The Yamahoko procession was included on a national ICH inventory as an Important Intangible Folk Cultural Property (1979), providing central government funds for research and repairs to the floats, among other things.
* The Yamahoko procession was successfully nominated to and inscribed on the Representative List in 2009.

## Slide 6-7. Yamahoko Float Ceremony: other stakeholders

Local industries such as weaving, embroidery and metalworking contribute to the maintenance and repair of the floats and benefit from the display of their products on the floats. State funding contributes to their work on the repair of embroidery and metalwork used in the floats.

Institutions like the state-funded National Research Institute and Japanese universities, and the Foundation for Gion Festival Preservation Associations undertake research on the history and significance of the procession, as well as on how to address the threats it might face in the future, in close cooperation with the communities and groups concerned.

**Further information:**

ACCU (Asia-Pacific Cultural Centre for UNESCO), Final report: 2nd Training Course for Safeguarding of Intangible Cultural Heritage, Dec 2008: <http://www.accu.or.jp/ich/en/pdf/2008-09TrainingCourseFinalReport.pdf>

ACCU (Asia-Pacific Cultural Centre for UNESCO), Final report: 3rd Training Course for Safeguarding of Intangible Cultural Heritage, July 2009: <http://www.accu.or.jp/ich/en/pdf/2009-10TrainingCourseFinalReport.pdf>

Nomination file, Yamahoko, the float ceremony of the Kyoto Gion festival (Japan): <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00011&RL=00269>

H. Yamauchi, ‘The influence of Culture for Community Revitalization in Kyoto, ACCU Training Course for Safeguarding of Intangible Cultural Heritage’, 26 January 2008. <http://www.accu.or.jp/ich/en/training/curriculum/curriculum_9.html>

T. Murakami, ‘Safeguarding System of ICH by Municipality of Kyoto’, ACCU Training Course for Safeguarding of Intangible Cultural Heritage, 25 Jan 2008. <http://www.accu.or.jp/ich/en/training/curriculum/curriculum_7.html#/point4/>

S. Fukami, ‘The Gion Festival Yamahoko Events and Activities of the Gion Matsuri Yamahoko Rengo-Kai’, ACCU Training Course for Safeguarding of Intangible Cultural Heritage, 16 December 2008. <http://www.accu.or.jp/ich/en/training/curriculum/second/curriculum_7.html>

## Slide 8. In this presentation…

As participants will have seen in this case study, a range of stakeholders will undertake a range of activities in implementing the Intangible Heritage Convention.

This presentation discusses the following:

* Who are the stakeholders in implementing the Intangible Heritage Convention?
* The role of States Parties
* The role of communities
* The role of NGOs and other stakeholders
* Overview of activities

## Slide 9. Who are the stakeholders?

* The Convention is an agreement between states, so States Parties take on obligations under it
* Communities concerned play a major role in safeguarding their own ICH
* NGOs and other stakeholders can assist in safeguarding in conformity with the Convention

In the previous presentations participants will have heard quite a bit about the Intangible Heritage Convention, and by now participants should know that the Convention emphasizes the role of communities when it comes to identifying and safeguarding their intangible heritage. The Convention also encourages the participation of NGOs in this process. Other stakeholders are also mentioned in the Convention; more detailed elaboration of their roles is given in the Operational Directives.

Apart from the communities concerned, the second major stakeholder is the state: this is because the Convention is a legally binding agreement between states. By ratifying a convention, or otherwise adhering to it, a state indicates that it agrees with the aims and methods of the convention and will take on various obligations imposed by it. The Convention therefore assigns tasks to States Parties, rather than to communities and NGOs, while encouraging States Parties to work with other stakeholders in pursuit of the aims of the Convention.

## Slide 10. Role of States Parties (subtitle)

States Parties, rather than communities or NGOs, are signatories to the Intangible Heritage Convention and by ratifying it they take on certain obligations, both at the national and the international level. The provisions of the Convention only apply in the territories of the States that are party to the Convention and between these states.

## Slide 11. Role of States Parties at the national level

There are four main categories of activities States Parties to the Intangible Heritage Convention are encouraged, or in some cases required, to undertake at the national level:

* **Creation of a legal and administrative context to support the safeguarding of ICH.** Providing a broad legal and administrative context for ICH safeguarding can include formulating a policy on intangible heritage safeguarding or creating a national institution to coordinate the safeguarding of ICH. This task does not always involve formulating new policies and laws or creating new institutions, however. Where appropriate, existing legislation could be amended and existing institutions could be given new or extended mandates;
* **Awareness-raising** to encourage respect and appreciation for the ICH in general terms, and the importance of safeguarding it. This includes raising awareness about the Convention and its role in safeguarding ICH. Often, awareness-raising is achieved through media campaigns and educational programmes both within and outside the communities concerned. School curricula around the world increasingly include information about intangible heritage practices such as dance, music, and traditional crafts, illustrating cultural diversity and teaching respect for other people and their practices. Often this information is incorporated into science, history, geography and language teaching;
* **Identifying, defining and inventorying ICH elements** within their territories to aid in safeguarding. Inventorying the ICH is an important obligation of States Parties to the Convention. In order to be able to safeguard the intangible heritage of a community or group (or a specific ICH element) one first needs to identify what elements there are, which ones of them are threatened and which of those might be safeguarded. Identifying and defining ICH elements have to be done with the consent and involvement of the communities concerned, and any other relevant stakeholders. Inclusion on an inventory is also a prerequisite for nominating elements to the Lists and Register of the Convention;
* **Supporting, with the communities concerned, specific measures to safeguard ICH elements within their territories**, implemented where necessary with the assistance of any other relevant stakeholders. These measures may include some of the safeguarding activities introduced in the previous session, such as documentation, research, revitalization, transmission through formal and non-formal education, and so on. They may also include supporting capacity building, networking and coordination of various stakeholders in the safeguarding of the ICH.

## Slide 12. The Convention requires that...

The Convention outlines a few main obligations for each State Party at the national level, which include:

* Taking the necessary measures to ensure the safeguarding of the intangible cultural heritage present in its territory (Article 11 (a));
* Identifying and defining the various elements of the intangible cultural heritage present in its territory, with the participation of communities, groups and relevant non-governmental organizations (Article 11 (b)); and
* Drawing up, in a manner geared to its own situation, one or more inventories of the intangible cultural heritage present in its territory (Article 12)

**Article 11 – Role of States Parties**

Each State Party shall:

(a) take the necessary measures to ensure the safeguarding of the intangible cultural heritage present in its territory;

(b) among the safeguarding measures referred to in Article 2, paragraph 3, identify and define the various elements of the intangible cultural heritage present in its territory, with the participation of communities, groups and relevant non-governmental organizations.

**Article 12 – Inventories**

1. To ensure identification with a view to safeguarding, each State Party shall draw up, in a manner geared to its own situation, one or more inventories of the intangible cultural heritage present in its territory. These inventories shall be regularly updated.

## Slide 13. The Convention recommends that

The Convention recommends that each State Party try to -

* Adopt policies and codes of ethics to assist in safeguarding ICH in the spirit of the Convention (Article 13(a), OD 105.d, f and g, OD 107);
* Establish ‘competent bodies’ or institutions that can assist in the execution of safeguarding policies, capacity building, inventory making (Article 13(b), 13(d)(i), OD 80, OD 83), research (Article 13(c), OD 105.b and c, OD 107.k), documentation (Article 13(d)(iii), OD 85), awareness-raising (Article 1(b), Article 14(a), Article 1(c), OD 85, OD 105, OD 107.b);
* Ensure respect for ICH, and appropriate access to it (Article 1(b), Article 13(d)(ii), Article 14); and
* Ensure community participation and consent in all matters that concern their ICH (Article 15; OD 79-89).

|  |
| --- |
| **Article 13 – Other measures for safeguarding**  To ensure the safeguarding, development and promotion of the intangible cultural heritage present in its territory, each State Party shall endeavour to:  (a) adopt a general policy aimed at promoting the function of the intangible cultural heritage in society, and at integrating the safeguarding of such heritage into planning programmes;  (b) designate or establish one or more competent bodies for the safeguarding of the intangible cultural heritage present in its territory;  (c) foster scientific, technical and artistic studies, as well as research methodologies, with a view to effective safeguarding of the intangible cultural heritage, in particular the intangible cultural heritage in danger;  (d) adopt appropriate legal, technical, administrative and financial measures aimed at:  (i) fostering the creation or strengthening of institutions for training in the management of the intangible cultural heritage and the transmission of such heritage through forums and spaces intended for the performance or expression thereof;  (ii) ensuring access to the intangible cultural heritage while respecting customary practices governing access to specific aspects of such heritage;  (iii) establishing documentation institutions for the intangible cultural heritage and facilitating access to them.  **Article 14 – Education, awareness-raising and capacity-building**  Each State Party shall endeavour, by all appropriate means, to:  (a) ensure recognition of, respect for, and enhancement of the intangible cultural heritage in society, in particular through:  (i) educational, awareness-raising and information programmes, aimed at the general public, in particular young people;  (ii) specific educational and training programmes within the communities and groups concerned;  (iii) capacity-building activities for the safeguarding of the intangible cultural heritage, in particular management and scientific research; and  (iv) non-formal means of transmitting knowledge;  (b) keep the public informed of the dangers threatening such heritage, and of the activities carried out in pursuance of this Convention;  (c) promote education for the protection of natural spaces and places of memory whose existence is necessary for expressing the intangible cultural heritage.  **Article 15 – Participation of communities, groups and individuals**  Within the framework of its safeguarding activities of the intangible cultural heritage, each State Party shall endeavour to ensure the widest possible participation of communities, groups and, where appropriate, individuals that create, maintain and transmit such heritage, and to involve them actively in its management. |

## Slide 14. The Operational Directives recommend that …

The Operational Directives recommend that States Parties shall try to foster participation of communities and other stakeholders by:

* Establishing coordinating bodies and cooperative networks

|  |  |
| --- | --- |
| OD 79. | Recalling Article 11 (b) of the Convention and in the spirit of Article 15 of the Convention, the Committee encourages States Parties to establish functional and complementary cooperation among communities, groups and, where applicable, individuals who create, maintain and transmit intangible cultural heritage, as well as experts, centres of expertise and research institutes. |
| OD 80. | States Parties are encouraged to create a consultative body or a coordination mechanism to facilitate the participation of communities, groups and, where applicable, individuals, as well as experts, centres of expertise and research institutes, in particular in:   1. the identification and definition of the different elements of intangible cultural heritage present on their territories; 2. the drawing up of inventories; 3. the elaboration and implementation of programmes, projects and activities; 4. the preparation of nomination files for inscription on the Lists, in conformity with the relevant paragraphs of Chapter 1 of the present Operational Directives; 5. the removal of an element of intangible cultural heritage from one List or its transfer to the other, as referred to in paragraphs 38 to 40 of the present Operational Directives. |
| OD 86. | States Parties are encouraged to develop together, at the sub-regional and regional levels, networks of communities, experts, centres of expertise and research institutes to develop joint approaches, particularly concerning the elements of intangible cultural heritage they have in common, as well as interdisciplinary approaches. |

* Undertaking capacity building and awareness-raising in communities

|  |  |
| --- | --- |
| OD 81. | States Parties shall take necessary measures to sensitize communities, groups and, where applicable, individuals to the importance and value of their intangible cultural heritage, as well as of the Convention, so that the bearers of this heritage may fully benefit from this standard-setting instrument. |
| OD 82. | In conformity with the provisions of Articles 11 to 15 of the Convention, States Parties shall undertake appropriate measures to ensure capacity building of communities, groups and, where applicable, individuals. |

* Establishing a directory of expertise

|  |  |
| --- | --- |
| OD 83. | States Parties are encouraged to establish and regularly update, in a manner geared to their own situation, a directory of experts, centres of expertise, research institutes and regional centres active in the domains covered by the Convention that could undertake the studies mentioned in Article 13 (c) of the Convention. |

* Facilitating community access to research

|  |  |
| --- | --- |
| OD 85. | States Parties shall endeavour to facilitate access by communities, groups and, where applicable, individuals to results of research carried out among them, as well as foster respect for practices governing access to specific aspects of intangible cultural heritage in conformity with Article 13 (d) of the Convention. |

## Slide 15. The Operational Directives recommend that …

The Operational Directives recommend that in raising awareness about the importance of ICH, States Parties try to

* Adopt codes of ethicsto ensure appropriate ways of raising awareness about the intangible cultural heritage in their territory

|  |  |
| --- | --- |
| OD 103. | States Parties are encouraged to develop and adopt codes of ethics based on the provisions of the Convention and these Operational Directives, in order to ensure appropriate ways of raising awareness about the intangible cultural heritage present in their respective territories. |

* Implement appropriate legal protection for communitieswhen raising awareness about their heritage or engaging in commercial activities

|  |  |
| --- | --- |
| OD 104. | States Parties shall endeavour to ensure, in particular through the application of intellectual property rights, privacy rights and any other appropriate form of legal protection, that the rights of the communities, groups and individuals that create, bear and transmit their intangible cultural heritage are duly protected when raising awareness about their heritage or engaging in commercial activities. |

* Keep the public informed about the importance of intangible cultural heritage and the dangers threatening it, as well as about the activities carried out in pursuance of the Convention

|  |  |
| --- | --- |
| OD 105. | States Parties shall endeavour, by all appropriate means, to keep the public informed about the importance of intangible cultural heritage and the dangers threatening it, as well as about the activities carried out in pursuance of the Convention. ... (7 recommendations follow) |

* Promote good safeguarding practices selected by the Committee, in conformity with Article 18 of the Convention

|  |  |
| --- | --- |
| OD 106. | States Parties shall endeavour in particular to adopt measures to support the promotion and dissemination of the programmes, projects and activities selected by the Committee, in conformity with Article 18 of the Convention, as best reflecting the principles and objectives of the Convention. |

* Support formal and non-formal education to ensure recognition of, respect for and enhancement of intangible cultural heritage

|  |  |
| --- | --- |
| OD 107. | States Parties shall endeavour, by all appropriate means, to ensure recognition of, respect for and enhancement of intangible cultural heritage through educational and information programmes, as well as capacity-building activities and non-formal means of transmitting knowledge (Article 14 (a) of the Convention). ... (13 recommendations follow) |

## Slide 16. Role of States Parties at the international level

At the international level, States Parties have various rights and obligations. They are, for example, directly responsible for submitting nomination files to the Lists and Register of the Convention. The Operational Directives particularly encourage multinational nominations to the Lists and Register.

|  |  |
| --- | --- |
| OD 13. | States Parties are encouraged to jointly submit multi-national nominations to the List of Intangible Cultural Heritage in Need of Urgent Safeguarding and the Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity when an element is found on the territory of more than one State Party. |
| OD 15. | The Committee encourages the submission of subregional or regional programmes, projects and activities as well as those undertaken jointly by States Parties in geographically discontinuous areas. States Parties may submit these proposals individually or jointly. |

States Parties may also apply for international assistance (OD 8 to 12).

States Parties elect the Intergovernmental Committee and may be elected to it. All States Parties are represented in the General Assembly.

They may also cooperate with other States Parties. Apart from developing multinational safeguarding projects and nominations to the Convention’s Lists, international cooperation might include sharing information and expertise with other States Parties.

**Article 19 – Cooperation**

1. For the purposes of this Convention, international cooperation includes, inter alia, the exchange of information and experience, joint initiatives, and the establishment of a mechanism of assistance to States Parties in their efforts to safeguard the intangible cultural heritage.

2. Without prejudice to the provisions of their national legislation and customary law and practices, the States Parties recognize that the safeguarding of intangible cultural heritage is of general interest to humanity, and to that end undertake to cooperate at the bilateral, subregional, regional and international levels.

States Parties also have to report periodically to the Committee on their progress in implementing the Convention at national and international levels.

**Article 29 – Reports by the States Parties**

The States Parties shall submit to the Committee, observing the forms and periodicity to be defined by the Committee, reports on the legislative, regulatory and other measures taken for the implementation of this Convention.

The Operational Directives specify the periodicity of the reporting, every sixth year for general reports on implementation of the Convention and every fourth year for reports on elements inscribed on the USL.

|  |  |
| --- | --- |
| OD 152. | **Reports by States Parties on the implementation of the Convention:** The State Party submits its periodic report to the Committee ... by 15 December of the sixth year following the year in which it deposited its instrument of ratification, acceptance or approval, and every sixth year thereafter. |
| OD 161 | **Reports by States Parties on elements inscribed on the List of Intangible Cultural Heritage in Need of Urgent Safeguarding:** ... shall normally be submitted to the Committee ... by 15 December of the fourth year following the year in which the element was inscribed, and every fourth year thereafter. |

## Slide 17. The Operational Directives recommend that …

The Operational Directives recommend that States Parties try to cooperate with other States Parties to ...

* Develop regional networks of communities and expertise to safeguard shared heritage,

|  |  |
| --- | --- |
| OD 86. | States Parties are encouraged to develop together, at the sub-regional and regional levels, networks of communities, experts, centres of expertise and research institutes to develop joint approaches, particularly concerning the elements of intangible cultural heritage they have in common, as well as interdisciplinary approaches. |

* Share documentation with each other, and

|  |  |
| --- | --- |
| OD 87. | States Parties that possess documentation concerning an element of intangible cultural heritage present on the territory of another State Party are encouraged to share such documentation with that other State, which shall make that information available to the communities, groups and, where applicable, individuals concerned, as well as to experts, centres of expertise and research institutes. |

* Engage in regional cooperation, e.g. through category 2 centres for ICH.

|  |  |
| --- | --- |
| OD 88. | States Parties are encouraged to participate in activities pertaining to regional cooperation including those of category 2 centres for intangible cultural heritage that are or will be established under the auspices of UNESCO, to be able to cooperate in the most efficient manner possible, in the spirit of Article 19 of the Convention, and with the participation of communities, groups and, where applicable, individuals as well as experts, centres of expertise and research institutes. |

## Slide 18. Role of communities (subtitle)

## Slide 19. The Convention says...

The Convention cannot tell communities what to do about their ICH, it can only encourage States Parties to the Convention to consult and involve them as much as possible if communities require outside assistance in safeguarding their ICH from state agencies, NGOs, researchers, documentation centres and so on.

The Convention and its Operational Directives strongly recommend (and in some cases require) that States Parties involve the relevant communities, groups and individuals (with their prior informed consent) in any actions and activities concerning their ICH. This includes involving communities in:

* + Identifying and defining their ICH;
  + Inventorying their ICH;
  + Preparing nomination files for their ICH to the Lists and Register of the Convention; and
  + Developing and implementing safeguarding plans for their ICH.

## Slide 20. Role of communities

Why is involving communities so important?

* + Intangible heritage is enacted and transmitted by people (communities, groups or sometimes individuals). They have to identify their ICH, and recognize it as part of their cultural heritage.
  + ICH belongs collectively to the heritage of the communities, groups or individuals concerned (i.e. it belongs to them);
  + Safeguarding involves ensuring continued practice and transmission within and by communities concerned;
  + Safeguarding therefore cannot happen without the consent, commitment and involvement of the people concerned (communities, groups and individuals).

As the slide illustrates, the communities and groups (and where relevant, individuals) concerned will be mainly responsible for transmission and enactment and they may also be involved in the following activities:

* Identification
* Inventorying
* Documentation
* Research
* Revitalization
* Ensuring sustainability
* Ensuring access to places and materials
* Transmission through education, and
* Awareness-raising

## Slide 21. The Operational Directives suggest

The ODs suggest that communities, groups and individuals may wish to organize themselves, and network among themselves to achieve their safeguarding aims. They say (OD 108) that community centres and associations that are created and managed by communities themselves can play a vital role in safeguarding as spaces for transmission and information sharing about their ICH.

|  |  |
| --- | --- |
| OD 79. | Recalling Article 11 (b) of the Convention and in the spirit of Article 15 of the Convention, the Committee encourages States Parties to establish functional and complementary cooperation among communities, groups and, where applicable, individuals who create, maintain and transmit intangible cultural heritage, as well as experts, centres of expertise and research institutes. |
| OD 108. | Community centres and associations that are created and managed by communities themselves can play a vital role in supporting the transmission of intangible cultural heritage and informing the general public about its importance for those communities. In order to contribute to raising awareness about intangible cultural heritage and its importance, they are encouraged to:   1. be used by communities as cultural spaces in which their intangible cultural heritage is safeguarded through non-formal means; 2. be used as places for transmitting traditional knowledge and skills and thus contribute to intergenerational dialogue; 3. serve as information centres about a community’s intangible cultural heritage. |

Communities may also choose to cooperate with experts, centres of expertise and research institutes where necessary in implementing safeguarding activities such as identification, documentation, and revitalization, etc. These other agencies may include the state, NGOs, researchers, documentation centres and so on. This kind of cooperation can be fostered by the consultative / coordinating body mentioned above.

Note: Only awareness-raising about or promotion of an element aimed at outsiders could be done without the direct involvement of the communities and groups concerned, although this too would have to be done with their free, prior and informed consent (and guidance where necessary).

## Slide 22. Role of NGOs, experts, centres of expertise and research institutes (subtitle)

The Convention and the Operational Directives indicate many possible tasks for NGOs, individual experts and various types of institutions and organizations in the implementation of the Convention, both on the national and the international level. However, no tasks can be imposed on them: as the Convention is an agreement between states, only States Parties take on obligations under the Convention.

The Convention speaks explicitly about possible tasks for NGOs, both on the national and international levels, but as far as other types of organizations are concerned, the Convention says very little. It only mentions the desirability of having competent bodies on the national level for the safeguarding of the ICH, as well as training and documentation institutions.

Chapter III of the Operational Directives, ‘Participation in the implementation of the Convention’, recommends many possible activities for experts, centres of expertise and research institutes, and for NGOs, as well as for communities.

## Slide 23. Accreditation of NGOs

Article 9 of the Convention introduces NGOs as advisory organizations of the Committee:

|  |
| --- |
| ‘9.1 The Committee shall propose to the General Assembly the accreditation of NGOs with recognized competence in the field of ICH to act in an advisory capacity to the Committee.  9.2 The Committee shall also propose to the General Assembly the criteria for and modalities of such accreditation.’ |

The criteria and procedures around the accreditation of NGOs can be found in OD 91 and OD 91 to 95 respectively. Accreditation does not affect the relationship between NGOs and States Parties – either at the national level, or in international cooperation.

|  |  |
| --- | --- |
| **Criteria for the accreditation of non-governmental organizations** | |
| OD 91. | Non-governmental organizations shall:   1. have proven competence, expertise and experience in safeguarding (as defined in Article 2.3 of the Convention) intangible cultural heritage belonging, inter alia, to one or more specific domains; 2. have a local, national, regional or international nature, as appropriate; 3. have objectives that are in conformity with the spirit of the Convention and, preferably, statutes or bylaws that conform with those objectives; 4. cooperate in a spirit of mutual respect with communities, groups, and, where appropriate, individuals that create, practice and transmit intangible cultural heritage; 5. possess operational capacities, including:    1. a regular active membership, which forms a community linked by the desire to pursue the objectives for which it was established;    2. an established domicile and a recognized legal personality as compatible with domestic law;    3. having existed and having carried out appropriate activities for at least four years when being considered for accreditation. |

So far, through the website of the Convention, the Committee has encouraged NGOs to request accreditation, if they meet the selection criteria. They may apply for accreditation following the procedures outlined in the ODs, using form ICH 09. The Committee has examined the requests received and proposed most of them to the General Assembly for accreditation.

The General Assembly has already accredited NGOs twice (2008, 2010). There are currently 97 accredited organizations under the Convention, see <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00331>.

Article 9.1 of the Convention limits itself to stating that accredited NGOs may be called upon to act in an advisory capacity to the Committee; OD 91 is much more specific and presents a non-exhaustive list of specific tasks:

|  |  |
| --- | --- |
| OD 96. | Accredited non-governmental organizations who, according to Article 9.1 of the Convention, shall have advisory functions to the Committee, may be invited by the Committee to provide it, inter alia, with reports of examinations as a reference for the Committee to evaluate:   1. nomination files for the List of Intangible Cultural Heritage in Need of Urgent Safeguarding; 2. the programmes, projects and activities mentioned in Article 18 of the Convention; 3. requests for international assistance; 4. the effects of safeguarding plans for elements inscribed on the List of Intangible Cultural Heritage in Need of Urgent Safeguarding. |

With the next few slides it will be seen that by virtue of specific ODs other organizations than NGOs, and individual experts, may be given similar tasks. NGOs do, however, take – in the spirit of Article 9 of the Convention - a specific position in the implementation of the Convention on the international level:

The Consultative Body that the Committee created at its fifth session (5COM, Nairobi, November 2010) is thus composed of 6 individual experts (one from each region) and 6 accredited NGOs (again, one per region). This Body will be requested to assist the Committee with the tasks in OD 96.a-c (see box above) for the preparation of the evaluations the Committee will have to make at its sixth session (6COM, Indonesia, November 2011).

|  |
| --- |
| The first Consultative Body was created at the fifth session of the Committee, in November 2010. It is currently composed of the following six NGOs: |
| Craft Revival Trust (India)  African Cultural regeneration Institute (Kenya)  Association Cont’Act pour l’éducation et les cultures (Morocco)  Fundacion Erigaie (Colombia)  Maison des cultures du monde (France)  Česká národopisná společnost / Czech ethnological Society (Czech Republic) |
| and of the following six individual experts: |
| Pablo Carpintero (Spain),  Rusudan Tsurtsumia (Georgia),  Guillermo Sequera (Paraguay),  Adi Meretui Ratunabuabua (Fiji),  Claudine-Augée Angoue (Gabon),  Abderrahman Ayoub (Tunisia) |

## Slide 24. Accredited NGOs, mid 2010

The number of accredited NGOs, just short of 100, represents a far wider group than the three organizations which the World Heritage Convention consults, namely ICOMOS (ICOMOS International Council on Monuments and Sites) and ICCROM (International Centre for the Study of the Preservation and Restoration of Cultural Property) on cultural properties and IUCN (International Union for Conservation of Nature) on natural properties. These intergovernmental organizations are mentioned explicitly in the World Heritage Convention. The Intangible Heritage Convention does not mention specific organizations – in fact, when drafting the text of the Convention, the governmental experts deliberately wanted to distinguish it from the approach taken in the World Heritage Convention. Specifically, they did not want to be dependent on a small number of strong European-based organizations for advisory assistance.

As the slide shows, the spread of accredited NGOs across electoral groups as of mid 2010 is not equitable, with 52 NGOs accredited from Group I (W. Europe), and 26 from Group IV (Asia/Pacific) but very few accredited from other regions.

Of course, the number of accredited NGOs is not a good indication of NGO activity in each electoral group because not all NGOs active in the field of ICH have been accredited under the Convention. Also, some NGOs are larger than others, and some have a world-wide reach but their head office is based in one region. However, the uneven distribution of accredited NGOs suggests that there is a need either for more NGO activity in the field of ICH safeguarding in the Arab States, Africa and Eastern Europe, or for encouraging NGOs in these regions to seek accreditation under the Convention.

## Slide 25. NGOs and other organizations: roles at the international level

Article 8.4 of the Convention says that the Committee may invite individual experts as well as organizations of any type without the need of any form of accreditation, for consultation during its meetings.

|  |
| --- |
| **Article 8.4**  The Committee may invite to its meetings any public or private bodies, as well as private persons, with recognized competence in the various field of the ICH, in order to consult them on specific matters. |

This provision is reformulated in an extended way in OD 89:

|  |  |
| --- | --- |
| OD 89. | Within the limit of available resources, the Committee may invite any public or private body (including centres of expertise and research institutes) as well as private persons with recognized competence in the field of intangible cultural heritage (including communities, groups, and other experts) to participate in its meetings in order to sustain an interactive dialogue and consult them on specific matters, in conformity with Article 8.4 of the Convention. |

This reformulation reflects the desire of the Committee and the General Assembly to emphasize the importance (and the possibility) of involving a broader range of institutions and organizations than (accredited) NGOs, and individual experts in the implementation of the Convention.

As early as 2006 the Secretariat started drawing up, at the request of the Committee, a list of various types of organizations and institutions, as well as individual experts, with recognized competence in the domain of ICH. That list contains several hundred names, not limited to those of the accredited organizations, but including also (governmental and non-governmental) institutions and organizations that are not accredited but were proposed by the States Parties.

The guidelines for the use of the Fund of the Convention explicitly mention that its resources may be used, inter alia, for ‘the costs of services to be provided, at the request of the Committee, by non-governmental and non-profit-making organizations, public or private bodies and private persons.’

In 2009 and 2010 the Committee invited a number of individual experts, often representatives of organizations and institutions of different types, to provide examination reports during the preparation of Committee decisions concerning nomination files for the USL and the Register of the Convention, as well as requests for international assistance. These experts were invited to present their reports and recommendations to the Committee at its 2009 and 2010 sessions.

In encouraging the involvement of organizations besides accredited NGOs, the Organs of the Convention have developed nascent ideas in the Convention which clearly favours accredited NGOs in providing advisory assistance to the Committee. The approach taken by the Organs of the Convention is partly intended to make up for the unequal distribution of specialized NGOs over the various regions of the world. At the same time, however, the Committee encourages the NGOs that do exist to request accreditation, and it also encourages the creation of NGOs in regions with (apparently) low NGO densities.

## Slide 26. Civil Society facebook forum on ICH

Civil society organizations have been provided with an electronic platform, facilitated by the Secretariat of the Convention, for engaging with the Organs of the Convention and with each other:

<http://www.facebook.com/pages/Intangible-cultural-heritage-and-civil-society/123664631007622?v=wall>

Accredited NGOs and other organizations are also slowly organizing themselves. They have started holding their own meetings before and during Committee meetings, and have set up email discussion lists to share information and discuss the implementation of the Convention.

## Slide 27. NGOs and other organizations: roles at national level

Accreditation of organizations under the Convention is only relevant for the implementation of the Convention on the international level.

As far as the national level is concerned, the Convention mentions NGOs only once: in Article 11.b it states that States Parties have to ‘identify and define ... ICH ... with the participation of communities, groups and relevant non-governmental communities.’ The Convention also encourages States Parties to designate or establish competent bodies for the safeguarding of ICH (Article 13.b, to establish documentation institutions (Article 13.d.iii) and to undertake many types of different measures (legal, administrative, financial, educational, etc.) that may further the safeguarding of the ICH present in their territories. Obviously these activities are to be carried out by the competent bodies and institutions mentioned.

The Operational Directives (OD 79 to 90) make very specific recommendations about how to involve communities and organizations of different types (the usual expression used there is ‘experts, centres of expertise and research institutes’), including NGOs (OD 90) in the implementation of the Convention at the national level. These activities include:

* Raising awareness about ICH
* Identifying and defining
* Inventorying
* Safeguarding
* Research
* Preparing nomination files
* Collaborations and networks
* Training in ICH management and safeguarding

|  |  |
| --- | --- |
| OD 90. | In conformity with Article 11 (b) of the Convention, States Parties shall involve the relevant non-governmental organizations in the implementation of the Convention, inter alia in identifying and defining intangible cultural heritage and in other appropriate safeguarding measures, in cooperation and coordination with other actors involved in the implementation of the Convention. |

OD 80 suggests the creation of a consultative body or coordination mechanism (although it does not mention NGOs specifically they are of course included):

|  |  |
| --- | --- |
| OD 80. | States Parties are encouraged to create a consultative body or a coordination mechanism to facilitate the participation of communities, groups and, where applicable, individuals, as well as experts, centres of expertise and research institutes, in particular in:   1. the identification and definition of the [ICH] present on their territories; 2. the drawing up of inventories; 3. the elaboration and implementation of programmes, projects and activities; 4. the preparation of nomination files for inscription on the Lists ...; 5. the removal of an element of intangible cultural heritage from one List or its transfer to the other ... |

The ODs also recommend that States Parties establish directories of experts, centres of expertise, research institutes and regional centres active in the domains covered by the Convention (OD 83), and develop networks of these stakeholders and the communities concerned at the subregional and regional level (OD 86).

In summary, the Convention does pay special attention to NGOs in the tradition of the World Heritage Convention, without excluding in any way roles for other organizations. The Operational Directives, on the other hand, serving the interests of equal opportunities for participation across all regions, repeatedly underline the roles to be played by all types of organizations, including NGOs, in implementing the Convention.

The role all these stakeholders will play in implementing the Convention depends in part on the circumstances of each country or region. Apart from the roles mentioned above, they can lobby States to ratify the Convention where they have not already done so. One interesting example of advocacy for ICH is the Heritage Crafts Association in the UK. They have lobbied the UK government to ratify the Convention, and are also pushing for greater coordination between ICH-related NGOs in the UK. They believe that much can be achieved in ICH safeguarding through networking and undertaking specific projects even if the UK decides not to ratify.

NGOs and other organizations will not only respond to requests from states and from UNESCO, they will actively take safeguarding and other initiatives with communities according to their own mandates and capacities. NGOs will carry on doing the work they have always done in this field, and in some cases they may be inspired or encouraged to link their work to the aims of the Convention.

## Slide 28. Multiple stakeholders, multiple activites (subtitle)

## Slide 29. Key activities of all stakeholders

There are, in summary, a number of key activities that contribute to the safeguarding of the ICH at the national and international levels. The activities include:

* Awareness-raising about the existence and value of ICH
* Identifying and inventorying ICH
* Fostering community participation in and consent to the safeguarding of their ICH
* Facilitating practice and transmission of ICH
* Creating enabling legal and institutional environments for ICH safeguarding
* Nominating ICH elements to the Lists, and projects to the Register of the Convention
* Requesting international cooperation and assistance for ICH safeguarding

These activities can and will be performed by various stakeholders, including (necessarily) (i) the communities, groups and individuals concerned, (ii) the States Parties to the Convention, and probably also (iii) other stakeholders such as NGOs, experts and centres of expertise.

These activities will be discussed in the remainder of this workshop.

## Exercise

Participants are divided into groups of about 10 people and discuss which of the listed activities they, their community or group, or their organization have been or will perhaps be involved in, and what they would actually do. One member of the group then reports back to the plenary about the range of activities that will be done by a range of stakeholders. The facilitator provides clarification about the nature of the activities listed and prompts groups to list more activities where needed.

Each of these activities will be further discussed in the rest of the course. For the remainder of this session, however, several case studies will be provided by way of illustration to show how the interlocking contributions of various stakeholders might contribute to ICH safeguarding.

# IMP 5.4 1 Document: Rôles des autres acteurs

Différents acteurs peuvent intervenir à plusieurs stades dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine culturel immatériel. Ce sont entre autres :

* Des gouvernements, des agences gouvernementales locales et régionales d’États parties à la Convention ;
* Des communautés, groupes et individus qui pratiquent et transmettent leur patrimoine immatériel (PCI) ;
* Des organisations et institutions désignées ou créées par l’État pour superviser la mise en œuvre de la Convention ;
* Des organisations non gouvernementales et des groupements communautaires ; et
* Des experts, des centres de ressources et des instituts de recherches.

Toutes les organisations, les agences et les experts doivent coopérer d’une manière ou d’une autre avec les communautés, les groupes et les individus concernés lorsqu’ils les assistent dans la sauvegarde de leur patrimoine immatériel. Le rôle de ces différents acteurs peut beaucoup varier en fonction de l’organisation de la mise en œuvre de la Convention par l’État partie au niveau national, de la capacité et de l’intérêt de ces mêmes acteurs, et – bien entendu – de l’élément du patrimoine culturel immatériel, des menaces sur sa viabilité, et des besoins, des souhaits et des capacités des communautés concernées.

Ce document propose quelques conseils généraux sur les divers rôles envisagés pour les différents acteurs de la Convention et de ses directives opérationnelles.

## Rôles DES états Parties

Les États parties, à la différence des communautés ou des ONG, sont signataires de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, et en la ratifiant, ils assument l’obligation de prendre les mesures nécessaires pour la sauvegarde du PCI sur leur territoire. Ils doivent jouer un rôle de facilitateur et de coordinateur dans la sauvegarde de ce PCI en assistant les communautés, habituellement par le biais d’agences variées, dans la pratique et la transmission de leur PCI.

Cependant, les États parties sont directement responsables de la soumission des dossiers de candidature aux listes de la Convention, des demandes d’assistance internationale, de la participation aux organes de la Convention, et ainsi de suite.

Les **États parties** sont obligés de (ou, plus souvent, encouragés à) jouer les rôles suivants dans l’élaboration des candidatures aux listes de la Convention et dans la mise en œuvre des plans de sauvegarde :

| **Rôle** | **Convention (Article)** | **DO**  **(Para)** |
| --- | --- | --- |
| **Sauvegarder le PCI sur leur territoire**   * Identifier et définir le PCI (avec les communautés et les ONG concernées) ; * Mettre en œuvre les mesures de sauvegardes nécessaires ; * S’assurer de la reconnaissance, du respect et de la mise en valeur du PCI ; * Informer continuellement le public des menaces sur la viabilité du PCI et des démarches entreprises pour le sauvegarder ; et * Promouvoir l’éducation à la protection des espaces naturels et des lieux de mémoire associés au PCI. | 11  14  15 | 79-89  103-106  107 |
| **Soumettre les candidatures aux listes de la Convention et au registre, ou les retirer**   * Avec la participation et le consentement préalable libre et éclairé des communautés concernées. | 16-18 | 1-2  7  13-24 |
| **Impliquer les communautés**   * Dans l’identification et la définition de leur PCI ; * Dans l’inventaire de leur PCI ; * Dans l’élaboration des dossiers de candidature aux listes et au Registre de la Convention concernant leur PCI ; et * Dans le développement et la mise en œuvre des plans de sauvegarde concernant leur PCI. | 11b  15 | 1-2  23  79 |
| **Créer une infrastructure de sauvegarde**   * En développant des politiques propres au PCI, des règlements et des lois ; * En créant des organismes d’assistance pour la sauvegarde du PCI ; * En créant et en renforçant des centres de documentation sur la gestion et l’accès à l’information concernant le PCI, tout en respectant les pratiques coutumières en régissant l’accès. * En créant un organe consultatif ou un mécanisme de coordination pour identifier le PCI, l’inventorier, mettre en œuvre des programmes, etc. | 13 | 80  83  85  105  107 |
| **Développer les capacités de sauvegarde**   * Au sein des communautés concernées ; * Au sein des ONG, des chercheurs et des universitaires ; * Au sein du personnel compétent des services et agences gouvernementaux * En encourageant la recherche sur le PCI ; * En créant ou en renforçant les institutions de formation dans le domaine de la gestion du PCI et dans la transmission d’un tel patrimoine ; et * En encourageant la coopération et la mise en réseau des communautés, des experts, des centres d’expertise et des instituts de recherche. | 1c  11b  13-15 | 79-86 |
| **Sensibiliser à la valeur du PCI**   * A l’échelon local, national et international, en encourageant l’appréciation et le respect du PCI ; * Au sein des communautés (si nécessaire, en particulier si leur PCI est menacé) ; * En promouvant le PCI sur les Listes de la Convention ; * En promouvant les bonnes pratiques, y compris celles inscrites sur le Registre ; * En soutenant la diffusion d’informations appropriées sur le PCI au sein de leur territoire, par exemple à l’aide de campagnes médiatiques, de l’éducation et d’ateliers de formation ; et * En inscrivant le PCI dans les programmes scolaires officiels et en créant des occasions informelles propices à sa transmission ; | 1b-c | 100-117 |
| **Encourager / s’engager dans la coopération internationale**   * En initiant ou en soutenant des candidatures multinationales d’un patrimoine commun et de projets de sauvegarde ; * En élaborant des demandes conjointes d’assistance internationale ; et * En partageant des compétences et des informations. | 1d  19 | 86-88  13-16 |

## RÔles Des communautés, groupes et individus concernés

Ce sont les communautés, en particulier les praticiens et les détenteurs de la tradition en leur sein, qui sont impliquées dans la pratique et la transmission de leur PCI, et qui sont donc les principaux acteurs de sa sauvegarde. Leurs rôles changent en fonction de chaque élément de leur PCI. Par conséquent, les dispositions de la Convention et de ses directives opérationnelles font référence, dans des termes très généraux, aux rôles des communautés, dans l’intérêt de la sauvegarde de leur PCI. Les « Communautés » ne sont pas définies par la Convention de sorte que ce terme puisse être interprété de la manière la plus large possible.

La Convention est un accord entre les États parties et ne peut obliger les communautés à jouer des rôles spécifiques. En effet, la Convention n’oblige personne à forcer les communautés à définir, à pratiquer ou à transmettre leur PCI sous de nouvelles (voire anciennes) formes qui leur sont inacceptables, ou de sauvegarder tout ou partie de leur patrimoine immatériel dont ils ne souhaitent pas poursuivre la pratique ou la transmission. La principale préoccupation de la Convention est de s’assurer de la participation et du consentement des communautés dans chaque aspect de la sauvegarde de leur PCI dans le cadre de la Convention.

Rôle des communautés :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Rôle** | **Convention (Article)** | **OD**  **(Para)** |
| **Être impliqué dans**   * La pratique et la transmission de leur PCI * L’identification et la définition de leur PCI ; * L’inventaire de leur PCI ; * L’élaboration et la mise en œuvre des plans de sauvegarde de leur PCI ; et * L’élaboration des dossiers de candidature de leur PCI aux Listes et au Registre de la Convention (si elles l’estiment nécessaire). | 11b  15 | 23  79 |
| **Donner (ou refuser) un consentement préalable, libre et éclairé :**   * À l’inventaire de leur PCI ; * À la candidature de leur PCI aux Listes ou à l’inscription de projets de sauvegarde impliquant leur PCI au Registre de la Convention ; et * Aux Activités de sensibilisation à leur PCI. | 11b  15 | 1,2  7  101b |

## Rôles des ONG, experts, centres d’expertise et instituts de recherche

Les ONG, les centres d’expertise, les instituts de recherche et les experts sont encouragés à jouer les rôles suivants dans la mise en œuvre de la Convention :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Rôle** | **Convention (Article)** | **OD**  **(Para)** |
| **Les ONG peuvent coopérer avec d’autres acteurs dans les tâches suivantes :**   * En apportant une assistance dans l’identification et la définition du PCI à l’échelon national ; * En apportant une assistance dans l’élaboration et la mise en œuvre de plans de sauvegarde pour le PCI à l’échelon national ; * En apportant une assistance dans la préparation des dossiers de candidature aux Listes et au Registre de la Convention ; et * Si elles sont accréditées conformément à la Convention, en apportant une assistance à sa mise en œuvre en exerçant éventuellement des fonctions consultatives auprès du Comité, et en assistant le Secrétariat dans l’échange d’informations concernant le PCI. | 11b | 90  96  123b |
| **Les experts, les centres d’expertise et les instituts de recherche peuvent :**   * Apporter une assistance dans l’identification, la définition et l’inventaire du PCI à l’échelon national ; * Apporter une assistance dans la mise en œuvre de plans de sauvegarde du PCI à l’échelon national ; * Apporter une assistance dans la préparation des dossiers de candidature aux Listes et au Registre de la Convention ; * Conduire des recherches et développer des méthodologies de recherche sur le PCI ; * Diriger des formations sur la gestion et la sauvegarde du PCI ; * Conseiller le Comité intergouvernemental selon ses besoins; et * Contribuer à la coopération internationale et aux échanges par le biais de collaborations, de réseaux, de partage d’informations et de participation à des projets conjoints. | 13  8(4) | 79-80  84  86-89 |

# IMP 5.5 Plan de cours : Sensibiliser

|  |
| --- |
| **Titre de l’activité : Mise en œuvre de la Convention 5.5 – Sensibiliser** |
| Durée : 1 heure |
| Objectif(s) :  Faire comprendre l’importance de la sensibilisation pour assurer la reconnaissance, le respect et la valorisation du PCI dans la société et renforcer la compréhension entre les communautés et les groupes.  Discuter des mécanismes de sensibilisation au niveau national |
| Description :  Dans cette session, les participants sont encouragés à poser un certain nombre de questions au sujet de la sensibilisation : qui fait de la sensibilisation, sur quoi, comment, et pour quelles audiences. En outre, il leur est rappelé que la sensibilisation ne devrait pas avoir d’effets néfastes.  IMP Présentation 5.5 |
| Documents de référence :   * Présentation 5.5 et narratif |

# IMP 5.5 Presentation: Raising awareness

|  |  |
| --- | --- |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

# IMP 5.5 Narrative: Raising awareness

## Slide 1. Title

## Slide 2. In this presentation…

In this session the main questions are: who can or should raise awareness, for what reasons, about what, by what means, and aimed at which audiences? Participants are reminded that awareness-raising efforts should not have adverse effects.

* **Why raise awareness?**
* **Awareness about what?**
* **By what means?** There are many different ways of raising awareness.
* **By whom and for whom?** Who does the awareness-raising? According to the Convention, the Committee and States Parties take on specific responsibilities for ensuring that awareness raising is done but of course there are many other actors in raising awareness. Whose awareness is raised? The general public, young people, policy-makers, specialized organizations, and communities, groups and individuals who practise ICH.
* **Taking care**: Avoiding adverse effects of awareness raising

## Slide 3. Awareness for safeguarding

Awareness of the existence, nature and importance of ICH is crucial in mobilizing efforts for its safeguarding, the main objective of the Convention. That is why awareness-raising is mentioned in Article 1 of the Convention as one of its four main objectives. People who are not aware of the importance and function of ICH will not recognize the need to safeguard it. There is a very detailed chapter in the Operational Directives on raising awareness (OD 100-123) and on the use of the emblem of the Convention (OD 124-150). Many of these ODs are given below for background information, but should not be read out in detail during the session.

|  |
| --- |
| **Article 1 – Purposes of the Convention**  The purposes of this Convention are:   1. to safeguard the intangible cultural heritage; 2. to ensure respect for the intangible cultural heritage of the communities, groups and individuals concerned; 3. **to raise awareness at the local, national and international levels of the importance of the intangible cultural heritage, and of ensuring mutual appreciation thereof**; 4. to provide for international cooperation and assistance. |

## Slide 4. Recognition, respect, enhancement

In Article 13 and 14, States Parties to the Convention are encouraged to ensure promotion and recognition of, respect for, and enhancement of the ICH in their territories, through policies and through educational, awareness-raising and information programmes. This can encourage mutual respect for each other’s ICH, and knowledge about the diversity and value of the ICH in the country.

Different levels and methods of raising awareness are needed in different countries, because of varying levels of existing awareness about ICH and available resources. Within UNESCO, it took thirty years to carve out a place for intangible heritage within heritage thinking, and to develop this Convention, while East Asian countries have been busy safeguarding ICH since the 1950s.

Awareness about the Intangible Heritage Convention is higher in some regions than others. The Asia-Pacific region, and developing countries in general, have been concerned about unequal representation on international heritage lists. As of 2010, for example, on the World Heritage List only about 9% of the properties are in Africa, and 22% are in Asia and the Pacific, while 50% are in Europe and North America. Listings under the Intangible Heritage Convention have been seen as one way of addressing this imbalance.

|  |  |
| --- | --- |
| **Article 13** | To ensure the safeguarding, development and promotion of the intangible cultural heritage present in its territory, each State Party shall endeavour to: (a) adopt a general policy aimed at promoting the function of the intangible cultural heritage in society... |
| **Article 14** | Each State Party shall endeavour, by all appropriate means, to: (a) ensure recognition of, respect for, and enhancement of the intangible cultural heritage in society, in particular through: (i) educational, awareness-raising and information programmes, aimed at the general public, in particular young people ... |

## Slide 5. Awareness about what?

The public at large, as well as key agencies and decision-makers dealing with (for instance) heritage issues or development policies, need to be informed about the existence, function and importance of ICH so that it can be better safeguarded.

Greater awareness about ICH can help to foster social cohesion and harmony within communities, and peaceful coexistence and mutual respect between them.

The ICH of humanity is a repository of human creativity and cultural diversity. As it faces new challenges such as global warming and globalization, global society will need these resources. Celebrating and managing this diversity among people is not always an easy process, as it involves managing what can be significant differences in worldview that are rooted in different cultural and historical experiences and interpretations thereof.

As participants will discuss in greater detail below, the Convention and its ODs suggest that relevant people be informed not only of the function and value of ICH, but also of any threats or risks to its viability, and the actions taken (or proposed) for its safeguarding. They should be informed about the Convention – specifically, promoting its Lists and Register. They should be informed too, of the roles of communities, groups and individuals in creating, enacting and transmitting ICH, so that their participation in any safeguarding activities is ensured.

## Slide 6. The Amul Surabhi TV series and Surabhi Foundation (India)

An Indian television program has raised awareness about the importance and diversity of ICH in India for many years. Amul Surabhi, also known simply as Surabhi, a cultural magazine that showcased aspects of Indian culture, was a very popular television show on an Indian state-run television channel. For almost ten years (1993–2001) Surabhi travelled all over the country, recording tangible and intangible heritage, and cultural activities. Voted as one of the top ten television programmes in India, Surabhi was the longest running cultural series on national television and received the largest measured audience response in the history of Indian television.

Topics explored by the television program included Kalaripayattu, a martial art of Kerala; the traditional glazing techniques of the Rathwa groups; traditional fabric colouring techniques from Gujarat; and techniques of water harvesting in Rajasthan. It followed artists and art events, and explored current issues such as whether Vedic Mathematics or ancient Indian mathematics have a place in modern teaching methods.

After Surabhi ended its run on Indian television, the Surabhi Foundation for Research and Cultural Exchange continued its work. The Surabhi Foundation is a non-profit organization involved in the ‘documentation, preservation and dissemination of India's cultural heritage at the national and international level’. The director and presenter of the Surabhi program, Siddharth Kak, is a founder member of the Foundation. The making of the television series created the largest private collection of video material on India, which is now catalogued and maintained by the Foundation. The Foundation organizes festivals, symposia, workshops and lecture demonstrations on Indian heritage, and is creating the world's first theme park based on India - the Living Heritage Centre - incorporating a cultural archive and museum on Indian Heritage in Navi Mumbai.

The Foundation is currently making a new series of documentaries in collaboration with UNESCO, with public, private and corporate support. Called the India Heritage Series, it explores various facets of India’s cultural and natural heritage today. One of the films, for example, 'Souvenirs in Metal', explores the skills, songs and stories associated with three metal crafting traditions in India: intricate *dhokra* work from Bastar, brass and copperware from Assam and the Buddhist figurines of Sikkim. The materials produced will be accessible to the public through the Living Heritage Centre. Other themes explored include mirror work from Kutch, appliqué work from Rajasthan, *phulkari* from Punjab, the making of the pashmina in the past and the present, iron smelting techniques used by the Agarias and the traditional healing of the Oraons.

The broad reach and depth of the television programme and the Foundation’s activities have helped to spread the word within the general public in India about the value and diversity of its cultural heritage, including especially its intangible heritage.

More information: <http://www.indiasurabhi.com/indianheritage.html>

**Exercise (15 mins):**

Participants think of examples of awareness-raising activities in their own countries and suggest other ways of raising awareness. If a participant gives an example they are asked to identify who took responsibility for raising awareness, who paid for it, what methods were used, who the activity was aimed at and what results it achieved.

## Slide 7. Ways to raise awareness

The Surabhi example showed how television, festivals and even theme parks could help to raise awareness about ICH. There are various ways of raising awareness.

These include:

* Developing ICH-related programmes for radio, television, websites
* Developing ICH-related educational programmes
* Establishing networks, meetings and seminars for targeted groups
* Staging ICH-related festivals and events
* Developing ICH-related commercial activities such as tourism
* Preparation of inventories of ICH and the dissemination of information about inventoried elements
* Inscription of ICH elements on the Lists and Register of the Convention
* Developing and publicizing ICH policies and related codes of ethics

## Slide 8. Roleplayers and audiences

Various organizations and groups are obliged or encouraged to take specific responsibility to encourage raising awareness under the Convention. These include:

* The Committee (through the Secretariat)
* States Parties (including state agencies and local authorities)
* The media
* Educational institutions
* Centres of expertise, research and documentation, museums etc
* NGOs, CBOs etc
* Communities, groups and individuals concerned

Awareness-raising can be directed either at the general public or at specific target groups including communities concerned, state officials at various levels of government, researchers, young people and so on.

## Slide 9. The role of the Committee

Informed by Articles 16 and 18(3) of the Convention, the Operational Directives (OD 118, 123) specifically require the Intergovernmental Committee of the Convention to ensure that information about ICH and best practices inscribed on the Lists and Register of the Convention is made widely available for awareness-raising activities. These awareness-raising activities can be conducted by various stakeholders at the national and international level including schools, museums, universities and research institutions, and the media.

The Secretariat is tasked to assist the Committee in its awareness-raising activities both by acting as a clearing house and by providing opportunities for information exchange between other parties.

The main reason for the existence of the Representative List of the Convention is to raise awareness about ICH and to give visibility to it. However the current inequitable geographical balance of elements inscribed on this List does not assist it in raising awareness of the ICH in all regions of the world.

OD 120 reminds us that ‘When publicizing and disseminating information on the elements inscribed on the Lists, care should be given to presenting the elements in their context and to focusing on their value and meaning for the communities concerned, rather than only on their aesthetic appeal or entertainment value.’

|  |  |
| --- | --- |
| Article 16 | **Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity**  1. In order to ensure better visibility of the intangible cultural heritage and awareness of its significance, and to encourage dialogue which respects cultural diversity, the Committee, upon the proposal of the States Parties concerned, shall establish, keep up to date and publish a Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity. |
| Article 18 | **Programmes, projects and activities for the safeguarding of the intangible cultural heritage**  3. The Committee shall accompany the implementation of such projects, programmes and activities by disseminating best practices using means to be determined by it. |
| OD 118. | The Committee updates and publishes annually the List of Intangible Cultural Heritage in Need of Urgent Safeguarding, the Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity and Register of programmes, projects and activities that best reflect the principles and objectives of the Convention. In order to ensure better visibility of the intangible cultural heritage and awareness of its significance at the local, national and international levels, the Committee encourages and supports the widest possible dissemination of the Lists through formal and non-formal means, in particular by:   1. schools, including those belonging to UNESCO’s Associated Schools network; 2. community centres, museums, archives, libraries and similar entities; 3. universities, centres of expertise and research institutes; 4. all forms of media, including UNESCO’s website. |
| OD 123. | In order to assist the Committee in raising awareness of intangible cultural heritage, the UNESCO Secretariat shall ... [perform a variety of functions – see the ODs] |

## Slide 10. The UNESCO ICH website

The Intangible Heritage website, managed by the Secretariat to the Convention, contains, among many other things:

* The text of the Convention and its ODs;
* A full list of the ICH elements and safeguarding projects on the Lists and the Register of the Convention;
* A kit explaining what ICH is, and why it is important; and
* Information about the meetings of the Organs of the Convention, as well as expert and information meetings relating to the Convention.

The ICH website thus provides information about ICH and the Convention to the public in general. Inscription on the Lists and selection for the Register of best practices under the Convention makes interested parties aware of the ICH nominated, its function for the communities concerned, and any threats or risks to its viability.

Participants can be reminded that this website is a useful resource for developing awareness-raising activities (and for many other purposes).

The Secretariat also hosts a facebook group for NGOs and civil society where discussions can be held on implementing the Convention.

Facilitators may wish, if the facilities are available, to open the ICH website and show participants the available resources.

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=00001>

## Slide 11. The role of States Parties

In Articles 13 and 14, and a number of ODs (listed below), States Parties are asked to raise awareness about the importance of ICH, the dangers threatening it, and the role of various actors in safeguarding it under the Convention. States Parties have to report about their activities regarding raising awareness in their periodic reports to the Committee (Article 29).

States Parties can raise awareness at the national level through media and information campaigns, festivals and so on. Participants have learned about the screening of the Surabhi series by the state broadcaster in India above. Activities promoted or funded by States Parties are thus, as a rule, carried out by other agencies, such as the media, schools, universities or research institutions. We will discuss these activities when we speak about the roles of other actors in raising awareness, but here we will focus on the activities in which the State Party plays a more immediate role.

|  |  |
| --- | --- |
| OD 100. | With a view to effectively implementing the Convention, States Parties shall endeavour, by all appropriate means, to ensure respect for the intangible cultural heritage of the communities, groups and individuals concerned, as well as raise awareness at the local, national and international levels of the importance of the intangible cultural heritage, and ensure mutual appreciation thereof. |
| OD 105. | States Parties shall endeavour, by all appropriate means, to keep the public informed about the importance of intangible cultural heritage and the dangers threatening it, as well as about the activities carried out in pursuance of the Convention. |
| OD 106. | States Parties shall endeavour in particular to adopt measures to support the promotion and dissemination of the programmes, projects and activities selected by the Committee, in conformity with Article 18 of the Convention, as best reflecting the principles and objectives of the Convention. |
| OD 107. | States Parties shall endeavour, by all appropriate means, to ensure recognition of, respect for and enhancement of intangible cultural heritage through educational and information programmes, as well as capacity-building activities and non-formal means of transmitting knowledge (Article 14 (a) of the Convention)... |
| OD 155. | The State Party reports on the measures taken at the national level to ensure greater recognition of, respect for and enhancement of intangible cultural heritage, in particular those referred to in Article 14 of the Convention :   1. educational, awareness-raising and information programmes; … |

## Slide 12. Colombian awareness-raising activities

Nominating elements to the Lists and good practices to the Register of the Convention is a way of raising awareness about ICH at the international level and reinforcing awareness about it at the national level. The promotion of inscribed elements by the Secretariat also raises awareness of the diversity of ICH across the world and the creativity inherent in it.

The Carnival of Barranquilla in Colombia, for example, was inscribed on the Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity in 2008, after first being proclaimed a Masterpiece of the Oral and Intangible Heritage of Humanity in 2003. After this international recognition the Carnival became better known and appreciated outside Colombia.

The Carnival of Barranquilla in Colombia, held in the coastal town of Barranquilla every year during the four days before Lent, incorporates dancing and music from different Colombian sub-cultures. Contemporary political life and figures are satirized in mocking speeches while theatrical and musical performances recall historical events.

In 2002 the Colombian Government, supported by UNESCO and financially by the Government of Japan, also launched a nationwide campaign to alert communities, civil society and scientific and governmental institutions about the importance of safeguarding Colombia’s intangible heritage. The Government wished to involve the general public and other stakeholders in ICH safeguarding actions and to raise support for ICH protection among policy-makers and elected officials. Activities included:

* Implementing a media campaign based on the theme ‘Show Who You Are’ to raise awareness, especially among Colombian youth, on the importance of maintaining Colombia’s cultural diversity.
* Organizing five regional seminars to encourage communities, cultural agents, indigenous groups, and education and communication professionals to actively engage in safeguarding measures.
* Organizing the First National Encounter for ICH in Medellín (September 2005), which led to the establishment of national networks and encouraged political decision-makers to support the ratification of the Convention.

The Government also established an Intangible Heritage Committee in 2004, an advisory body to Colombia’s Ministry of Culture for the formulation of policies and the elaboration of criteria for inscription on national lists.[[3]](#footnote-3)

## Slide 13. South African Living Heritage Policy

States Parties can also raise awareness through the development of policies, codes of ethics and even through inventorying processes. In South Africa, for example, ICH was celebrated as the theme of national heritage month in September 2004 (Living Heritage), 2008 (Dance) and 2010 (Living Human Treasures); various media took up the issue as a result. The development of an intangible heritage policy (2007-2009) was accompanied by a number of public meetings. This process raised awareness about ICH as a concept, the Convention, and specific issues facing ICH practitioners, policy-makers and researchers in South Africa. Once the draft policy, which broadly follows the framework of the Convention, was approved by the Minister of Arts and Culture in December 2009, it was placed on the departmental website and media releases were issued. Once the policy is finalized, specific awareness-raising activities recommended in the adopted policy may be implemented.

These activities show how national governments can raise awareness about ICH through policy formulation, although South Africa is not yet a State Party to the Convention.

## Slide 14. The role of the media

The Convention and its ODs do see an important role for the media (i.e. media organizations) in raising awareness about ICH at the national level, with State support. These campaigns and educational programs could be aimed not only at the general public through national television, newspapers or radio programs, but also at smaller target audiences using community radio or local broadcasting networks. The media can provide information about ICH (as discussed above in the case studies on India and Colombia), but they can also create platforms for people to share information with each other at national or local levels.

OD 111 makes it clear that in promoting awareness about ICH the media should not focus only on ‘aesthetic or entertainment aspects’ of ICH, but also on its role in fostering ‘social cohesion, sustainable development and prevention of conflict’.

|  |  |
| --- | --- |
| OD 81. | States Parties shall take necessary measures to sensitize communities, groups and, where applicable, individuals to the importance and value of their intangible cultural heritage, as well as of the Convention, so that the bearers of this heritage may fully benefit from this standard-setting instrument. |
| OD 105. | States Parties shall endeavour, by all appropriate means, to keep the public informed about the importance of intangible cultural heritage and the dangers threatening it, as well as about the activities carried out in pursuance of the Convention. To this end, States Parties are encouraged to:   1. support media campaigns and the broadcasting of intangible cultural heritage on all forms of media; … |
| OD 110. | The media can effectively contribute to raising awareness about the importance of intangible cultural heritage. |
| OD 111. | The media are encouraged to contribute to raising awareness about the importance of the intangible cultural heritage as a means to foster social cohesion, sustainable development and prevention of conflict, in preference to focusing only on its aesthetic or entertainment aspects. |
| OD 112. | The media are encouraged to contribute to raising awareness among the public at large about the diversity of intangible cultural heritage manifestations and expressions, particularly through the production of specialized programmes and products addressing different target groups. |
| OD 113. | Audiovisual media are encouraged to create quality television and radio programmes, as well as documentaries, to enhance the visibility of the intangible cultural heritage and its role in contemporary societies. Local broadcasting networks and community radios could play a major role in enhancing knowledge of local languages and culture, as well as spreading information on good safeguarding practices. |
| OD 114. | The media are encouraged to contribute to the sharing of information within communities by using their existing networks in order to support them in their safeguarding efforts, or by providing discussion forums at local and national levels. |

**Examples**

Participants have already been made aware of the use of the media through the Surabhi television program and the Colombian media campaign based on the theme ‘Show Who You Are’. Community use of the internet for raising awareness in Brazil will be discussed below.

## Slide 15. Mastercrafts

In the UK, a country that has not yet ratified the Convention, awareness has been raised about traditional crafts through a BBC television programme called Mastercrafts. In 2010, the programme filmed novices learning traditional ways of weaving, making stained glass, blacksmithing, thatching, as well as green wood craft and stonemasonry from experienced craftspeople. For the BBC, the Mastercrafts series was important as a way of connecting people to their British craft heritage, to their buildings, and to future working opportunities. Mastercrafts’ first episode had 2.658 million viewers.[[4]](#footnote-4)

The programme raised awareness about the need for serious dedication to learning crafts; it was not intended to show that they could be learned in a week. The presenter, Monty Don, said ‘What was interesting about the trainees in each one of these programmes was that, by and large, it transformed their lives,’ he says. ‘Not because they became wonderful blacksmiths or thatchers, but because they realized how hard it was to become wonderful. They suddenly realized that here was something that was tough, that was going to take a long time and that was real.’[[5]](#footnote-5) At the same time, other initiatives promoted apprenticeships and careers in these areas, supporting renovation work on historic buildings. The television programme was thus mainly aimed at raising awareness about the importance and intricacy of traditional skills. Coming out of the series was a book, and an active Facebook site (currently 1,632 members).

## Slide 16. The role of institutions and organizations

All institutions and organizations knowledgeable about ICH and its safeguarding can play a role in raising awareness about ICH, whether they are state agencies or non-governmental organizations, and whether they are partly or wholly state funded, or neither. They include:

* Educational institutions
* Museums and archives
* Non-governmental organizations, and community-based organizations
* Centres of expertise, research and documentation
* Information technology institutions

These institutions can promote better knowledge and understanding of ICH using their expertise and collections. Some of them may also promote the role of the Convention and provide information to others about ICH inscribed on the Lists of the Convention (OD 118, discussed above). They should respect customary practices regarding access to the information disseminated. Information technology institutions and the conventional media can help in this dissemination process.

Often, raising awareness is achieved through educational programmes in schools and universities, assisted by the state (OD 107). The ODs emphasize the importance of experiential learning about ICH, through interaction with people, tasks and spaces.

(Institutions can also play a role in fostering practice and transmission of ICH but this will be discussed in a later session. In this session, we are focusing on developing an understanding for and appreciation of ICH by the target audience that does not necessarily also lead to the practice and transmission of specific ICH elements by them.)

School curricula around the world increasingly include information about intangible heritage practices such as dance, music, oral traditions and traditional crafts, illustrating (if all goes well) cultural diversity and teaching respect for other people and their practices and beliefs. Information about ICH practices can be incorporated into science, mathematics, history, geography and language teaching. Vocational guidance about ICH-related careers, visits to ICH-related projects and places, and practical experience of ICH-related activities can raise awareness about its value to society among young people.

OD 107 encourages the state to support such awareness-raising activities through promotion of the mother-tongue in multilingual education, curricula that include ICH elements, opportunities for practical experience by students, capacity building for teachers, the provision of training materials and information platforms, the involvement of parents and ICH practitioners, and so on.

OD 109 reminds us that there should be a link between the processes of data collection and data management by ‘research institutes, centres of expertise, museums, archives, libraries, documentation centres and similar entities’ and raising awareness about ICH and its importance. Like the schools and universities, these institutions are encouraged to work closely with the communities, groups and individuals concerned to help raise awareness about their ICH. Practitioners and community members can be involved in developing and delivering educational and informational programmes, always representing ICH as ‘living heritage in constant evolution’. OD 108 envisages a specific role here for community-managed centres and associations, acting as information centres to raise awareness among the general public about the importance of ICH to their communities.

It is important to bear in mind that access to information should be managed in accordance with the wishes of the communities, groups and individuals concerned. The Australian Institute of Aboriginal and Torres Strait Islander Studies, for example, enforces provisions for confidentiality and access in their intangible heritage databases.

|  |  |
| --- | --- |
| Article 13 | To ensure the safeguarding, development and promotion of the intangible cultural heritage present in its territory, each State Party shall endeavour to: (d) adopt appropriate legal, technical, administrative and financial measures aimed at: (iii) establishing documentation institutions for the intangible cultural heritage and facilitating access to them. |
| OD 107. | States Parties shall endeavour, by all appropriate means, to ensure recognition of, respect for and enhancement of intangible cultural heritage through educational and information programmes, as well as capacity-building activities and non-formal means of transmitting knowledge (Article 14 (a) of the Convention). States Parties are encouraged, in particular, to implement measures and policies aimed at:   1. promoting the role of intangible cultural heritage as an instrument of integration and intercultural dialogue, and promoting multilingual education to include vernacular languages; 2. teaching about intangible cultural heritage in school curricula adapted to local specificities, and developing appropriate educational and training material such as books, CDs, videos, documentaries, manuals or brochures; 3. enhancing the capacities of teachers to teach about intangible cultural heritage, and developing guides and manuals to this end; 4. involving parents and parent associations to suggest themes and modules for teaching intangible cultural heritage in schools; 5. involving practitioners and bearers in the development of educational programmes and inviting them to explain their heritage in schools and educational institutions; 6. …; 7. …; 8. privileging experiencing intangible cultural heritage with practical methods by employing participatory educational methodologies, also in the form of games, home-tutoring and apprenticeships; 9. developing activities such as summer training, open-days, visits, photo and video contests, cultural heritage itineraries, or school trips to natural spaces and places of memory whose existence is necessary for expressing intangible cultural heritage; 10. making full use, where appropriate, of information and communication technologies; 11. teaching about intangible cultural heritage in universities and fostering the development of interdisciplinary scientific, technical, and artistic studies, as well as research methodologies; 12. providing vocational guidance to youth by informing them about the value of intangible cultural heritage for personal and career development; 13. training communities, groups or individuals in the management of small businesses dealing with intangible cultural heritage. |
| OD 108. | Community centres and associations that are created and managed by communities themselves can play a vital role in ... informing the general public about its importance for those communities. In order to contribute to raising awareness about intangible cultural heritage and its importance, they are encouraged to:   1. …; 2. …; 3. serve as information centres about a community’s intangible cultural heritage. |
| OD 109. | Research institutes, centres of expertise, museums, archives, libraries, documentation centres and similar entities play an important role in collecting, documenting, archiving and conserving data on intangible cultural heritage, as well as in providing information and raising awareness about its importance. In order to enhance their awareness-raising functions about intangible cultural heritage, these entities are encouraged to:   1. involve practitioners and bearers of intangible cultural heritage when organizing exhibitions, lectures, seminars, debates and training on their heritage; 2. introduce and develop participatory approaches to presenting intangible cultural heritage as living heritage in constant evolution; 3. ...; 4. employ, when appropriate, information and communication technologies to communicate the meaning and value of intangible cultural heritage; 5. .... |
| OD 115. | Information technology institutions are encouraged to facilitate the interactive exchange of information and enhance non-formal means of transmission of intangible cultural heritage, in particular by developing interactive programmes and games targeting youth. |

## Slide 17. Example: Indira Gandhi National Centre for the Arts

The Indira Gandhi National Centre for the Arts (IGNCA), established in 1985, assists in raising awareness about India’s intangible heritage, among other things. Through workshops and seminars, it provides a national platform for dialogue between scholars, artists, policy makers and tradition bearers. One of the Centre’s major programs, undertaken in collaboration with the UNDP (United Nations Development Programme), uses multimedia computer technology to communicate information about cultural practices to the public. The Centre was also involved in inventorying, documentation and research about folk traditions around the ancient Sanskrit epic the Ramayana, and the development of awareness-raising campaigns among the communities concerned.[[6]](#footnote-6)

**Further information**

<http://www.ignca.nic.in/>

## Slide 18. The role of communities

If awareness-raising activities relate to specific ICH elements, the communities, groups and individuals concerned need to be closely involved in these activities. This is in line with the general requirement in the Convention that, with their consent, communities concerned should be involved as much as possible in safeguarding their ICH.

Raising awareness by community members within their communities about, for instance, the impaired viability, functions and possible enhancement of elements of their ICH are of vital importance and deserve support from government agencies and other organizations.

A fascinating project in Brazil shows how communities themselves can raise awareness about their ICH and increase their sense of civic pride and identity while challenging discriminatory stereotypes and providing opportunities for the development of marketable skills among young people.

## Slide 19. The *Índios na visão dos Índios* (Indians as seen by Indians) project (Brazil)

In 1998 a number of researchers, indigenous members of the Golden Eagle NGO, and a community leader, formed the NGO Thydêwá: Visible Awareness for Indigenous People. This NGO was formed to encourage greater respect for indigenous people in Brazil and recognition of the realities they have faced, including discrimination. The initiative was aimed not only at the general public but also at indigenous communities themselves, particularly young people.

In 2000 the NGO launched a project called *Índios na visão dos Índios* (Indians as seen by Indians), aimed at strengthening their cultural awareness, sharing experiences, and improving their sense of citizenship and quality of life. Through the project, indigenous people became their own anthropologists, historians, journalists and photographers, and published books, booklets and brochures. The state-sponsored *Celulares indígenas* project (Indian Cell Phones) trained 60 members of these communities to take photographs, videos, recordings and to use computers and the internet. In 2004 each settlement gained access to broadband internet at Indigenous Culture Points. The project created a network and an interactive portal, *Indios on Line.* It currently involves seven indigenous groups in Bahia, Pernambuco and Alagoas (2010) and plans to expand to 15 in a few years. The portal hosts audiovisual and written materials.

*Indígenas Digitais,* another project by this NGO, helps community members to share feelings, ideas and information about how the Indigenous people relate to digital media and more broadly to information and communication technologies (ICTs).

The project has received support from national and international institutions, public and private, as well as awards and endorsements. A sustainable intercultural education program has also now been launched in local schools, in partnership with the Ministries of Culture, Communication and Education.

The project *Índios na visão dos Índios* has helped to strengthen ‘criticism and self-awareness, and consciousness within the indigenous youth about the historical processes experienced by the Indians.’ It was attractive to young indigenous people, who could acquire ICT skills, learning to operate computers, cell phones, cameras and video cameras, design web pages and navigate around the internet, while doing research and providing information about their own communities. The ICT-related projects challenged discriminatory stereotypes about indigenous communities presuming that they would be unable to learn ICT skills, or that modern technologies would threaten their cultural identity. More broadly, the various projects have assisted the indigenous community to build a space for intercultural dialogue, to reduce prejudice, discrimination, violence and injustice.

**More information**

<http://www.indiosonline.org.br/novo/>

CAB - Convenio Andrés Bello. Indios na visao dos Indios, Indios On Line.Report presented to the program *Somos Patrimonio.* Bogotá, CAB, 2008.

CSIA. *Les Indiens par le regard des Indiens: Truká*. Suisse, Comité de solidarité avec les indiens d’Amérique, 2005.

## Slide 20-21. The emblem of the Convention

Since 2008, the Convention has had an emblem (also called a logo), designed by Dragutin Dado Kovačević, of Croatia. The emblem should only be used in combination with UNESCO’s logo (OD 125).

The use of the two logos is subject to rules (see OD 128). Only the Organs of the Convention and its Secretariat have the right to use the emblem without prior authorization. Such authorization may be given to others by the Organs of the Convention and, in specific cases, by the Director-General of UNESCO. The use of the emblem may only be authorized if the project or manifestation concerned is relevant to the Convention’s purposes and in compliance with its principles (OD 134). Further criteria and conditions for the use of the emblem are mentioned in ODs 137 to 139.

Authorization for commercial use of the emblem is possible, though only within the context of the activity with which the emblem is associated (OD 141) and only under a special contractual arrangement (OD 142). OD 142 mentions the sale of goods or services bearing the emblem for profit (part of which is to be received by the Intangible Heritage Funds – OD 143). However, when it discussed culinary practices proposed for inscription on the RL in November 2010, the Committee seemed to develop a consensus position that commercialized products resulting from ICH practices should not be promoted with reference to the Convention, or to an inscription of an element on one of its Lists.

## Slide 22. Taking care

The Operational Directives warn that it is important to protect ICH and the communities concerned from misrepresentation or exploitation through awareness-raising activities when specific elements of their ICH are mentioned. Following these guidelines helps to ensure that raising awareness always contributes to safeguarding and does not itself threaten the viability of the ICH. OD 103 suggests that States Parties develop codes of ethics to encourage responsible awareness raising.

Some of the issues these codes might cover include:

* **Community involvement and consent:** All role players have to ensure the widest possible participation of the communities concerned in awareness-raising and obtain their free prior and informed consent (OD 101.b);
* **Appropriate access**: Participants have already discussed the importance of ensuring that information provided by community-managed centres, associations and other information sources does not overstep customary restrictions on access to ICH (OD 101c);
* **Mutual respect**: To ensure the principles of mutual respect and human rights are observed, role players should ensure that ICH featuring in awareness-raising processes complies with the definition in the Convention (OD 101.a) and that the process itself does not contribute to justifying any sort of discrimination (OD 102.c);
* **Protecting viability**: Role players in awareness-raising activities are encouraged to ensure that it does not decontexualize the ICH element (OD 102.a), for example by staging performances of a ceremony that is normally performed within a community context. Decontextualizing the ICH in this way might threaten the future viability of these community-based performances if its reduces the importance of the ICH to the community concerned;
* **Fair representation**: Role players in raising awareness are encouraged to ensure that it does not misrepresent the ICH element or the communities concerned (OD 102.b);
* **Fair benefit**: The communities concerned should benefit from raising awareness not just in terms of increased viability of their ICH (OD 101.d) but also from any financial rewards of increased visibility or awareness of their ICH. Over-commercialization, misappropriation of their knowledge and skills and unsustainable tourism should be avoided (OD 102.d, OD 102.e), and States Parties shall try and ensure that their intellectual property rights are protected when awareness-raising activities are implemented (OD 104).

|  |  |
| --- | --- |
| OD 101. | When raising awareness about the importance of specific elements of intangible cultural heritage, all parties are encouraged to observe the following principles:   1. The intangible cultural heritage concerned responds to the definition in Article 2.1 of the Convention; 2. The communities, groups and, where appropriate, individuals concerned have given their free, prior and informed consent to raise awareness about their intangible cultural heritage, and their widest possible participation in the awareness-raising actions is ensured; 3. The awareness-raising actions fully respect customary practices governing access to specific aspects of such heritage, in particular secret and sacred aspects; 4. The communities, groups and, where appropriate, individuals concerned shall benefit from the actions taken to raise awareness about their intangible cultural heritage. |
| OD 102. | All parties are encouraged to take particular care to ensure that awareness-raising actions will not:   1. de-contextualize or denaturalize the intangible cultural heritage manifestations or expressions concerned; 2. mark the communities, groups or individuals concerned as not participating in contemporary life, or harm in any way their image; 3. contribute to justifying any form of political, social, ethnic, religious, linguistic or gender-based discrimination; 4. facilitate the misappropriation or abuse of the knowledge and skills of the communities, groups or individuals concerned; 5. lead to over-commercialization or to unsustainable tourism that may put at risk the intangible cultural heritage concerned. |
| OD 103. | States Parties are encouraged to develop and adopt codes of ethics based on the provisions of the Convention and these Operational Directives, in order to ensure appropriate ways of raising awareness about the intangible cultural heritage present in their respective territories. |
| OD 104. | States Parties shall endeavour to ensure, in particular through the application of intellectual property rights, privacy rights and any other appropriate form of legal protection, that the rights of the communities, groups and individuals that create, bear and transmit their intangible cultural heritage are duly protected when raising awareness about their heritage or engaging in commercial activities. |

## Slides 23-26:

Optional slides of various key aspects of OD 102 illustrating the points made above.

# IMP 5.6 Lesson plan: Inventorying

|  |
| --- |
| **Title of activity: Implementing the Convention 5.6 – Inventorying** |
| Duration: 3 hours |
| Objective(s):  Establish fundamental understanding of what the Convention means by inventorying with a view to safeguarding, what its essential features are and how it may contribute to safeguarding. Discuss different inventorying models around the world. |
| Description:  IMP Presentation 5.6 |
| Supporting documents:   * Presentation 5.6 plus narrative * Hand-out 5.6 – About inventorying |

Notes and suggestions:

Hand-out 5.6 ‘About Inventorying’ provides some practical information about inventory making that participants may read for themselves, before or after the session, and about which they may have questions. There will probably not be enough time to go through the hand-out in any detail. The hand-out presents general information about inventories (in the same way as the narratives with the slides of this session), questions that may help discussions during the preparation of an inventorying exercise and, finally, a suggestion for a questionnaire that might be used to elicit information about elements one wishes to include in an inventory – that model inventory can be adapted, used as a basis for discussions, or neglected.

# IMP 5.6 Presentation: Inventorying

|  |  |
| --- | --- |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

# IMP 5.6 Narratif: Inventorier

NOM 5.4 with the shorter case studies added to first section where appropriate and the longer case studies replacing slide 8.

#### Diapositive 1. Titre

Dans cette présentation, nous examinerons l’inventaire du PCI. L’obligation d’inventorier le PCI est, avec celle de l’identifier et de le définir, une des deux principales obligations qu’acceptent les États qui adhèrent à la Convention. Nous examinerons plus loin les objectifs de l’inventaire, mais dans ce cours sur les candidatures nous devons indiquer dès maintenant que l’inventaire des éléments du PCI est une condition préalable nécessaire pour en proposer l’inscription sur les Listes de la Convention. De sorte que, si les choses suivent leur cours naturel, l’identification et l’inventaire précèdent la candidature.

#### Diapositive 2. Dans cette présentation…

Dans cette présentation, nous verrons

* Pourquoi les inventaires sont nécessaires
* Ce que la Convention dit de l’inventaire
* Quelles définitions du PCI peuvent être utilisées
* Des exemples d’inventaires et les choix qu’il faut faire
* L’influence des inventaires sur les candidatures

#### Diapositive 3. Pourquoi des inventaires ?

Les participants trouveront dans le Glossaire la définition suivante de l’inventaire :

*« Inventorier consiste à recueillir et à présenter de façon systématique des informations relatives aux éléments du PCI. Les inventaires peuvent être diffusés sous la forme de listes papier, de bases de données multimédias ou d’autres types de publication. Il faut dresser les inventaires avec l’accord des communautés ou des groupes concernés, après avoir identifié et défini les éléments concernés là aussi en étroite coopération avec les communautés, les groupes ou, le cas échéant, les individus concernés. Les États parties peuvent faire l’inventaire du PCI de la façon qui leur paraît la plus indiquée. Les inventaires peuvent poursuivre divers objectifs, dont les deux principaux sont probablement de contribuer à la sauvegarde du PCI et à la sensibilisation du public. La Convention exige que les inventaires contribuent à la sauvegarde des éléments inventoriés, ce qui signifie qu’ils doivent indiquer le degré de viabilité de ces éléments. »*

Pour pouvoir sauvegarder le patrimoine immatériel d’une communauté ou d’un groupe (ou des éléments immatériels particuliers), il faut d’abord déterminer quels éléments existent, quels éléments sont en danger et quels éléments doivent être sauvegardés.

Il faut se rappeler qu’un inventaire n’est pas seulement une liste (préparatoire) d’éléments immatériels ; c’est aussi le résultat d’un processus de consultation et de discussion qui conduit parfois ou souvent à un processus de sauvegarde. Inventorier est toujours une opération en cours parce qu’il faut toujours ajouter de nouveaux éléments à la liste et la tenir à jour (ce qui suppose aussi qu’on en retranche les éléments disparus).

|  |
| --- |
| Pour comprendre quelle influence l’identification des éléments à inventorier peut avoir sur leur sauvegarde, prenons l’exemple d’une procession dont les participants chantent et dansent dans les rues et les maisons. (Nous reviendrons plus loin sur cet exemple.) Définir l’élément du PCI comme une procession, c’est souligner la nécessité de sauvegarder la procession elle-même en tant que contexte où les participants peuvent chanter, danser, rendre visite à leurs familles, festoyer, etc. Si on le définit comme un ensemble de chants et de danses, cette définition étroite va peut-être marginaliser le contexte (la procession) dans le processus de sauvegarde. Une définition plus large de l’élément, par exemple l’« ensemble des pratiques sociales des habitants de telle ville ou de telle région », va peut-être étendre le processus de sauvegarde à d’autres rituels et aux relations qui les unissent. |

Comme ce sont les communautés et les groupes qui créent, font vivre et transmettent le PCI et comme ils sont seuls capables d’être les principaux agents de sa sauvegarde, ils doivent participer aussi à l’inventaire : le PCI leur appartient. L’article 2.1 de la Convention dit clairement que seuls les communautés ou les groupes concernés peuvent reconnaître des expressions et des pratiques comme faisant partie du PCI; et l’article 11 précise que le PCI doit par conséquent être identifié et défini avec la participation des communautés, des groupes ou des individus concernés (tels que les praticiens et autres porteurs de la tradition), ainsi que des ONG bien informées (s’il en existe).

Voyons maintenant les articles de la Convention qui disent qu’il faut dresser des inventaires et que les communautés doivent participer à cette opération.

#### Diapositive 4. En vue de la sauvegarde

L’article 12 de la Convention (que les participants peuvent lire sur leur exemplaire ou sur la diapositive PPT) exige que les États parties dressent des inventaires dans le cadre de la Convention « en vue de la sauvegarde ». Ces inventaires doivent donc fournir des précisions suffisantes sur la viabilité des éléments et les dangers qui les menacent pour guider les mesures de sauvegarde possibles (ils peuvent aussi se référer à des mesures de sauvegarde permanentes) et pour déterminer (avec les communautés concernées) l’ordre des priorités. Inventorier peut sensibiliser le public, au sein et hors des communautés concernées, à la valeur des éléments inventoriés et accroître l’empressement des communautés concernées à pratiquer et à transmettre ces éléments.

Il faut noter ici que la Convention ne dit pas comment les États parties doivent inventorier leur patrimoine immatériel : ils peuvent dresser des inventaires de la façon qui leur paraît la plus adaptée à leur situation.

#### Diapositive 5. Avec la participation des communautés

L’article 11(b) de la Convention (que les participants peuvent lire en entier sur leur exemplaire) exige que les États parties identifient et définissent le PCI présent sur leur territoire avec la participation des communautés, des groupes et des organisations non gouvernementales pertinentes. Cette exigence est conforme à l’article 2.1 de la Convention (voir la diapositive), suivant lequel le PCI est l’ensemble des pratiques, expressions, connaissances et savoir-faire que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel.

Elle s’accorde aussi avec le rôle essentiel que la Convention assigne aux communautés, aux groupes et aux individus qui s’identifient au patrimoine immatériel, qui le créent, l’entretiennent et le transmettent. Ce patrimoine n’appartient pas à l’État, à des chercheurs, à des établissements ou à des organisations, si bien intentionnés qu’ils soient, du seul fait qu’il est pratiqué sur un certain territoire ou que certains établissements ou certains chercheurs l’ont fait connaître au monde extérieur.

|  |
| --- |
| Note sur la propriété du PCI |
| L’article 1(b) de la Convention parle du PCI des communautés, des groupes et des individus concernés. La Convention n’emploie pas d’expression comme « le PCI d’un État » ou « le PCI des États », mais se réfère au PCI présent sur le territoire d’un État (partie). Le droit de gestion des communautés sur le PCI est confirmé par le fait que les communautés, les groupes et les individus qui créent, entretiennent et transmettent le PCI (article 15) doivent l’identifier (article 2.1) et que leurs pratiques coutumières régissant l’accès au PCI s’imposent aux tiers, y compris à l’État (article 13(d)(ii)). Ces dispositions s’opposent à l’article 3 de la Convention sur le patrimoine mondial, qui charge l’État d’identifier le patrimoine matériel (de valeur universelle exceptionnelle) : il incombe à chaque État partie d’identifier et de définir les biens situés sur son territoire. |

La participation des communautés n’implique pas seulement la tenue de quelques réunions ouvertes aux acteurs concernés, au cours desquelles l’État ou les ONG informent les communautés de l’état d’avancement de leurs projets ou de leurs activités concernant les éléments du PCI. Les communautés, les groupes et les individus concernés doivent jouer un rôle de premier plan dans toutes les activités relatives à leur PCI. Cette participation peut évidemment poser des problèmes parce que les membres des communautés ou des groupes ne sont pas toujours d’accord entre eux ou avec le reste de la société sur l’identité, le degré de viabilité, la fonction ou la valeur des éléments de leur patrimoine immatériel.

Certains éléments du PCI peuvent être pratiqués à tout moment ; d’autres sont pratiqués une fois par an (par exemple, au moment des récoltes), à tous les 10 ans ou à des intervalles encore plus longs. On ne peut donc pas inventorier tous les éléments pendant un court séjour au sein d’une communauté ou dans une région. Inventorier doit être un processus permanent auquel les communautés, les groupes et les individus concernés doivent être pleinement associés.

Les Directives opérationnelles (DO 80) encouragent par conséquent les États parties à créer des organismes consultatifs ou des mécanismes de coordination pour faciliter la participation des communautés, des groupes et, le cas échéant, des individus (ainsi que celle des experts, des centres d’expertise et des instituts de recherche) à l’identification, à l’inventaire et à diverses autres activités relatives au PCI.

#### Diapositive 6. L’accès aux informations relatives aux éléments

Les États parties, la Convention insiste sur ce point important, doivent promouvoir l’accès au PCI dans un esprit de responsabilité. Ainsi, le processus de sauvegarde des éléments doit respecter les règles coutumières qui en limitent l’accès. Le même principe s’applique aux activités menées par le Comité et le Secrétariat pour rendre le PCI visible, et par les États parties pour donner des informations et favoriser l’accès aux informations, notamment aux données contenues dans les inventaires. Il n’est pas très difficile d’appliquer ce principe quand on doit obtenir l’approbation des communautés ou des groupes intéressés concernant la façon d’archiver les informations et les documents relatifs au PCI et de les présenter dans des inventaires largement accessibles. La réglementation qui régit l’accès aux documents conservés dans les archives et ailleurs doit tenir compte des règles traditionnelles qui limitent l’accès à certaines pratiques et à certaines informations. Il arrive aussi que des informations doivent être exclues des inventaires.

L’Institut australien d’études sur les aborigènes et les peuples insulaires du détroit de Torres applique, par exemple, des dispositions concernant l’accessibilité et la confidentialité des informations contenues dans les bases de données relatives au patrimoine immatériel.

<http://www.aiatsis.gov.au/collections/muraread.html>

#### Diapositive 7. Le processus d’inventaire

Les participants trouveront dans le polycopié sur l’inventaire des conseils pratiques pour l’élaboration de projets d’inventaires. Au cours du processus d’inventaire, il faut notamment :

* déterminer à qui l’inventaire s’adresse et à quoi il sert ;
* déterminer quelles communautés ou quels groupes sont concernés, et les associer à l’inventaire ;
* déterminer quelles structures nouvelles ou déjà existantes seront utilisées pour rassembler et diffuser les données ;
* assurer la liaison entre les communautés et tous les autres acteurs concernés ;
* rassembler des informations sur le patrimoine immatériel susceptibles de contribuer, si nécessaire, à sa sauvegarde ;
* mettre sur pied des mécanismes consultatifs en vue de la sauvegarde ;
* bâtir des relations de confiance entre les acteurs ;
* s’adapter à l’évolution des éléments du PCI et de leur viabilité en révisant et en mettant périodiquement à jour l’inventaire.

Il faut avant tout se rappeler qu’un inventaire n’est pas seulement une liste d’éléments du patrimoine immatériel : c’est aussi un processus permanent qui peut servir à sensibiliser le public et à sauvegarder le patrimoine.

|  |
| --- |
| Pourquoi disons-nous que l’inventaire est un processus permanent qui poursuit divers objectifs ? |
| Premièrement, l’inventaire fait partie du processus de sauvegarde : la Convention exige en fait que les inventaires contribuent à la sauvegarde. La façon dont les éléments sont inventoriés (définis et décrits) peut influencer la façon dont ils seront sauvegardés. |
| La Convention exige que les inventaires soient préparés avec la participation des communautés ou des groupes concernés et des ONG pertinentes. L’inventaire fait donc partie d’un processus plus large de consultation au sujet de la sauvegarde du PCI. |
| Deuxièmement, l’inclusion des éléments du PCI dans un inventaire est une condition préalable nécessaire pour en proposer l’inscription sur les Listes de la Convention. |
| Enfin, la mise à jour des inventaires peut être liée à la présentation de rapports périodiques sur les éléments inscrits sur les Listes de la Convention. Elle peut donc faire partie du processus de présentation de rapports. |

L’article 12.1 de la Convention demande aux États parties de mettre régulièrement leurs inventaires à jour. Dans leurs six rapports annuels au Comité, les États parties doivent donner des informations sur la préparation des inventaires du PCI présent sur leur territoire, « au sens des articles 11 et 12 » de la Convention. Ce qui signifie qu’ils doivent notamment donner des informations sur le mécanisme de mise à jour de ces inventaires.

#### Diapositive 8. Exemples d’inventaires

La Convention exige que les États parties fassent l’inventaire du PCI présent sur leur territoire, mais elle ne dit pas comment ils doivent procéder : ils peuvent dresser un ou plusieurs inventaires de la façon qui leur paraît la plus adaptée à leur situation.

Cela signifie qu’il existe de nombreuses façons différentes de dresser un inventaire qui sont compatibles avec les principes de la Convention. Les pays qui élaborent une stratégie d’inventaire du PCI ont le choix entre de nombreuses possibilités. Celles-ci sont examinées plus en détail dans les documents supplémentaires dont nous indiquons les liens.

Nous ne les examinerons pas en détail dans cet atelier. Quelques exemples de la façon dont on a dressé des inventaires dans différents pays nous montreront comment cette opération peut s’effectuer.

|  |
| --- |
| Note : Le facilitateur pourra choisir quelques-uns des exemples ci-dessous pour les soumettre à la discussion. Les États parties à la Convention ont déjà entrepris de dresser toutes sortes d’inventaires du patrimoine immatériel. La feuille intitulée « Documents supplémentaires » (polycopié 5.1.2) donne des précisions sur certains types d’inventaires. |
| Certains inventaires sont très abondants et très détaillés. Au Venezuela, un processus d’inventaire mené par les communautés a porté sur le patrimoine matériel et immatériel auquel les communautés locales accordent de la valeur. On a recueilli des informations dans 335 municipalités au moyen de questionnaires administrés par des réseaux déjà existants d’agents culturels, d’étudiants et d’enseignants avec l’aide d’équipes de bénévoles. De courtes descriptions de plus de 80 000 expressions culturelles ont été publiées dans plus de 200 volumes. Cet inventaire est utilisé comme outil culturel et pédagogique pour élaborer des politiques de développement. |
| D’autres inventaires sont plus courts et plus sélectifs. Au Brésil, l’IPHAN (Institut du patrimoine historique et artistique national), où travaillent des anthropologues et d’autres spécialistes et qui relève du Ministère de la culture, dresse et tient à jour des inventaires du patrimoine matériel et immatériel intitulés « Registre historique », « Registre des beaux-arts », « Registre archéologique », « Registre ethnographique et touristique », « Registre des arts décoratifs », « Registre des modes de connaissance », « Registre des fêtes », « Registre des modes d’expression » et « Registre des lieux ». Chacun de ces inventaires contient des informations détaillées sur un nombre limité d’éléments du patrimoine. |
| En Bulgarie, on a mené en 2001 et 2002 un projet d’inventaire fondé sur un questionnaire envoyé aux communautés par des canaux administratifs et par l’intermédiaire du réseau des centres culturels et communautaires locaux, puis analysé par des spécialistes. Les principaux critères d’inclusion des éléments dans l’inventaire étaient : leur authenticité, leur représentativité, leur valeur artistique, leur vitalité et leur enracinement dans la tradition[[7]](#footnote-7). On a mis en ligne une première version de l’inventaire pour recueillir les commentaires du public avant sa publication. L’inventaire comprenait des listes nationales et régionales. Les éléments du patrimoine immatériel étaient rangés dans les catégories suivantes : rites et fêtes traditionnels, chant et activité musicale traditionnels, danses et jeux d’enfants traditionnels, récits traditionnels, artisanat traditionnel et médecine traditionnelle. |
| Le projet d’inventaire de la Chine, mené de 2005 à 2009, a mis en évidence 870 000 éléments du patrimoine culturel immatériel. La Chine est en train d’établir des listes du PCI aux niveaux national, provincial, départemental et municipal. Les deux premières listes nationales du patrimoine immatériel comprenaient 1 028 éléments ; la troisième, actuellement soumise à l’examen du public, comprend 349 éléments recommandés. Les listes nationales distinguent les catégories suivantes : littérature populaire, musique populaire, danse folklorique, théâtre traditionnel, traditions orales (quyi), acrobatie et concours d’adresse, arts populaires, artisanat, médecine traditionnelle et coutumes populaires. On souligne la nécessité de protéger le patrimoine culturel immatériel de façon « scientifique », d’où la grande importance accordée au rôle des établissements spécialisés et des comités d’experts aux niveaux national et local. |
| La France a employé une autre méthode : on a constitué des inventaires en réunissant des listes déjà existantes d’éléments immatériels, établis à des fins et à des époques différentes. |
| Les pays où l’on inventorie actuellement le patrimoine immatériel ne sont pas tous des États parties à la Convention. Des projets de cartographie et d’inventaire du patrimoine culturel sont menés dans toutes les régions du monde pour différentes raisons. Au Canada par exemple, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, qui a fait de la préservation du PCI l’un des principaux volets de son Plan stratégique pour la culture, dresse l’inventaire du patrimoine immatériel de la province avec l’aide d’ONG comme la Fondation du patrimoine de Terre-Neuve-et-Labrador. |
| <http://www.tcr.gov.nl.ca/tcr/publications/2006/culturalplan2006.pdf> |

#### Diapositive 9. Considérations en vue de l’élaboration d’un inventaire

Le champ et la taille des inventaires peuvent varier considérablement en fonction de leurs objectifs, des ressources disponibles et des méthodes de collecte des données. Ainsi, les inventaires peuvent porter sur le seul PCI, sur un seul domaine du PCI ou englober le patrimoine matériel et le patrimoine immatériel. Certains inventaires se veulent exhaustifs, alors que d’autres ont pour but de fournir un exemple représentatif.

On peut dresser des inventaires par pays ou par région, par domaine (musique, danse, etc.), par groupe ethnolinguistique. L’inventaire peut se fonder sur le système de classification proposé par la Convention (en l’élargissant ou non) ou sur un système élaboré par des experts et des représentants des communautés. Il faut que la classification employée soit facile à comprendre et suive l’identification des éléments par les communautés. Les États peuvent s’appuyer sur leur propre définition du PCI pour les besoins de l’inventaire. Les éléments inventoriés dont ils proposent l’inscription sur les Listes de la Convention doivent cependant répondre à la définition que la Convention donne du PCI.

Certains processus d’inventaire sont entrepris par les communautés concernées, d’autres sont menés par des spécialistes ; mais dans tous les cas la Convention exige que les communautés concernées prennent la plus large part possible au processus. Les inventaires dressés par les États parties doivent donc l’être avec la participation et l’accord des communautés.

Les critères qui déterminent l’inclusion des éléments dans les inventaires doivent être clairs et transparents. Les inventaires doivent donner à peu près la même quantité d’informations sur tous les éléments et donner des informations suffisantes pour contribuer à leur sauvegarde.

Il est contraire à l’esprit de la Convention de hiérarchiser les éléments dans les inventaires, bien que plusieurs inventaires existants procèdent ainsi. Certains pays affirment clairement que la présence de certains éléments dans les listes nationales est étroitement liée aux propositions (ou aux projets de proposition) d’inscription de ces éléments sur les Listes de la Convention. L’Iran, par exemple, possède une Liste nationale et une Liste des éléments qui ont besoin d’être sauvegardés.

#### Exercice

Les participants peuvent à présent regarder le polycopié 5.4. Ils doivent se souvenir que ce questionnaire leur est simplement proposé. Les États parties sont libres de concevoir leurs propres inventaires et d’élaborer leurs propres questionnaires. Le formulaire présenté ici ne convient pas à toutes les situations. Nous encourageons les États à l’adapter à leurs besoins, s’ils le désirent.

Le polycopié :

* résume quelques-uns des problèmes abordés dans cette leçon ;
* formule des questions susceptibles de guider la discussion sur les différentes façons de dresser des inventaires ;
* offre un exemple de questionnaire.

Il faut encourager les participants à discuter des problèmes que l’élaboration des projets d’inventaire a posés ou risque de poser dans leurs pays.

Il faut les encourager à discuter de l’influence que le champ et la nature du processus d’inventaire peuvent avoir sur le choix des éléments inventoriés dans un pays et, par conséquent, sur le choix des éléments dont ce pays proposera l’inscription sur les Listes de la Convention.

#### Diapositive 10. Des inventaires aux candidatures

Dans cet atelier consacré à la constitution des dossiers de candidature, les participants sont invités à considérer les relations qui existent entre les inventaires et l’inscription des éléments sur les Listes de la Convention.

Suivant les Directives opérationnelles (DO 1, U.5 et DO 2, R.5), les éléments dont on propose l’inscription sur l’une des deux Listes de la Convention doivent figurer dans un inventaire local ou national et répondre à la définition que la Convention donne du PCI.

Il faut donc commencer à inventorier les éléments avant d’en proposer l’inscription sur les Listes de la Convention. Les inventaires doivent prouver que les communautés concernées ont reconnu les éléments proposés comme faisant partie de leur patrimoine. Les États parties doivent donc donner des informations suffisantes sur la participation des communautés à l’identification des éléments qui figurent dans leurs inventaires et dont ils proposent l’inscription sur les Listes de la Convention.

La nature des projets d’inventaire entrepris dans les États parties influence le choix des éléments dont ils proposent l’inscription sur les Listes de la Convention. Les processus d’inventaire qui ne couvrent qu’une petite partie du pays peuvent conduire à des candidatures qui ne rendent pas compte de la diversité du pays ou qui ne donnent pas la même image du pays que les inventaires qui couvrent tout le territoire national ou qui adoptent une perspective régionale.

Les inventaires peuvent fournir des informations sur d’autres aspects des éléments pour montrer que ceux-ci répondent à la définition que la Convention donne du PCI, mais il n’est pas nécessaire qu’ils contiennent une documentation détaillée sur les éléments. On pourra recueillir des informations supplémentaires dans le cadre du processus de candidature. Il faut aussi noter qu’il n’est pas nécessaire qu’un inventaire soit complet pour proposer l’inscription des éléments qu’il comprend sur les Listes de la Convention. En fait, les inventaires du patrimoine vivant auront toujours besoin de mises à jour périodiques : ce seront toujours des opérations en cours.

## OUGANDA : « inventaire PAR les communautÉs de leur patrimoine culturel immatériel »

Dans la République de l’Ouganda, une ONG ougandaise coordonne avec le Ministère du genre, du travail et du développement social un processus d’inventaire mené par la communauté concernée en collaboration. Il s’agit d’une initiative pilote menée dans le cadre d’un projet vaste de l’UNESCO lancé au Botswana, au Lesotho, en Namibie, au Swaziland, en Ouganda et en Zambie. Le projet-cadre est appelé « Projet d’inventaire par les communautés de leur patrimoine culturel immatériel dans six pays de l’Afrique sub-saharienne (2010 - 2011) ». Le gouvernement de Flandres (Belgique) a soutenu financièrement l’ensemble du projet.

Le projet-cadre a débuté par une réunion de renforcement des capacités organisée par l’UNESCO, à Maseru (Lesotho) en février 2010. Un membre du personnel du siège de l’UNESCO ainsi que deux experts régionaux de l’UNESCO ont animé la réunion (<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00015&categ=2010>). Des représentants des six pays participants et d’autres acteurs ont assisté à la réunion. À la suite de la réunion de lancement, des exercices d’inventaire sont actuellement en cours dans les six pays concernés. Ils sont mis en œuvre sous la responsabilité des autorités nationales et/ou d’organisations locales et assistés par les responsables pour la culture des bureaux hors Siège de l’UNESCO à Harare, Nairobi et Windhoek.

En Ouganda, comme dans les autres pays participants, les résultats escomptés du projet sont un inventaire des éléments du patrimoine culturel immatériel d’une communauté spécifique, élaboré avec la pleine participation de cette communauté. L’objectif principal de projet-cadre est par ailleurs de renforcer les capacités de préparer des inventaires et de gérer le patrimoine culturel immatériel dans les pays et les communautés bénéficiaires. Le projet vise notamment à renforcer les capacités des responsables pour la culture et de ceux qui, dans les Ministères, sont chargés de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine immatériel afin qu’ils soient en mesure des préparer des inventaires de manière durable après la fin du projet.

En Ouganda, après avoir accepté de participer au projet de l’UNESCO, le Ministère a sélectionné le CEPAC (Centre pour les arts du spectacle et la culture) en tant qu’organisme principal pour mettre en œuvre le projet dans le pays. Le CEPAC est une ONG active dans la communauté Busoga, dans la région de Jinja. Un expert du CEPAC a été identifié pour assister à la réunion susmentionnée au Lesotho. Un Comité de gestion du projet a été constitué comprenant des représentants du Ministère, de la Commission nationale de l’UNESCO, du CEPAC et du bureau de l’UNESCO à Nairobi. La plupart des réunions du Comité se sont tenues en ligne étant donné que ses membres ne se trouvaient pas dans la même ville.

Le CEPAC a passé deux mois à sélectionner soigneusement, en tenant compte d’un équilibre d’âge et de sexe, douze personnes pour travailler sur le terrain et ayant exprimé un vif intérêt pour la sauvegarde de leur patrimoine culturel immatériel et faisant preuve bonnes compétences communicatives. Un atelier d’une semaine de renforcement des capacités a eu lieu à Jinja en mai 2010. Il a été animé par un des formateurs régionaux de l’UNESCO et par l’expert national du CEPAC. L’atelier a permis de former les personnes qui allaient travailler sur le terrain pendant sept mois. L’atelier comprenait deux jours d’enquête de terrain suivis par la mise en forme des données recueillies sous forme d’entrées inventaire. Le projet pilote de l’Ouganda a également été lancé dans la capitale, Kampala, afin d’informer les Ministères concernés et d’autres acteurs du domaine de la culture sur la portée et les objectifs du projet.

L’enquête de terrain a duré de juin à décembre 2010. Les enquêteurs ont été divisés en trois groupes qui ont étudié le même élément dans différents villages pendant une période donnée. Les données ont été recueillies à l’aide de caméras et d’enregistreurs de son de poche achetés dans le cadre du projet. À mesure que le projet avançait, l’expert national du CEPAC discutait du projet avec les enquêteurs et les aidait à trouver des solutions aux problèmes soulevés.

La communauté Busoga a participé au projet dès le début : les membres de la communauté ont été mis au courant du projet dès le début par des émissions de radio et grâce au bouche à oreille. Les enquêteurs qui avaient été sélectionnés parmi la communauté Busoga ont demandé aux membres de la communauté d’identifier les éléments du PCI à inventorier. Grâce à ce processus, un certain nombre d’éléments du PCI ont été sélectionnés pour être étudiés de manière plus approfondie. Bien entendu, ce sont les membres de la communauté qui ont ensuite fourni des informations sur les éléments inventoriés.

Le projet ougandais s’est appuyé sur les définitions, les domaines et la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel tels que présentés de la Convention du patrimoine immatériel de l’UNESCO. Les participants à l’atelier de formation initial ont néanmoins souligné que le système judiciaire traditionnel local ne correspondait avec aucun des domaines mentionnés dans la Convention. Ils ont donc voulu le classer comme un domaine distinct du patrimoine culturel immatériel pour leur propre communauté. Les éléments du PCI étudiés dans le projet pilote ougandais comprenaient (i) la pratique et les compétences de la conservation des aliments, (ii) les cérémonies pour les morts, (iii) les mythes de création, (iv) les noms donnés à l’enfant, (v) les danses traditionnelles, (vi) la fabrication des tambours, (vii) les cérémonies d’accueil, (viii) les cérémonies liées aux jumeaux, et (ix) les ateliers traditionnels. À ce jour (décembre 2010), plus de 15 éléments ont été étudiés grâce à ce projet.

Les équipes d’enquêteurs ont utilisé des questionnaires partiellement formatés pour les guider dans les entretiens, et ils ont posé des questions supplémentaires le cas échéant. L’expert national du CEPAC a élaboré les questionnaires en collaboration avec les enquêteurs. Différents questionnaires ont été élaborés pour chacun des éléments étudiés, en anglais et en lusoga, la langue locale. Au fur et à mesure que le travail avançait, les données de terrain étaient transférées sur des fiches d’inventaire et retranscrites en anglais, sous la direction du CEPAC. Le projet d’inventaire, ainsi que les rapports sur l’avancement du projet, ont été régulièrement partagés avec le Comité de gestion de projet.

Les questionnaires se composaient de deux sections :

* La section A porte sur les méta-données (données portant sur l’ensemble des recherches en cours), telles que des informations sur les personnes interrogées (nom, âge, sexe, religion, résidence, tribu et clan) et sur l’intervieweur (nom, âge, lieu et date de la collecte des données). Elle établit également la façon dont le consentement a été demandé pour l’entretien et pour l’enregistrement.
* La section B contient un large éventail de questions sur l’élément concerné comme la description, les origines de la pratique, les éléments matériels associés, les modes de transmission, les détails sur la participation des communautés, les valeurs ou les croyances attachées à la pratique, les menaces liées à la pratique et à la transmission de l’élément. La section B demande aussi aux enquêteurs de préciser si la personne interrogée livrait volontiers cette information partagée au sein de la communauté et si elle proposait à l’équipe de s’adresser à d’autres personnes pour de plus amples informations sur l’élément.

Les équipes d’enquêteurs n’ont pas rencontré de difficultés majeures et ont eu affaire à une coopération enthousiaste presque partout. Dans quelques cas, les enquêtés ont demandé de l’argent en échange d’informations. Les enquêteurs ont été formés pour expliquer que le projet n’était pas une entreprise lucrative et qu’ils ne prévoyaient pas « d’acheter » des informations. Quand cette explication n’était pas acceptée, d’autres enquêteurs été recherchés à la place. Après avoir terminé l’enquête de terrain fin décembre 2010, le Comité de gestion du projet organisera un atelier final à Jinja début 2011 pour évaluer le résultat de la composante ougandaise du projet et pour discuter de la meilleure façon de poursuivre l’exercice d’inventaire au niveau national. Parmi les sujets abordés il y aura entre autres la façon de stocker l’information – en particulier les données qui sont de nature confidentielle – et la meilleure façon de la rendre accessible au grand public.

**Pour de plus amples informations**

UNESCO - <http://www.unesco-nairobi.org/index.php?option=com_content&view=article&id=118:intangible-cultural-heritage-uganda&catid=99:uganda&Itemid=144>

Rapports de projet de l’UNESCO (Bureau hors siège de Nairobi)

# 

# IMP 5.6 Document: l’inventaire du patrimoine immatériel

La Convention du patrimoine immatériel demande à chaque État partie (article 12) de dresser un ou plusieurs inventaires du PCI présent sur son territoire *de façon adaptée à sa situation ;* cela laisse une marge de manœuvre considérable. Cependant, la Convention et les DO stipulent clairement que les inventaires :

* Doivent uniquement présenter des éléments définis et identifiés avec la participation des communautés et des groupes concernés, ainsi que des ONG compétentes ;
* Doivent chercher à obtenir la plus large participation possible des communautés, des groupes et des individus concernés au processus d’inventaire (DO 80) ;
* Doivent être conçus de manière à pouvoir contribuer à la sauvegarde ;
* Doivent couvrir le PCI présent sur le territoire de l’État partie concerné ;
* Doivent être régulièrement actualisés et, par conséquent, être établis de sorte qu’ils puissent facilement être mis à jour ;
* Ne doivent pas enfreindre les pratiques coutumières régissant l’accès au PCI, ainsi que les lieux, les personnes et les matériels qui y sont associés ; et
* Ne doivent pas communiquer d’information sur un élément sans le consentement de la communauté, du groupe ou de l’individu concerné.

Le travail d’inventaire est une étape importante sur la voie de la sauvegarde et, dans certains cas, du dépôt de candidature sur les Listes de la Convention puisque seuls les éléments du PCI qui figurent déjà sur un inventaire de l’État partie concerné peuvent être proposés pour inscription. Les inventaires que dressent les États parties ne font pas forcément appel à la même définition du PCI que la Convention. Cependant, tous les éléments proposés par la suite sur l’une des Listes de la Convention doivent se conformer à cette définition et aux autres critères d’inscription énoncés dans les Directives opérationnelles de la Convention (DO 1-2).

Le travail d’inventaire sera une activité permanente dans la plupart des États en raison du grand nombre d’éléments du PCI à répertorier dans toutes les régions du monde et parce qu’il est indispensable de faire une mise à jour régulière des inventaires.

Le travail d’inventaire ne consiste pas simplement à lister les éléments du patrimoine immatériel, bien que les renseignements fournis dans un inventaire soient parfois limités. C’est un processus qui permet de sensibiliser, identifier les éléments dont la viabilité est altérée et qui peut aboutir à leur sauvegarde. Il peut également servir à établir des relations entre les divers acteurs qui peuvent participer à des efforts ultérieurs de sauvegarde. Le travail d’inventaire peut renforcer le sentiment d’identité et de continuité des communautés concernées et certainement créer une prise de conscience plus aiguë du PCI au sein et en dehors de ces communautés.

Il y aura plusieurs questions à poser sur la façon d’organiser et de diriger les travaux d’inventaire dans un pays donné (il n’est facile de répondre à certaines de ces questions !):

* Y aura-t-il un ou plusieurs inventaires ?
* Si plusieurs inventaires sont envisagés, quel rapport y aura-t-il entre les différents inventaires ?
* Comment seront dressés les inventaires – par entité administrative, par communauté, par domaine ou en fonction d’autres critères ? S’il y a plusieurs inventaires, seront-ils ou non établis sur le même modèle ?
* L’exercice aura-t-il d’autres finalités en plus de celles énoncées dans la Convention du patrimoine immatériel ?
* Comment sera financé l’exercice d’inventaire et sa mise à jour ultérieure ?
* Qui rédigera le ou les questionnaires d’inventaire ? (un modèle de questionnaire est présenté ci-dessous)
* Quelles seront les informations recueillies sur les éléments ?
* Quelle définition du PCI sera employée ?
* Quel système de domaines ou de catégories sera utilisé ?
* Qui saisira l’information ?
* Comment les communautés et/ou les groupes pertinents seront-ils identifiés ?
* Comment les communautés pertinentes seront-elles informées et prendront-elles part à la collecte de données ?
* Comment les institutions et les organisations non gouvernementales compétentes seront-elles engagées, le cas échéant, dans l’exercice ?
* Qui contrôlera la saisie des données dans l’(les)inventaire(s) ?
* Qui contrôlera l’accès aux données recueillies ?
* Comment seront gérées les données sensibles afin de respecter les restrictions coutumières d’accès à l’élément ?
* Comment seront traités les éléments que se partagent plusieurs communautés ?
* Comment seront traités les éléments qui se trouvent aussi en dehors du pays ?
* Comment les inventaires seront-ils publiés ou diffusés ?
* Comment s’organisera leur mise à jour ?

**Modèle DE questionnaire pour identifier les éléments DU PCI en vue de l’élaboration d’UN ou PLUSIEURS inventaires[[8]](#footnote-8)**

|  |
| --- |
| Identification de l’élément du PCI |
| 1.1. Nom de l’élément du PCI, tel qu’il est employé par la communauté concernée |
|  |
| 1.2. Titre bref et informatif de l’élément du PCI (avec indication du/des domaine(s) du PCI concerné) |
|  |
| 1.3. Communauté(s) concernée(s) **(voir commentaires ci-dessous)** |
|  |
| 1.4. Lieu(x) d’implantation/répartition, fréquence de représentation de l’élément du PCI **(voir commentaires ci-dessous)** |
|  |
| 1.5 Brève description de l’élément du PCI (de préférence pas plus de 200 mots) |
|  |
| 2. Caractéristiques de l’élément du PCI |
| 2.1. Praticien(s)/interprète(s) directement engagé(s) dans la représentation ou la pratique de l’élément du PCI (nom, âge, sexe, catégorie professionnelle, etc.) |
|  |
| 2.2. Autres membres de la communauté moins directement concernés, mais qui contribuent à la pratique de l’élément du PCI ou qui en facilitent la pratique ou la transmission (par exemple : mise en scène, costumes, formation, supervision) |
|  |
| 2.3. Langue(s) ou registre(s) linguistique(s) appliqué(s) |
|  |
| 2.4. Éléments matériels (instruments, lieu(x) ou vêtements spécifique(s), objets rituels) (s’il y a lieu) associés à la représentation ou à la transmission de l’élément du PCI |
|  |
| 2.5. Autres éléments immatériels (s’il y a lieu) associés à la représentation ou à la transmission de l’élément du PCI |
|  |
| 2.6. Pratiques coutumières (s’il y a lieu) régissant l’accès à l’élément du PCI ou à certains de ses aspects **(voir commentaires ci-dessous)** |
|  |
| 2.7. Modes de transmission aux autres membres de la communauté |
|  |
| 2.8. Organisations compétentes (organisations communautaires, ONG, autres) (s’il y a lieu) |
|  |
| 3. État de l’élément du PCI : viabilité (voir commentaires ci-dessous) |
| 3.1. Menaces (s’il y a lieu) pesant sur la représentation continue de l’élément du PCI au sein de la/des communauté(s) concernée(s) |
|  |
| 3.2. Menaces (s’il y a lieu) pesant sur la transmission continue de l’élément du PCI au sein de la/des communauté(s) concernée(s) |
|  |
| 3.3. Menaces pesant sur la durabilité de l’accès aux ressources et aux éléments matériels (s’il y a lieu) associés à l’élément du PCI |
|  |
| 3.4. Viabilité des autres éléments du patrimoine immatériel (s’il y a lieu) associés à l’élément du PCI |
|  |
| 3.5. Mesures de sauvegarde ou autres mises en place (s’il y a lieu) pour faire face à toutes ces menaces et encourager la représentation et la transmission futures de l’élément du PCI |
|  |
| 4. Restrictions et permissions quant aux données |
| 4.1. Consentement et participation de la/des communauté(s) concernée(s) à la collecte des données |
|  |
| 4.2. Restrictions, le cas échéant, portant sur l’usage ou l’accès aux données saisies |
|  |
| 4.3. Spécialiste(s) : nom et statut ou appartenance |
|  |
| 4.4. Date(s) et lieu(x) de collecte des données |
|  |
| 5. Références concernant l’élément du PCI (s’il y a lieu) (voir commentaire ci-dessous) |
| 5.1. Bibliographie (s’il y a lieu) |
|  |
| 5.2. Matériel audiovisuel, enregistrements, etc. dans les archives, les musées et les collections privées (s’il y a lieu) |
|  |
| 5.3. Objets et matériel documentaire dans les archives, les musées et les collections privées (s’il y a lieu) |
|  |
| 6. Données inventoriées |
| 6.1. Personne(s) ayant saisi les données d’inventaire |
|  |
| 6.2. Preuve du consentement de la/des communauté(s) concernée(s) pour (a) inventorier l’élément et (b) diffuser les informations contenues dans l’inventaire |
|  |
| 6.3. Date d’entrée des données dans l’inventaire |
|  |

**Commentaires et clarifications**

**Point 1.1 et 1.3 : La communauté concernée**

« La **communauté** concernée » est le groupe d’individus qui reconnaissent l’élément du PCI comme partie intégrante de leur patrimoine culturel. Le groupe en question peut être très étendu : la France a indiqué que ce sont tous les Français qui constituent la communauté des détenteurs du « repas gastronomique des Français » (inscrit sur la Liste représentative en 2010). L’élément peut faire partie d’un ensemble plus vaste d’expressions du PCI auxquelles s’identifie une communauté, mais dans lesquelles tous les membres de la communauté ne jouent pas forcément un rôle actif. Il peut y avoir un groupe restreint d’individus qui prennent une part active à la représentation et à la transmission d’un élément spécifique, tandis que les autres membres de la communauté s’identifient à l’élément et y participent comme un public de connaisseurs bien informé.

La Convention ne définit pas le concept de « communauté ». Ceux qui ont préparé la Convention ont estimé qu’une personne pouvait appartenir à plus d’une communauté du PCI de même que des personnes pouvaient adhérer au cours de leur vie à différentes communautés ou déserter une communauté. Une seule et même personne peut, par exemple, se joindre à une communauté nationale, une communauté régionale, une communauté ethnolinguistique ou encore à une communauté religieuse supranationale ou à un groupe d’individus qui intervient dans la pratique d’un ou plusieurs éléments du PCI.

**Point 1.4 : Répartition**

Veuillez indiquer ici le lieu de représentation et de transmission de la pratique ou de l’expression. Des éléments du PCI peuvent être associés à un lieu spécifique : par exemple, le carnaval belge de Binche, inscrit sur la Liste représentative en 2008, se limite à la ville de Binche. Dans d’autres cas, la zone géographique est bien plus étendue : la tradition orale mongole de la « Longue épopée » (inscrite sur la Liste représentative en 2008), par exemple, se pratique dans toutes les régions de langue mongole, en Mongolie même et dans la Chine voisine.

**Point 2.6 : Pratiques coutumières régissant l’accès à l’élément**

Il arrive souvent, selon la tradition, qu’une pratique ou une expression spécifique ne puisse être exécutée ni se dérouler juste devant n’importe quel public. Souvent aussi, des rôles spécifiques sont joués uniquement par des hommes ou des femmes, des personnes plus âgées ou des gens ayant un parcours singulier. Il se peut également qu’il y ait des restrictions quant à la composition de l’audience. La Convention entend que ces restrictions soient respectées, si tel est le souhait des communautés concernées (quelquefois, dans des projets de sauvegarde, des membres de la communauté proposent et l’ensemble de la communauté accepte que des rôles spécifiques soient assumés par d’autres catégories de personnes que celles qui l’étaient traditionnellement.

L’article 13.d (ii) de la Convention demande que les États parties prennent des mesures qui visent à « *garantir l’accès au PCI tout en respectant les pratiques coutumières qui régissent l’accès à des aspects spécifiques de ce patrimoine* ». Ainsi, dès lors que des pratiques du PCI qui ne peuvent pas se dérouler devant tout le monde (par exemple, pas devant des hommes) sont recensées ou documentées, il faut qu’il y ait une discussion avec les communautés et les groupes concernés pour savoir les documents conservés sont accessibles ou non ou s’ils peuvent être présentés dans des lieux qui sont ouverts à tous. Les enregistrements ne peuvent évidemment se faire qu’avec le consentement explicite, préalable et éclairé des détenteurs de la tradition concernés.

**Section 3 : Viabilité**

La viabilité s’applique à la probabilité de voir pratiquer l’élément du PCI à l’avenir ; parmi les menaces pour sa viabilité figure tout ce qui peut en empêcher l’exécution ou la transmission.

**Section 5 : Références**

Le travail d’inventaire consiste à identifier et à définir le PCI ; il diffère de la documentation ou de la recherche. L’insertion de données dans un inventaire ne demande pas un gros travail de recherche ou de documentation. Si des versions de l’élément ont déjà été consignées, étudiées ou commentées, les informations sont alors les bienvenues et les références appropriées sont à indiquer dans la section 5. C’est également là où il faut mentionner l’existence de collection d’objets ou d’instruments qui sont associés à des expressions ou des pratiques *vivantes* du PCI.

# IMP 5.7 Plan de cours: Participation des communautés

|  |
| --- |
| **Titre de l’activité : Ratification 2.6 – Participation des communautés et rôles des parties prenantes dans le cadre de la sauvegarde** |
| Durée : 1h30 |
| Objectif(s) : Aider, par le biais de discussions et la présentation d’études de cas, à identifier les différents moyens permettant aux communautés, groupes et individus de participer dans la plus large mesure à toutes les phases de la mise en œuvre de la Convention. |
| Description :   1. Présentation 2.5  * Pourquoi une participation des communautés ? * Définir les communautés * Rôles des parties prenantes * Exemples de participation des communautés |
| Documents de référence :   * Présentation 2.6 et narratif * Document 2.6.1 – rôles des parties prenantes * Document 2.6.2 – exemples de participation des communautés |

# IMP 5.7 Presentation: Involving the communities concerned

|  |  |
| --- | --- |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

c

# IMP 5.7 Narrative: Involving the communities concerned

See equivalent at RAT 2.6

Plus exercises 2 and 3 from NOM 5.12

## Slide 1. Title

## Slide 2. In this presentation

* Reasons for community participation
* Defining communities, groups and individuals concerned
* Roles of various stakeholders
* Examples of community participation

## Slide 3. Reasons for community participation

The Convention and its Operational Directives strongly recommend (and in some cases require) that States Parties involve the relevant communities, groups and individuals in any actions and activities concerning their ICH. This includes identification, safeguarding, and listing on the international lists of the Convention.

Why is this so important?

* Intangible heritage is enacted and transmitted by people (communities, groups and individuals) who identify with it, and consider it part of their cultural heritage.
* ICH is part of the collective heritage of these people (whether identified/treated as communities, groups or - in some cases – as individuals);
* Safeguarding involves ensuring continued practice and transmission within and by the people (communities, groups and individuals) concerned;
* Safeguarding therefore cannot happen without the consent and involvement of the people concerned (communities, groups and individuals).

## Slide 4. Defining the community concerned

Communities are difficult to define in abstract but in this context they are the people who are directly or indirectly involved in the enactment and transmission of the ICH element(s).

When identifying communities, groups and individuals in order to involve them in the safeguarding process, the following considerations should be borne in mind:

* The community concerned may be large or small, and people within the community can have different roles vis-à-vis the proposed element.
  + There may be small groups of skilled practitioners, tradition-bearers, knowledge-bearers and so on, who play a more direct and/or specialized role in the practice and transmission of the element, such as puppeteers, performers, musicians, shamans, master-woodworkers, etc. Often they form small groups or individuals (a one-person group) within a larger community.
  + The community concerned may also include large numbers of indirect participants, e.g. interactive audiences at rituals or festive events, or people who assist in the preparations for performances or festivals. Understanding and responsive audiences are often essential for meaningful enactment of an element.
* Communities can be defined in terms of ethno-linguistic affiliations, location (urban or rural, or by administrative region), or common beliefs or practices, or in terms of their common history. The community or group, and hence the practice of the ICH element, may be scattered across a wide geographical area, or even in countries located at some distance from each other.
* Communities are not homogenous and not everyone will agree on every issue. In many cases, not all members of a community fully participate in the same set of ICH.
* Usually people have several kinds of social affiliations through different networks, and these affiliations can change over time.
* Communities and groups often have internal hierarchies, for instance those based on class, age or gender.
* Communities often coalesce not just around historical relationships (including shared heritage), but also around current political and economic challenges and goals.

## Exercise

Participants should discuss the various communities or groups to which they themselves belong, and they could mention any associated ICH practices.

## Slide 5. Community participation in safeguarding

As indicated on this slide, the communities and groups (and where relevant, individuals) concerned bear the main responsibility for the transmission, and enactment of their ICH; and there is no safeguarding without their commitment.

Communities and groups concerned may, if they wish, receive assistance from other agencies in implementing safeguarding activities such as identification, documentation, and revitalization, etc. These other agencies may include the state, NGOs, researchers, documentation centres and so on. If these agencies act on their own initiative in safeguarding the element, they will have to seek the free, prior and informed consent of the communities, groups or individuals concerned.

Only awareness-raising about or promotion of an element aimed at outsiders could be done without the direct involvement of the communities and groups concerned, although this would have to be done with their consent (and guidance where necessary).

## Exercise

Hand-out 2.6.1 on roles of stakeholders gives examples of the various roles States Parties, NGOs, experts and other stakeholders can play alongside the communities and groups concerned in implementing the Convention.

Participants should read this hand-out and discuss the roles already played by government, NGOs and communities in their own contexts, regarding ICH elements.

## Slide 6. Opinion: Dr Londres Fonseca

Inventorying is a precondition for submitting an element to the Lists of the Convention. It is very important to involve the relevant communities in the process of inventorying, not just to comply with the requirements of participation and consent in the nomination file, but to build relationships for future safeguarding.

This is confirmed by Dr Londres Fonseca from IPHAN in Brazil, who says:

‘In my own opinion, what is really needed is for the community to participate in the process [of inventorying], because otherwise our vision is going to be too remote from what is actually happening and we shall fail to realize that the name and category of the element are not the only thing that matters. What matters above all are its meanings, the values attributed to it and how people practise it, which varies a lot. These are older people, and, of course, an anthropologist’s view helps a lot, but I doubt whether the anthropologist’s view is enough. No doubt an anthropologist is very helpful and knows the methodology, but the problem is not just description, because for us an inventory is the first step towards safeguarding. If the population takes part in the inventory, if the community is involved, it has already become a partner in this process. If the inscription takes place without dialogue with the community, even if there is a formal gesture in this direction, I wonder whether there will actually be any involvement in safeguarding or whether this involvement will have to be built afterwards. This is not impossible, but I think it is better to do it beforehand if possible. However, I realize that scale is something very complicated here, and I think that each country must find its own answers.’

## Slide 7. Example: Documenting Subanen indigenous knowledge

Between 2003 and 2004 the Subanen community in Zamboanga Peninsula (formerly Western Mindanao) in the Philippines documented indigenous knowledge about local plants. Note that it has not yet resulted in a nomination to the Intangible Heritage Convention’s lists. It is an example of community participation in documentation.

Key points to note are:

* Elders recognized that their knowledge about local plants was not being passed on to younger community members
* They asked for help to train young people to document this knowledge within the community
* Copyright protection gained
* Materials included in the school curriculum

This example is summarized in Hand-out 2.6.2 – examples of community participation in safeguarding.

## Slide 8. Example: Safeguarding Cantu in Paghjella, Corsica/France

‘The Cantu in Paghjella: a secular and liturgical oral tradition of Corsica’ was inscribed on the Urgent Safeguarding List in 2009.

This example is summarized in Hand-out 2.6.2 – examples of community participation in safeguarding.

Key points to note are:

* The value of expert-practitioner meetings
* The importance of practitioner associations, and their involvement in inventorying
* Media campaigns to raise awareness

Community participation was aided by local Government support.

## Slide 9. Example: Mijikenda safeguarding plan (Kenya)

‘Traditions and practices associated to the Kayas in the sacred forests of the Mijikenda’ was inscribed on the Urgent Safeguarding List in 2009.

Highlights of the case study include:

* Community consultations
* Incorporating community ideas into the safeguarding plan
* Community development groups formed.

This example is summarized in Hand-out 2.6.2 – examples of community participation in safeguarding.

## Case study: The Laura Aboriginal Dance and Cultural Festival

The Laura Aboriginal Dance and Cultural Festival is a biannual celebration of indigenous Australian song, dance and music.

‘The Laura Festival is the longest running continual Aboriginal cultural festival in Australia. In 1998 it was revealed that certain images of dancers from the Wik community were being reproduced commercially without permission. Photographs were available on CDs, postcards and other products. Since these images are only suitable for reproduction upon permission by those with appropriate cultural status, the reproductions were deemed to be culturally offensive.

Under Wik customary law, the right to control elements of a ceremony of performances rests with specific individuals, namely senior custodians or elders. Under Australian copyright law, like most copyright laws, the copyright in the images of the dancers is vested in the photographer (who is the author for copyright purposes). Had the dancers known this, they would not have allowed any photography during the performance or would have reconsidered performing at the Festival. This highlights the need to provide information to tradition-bearers about the range of rights that may exist in a performance and, when a performance is documented, the performers themselves need access to IP information in order to make informed decisions.

Since 1998, the organizers of the Laura Festival have adopted a written agreement concerning all photography and filming at the Festival. The agreements contain terms requiring that consent be obtained from the performers and that certain conditions for control of commercial photography be followed. Approved photographers sign an agreement stating that any commercial photography will be undertaken only after consent of the performers is received.’[[9]](#footnote-9)

## Exercise 2: Plan a speech to communities or groups concerned

Participants in groups pretend they are an NGO, government agency or community group that is interested in safeguarding an element and approach the broader community concerned to tell them about the Convention, safeguarding, the roles of communities and the USL. The participants would plan and deliver a ten-minute speech to the communities or groups concerned (role-played by other participants in plenary). They will invite the community members to consider participating in the nomination of their element.

The speech should explain:

* About the NGO, government agency or community group the speaker works for;
* What the Convention means by ICH and by safeguarding, and the role of the USL (including possible benefits of inscription);
* Why the Convention requires evidence that the community concerned agrees and participates in ICH identification, nominations and safeguarding;
* What expression or practice could be nominated for safeguarding;
* What this nomination might mean for the element and the community, in the present and future; and
* Why the speaker’s organization or agency should be permitted to help the community undertake this task.

## exercise 3: plan an advocacy strategy to prevent the nomination of an element

Community members may decide in some circumstances that they wish to oppose a process for nominating their ICH to the Convention’s Lists that has been suggested by others. Participants may pretend that they are members of community that has decided that it does not wish its ICH to be nominated to one of the Lists of the Convention. As community representatives they have to plan a ten-minute speech, explaining why they feel it would be better not to submit a nomination file, to representatives of the national ministry, a local NGO and a research institute, who have been urging for the nomination to proceed. In this speech they may make reference to some of the community’s concerns about increased tourism damaging sacred sites where ICH practices are performed, and controlling access to secret or sacred knowledge.

# IMP 5.7 Document: Exemples de participation des communautés dans la sauvegarde

La Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel demande aux États parties d’impliquer les communautés et les groupes dans l’identification de leurs éléments du PCI. , et elle encourage vivement les États parties à s’investir dans la gestion de leur PCI. Bien entendu, les communautés du monde entier, avec ou sans assistance extérieure, ont efficacement sauvegardé les éléments du PCI avant que la Convention n’entre en vigueur, ou dans les États qui ne sont pas parties à la Convention.

La Convention et les directives opérationnelles ne donnent pas d’indications précises sur la manière d’impliquer (et même de définir) les communautés, groupes et individus concernés.

Ce document fourni quelques exemples de participation de communautés dans les actions de sauvegarde.

La Convention n’impose pas aux communautés de participer, ou de prendre l’initiative dans la sauvegarde de leur PCI ; Elles ont bien entendu la liberté de choisir de ne pas sauvegarder leur PCI. La Convention demande cependant aux États parties de s’assurer de la participation des communautés concernées dans le processus de sauvegarde, si celles-ci souhaitent sauvegarder leur PCI. Lors de la mise en œuvre de la Convention, il est par conséquent important de documenter la manière dont la participation de la communauté dans le processus de sauvegarde a été réalisée, comme par exemple :

* Qui a pris l’initiative de réaliser l’inventaire, la candidature (si approprié), la sauvegarde, etc. ;
* Comment les communautés, les groupes et les individus concernés ont été identifiés ;
* Comment les représentants de ces groupes ont été identifiés ; et
* Comment la participation de la communauté a contribué au processus de sauvegarde.

Les exemples indiqués ci-dessous montrent que, bien que différents acteurs puissent prendre l’initiative dans le processus de sauvegarde, il faut encore s’assurer de la participation des communautés, groupes et individus concernés.

## Documentation d’origine communautaire sur le patrimoine immatériel aux Philippines

Entre 2003 et 2004, la communauté Subanen de la péninsule de Zamboanga (anciennement Mindanao occidental) aux Philippines a documenté ses connaissances autochtones sur les plantes locales jugées utiles pour des raisons médicales, agricoles, économiques et religieuses.

La diversité végétale dans la région est en déclin en raison de la pression démographique et des changements climatiques. Les aînés de la communauté ont reconnu que la diversité végétale diminue et que les connaissances sur les plantes diminuent également. Ils ont réalisé que les connaissances autochtones ne sont plus transmises à la génération suivante, et pourraient éventuellement disparaître à jamais.

Les dirigeants Subanen ont donc demandé de l’aide aux organisations spécialisées pour leur fournir les compétences nécessaires afin de documenter ces connaissances autochtones par eux-mêmes, avec le concours d’experts extérieurs agissant en tant que facilitateurs. Les aînés de la communauté ont fourni des informations qui ont été documentées par les plus jeunes, membres de la population alphabétisée.

La documentation qui en résulte a été éditée sous forme multimédia et sous forme de matériels éducatifs grand public en anglais avec une traduction en Subanen. Ces matériaux ont été officiellement enregistrés auprès du bureau du droit d’auteur du gouvernement, afin de garantir les droits et la propriété intellectuelle de la communauté. Le programme éducatif de la communauté les utilise désormais pour apprendre aux enfants à connaître leur culture ; Ils sont également utilisés comme matériel pédagogique pour les adultes qui veulent apprendre à lire et à écrire dans leur langue ancestrale.

Pour plus d’information :

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00261>

<http://www.ifad.org/english/indigenous/pub/documents/Indigeknowledge.pdf>

## Engagement de la communauté dans la sauvegarde du Cantu in paghjella profane et liturgique de Corse de tradition orale (France)

Le Cantu in paghjella a été inscrit sur la Liste de sauvegarde urgente en 2009.

Depuis les années 1970, les praticiens du Cantu in paghjella ont essayé de transmettre cette tradition du chant de plus en plus en voie de disparition à la jeune génération, dans le cadre du Mouvement Riacquistu qui fait la promotion du renouveau culturel en Corse.

En 2006, le Centre de musique traditionnelle corse a organisé une conférence sur le thème « Patrimoine culturel immatériel et transmission : La polyphonie traditionnelle corse peut-elle disparaître ? » Les praticiens de l’élément ont rencontré des corses et d’autres experts pour analyser les menaces qui pèsent sur l’élément et développer une politique publique de sauvegarde. Les participants ont exprimé leurs préoccupations concernant les menaces qui pèsent sur la viabilité de l’élément et ont noté l’urgence de relancer le processus de transmission. Le débat qui s’est ouvert lors de ce Symposium s’est étendu à la communauté des praticiens et au public.

En 2007, après consultation de la communauté des praticiens, une association a été créée pour « l’identification, la documentation, la recherche, la préservation, la protection, la promotion, la transmission formelle et informelle du Cantu in Paghjella en lien avec les instances et organes régionaux, nationaux et internationaux. »

L’association Cantu in paghjella a demandé à la France d’inclure l’élément dans l’inventaire qu’elle doit établir en vertu de la Convention du patrimoine immatériel. L’association Cantu in Paghjella a constitué une équipe de recherche de cinq personnes (les praticiens et les experts) qui a inventorié les pratiques existantes, en collaboration avec les praticiens. En comparaison avec les pratiques existantes cinquante ans auparavant, ils ont noté une réduction importante du nombre de praticiens de la Paghjella et l’appauvrissement de son répertoire. Lors de ce processus, tous les praticiens de l’élément n’ont pas accepté d’être enregistrés.

Dans le même temps, les médias locaux (Corse Matin, France 3 Corse, Journal de la Corse) et les médias nationaux (TF1, LCI), ont informé le public sur cette démarche.

Le 23 Juillet 2008, lors de la préparation des résultats du Symposium 2006, la proposition de candidature pour l’inscription du Cantu in Paghjella à la Liste de sauvegarde urgente a été présentée aux membres du Conseil Économique, Social et Culturel de la Corse (CESC).

Le 16 Mars 2009, l’Assemblée de Corse a adopté par vote à l’unanimité une décision demandant à l’État de présenter la candidature du Cantu in Paghjella pour inscription sur la Liste de sauvegarde urgente. Trente praticiens, participant régulièrement au Cantu in Paghjella profane et liturgique, ont approuvé la candidature à la Liste de sauvegarde urgente et son plan de sauvegarde.

## Participation de la communauté à la sauvegarde des traditions et pratiques associées aux Kayas dans les forêts sacrées des Mijikenda (Kenya) :

Cet élément a été inscrit sur la Liste de sauvegarde urgente en 2009.

Les Musées nationaux du Kenya et le Ministère de la culture ont organisé une série de réunions en consultation avec les Conseils des aînés et d’autres membres des communautés Mijikenda (groupes de conservation Kaya, groupes de femmes et groupes de jeunes) dans les années 1990 pour discuter des questions de conservation et de sauvegarde.

Une importante réunion s’est tenue le 9 Mars 2009 pour discuter des questions devant être incluses dans le dossier de candidature pour l’inscription des pratiques culturelles immatérielles associées aux Kayas sur la Liste de sauvegarde urgente. L’administration provinciale de cette région a apporté son soutien au processus de consultation avec les communautés kaya des Mijikenda.

Les Musées nationaux du Kenya et le Ministère de la culture ont organisé un atelier de sensibilisation associant les Conseils des anciens, des groupes de conservation Kaya, des groupes de femmes et des groupes de jeunes. Les membres de la communauté ont débattu de la fonction et de la viabilité des traditions et des pratiques, et ont soulevé des questions importantes autour de la sauvegarde qui ont été enregistrées et intégrées dans le processus de la candidature :

* Ils avaient un fort désir de perpétuer les traditions et les pratiques liées aux Kayas et donc le besoin de les sauvegarder ainsi que les écosystèmes forestiers Kaya ;
* Ils ont souhaité démarrer des activités génératrices de revenus tels que l’apiculture, l’éco-tourisme et l’artisanat pour chaque communauté Mijikenda afin de renforcer l’appropriation et les mesures de sauvegarde ; et
* Ils ont souhaité recruter des gardiens de la communauté pour travailler main dans la main avec les groupes de jeunes qui agissent comme dénonciateurs lorsque la forêt est envahie (probablement par des personnes cherchant des ressources comme le bois et plantes).

Les propositions de la Communauté sur les gardes et les activités génératrices de revenus ont été intégrées dans le plan de sauvegarde.

Les communautés Kaya, représentées par leurs aînés, ont donné leur consentement pour l’inscription de leurs pratiques traditionnelles selon la Convention de 2003 et, en particulier à la Liste de sauvegarde urgente, compte tenu de l’état critique de leur viabilité. Leur accord a été enregistré et exprimé dans un clip vidéo et par écrit.

## ENGAGEMENT de la communauté DANS LA SAUVEGARDE DES lieux de mémoire et traditions vivantes du peuple Otomí-Chichimecas de Tolimán : la Peña de Bernal, gardienne d’un territoire sacré (MEXIQUE) :

*Les lieux de mémoire et les traditions vivantes du peuple Otomi-Chichimecas de Tolimán : la Peña de Bernal, gardienne d’un territoire sacré*, a été inscrit sur la Liste représentative en 2009.

En 2005, le gouvernement de l’État de Querétaro a lancé un important projet de promotion de la recherche, de la sauvegarde et de l’utilisation durable du patrimoine culturel et naturel du peuple Otomi Chichimeca, qui vit dans la région semi-désertique de Querétaro. Le gouvernement l’a réalisé par le biais d’une commission inter-institutionnelle et multidisciplinaire composée de représentants du Ministère du développement urbain et des travaux publics, (SDUOP), du Ministère du développement durable (SEDESU), du Département du tourisme (SECTUR) du Conseil d’État, de la Commission nationale du développement des populations autochtones (CDI), et de l’Institut National d’Anthropologie et d’Histoire (INAH) du gouvernement fédéral.

Sous l’égide de cette commission, les enquêtes ont été menées par la CDI, l’INAH et le SEDESU dans la région et ont révélé les préoccupations des communautés au sujet de leur patrimoine naturel et culturel. En 2006, un processus de participation des communautés a donc été mis en œuvre pour discuter de la sauvegarde et de la candidature des lieux de mémoire et traditions vivantes du peuple Otomi-Chichimecas de Tolimán pour inscription sur la Liste représentative. La consultation avec les communautés concernées par cette candidature ont été très vastes. Elles sont divisées en différentes étapes :

1. Deux réunions d’information et de consultation ont eu lieu avec les quatre conseils municipaux de la région ;
2. Deux réunions d’information et de consultation se sont tenues avec les autorités civiles et religieuses ainsi que des représentants de la communauté ;
3. Une consultation communautaire de grande envergure a été réalisée à travers cinq ateliers participatifs sous-régionaux et un sondage d’opinion de 1195 ménages. Environ 400 personnes ont participé à ces ateliers, y compris les autorités traditionnelles de la communauté concernée, tels que les gardiens, les prédicateurs, les membres des groupes de danse traditionnelle, les propriétaires des chapelles, et les membres du Conseil d’État du peuple autochtone de Querétaro ;
4. Plus de 600 propositions de mesures de sauvegarde ont été reçues durant ce processus ; Elles ont été résumées lors d’un forum régional où les membres de la communauté ont rédigé une Déclaration, paraphée par des centaines de membres de la communauté et intégrée dans le dossier de candidature.

Un organe de gestion pour la mise en œuvre des mesures de sauvegarde, et plus largement pour la promotion de la conservation du patrimoine naturel et culturel et du développement dans la région, a été créé. Il est appelé *Commission intersectionnelle pour la conservation et le développement des lieux de mémoire et de traditions vivantes du peuple Otomi-Chichimecas de Tolimán.* Cette commission assurera la coordination des organismes communautaires non-gouvernementaux et des autorités gouvernementales sur les trois niveaux de gouvernement. Il accueillera des représentants d’organisations communautaires de chaque communauté. Il comprendra également des représentants de l’Office national pour la culture et les arts (CONACULTA), l’Institut National d’Anthropologie et d’Histoire (INAH), le ministère du Développement social (SEDESOL), la Commission nationale pour le développement des populations autochtones (CDI). Les ministères du développement durable, de la santé, du développement urbain et des travaux publics, de l’éducation, du tourisme et de la Planification et des Finances seront représentés; de même que les quatre municipalités de la région (Cadereyta, Colón, Ezequiel Montes et Tolimán).

## Mécanismes possibles de participation des communautés :

Des ateliers, des réunions et des consultations, des sondages, des articles de presse et des campagnes dans les média peuvent être organisés à plusieurs niveaux, et avec différents acteurs, dans le but de :

* Fournir des informations sur la Convention ;
* Sensibiliser au PCI, de manière générale et sur des éléments en particulier ;
* Identifier et définir des éléments du PCI ;
* Identifier les communautés ou les groupes concernés ;
* Faciliter la communication au sein de la communauté ou du groupe ;
* Partager des informations (quand il convient de le faire) sur le PCI d’une ou plusieurs communautés
* Mesurer l’intérêt que la communauté porte à la sauvegarde de son PCI ou d’une partie de celui-ci.
* Décider de la sauvegarde, ou non, d’un ou plusieurs éléments du PCI
* D’identifier des valeurs et des fonctions associées à des éléments particuliers
* D’identifier des menaces, si elles existent, auxquelles sont confrontés des éléments particuliers
* Partager des compétences dans la sauvegarde du PCI
* Développer des plans de sauvegarde
* D’évaluer des mesures de sauvegarde en cours
* De décider de proposer, ou non, un élément particulier
* D’élaborer des candidatures
* De faire pression pour encourager la sauvegarde

## Consentement des communautés

Le consentement préalable, libre et éclairé des communautés, groupes et individus concernés est nécessaire pour l’élaboration et la soumission des dossiers de candidature aux listes de la Convention, y compris l’élaboration d’un plan de sauvegarde en tant qu’élément de la candidature. La manière dont ce consentement est obtenu peut varier d’un cas à un autre.

Cependant, il est clairement entendu que :

- « Préalable » signifie que les communautés ont été informées bien en amont et ont eu du temps pour la consultation et la délibération ;

- « Éclairé » signifie qu’elles ont débattu des conséquences de l’inscription et de la sauvegarde, et qu’elles ont bien été informées de leur droit d’accepter, ou non, la proposition ;

- « Libre » signifie qu’elles n’ont reçu aucune pression de l’extérieur au moment où la communauté était en train de prendre sa décision.

La manière dont ce consentement est exprimé est laissée à la libre appréciation de chacun. Ainsi, les États parties peuvent soumettre des dossiers comportant des consentements écrits, des consentements sur supports audio ou vidéo. Il est préférable d’utiliser ce dernier mode d’expression du consentement dans certains cas, notamment lorsque les communautés, les groupes et les individus concernés se sentent plus à l’aise pour exprimer leur consentement oralement.

Il est à noter que les communautés, les groupes et les individus peuvent à tout moment retirer leur consentement pour la candidature ou l’inscription d’un élément sur les listes de la Convention. Un problème peut alors survenir lorsqu’il s’agit de plusieurs communautés et que l’une d’elles refuse de donner son consentement.

# IMP 5.8 Lesson plan: Encouraging practice and transmission of ICH

Still to complete

# IMP 5.8 Presentation: Encouraging practice and transmission of ICH

Still to complete

# IMP 5.8 Narrative: Encouraging practice and transmission of ICH

Still to complete

# IMP 5.9 Plan de cours : PCI et développement durable

|  |
| --- |
| **Titre de l’activité : Mise en œuvre de la Convention 5.9 – PCI et développement durable** |
| Durée : 2 heures |
| Objectif(s) :  Expliquer que le but ultime de la Convention est la sauvegarde du PCI qui est compatible avec les exigences du développement durable. Analyser avec certains exemples (bons et mauvais) les possibilités de génération de revenus à partir des pratiques et expressions du PCI.  Mettre l’accent sur le lien entre la génération de revenus et la transmission dans certains cas. |
| Description : IMP Présentation 5.6   * **Que disent la Convention et ses Directives opérationnelles (diapositive 8)** * **La définition du PCI : en évolution permanente, jamais figé, compatible avec le développement durable** * **Le développement durable, ce que cela signifie** * **Soutenir le PCI (diapositives 3-5)**   Dans de nombreux cas les peuples ont pratiqué et transmis leur PCI sans compensation matérielle. Mais la pratique du PCI a aussi souvent été liée à certains types de compensation matérielle ou même à une activité commerciale. Dans de nombreux cas, c’est ainsi qu’il a été perpétré à travers le temps. Ces pratiques conservent une fonction profonde et une signification, reliant les individus et leur procurant un sentiment d’identité et de continuité ‑ elles satisfont à la définition du PCI de la Convention.   * **PCI et génération de revenus : nouvelles possibilités (diaporama 6)**   De plus en plus les gens veulent profiter financièrement des connaissances et des compétences liées au PCI par l’accès à de nouveaux marchés commerciaux. Cela peut inclure la production d’artisanat essentiellement pour la vente aux étrangers (touristes, par exemple), la production de représentations de PCI surtout pour des étrangers, ou l’utilisation des connaissances associées au PCI à des fins nouvelles (par exemple, les connaissances traditionnelles appliquées à la médecine moderne, ou processus de production anciens pour des produits neufs). Beaucoup de PCI ne serait pas viable aujourd’hui s’il n’y avait aucune rémunération directe ou indirecte du temps et d’autres investissements nécessaires à sa pratique ou à sa transmission.   * **De nouvelles possibilités de génération de revenus peuvent promouvoir la viabilité mais comportent des risques (diapositive 7)**   De nouvelles formes de génération de revenus peuvent renforcer, mais aussi mettre en péril la viabilité du PCI. Cela peut arriver y compris si les parties impliquées sont bien informées et avec de bonnes intentions.   * **Que disent les Directives opérationnelles concernant l’identification des risques et leur traitement** * **Prévention des risques** * **Études de cas : Taquile et Hoodia ; Runa Tupari et tissu d’écorce en Ouganda** * **Résumé** |
| Documents de référence :   * Présentation 5.6 et narratif |

# IMP 5.9 Presentation: ICH and sustainable development

|  |  |
| --- | --- |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

# IMP 5.9 Narrative: ICH and sustainable development

## Slide 1. Title

## Slide 2. In this presentation …

* What the Convention says
* Income generation and ICH
* Mitigation of risks
* Case studies

## Slide 3. What the Convention and its ODs say

What do the Intangible Heritage Convention and its ODs say about this?

## Slide 4. The definition of ICH

ICH under the Convention is understood to be living, constantly changing, transmitted from generation to generation, recognized by the communities (groups and individuals) concerned as belonging to their heritage, and providing communities and groups with a sense of identity and continuity. The Convention does not wish to freeze ICH, nor to hamper the development of CG&I.

The Convention does not distinguish between elements that involve income generation and those that do not and does not provide explicit guidance about how to deal with issues like commercialization, professionalization, tourism and development. It does explain that ICH is to be managed – in the framework of safeguarding activities – with the widest participation possible of the communities concerned and the spirit of the Convention has it – and this is confirmed in the ODs – that no nominating, awareness-raising or other safeguarding actions are to be undertaken without the prior informed consent of the communities, groups and individuals concerned. Thus, if income is generated from their ICH, the communities, groups and individuals concerned would have to be consulted and they would need to benefit from this process.

## Slide 5. Sustainable development

An important concept in the definition of ICH under the Convention is ‘sustainable development’. It is usually defined as ‘Development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs’ (UN Brundlandt Report, 1987).

Under ideal circumstances the enactment, re-creation and transmission of ICH will benefit in a sustainable way (i) the development of that ICH, (ii) the social, cultural and economic development of the communities, groups and individuals concerned and (iii) their environment.

## Slide 6. Sustainable development

It should be emphasized that sustainable development does not just mean sustainable economic development of the people concerned: it involves the simultaneous pursuit of the interlinked goals of economic prosperity, environmental quality and social equity,[[10]](#footnote-10) a difficult balancing act in pursuit of a better future.

Sustainable development in a community may be closely linked to the viability of ICH practices in that community. Development projects that are culturally appropriate and informed by local knowledge are usually more likely to be acceptable to local communities, and more likely to succeed, whether they aim to promote economic development, education or health.

Contributing to sustainable development through the practice, transmission or promotion of ICH would imply that:

1. Natural resources necessary for the practice of an ICH element are well managed and maintained over time;

For example, forests are planted and maintained to ensure a supply of specific kinds of wood for building wooden arched bridges in China. If the supply of this particular type of wood dries up, then certain bridge-building techniques used may become more difficult or less durable, or the process of building with wood may become too expensive to continue.

1. Economic benefits accrued in the practice of an ICH element, if any, are distributed equitably and help to support the communities or groups involved;

For example, in India, a benefit-sharing trust was established in 1997 on behalf of the Kani people to channel benefits into the local community from the cultivation and commercial pharmaceutical use of an indigenous plant. The bioprospecting institute that identified the commercial potential of the Kani traditional knowledge about the usefulness of the plant shared the patent royalties equally with the community.[[11]](#footnote-11)

1. The practice of an ICH element contributes to greater social cohesion and equity in the community.

For example, the Otomí Chichimeca communities in Mexico abide by a number of traditional rules, passed down orally through the generations, that promote loyalty, community service and peaceful mutual coexistence. The elders in the community undertake conflict resolution and apply sanctions for minor infractions such as plot invasion or property damage, referring unresolved cases or serious criminal offences to the authorities. The application of these traditional rules in no way infringes human rights or individual freedoms granted elsewhere in law.

In Newfoundland and Labrador (Canada) the local government stimulates the revitalization of ICH practices in villages where cod fishing has collapsed as a source of income; the government does so, among other reasons, to reinforce the sense of cohesion and identity of the villages concerned.

Increasing earning capacity can also in turn help to safeguard ICH. Trade in cultural goods, such as handicrafts, performing for paying audiences and services related to ICH, including cultural tourism, may promote the viability of ICH and raise awareness about its value. Commercial activity is intrinsic to certain forms of intangible cultural heritage, such as handicrafts and other activities that produce a saleable product. It is the main reason why many ICH skills and practices, including, for instance, forms of traditional healing, vernacular architecture, puppetry and mediation, are transmitted over the generations.

## Slide 7. Supporting ICH (1)

In many cases people have practised and transmitted their ICH without material reward. But ICH practice has also often been linked to material reward of some kind or even to commercial activity. In many cases this is how it has been sustained over time. These practices still have a deeper function and meaning associated with them, confirming certain commonly shared values, binding people together and giving them a sense of identity and continuity – in other words, they qualify as ICH as defined in the Convention.

**Example:** Khmer classical dance:

The Khmer court supported the Royal Ballet of Cambodia, also known as Khmer Classical Dance, for over 1000 years, remunerating the dancers and providing them with a space to train in the palace. Under the Khmer Rouge, the Royal Ballet not only lost its sponsor, it was actively repressed. After Pol Pot’s defeat in 1979, dance troupes re-emerged and performances resumed. The ballet has regained much of its former splendour but still faces numerous difficulties, such as a lack of funding and suitable performance spaces.

The Royal Ballet of Cambodia was inscribed in 2008 on the Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity (originally proclaimed as a Masterpiece of the Oral and Intangible Heritage of Humanity in 2003).

Performances would traditionally accompany royal ceremonies and observances such as coronations, marriages, funerals or Khmer holidays. The dancers were considered the kings’ messengers to the gods and to the ancestors. The dances tell the legends associated with the origins of the Khmer people and represent the traditional values of refinement, respect and spirituality. Four distinct character types exist in the classical repertory: Neang the woman, Neayrong the man, Yeak the giant, and Sva the monkey. Each possesses distinctive colours, costumes, makeup and masks. The gestures and poses, mastered by the dancers only after years of intensive training, evoke the gamut of human emotions, from fear and rage to love and joy. An orchestra accompanies the dance, and a female chorus provides a running commentary on the plot.

Similar examples of support given to ICH practices include the support given by European courts to minstrels and jesters, or by kings and chiefs in Africa to local festivities. With the emergence of modern forms of government, support for ICH practices formerly given by monarchs, sultans, shoguns and other traditional rulers has in many cases been replaced by state support, or by support of local politicians or entrepreneurs.

## Slide 8. Supporting ICH (2)

There are other ways in which ICH has historically been supported, however. Knowledge and skills can be sold; indeed they often are sold for money, lodging or food, whether by traditional healers, itinerant storytellers, builders and thatchers, and so on.

**Example:** Master builders and other wood and stone workers building Chinese wooden arched bridges have traditionally been paid for their work and even today building and repairing such bridges constitutes paid employment.

Traditional design and practices for building Chinese wooden arch bridges was inscribed in 2009 on the List of Intangible Cultural Heritage in Need of Urgent Safeguarding.

Today, the bridges are found mainly in Fujian Province and Zhejiang Province, along China’s south-east coast: many of them are hundreds of years old. In rural areas the bridges improve communication and trade between villages and act as venues for social gatherings and religious activity. The woodworking master designs the bridge and directs the carpentry work (including the use of techniques such as ‘beam-weaving’ and mortise and tenon joints). He places his name on the underside of the bridge, thus advertising his skills and enhancing his status. He transmits his skills and knowledge orally and through personal demonstration to apprentices within bridge-building clans. Today it is difficult to attract new apprentices or secure work for all woodworkers because new wooden bridges are no longer in high demand. This is due to rapid urbanization, the unsuitability of wooden bridges for carrying heavy vehicles, and scarcity of timber.

## Slide 9. Supporting ICH (3)

While ICH includes knowledge, skills and practices rather than products, the sale of services (e.g. healing, fortune-telling), food, craft or other products often supports the continued practice and transmission of the associated ICH.

**Example:** Croatian lace has long been sold by rural women as a source of additional income. Nowadays it is mainly sold to tourists, or bought by official institutions to be presented to high status visitors.

Lacemaking in Croatia was inscribed in 2009 on the Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity.

Croatian lace is an important component of traditional clothes in the region. At least three distinct traditions of Lacemaking in Croatia persist today, centred on the towns of Pag on the Adriatic, Lepoglava in northern Croatia and Hvar on the Dalmatian island of the same name. Pag needle-point lace was originally used to make ecclesiastical garments, tablecloths and ornaments for clothing. The process involves embellishing a spider web pattern with geometrical motifs and is transmitted today by older women who offer year-long courses. Lepoglava bobbin lace is made by braiding thread wound on spindles, or bobbins; it is often used to make lace ribbons for folk costumes or is sold at village fairs. Aloe lace is made in Croatia only by Benedictine nuns in the town of Hvar. Thin white threads are obtained from the core of fresh aloe leaves and woven into a net or other pattern on a cardboard background.

## Slide 10. Income-generation possibilities

Increasingly people wish to profit financially from ICH related knowledge and skills through access to new commercial markets. The Convention does not want to hinder development and modernization and the ODs give indications how this wish can be met without compromising the character of the ICH. Profit making ICH practices could include producing handicrafts primarily for sale to outsiders (e.g. tourists), performing ICH primarily for outsiders, or using knowledge associated with ICH elements for new purposes or designs (e.g. traditional knowledge applied to modern medicine, or using traditionally produced textiles for new purposes). Much ICH would not be viable today if there were no direct or indirect remuneration for time and other investments in its practice and transmission.

Income generating possibilities for supporting ICH include:

* Tourism
* Sale of handicraft products
* Sale of tickets to performances
* Festivals
* Competitions
* Benefit sharing agreements
* Business sponsorships
* State or other subsidy

## Example: Festival of Pacific Arts

Initiated in 1972 by the Conference of the South Pacific Commission, the Festival of Pacific Arts (FOPA) is hosted every four years by a different state in Oceania. The festival raises awareness about traditional Pacific culture, once denigrated and suppressed by missionaries in the region. Over 2,700 participants from 27 countries performed or sold services and products at the 9th festival in Palau in 2004. The festival showcases traditional song and dance forms; traditional crafts such as weaving, carving, tattooing, storytelling and healing arts also feature alongside more contemporary cultural practices such as architecture, fashion and design, film making and contemporary visual and performance arts.

No entry fees are charged, thus increasing local access to this celebration of Pacific cultural practices. The festival is financed by the host country and local businesses, with the aim of boosting the local economy through tourism and the sale of crafts. At the ninth FOPA in Palau ‘each of the 16 states of Palau earned an average of US $20.000 in sales of food and craft.’[[12]](#footnote-12)

## Slide 11. Case study: Tourism and trade associated with Taquile weaving (Peru)

As one of three permanently inhabited islands on the Peruvian side of Lake Titicaca, Taquile is home to approximately 1,900 people and is roughly three hours by boat to Puno, the nearest city on the mainland. The case of Taquile weaving demonstrates the importance of retaining community control, as far as possible, over trade or tourism associated with ICH. Until the 1950s the islanders led a relatively isolated existence. Woven products were historically produced primarily for local use, but in the late 1960s Taquileans began to sell them to outsiders, first in nearby Cuzco and then internationally. Tourism to the island of Taquile became more important as a local source of income in the 1970s. Tourism and the sale of textiles have thus created income-generating opportunities for local people, but they have led to internal stratification within a previously fairly egalitarian community, and local control over these sources of income has diminished.

Weaving has been an everyday activity of men and women living on the island of Taquile for many generations, and their hand woven textiles can be linked to historic Inca, Pukara and Colla civilizations. Produced using pre-Hispanic fourstake ground looms, the hand woven textiles are a defining characteristic of Taquilean culture. Taquile textiles include a distinctive knitted hat with an earflap *(chullo),* and a ‘calendar waistband’, a wide woven belt depicting the annual cycles connected to ritual and agricultural activities. Taquile textiles are worn by all community members, regardless of age or gender; they indicate the social and cultural characteristics of the wearer, such as marital status or social position. While contemporary symbols and images are now also used in the textiles, the traditional manufacturing techniques and styles have been maintained. In 2005 ‘Taquile and its Textile Art’ was proclaimed a Masterpiece of Oral and Intangible Cultural Heritage by UNESCO. It was inscribed on the Representative List in 2008.

In 1968 a Peace Corps volunteer helped Taquileans to start selling their textiles at the Peace Corps-sponsored consignment store in Cuzco. When this store closed, Taquileans sought other markets for their goods, both in Cuzco and internationally. During the 1980s, they established the Manco Capac Cooperative to manage two community stores selling locally woven products. By 1997, there were 270 Taquilean cooperative members representing about three quarters of the population (each member represents at least one family). The cooperative shops set prices equitably, based on the quality of workmanship and the amount of labour, while retaining 5% of the monies earned for cooperative maintenance. Private sales to tourists are prohibited, although they do occur in some cases.[[13]](#footnote-13) This method of managing income from craft sales is in keeping with islander traditions of equality and collective decision making. But although tourism contributes to the viability of the textile tradition, escalating external demand has contributed to ‘significant changes in material, production and meaning’.[[14]](#footnote-14)

Tourism has also become a source of significant income for Taquileans in recent years. Following the publication of a feature on Taquile in a popular travel guide book in 1976, tourism boomed on the island, attracting over 1000 visitors a month. Today the island receives approximately 40,000 visitors a year. After establishing a sailboat cooperative Taquileans gained a competitive advantage over mainland boat operators in the 1980s by acquiring a legal monopoly on control over docking sites on the island. When this monopoly right was removed in the 1990s, commercial tour agencies quickly took over the transport of tourists, made partnerships with individual Taquileans and introduced tour guides from outside the community. Some local people were exploited in the competitive market that ensued, while other members of the community benefited, creating greater social stratification within the community.[[15]](#footnote-15) Although Taquilean tour operators and tour guides still found employment, this undermined existing community-based decision making structures, intended to ensure that tourism benefits were spread reasonably equally among Taquileans.

Tourism and the sale of Taquile textiles have brought income and educational opportunities to Taquileans. This has reinforced community identity and pride among Taquileans. It has also raised awareness about Taquilean ICH more generally and has helped to challenge the racism often experienced by indigenous groups such as the Taquileans.[[16]](#footnote-16) New markets for Taquilean woven products have helped to sustain the traditional practice of weaving, although designs have also changed to respond to these new markets. Community-run cooperative enterprises have helped Taquileans retain control over the benefits generated by tourism and textile sales, although these cooperatives have not always withstood external competitive pressures. Where Taquileans have been able to retain control over tourist transport and the sale of textile products, they have been able to maximize community income and ensure more equitable benefits to community members.

**Further information**

Taquile weaving, inscribed in 2008 on the Representative List: <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00011&RL=00166>

R. Mitchell and P. Eagles, 2001. ‘An Integrative Approach to Tourism: Lessons from the Andes of Peru’. Journal of Sustainable Tourism, 9(1): 4-28. <http://www.ahs.uwaterloo.ca/~eagles/documents/MitchellandEagles.pdf>

C. Cheong, *Sustainable Tourism and Indigenous Communities: The Case of Amantaní and Taquile Islands*, University of Pennsylvania, 2008. <http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1100&context=hp_theses>

E. Zorn, Weaving a Future: Tourism, Cloth & Culture on an Andean Island, Iowa City, University of Iowa Press, 2004.

E. Zorn and A. Ypeij 2007. *Taquile: A Peruvian Tourist Island Struggling for Control,* European Review of Latin American and Caribbean Studies 82, April 2007, p.119-128 <http://www.cedla.uva.nl/50_publications/pdf/revista/82RevistaEuropea/82-Ypeij&Zorn-ISSN-0924-0608.pdf>

## Slide 12. Risks

New income-generating possibilities also bring risks with them. One of the most significant impacts of listing on the World Heritage List has been a considerable increase in tourist visits to World Heritage Sites. In some cases this has benefited the local economy, in other cases it has mainly benefited large tourist companies located outside the country. In some cases increased visitor numbers have enabled better conservation and management of the site, but in other cases tourists have not been well managed and the site has been degraded.

The Convention is not against income generation relating to the practice and transmission of ICH. But it is concerned about how we define the risks facing ICH elements from income generation pressures, whether the ICH is on the Lists of the Convention or not, and how we balance them with an understanding of the benefits of new income-generating opportunities.

The challenge when introducing new income-generating possibilities into the practice and transmission of ICH is to ensure:

* That they do not impair the viability of the ICH - in other words that the ICH continues to have function and meaning for the communities and groups concerned,
* That income generated benefits those who practise and transmit the ICH, and
* That the practice and the transmission of the ICH concerned remains compatible with sustainable development.

The risks facing intangible heritage from ill-advised income-generating activities are diverse. They include:

* Threats to essential characteristics and the viability of the ICH concerned, such as:
  + Freezing of the ICH (loss of variation, creation of canonical versions, and consequent loss of opportunities for creativity and change);
  + Loss of function and meaning of the ICH for the communities and groups concerned;
  + Decontextualization of the ICH (isolation from its usual context); and
  + Misrepresentation of the ICH and communities (reworking or simplification of the meaning of the ICH for outsiders, representation of the communities concerned as ‘stuck in the past’);
* Misappropriation of the ICH (the state, tour operators, researchers, or other outsiders seeking benefit from use of or access to the ICH without prior informed consent of the communities concerned);
* Over-exploitation of natural resources; and
* Inequitable income distribution within the community (or between community members and outside partners) from benefits acquired through exploitation of communally-held ICH.

Some of these risks and possible mitigations are illustrated in the following case study:

## Slide 13. Case study: Commercialization of Traditional knowledge about *Hoodia Gordonii* as an appetite suppressant (South Africa and Namibia)

The Hoodia case study highlights the commercial potential of traditional knowledge and the economic possibilities for community development offered by benefit-sharing agreements. Research groups and pharmaceutical companies seeking to exploit traditional knowledge for commercial gain can be encouraged towards ethical practice through media pressure even where legal protection for community-held intellectual property rights is not yet in place. But even when benefit sharing agreements have been negotiated, this does not guarantee that communities will benefit, financially or otherwise, from the commercialization of their traditional knowledge.

The hunger-appeasing properties of the *Hoodia Gordonii* plant were known to the San (Bushman) communities in southern Africa for many centuries, and were documented in botanical literature as early as the eighteenth century. After ten years of research, in the mid 1990s the Council for Scientific and Industrial Research (CSIR), a state-funded organization in South Africa, identified the pharmacologically active component of Hoodia, which they named P57, and filed several patents on it in South Africa and elsewhere. The CSIR then signed a worldwide licensing agreement for the development of Hoodia related products with a British company, Phytopharm plc.[[17]](#footnote-17) Phytopharm did further work on P57, and finally entered into an agreement with Unilever in 2004 to produce an appetite-suppressing drug based on Hoodia.

In undertaking this work, the CSIR failed to acknowledge or consult the San people whose traditional knowledge had led to the discovery of P57. In 2001 Richard Dixey, chief executive of Phytopharm, stated that ‘the people who discovered the plant had disappeared’.[[18]](#footnote-18) Biowatch, a South African NGO that had been monitoring this issue, was assisted by Action Aid (an international development charity) in bringing the story to the attention of the international media. The CSIR and Phytopharm, under mounting pressure about claims of bio-piracy, began negotiations with representatives of the San community. In 2002, following these negotiations, a Memorandum of Understanding (MOU) was reached between the CSIR and the South African San Council. The MOU recognized that the San were the bearers of the traditional knowledge on the human uses of Hoodia.

This MOU later played a central role in the formulation of a benefit-sharing agreement between the CSIR and the South African San Council in 2003. The terms of this agreement stated that the CSIR would pay the San eight percent of all milestone payments from Phytopharm, as well as six percent of all royalties that the CSIR received once the drug was commercially available. ‘Milestone payments are subject to agreed technical performance targets of P57 during its clinical development over the next three to four years, and royalties are based on sales which were not set to commence before 2008.’[[19]](#footnote-19)

San community representatives agreed that San structures should ‘actively strive to ensure that a clear majority of funds received should reach and benefit San communities’, with a maximum of 20% to be spent on organization and administration. The San Hoodia Benefit Sharing Trust was established to manage the funds from the CSIR agreement.

The publicity around the drug led to many copycat products that infringed the patent. It also led to unsustainable harvesting of the plant in the wild and the plant was inscribed in Appendix II of the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Flora and Fauna (CITES, 2004). In spite of CITES controls, plantations of Hoodia sprang up in other parts of the world. This led to a drop in the market for commercially produced Hoodia from southern Africa by 2009. The San were not involved in the commercial farming of Hoodia and there were few non-monetary benefits from the CSIR agreement, such as capacity building or seed funding for farming enterprises. In 2007 South African farmers growing *Hoodia* as a raw material for the herbal and dietary supplement market negotiated another benefit-sharing agreement with the San, based on a levy on exported *Hoodia*. However by 2009 no payments had been made because of problems calculating export figures for Hoodia.[[20]](#footnote-20)

In a further complication, Unilever withdrew from the Phytopharm licensing agreement in 2008, and abandoned plans to develop Hoodia as a functional food, citing concerns about safety and efficacy. By October 2010, therefore, the San had received only US$100,000 from their benefit-sharing agreement with the CSIR, a tenth of the projected profit. Their organizational structures have struggled to deal with even this modest financial benefit. Another indigenous group, the Nama, has claimed that they should also benefit from the commercialization of the indigenous knowledge about the Hoodia plant. There were also problems interfacing between the organizations and the various agreements they had drawn up around community benefits from Hoodia commercialization in South Africa and Namibia.[[21]](#footnote-21)

Rachel Wynberg, a researcher who helped raise the profile of the case in the international media, believes that bio-prospecting generates unrealistic expectations in communities. She suggests that bio-prospecting ‘is more likely to build scientific and technological capacity than it is to alleviate poverty or improve biodiversity conservation’.[[22]](#footnote-22)

San community members have mixed views on the benefits of the commercialization of their knowledge of the Hoodia plant as an appetite-suppressant. In interviews done with them a few years after the agreement was signed, many felt that they had not been properly informed about the benefits by their representatives on the San Hoodia Trust and other organizations.[[23]](#footnote-23) Most of the San community were prepared to commodify their knowledge, especially as they are a socially and economically marginalized community; but they also continue to value their medicinal plant knowledge for their own symbolic, supernatural and ritual reasons. To some extent, the commercialization of the plant has changed this meaning for them.

The San consider Hoodia to be one of their most important plants - a ‘life force’ giving food, water and energy, but also representative of ‘the old days when we could still go on hunting trips and collect food in the veld’ [on the open plains]. They feel that they power of the plant is linked to its natural habitat, something that is lost when it is cultivated commercially in containers. One community member said:

When you eat the Hoodia you can feel the supernatural powers coming from above. When you smell the Hoodia and taste it on your tongue you will feel how it stimulates you, how it controls your hunger, how it gives you power and energy […]. When you eat the Hoodia in the veld you can enjoy the powers of the plant. When I notice some symptoms of cancer, I eat the plant, I talk to the plant; the plant gives me new power and energy and in return I can give all the bad energy back to the plant; the plant knows how to deal with these bad energies. […] You cannot experience these powers and energies of the Hoodia in pills; we gave the power away for money. Everything what we had here is gone because we traded the supernatural powers for money ... The Hoodia enjoys life and that is how it gets its forces, you will never get these forces by cultivating the Hoodia.[[24]](#footnote-24)

The San thus find it difficult to understand how the pill can achieve the same effect as the wild plant, and believe that some other agents are added to it. They feel as though they have lost something through the commodification process. The commodification of the Hoodia is thus viewed by the San as another example in the historical process of marginalising their culture and way of life.[[25]](#footnote-25)

**Further information:**

Barnett, A. (2001) *Pharmaceutical firms stand accused of once again plundering native lore to make fortunes from natural remedies* The Observer (Sunday June 17th): <http://www.guardian.co.uk/world/2001/jun/17/internationaleducationnews.businessofresearch>

Hoodia Scam October 20, 2010: <http://hoodia-scam.com/2010/10/the-san-people-are-mentioned-in-hoodia-ads-who-are-they/>

Nutraceuticals World, September 2005: <http://www.phytotradeafrica.com/downloads/hoodia-article-sept-NW.pdf>

Secretariat on the convention of biological diversity: <http://www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-38-en.pdf> Access and Benefit Sharing in Practice, p.23.

Vermeylen, Saskia (2008) From life force to slimming aid : exploring views on the commodification of traditional medicinal knowledge. Applied Geography, 28 (3). pp. 224-235; http://eprints.lancs.ac.uk/28093/1/commodification\_of\_traditional\_knowledge.pdf

Wynberg (R.) & Chennells (R.), Green Diamonds of the South: An Overview of the San- Hoodia Case, in: Wynberg (R.) et al., (eds.), Indigenous Peoples, Consent and Benefit Sharing: Lessons from the San-Hoodia Case, Heidelberg, Springer Science+Business Media B.V. 2009,Springer, 2009, pp. 89-124.

Wynberg (R.) e.a., (eds.), Indigenous Peoples, Consent and Benefit Sharing: Lessons from the San-Hoodia Case, Heidelberg, Springer Science+Business Media B.V. 2009.

Wynberg, R. (2010) *Hot Air over Hoodia* – Grain.org Seedling Publication October 2010 - <http://www.grain.org/seedling/?id=704>

Wynberg (R.), Rhetoric, realism and benefit sharing: use of traditional knowledge of Hoodia species in the development of an appetite suppressant. *The Journal of World Intellectual Property, 7* (6),2004, pp. 851–876. <http://www.biowatch.org.za/pubs/wjip.html>

WIPO – Hoodia Plant Case Study: <http://www.wipo.int/export/sites/www/academy/en/ipacademies/educational_materials/cs1_hoodia.pdf>

## Slide 14. Warning

The Operational Directives discuss the importance of helping to mitigate risks to the viability of ICH, particularly with regard to awareness raising (covered in session 5.5) and commercialization.

OD 102 urges States Parties to ensure that awareness-raising activities will not threaten the viability of ICH through over-commercialization or unsustainable tourism.

An example of unsustainable tourism might be a situation in which tour companies or community members allow too many tourists to visit a sacred site on community-owned land, damaging the environment and making it unsuitable for the ritual activities that used to be performed there. Raising awareness about an ICH form may increase tourist audiences for songs, festivals and dances, for instance, to such an extent that participation by local community members may become difficult or impossible. It may also lead to the staging of truncated performances of the element for tourists, performed outside the usual community context for financial gain alone. If these performances are the only ones that continue to be staged, the element would be deprived of its former meaning and function within the community.

|  |  |
| --- | --- |
| OD 102. | All parties are encouraged to take particular care to ensure that awareness-raising actions will not:  ...  (e) lead to over-commercialization or to unsustainable tourism that may put at risk the intangible cultural heritage concerned. |

## Slide 15. Be Careful

Commercial activity can threaten the viability of ICH (OD 116) as well as promote it. If, for example, a carving tradition becomes commercialized and the products are created purely for sale to tourists and the export market, the ICH associated with the carving tradition may be lost. The carved forms may lose any meaning to the community as they are adapted to tourist demands. Fixed production lines may lead to the ‘freezing’ of designs, and competing with cheap imported imitations may affect the quality of local carvings reaching the market.

|  |  |
| --- | --- |
| OD 116. | Commercial activities ... and trade should not ... threaten the viability of the intangible cultural heritage... |

## Slide 16. Warning

Finally, the ODs warn against ‘commercial misappropriation’, inequitable relationships between communities and their commercial partners, and ‘distort[ing] the meaning and purpose of the intangible cultural heritage for the community concerned’.

Where there is theft of intellectual property and profiteering by commercial interests at the expense of ICH practitioners and the communities concerned, the benefits from commercialization do not assist in safeguarding the ICH, and may in fact threaten the practice and transmission of it.

|  |  |
| --- | --- |
| OD 117. | Particular attention should be paid to avoiding commercial misappropriation, to managing tourism in a sustainable way, to finding a proper balance between the interests of the commercial party, the public administration and the cultural practitioners, and to ensuring that the commercial use does not distort the meaning and purpose of the intangible cultural heritage for the community concerned. |

## Slide 17. Mitigating risks

If risks to the viability of ICH are not mitigated, the ICH might cease to be practised as living heritage although performances or products may continue to be produced for tourists or other outsiders purely for commercial reasons. If the communities concerned wish this to be the case that is their choice, but if the element concerned no longer has another, not purely commercial, meaning for those communities, the element would no longer be regarded as ICH in terms of the Convention. In some cases, where an element can no longer be revitalized as part of the living heritage of a group, the choice may be between continuing an ICH practice as a purely commercial venture, or letting it die completely.

The object of the Convention is to safeguard the ICH, where the communities, groups and individuals concerned wish to do so. To mitigate against risks to viability that may occur when implementing safeguarding measures, the Convention and the Operational Directives insist, inter alia, on:

* Community participation and consent (Article 11.b, 15);
* Capacity building, including ‘training communities, groups or individuals in the management of small businesses dealing with intangible cultural heritage’ (OD 82, 107, 155);
* Consultative mechanisms that include NGOs, experts and centres of expertise (OD 80) who can help to predict or identify problems;
* Risk assessment, monitoring and evaluation (OD 116); and
* Legal frameworks and codes of ethics for safeguarding ICH and raising awareness (OD 103, 105, 107), including ‘ensuring the rights of communities, groups and individuals concerned are duly protected when raising awareness about their heritage or engaging in commercial activities’ (OD 104).

As the Convention and its ODs imply, the ideal scenario is one in which:

* ICH is safeguarded without ‘freezing’ or misrepresentation (OD 102);
* Communities concerned are the primary beneficiaries of any commercial activities (OD 116);
* The interests of ICH practitioners, the public administration and the commercial sector are properly balanced (OD 117); and
* Commercial activity or awareness-raising supports rather than distorts the meaning and purpose of the intangible cultural heritage for the community concerned (OD 102, OD 117)

|  |  |
| --- | --- |
| OD 116. | Commercial activities that can emerge from certain forms of intangible cultural heritage and trade in cultural goods and services related to intangible cultural heritage can raise awareness about the importance of such heritage and generate income for its practitioners. They can contribute to improving the living standards of the communities that bear and practice the heritage, enhance the local economy, and contribute to social cohesion. |

### Examples of mitigations

* Putting on specially-adapted performances for outsiders, such as those at festivals or theatres, in parallel with traditional performances within the community;
* Limiting numbers of outsiders permitted to visit areas where secret or sacred forms of ICH are practised, and/or limiting access to documentation about it;
* Training community guides to explain to outsiders about the meaning of the ICH they will be confronted with and how to (inter)act with it;
* Discussing within the community what constitutes acceptable use of ICH elements for commercial purposes, and what does not – and trying to keep collectively to agreements reached (if they are reached, that is).

## Slide 18. Protecting Intellectual property rights

The [Convention](http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=en&pg=0006) focuses on safeguarding the intangible cultural heritage – that is on ensuring its continuous recreation - rather than on legally protecting specific manifestations of ICH through intellectual property rights, which at the international level falls mainly within the field of competence of the World Intellectual Property Organization (WIPO).

Intellectual property (IP), very broadly, means the legal rights that result from intellectual activity in the industrial, scientific, literary and artistic fields. For example, if you write a novel, you are entitled to receive royalties from the publication and sale of that novel, or from it being turned into a film. Countries have laws to protect intellectual property for two main reasons:

* To protect the moral and economic rights of creators in their creations (i.e. to allow you to be acknowledged and rewarded as the author of your novel) and the rights of the public in access to those creations.
* To promote creativity and the dissemination and application of its results (e.g. if you will be rewarded from writing a book, you may be more likely to do so; sharing knowledge is beneficial to society) and to encourage fair trading which would contribute to economic and social development (i.e. making sure that the rewards of writing the book go at least partly to the author).[[26]](#footnote-26)

Where commodification is associated with ICH practices, ‘the focus of attention should be on the empowerment of those who want to use their traditional knowledge and resources to improve their livelihood. Empowering communities in this way may mean recognizing that for them, IKS [indigenous knowledge systems] may have not just commercial value but also cultural and symbolic value.’[[27]](#footnote-27)

|  |  |
| --- | --- |
| OD 104. | States Parties shall endeavour to ensure, in particular through the application of intellectual property rights, privacy rights and any other appropriate form of legal protection, that the rights of the communities, groups and individuals that create, bear and transmit their intangible cultural heritage are duly protected when raising awareness about their heritage or engaging in commercial activities. |
| OD 116. | Commercial activities ... and trade should not ... threaten the viability of the intangible cultural heritage, and all appropriate measures should be taken to ensure that the communities concerned are their primary beneficiaries. Particular attention should be given to the way such activities might affect the nature and viability of the intangible cultural heritage, in particular the intangible cultural heritage manifested in the domains of rituals, social practices or knowledge about nature and the universe. |

## Case studies:

The following case studies give examples of community-based initiatives to promote ICH safeguarding and sustainable economic development.

### Case study: Sustainable Community-based tourism raises awareness about local ICH: the Runa Tupari initiative (Ecuador)

‘*Runa* *Tupari* Native Travel’ (*Runa* *Tupari* means ‘meeting the indigenous people’ or ‘meeting the Indians’) is a sustainable community tourism project run by rural farmers in Ecuador.[[28]](#footnote-28)

‘*Runa* *Tupari* Native Travel’ is an initiative of the Union of Peasant and Indigenous Organizations of the Cotacachi Canton (UNORCAC: Unión de Organizaciones Campesinas Indígenas de Cotacachi)[[29]](#footnote-29) in Ecuador. UNORCAC was founded in 2001 by members of a number of different rural communities in the canton, and aims to improve their socio-political standing and address their basic needs (education, health, infrastructure, food). UNORCAC won the Equator Prize in 2008 for its outstanding community-based efforts to reduce poverty through the conservation of biodiversity.[[30]](#footnote-30)

Runa Tupari works with rural families in the Morochos, Santa Bárbara, La Calera and Tunibamba communities in the Cotacachi canton. The project received financial assistance from Dutch NGO Agriterra[[31]](#footnote-31) in its initial two year period (2001 - 2003), but soon became self-sustainable. *Runa Tupari* offers home-stay accommodation with small scale local farmers, who provide food and lodging for visiting tourists. Local farmers and landowners constructed guesthouses for this purpose using traditional materials and methods, reinforcing traditional building practices. The farmers teach visitors about the traditional lifestyle of the Indian family, including the tending of the domestic garden and food preparation. *Runa Tupari* also offers tours of the region, and showcases the ICH of local communities. One tour, the ‘Indian Village tour and Cuicocha Lake’, shows visitors the traditional ways in which local communities make mats from the ´totora plant´, Andean musical instruments, and ponchos. Local people are employed at the travel agency and about 25 of them have been trained in tour-guiding, basic ethno-botany, bird-watching and English. Tour guides are licensed by the Ministry of Tourism.

The project has been very successful, and visitor numbers have shown strong growth. The project has faced some challenges: the tourist trade is highly seasonal and some tourists make impractical demands on home-stay hosts. The project also faces problems of additional waste management associated with the home-stay lodges.Nevertheless, tourism brings much needed employment to the local community, providing income for farmers and their families. The project develops local business expertise and provides training in other valuable skills such as tour-guiding.

Such projects do not only contribute to socio-economic development and the development of new skills within the community. They contribute to social cohesion as local people use traditional skills (such as lodge building) and work together to show visitors their natural environment and cultural practices. This fosters renewed understanding, awareness and appreciation of their ICH both within the community and among visitors.

**More information**

Agriterra - <http://www.agriterra.org/en/text/about-agriterra>

Agriterra – *Solutions: Our Cycle of Co-operation* - <http://www.agriterra.org/assets/uploads/15068/solutions_agriterra_en.pdf>

Runa Tupari Native Travel - [www.runatupari.com/](http://www.runatupari.com/)

UNORCAC homepage - <http://unorcac.nativeweb.org/>

### Case study: New markets revitalize the production of traditionally-made Ugandan bark cloth

Bark cloth, traditionally made from the bark of a rare species of fig tree known locally as Mutuba, has been produced since the 13th century by the Buganda people of what is now southern Uganda, and also in the kingdoms of Bunyoro, Busoga and Tooro.

The bark is sustainably harvested in strips from the Mutuba trees, pounded flat with special mallets, stretched and then dried in the sun. Trees are protected after the harvest using a banana leaf wrapping applied to the trunk. From a 1.5 m2 piece of bark, a 3-4 m2 bark cloth sheet can be obtained. Bark cloth has traditionally been used in a wide range of household contexts, as curtains, bedding and mosquito netting. It is also a medium of exchange, given by peasants as payment to local chiefs. Bark cloth is widely used for clothing, worn in a sarong style by both men and women, as well as in burial ceremonies and the coronation of kings. In the latter case the bark cloth is dyed to highlight the higher social status of the king.

The introduction of cotton cloth to Uganda by Arab traders in the nineteenth century and growing urbanization in Uganda during the twentieth century led to a reduction in the use of bark cloth. Producers of bark cloth in Uganda have a low social status, although theirs is highly specialized work. Bark cloth making was thus devalued, and not considered an attractive career option by young Ugandans. However, recent decades have seen a revival in the use of the cloth and its local status was boosted by international recognition.

In 2005 the tradition of bark cloth making was proclaimed as a Masterpiece of the Oral and Intangible Heritage of Humanity by UNESCO. In December 2007, a two year pilot project was launched to revitalize and safeguard the practice of bark cloth making in Uganda, within the framework of the UNESCO/Japan Funds-In-Trust for the ‘Preservation and Promotion of the intangible Cultural Heritage’.[[32]](#footnote-32)

Some of the safeguarding activities implemented as part of this project were:

* Documenting the suitable types of Mutuba trees and their use;
* Planting Mutuba trees to ensure the availability of raw materials in the future;
* Training young people in the production of bark cloth;
* Developing a museum visitor programme, particularly for schools;
* Exploring possibilities for obtaining legal protections such as a trademark for bark cloth;
* Encouraging the use of bark cloth in craft production;
* Establishing a certification process in the national vocational education system to recognize the skills of bark cloth making; and
* Informing the general public about bark cloth making through radio programmes, a museum exhibition and a brochure.

The project successfully planted a number of Mutuba trees, although some were damaged by drought. A museum visitor programme was created, thus raising awareness of the importance of the ICH element. More young people were trained in bark cloth making and it was incorporated into the vocational curriculum. The project, however, did not lead to a large-scale sustainable revitalization of the tradition in the area concerned. One of the problems was that Mutuba trees were slow to generate income from bark cloth making, compared to other cash crops. Also, since bark cloth has been traditionally linked to death, new products made from bark cloth are still difficult to sell in Uganda.

In a separate initiative, a Ugandan design company, Royal Bark Cloth Designs (RBCD), founded by Sara Katebalirwe, has now used bark cloth in contemporary designs. RBCD has partnered with a Dutch design firm to make and market a range of bark cloth products including handbags, cushion covers and laptop sleeves. RBCD strengthens the bark cloth in innovative ways to make a stronger fabric. Products are designed for the export market and also sold as corporate gifts in Uganda. RBCD employs approximately 60 artisans, many of whom are single mothers. It generates income for local producers and designers as well as for local farmers who produce the bark cloth.

Because of this business initiative Ms Katebalirwe was a finalist in the Cartier Women’s Initiative 2010, a business award for projects characterized by creativity and social impact. Katebalirwe is also lobbying the Ugandan government to promulgate geographical indications legislation and certify Ugandan bark cloth.[[33]](#footnote-33)

RBCD products can create broader international awareness of traditional skills and knowledge used in bark cloth making while contributing to innovation in the use of traditional materials. The business also provides sustainable income for local farmers, cloth manufacturers, designers and craftspeople.

The marketing of Ugandan bark cloth encourages the transmission of the knowledge and skills for traditional bark cloth manufacture within the communities concerned.

**More information**

Sara Katebalirwe, Bark Cloth From Uganda as a Potential GI Product’, ACP-EU Seminar Cape Town, 10th-11th May 2010: <http://tradecomacpeu.com/resources/files/42/bark-cloth-from-uganda.pdf>

UNESCO, Uganda National Commission to UNESCO – *Revitalisation of Bark Cloth Making in Uganda:* [*http://www.google.ie/url?sa=t&source=web&cd=7&ved=0CE0QFjAG&url=http%3A%2F%2Fwww.unesco-uganda.ug%2Findex.php%3Foption%3Dcom\_docman%26task%3Ddoc\_download%26gid%3D14%26Itemid%3D73&rct=j&q=unesco%20barkcloth&ei=NIT\_TK7hKMWwhQeXzp3RCw&usg=AFQjCNEG7PStLKZWR9W4jHlkn6zSQz\_h5g&sig2=s-T\_Uyi7euGPj-ueFeO04Q*](http://www.google.ie/url?sa=t&source=web&cd=7&ved=0CE0QFjAG&url=http%3A%2F%2Fwww.unesco-uganda.ug%2Findex.php%3Foption%3Dcom_docman%26task%3Ddoc_download%26gid%3D14%26Itemid%3D73&rct=j&q=unesco%20barkcloth&ei=NIT_TK7hKMWwhQeXzp3RCw&usg=AFQjCNEG7PStLKZWR9W4jHlkn6zSQz_h5g&sig2=s-T_Uyi7euGPj-ueFeO04Q)

UNESCO: <http://www.unesco.org/archives/multimedia/index.php?s=films_details&id_page=33&id_film=641>

Cartier Woman’s Initiative awards Website: <http://www.cartierwomensinitiative.com/site/modulefinaliste/detail/Sara-Katebalirwe/128.html>

Watatu Online Store - <http://www.watatu.se/information.php?info_id=34>

# IMP 5.10 Plan de cours : Bonnes pratiques de sauvegarde

|  |
| --- |
| **Titre de l’activité : Mise en œuvre de la Convention 5.10 –** **Bonnes pratiques de sauvegarde** |
| Durée : 3 heures |
| Objectif(s) :  Illustrer par des études de cas ce qui caractérise les meilleures pratiques de sauvegarde, et identifier leurs bons aspects :   * La participation des communautés et leur consentement * L’implication des autres acteurs concernés * L’environnement légal/institutionnel * L’accent sur la pratique continue et la transmission * L’identification de la viabilité, des menaces et des risques * Les stratégies multiples visant à traiter les menaces * Le suivi et l’évaluation |
| Description :  IMP Présentation 5.10  Exercice : On demandera aux participants, environ 6 personnes en groupe, de proposer un ensemble cohérent de mesures de sauvegarde visant à la sauvegarde d’un élément spécifique. |
| Documents de référence :   * Présentation 5.10 et narratif * Document 5.10.1 – Exemples de mesures de sauvegarde * Document 5.10.2 – Mesures de sauvegarde des Voladores * Fiche 5.10 – Développer des mesures de sauvegarde |

# IMP 5.10 Presentation: Good safeguarding practices

|  |  |
| --- | --- |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

# IMP 5.10 Narrative: Good safeguarding practices

NOM 5.13 plus new case studies.

Exercise: Instead of developing safeguarding measures for an element they have identified (as in NOM 5.13) each group of participants should enumerate and discuss the safeguarding measures identified in one of these case studies. They may identify new or alternative safeguarding measures that could be considered by the communities or groups concerned.

### Slide 1. Title

### Slide 2. In this presentation

* What are safeguarding measures?
* Examples of safeguarding measures
* Developing safeguarding measures

The presentation will provide a brief introduction to safeguarding measures and plans. The session will provide an opportunity for discussion of some examples of safeguarding measures before a discussion of the more detailed case study of the Voladores ceremony (Mexico). The case study will be used to illustrate the connection between threats and safeguarding measures, and the importance of involving the communities concerned.

After a brief discussion about the development of safeguarding measures the participants, in their groups, will use their worksheet (Worksheet 5.13 – safeguarding measures) to develop safeguarding measures for their own element.

### Slide 3. Safeguarding concepts

To recap what was discussed in above,

* Safeguarding means ensuring the viability of the ICH (article 2.3 of the Convention), i.e. ensuring continued enactment and transmission by people.
* Safeguarding measures are required as part of the nomination files submitted to the Lists of the Convention.
* Not all intangible heritage should be – or indeed can be – safeguarded, or revitalized. For instance, if ICH elements are no longer considered relevant or meaningful by the community or group concerned, safeguarding efforts will most probably be fruitless. Such elements may be recorded before they cease to be practised, for study and for the sake of memory.

### Slide 4. Safeguarding measures

Safeguarding measures may be initiated and/or implemented by the communities and groups concerned or by individual community members, as well as by NGOs, specialized institutions and researchers, government agencies, or local institutions. The most promising safeguarding initiatives start at the community level and are aimed at mitigating threats to the viability of the ICH. In many successful safeguarding examples recorded to date, the initiative was taken by individuals who were worried about the erosion of aspects of an element and mobilized themselves and others in their communities, often without outside support.

The Convention (article 15) and the Operational Directives (157e) strongly encourage the participation of practitioners and other tradition bearers, i.e. those who practise and transmit the element, in the elaboration and execution of safeguarding measures.

Safeguarding measures should, if possible, be presented as a coherent set of measures (i.e. as a plan). However, sometimes a single measure can do wonders. It is seldom possible to anticipate all the positive and negative effects of safeguarding interventions. Safeguarding measures should thus be frequently reviewed and assessed, and amended where necessary.

Safeguarding measures take many forms and are as varied as the threats and dangers to seek to counter. Should one wish to classify them, then one may use the non-exhaustive list of measures mentioned in article 2.3 of the Convention, which includes identification, documentation, research, preservation, protection, promotion, enhancement, transmission, particularly through formal and non-formal education, as well as revitalization (article 2.3 of the Convention).

These measures are defined more fully in the Glossary (Handout 5.3). Participants should be invited to review the Glossary.

### Slide 5. Kinds of Safeguarding measures

Handout 5.13.1 (examples) details a number of measures used for safeguarding elements in the following broad categories:

* Identifying and defining the ICH
* Supporting continued enactment and transmission of the element
* Creating an enabling legal and administrative environment
* Raising awareness about the value of ICH
* For all activities, risks and benefits of promotion and safeguarding have to be balanced.

The facilitator can choose some of these measures for participants to read out in class. Participants should be encouraged to discuss the likely effects of some of these measures in class.

Now the participants will discuss a more detailed example of a safeguarding plan:

### Slide 6. The Voladores ceremony

This element was inscribed on the Representative List in 2009.

The Ritual Ceremony of the Voladores (‘flying people’), originating in pre-colonial times, was once practised by various Mesoamerican communities and groups over a wide area in Middle America. Today it has become particularly important to the Totonac in Mexico. If the full traditional ritual is performed, in preparation for the ceremony itself a tree is cut down, transported, ritually prepared and erected in a central area. Preparatory rituals, including offerings to Mother Earth, are performed to help establish connections between the natural and supernatural world. Those who will participate in the ceremony undergo physical and spiritual preparation. During the ceremony, five men climb the pole, which is 18 to 38 meters high. While one of them dances at the top playing the flute and drum, the others swing from the pole on ropes, turning around the pole and mimicking flight. Although there are many variations to the ceremony, it was, and often still is, in essence, a ritual to establish communion with the gods and ensure the fertility of the earth. Itis therefore held during various celebrations and festivities, such as patron saint festivities, carnivals, solstices and equinoxes, festivities surrounding the Day of the Dead, and in ceremonies associated with the sowing and harvesting of crops.

The element is a vibrant one, but like much ICH faces various threats. It is currently threatened by, among other things:

* One part of the ceremony being performed only (for tourists),
* Declining availability of trees for wooden poles, and
* Loss of the ritual and spiritual dimensions of the ceremony

More information about the element can be found in the Handout (5.13.2) and the nomination file, and on Wikipedia:

<http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00011&RL=00175>

<http://en.wikipedia.org/wiki/Danza_de_los_Voladores_de_Papantla>

### Slide 7. Threats to viability – 1

The flight of the Voladores around the pole is the climax of the ceremony and in performances for tourists only this part of the ceremony is enacted, as an acrobatic spectacle. The ceremony is thus now often shortened, and presented outside the traditional community setting and calendar.

### Slide 8. Threats to viability – 2

Poles for the ceremony need to be cut down in the forest and ritually prepared and erected in order to establish communion with the gods and ensure the fertility of the earth. Unfortunately, due to deforestation the special tree that was formerly used for the poles is often not widely available and fixed metal poles are used instead. This results in loss of some of the ritual dimensions of the ceremony, and affects its significance to the local community.

### Slide 9. Threats to viability – 3

Ritual preparations before the ceremony ensure it has deeper spiritual associations for the community concerned, creating connections between the natural and supernatural world so the participants may establish communion with the gods and ensure the fertility of the earth. Because the ceremony is becoming commercialized, the observance of these rituals is decreasing, especially among groups of professional ‘flyers’ who have not undergone the proper training as Voladores.

### Slide 10. Voladores safeguarding measures

As in any good safeguarding strategy, the Totonac communities and Voladores groups concerned have played an important role in formulating and implementing safeguarding measures to address these threats. Meetings of Voladores have been convened with the help of local government and NGOs so that they can discuss these problems and formulate ongoing strategies to resolve them. The Voladores groups were very clear about the need for creating more opportunities to perform the entire ceremony, including the necessary ritual preparations. Schools for Volador Children have been established to teach the full significance of the ritual, and promote transmission of knowledge within the Voladores groups. To ensure the availability of wooden poles, reforestation programs have been implemented by government in collaboration with local Voladores communities, and forest reserves have been proclaimed in some areas. The safeguarding project has benefited from strong State and NGO support.

### Slide 11. Developing safeguarding measures

In preparation for developing a set of measures for the elements they have been working on since 5.11, participants should study Handout 5.13.1 which presents a wide range of possible actions, with some short examples. Then they should use the worksheet for the development of safeguarding measures (Worksheet 5.13) and follow, as far as possible, the steps indicated there for the development of good safeguarding measures:

**Involve the communities, groups and individuals concerned in the development and implementation of safeguarding measures.** (This will not be possible in the workshop exercise of course, but should be planned for in the elaboration of any real nomination file.)

**Determine the current viability of the element**: its potential to continue to be enacted and transmitted, and to remain significant to the community or group concerned.

* + What is the current frequency of performance or enactment?
  + Are the participants happy with the current frequency or nature of practice or transmission?
  + Are enough people interested in participating?
  + Do some or all of these people still find the practice of the element meaningful, and important to their sense of identity and continuity? If so, can they explain how or why this is the case?

**Identify any threats to the viability of the element:** problems affecting the enactment and transmission of the element now.

* + What are the problems currently faced by those who wish to continue practising and enacting the element (if any)?
  + How serious are these problems or threats in affecting the viability of the element?

**Identify any future risks** to the viability of the element.

* + What could pose threats to the element’s viability in the future?
  + How widespread and serious are these problems likely to be in affecting the viability of the element?

**Determine the commitments** of the communities concerned, and any other stakeholders, to safeguarding the element.

* + What is the commitment of the people concerned to practise, transmit and safeguard the element?
  + Are there NGOs, local authorities, government ministries, individuals or others who have offered assistance?
  + Are there opportunities for funding any safeguarding activities?

**Identify and evaluate previous and current safeguarding measures (if any).**

* + Have any safeguarding measures been implemented before? If so, which ones were successful and why?

**Identify a coherent set of safeguarding measures** that address the main identified threats and risks.

* How should the threats and risks described above be addressed?
* How can opportunities and commitments be used to help safeguard the element?
* How could the communities and groups concerned be involved in planning and implementing the safeguarding measures?
* What current and previous safeguarding measures (if there are any) should be continued?
* What resources are required for each safeguarding measure to work?
* Who will implement the safeguarding measures?
* What kinds of safeguarding measures could be implemented? Take a look at examples of safeguarding measures in Handout 5.13.1.
* What will each safeguarding measure achieve?
* Which safeguarding measures are most important?
* In what order should the proposed safeguarding measures be implemented?
* How will the effects of the safeguarding activities be assessed and how will the plan be reviewed from time to time?

These are the main issues covered in the nomination file, so participants will be able to see how writing a nomination file helps them to think through the safeguarding process.

As an example of a concrete plan, participants can be referred to the Fonabal safeguarding plan in the final Fonabal sample nomination.

**The safeguarding plan**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activity** | **Stakeholders** | **Timetable** | **Cost / Needs (USD)** | **Outcomes expected** |
| 1. Coordination between stakeholders to promote the element and raise its status locally, nationally and internationally  2. Permitting fonabal ceremonies to be performed alongside government funeral facilities for Afro-Hispanic people.  3. Including fonabal in the formal music curriculum in universities and State-run schools | Fonabal First  musicians, singers, communities, researchers and government | 2011-2014 | 30,000 | The element to be recognized as the main cultural resource in the region supported by networks of performers, teachers and promoters  Young people from the Afro-Hispanic community in cities and rural areas more interested in participating in fonabal ceremonies |
| 4. Support for the teaching of fonabal chants, music and dances, formally and informally | Fonabal First  Musicians and singers  Schools of Traditional Music and Dance  Universities | 2011-2014 | 40,000  (Municipal subsidies) | More young people trained as singers and musicians |
| 5. Research on the performance of fonabal music and chants | Local universities  Afro-Hispanic youth groups | 2011-2012 | 30,000 | Better knowledge of the range and diversity of songs, chants and contexts in which fonabal is performed and publication of information about it that will be used in schools |
| 6. Traditional Music Festivals organized | Afro-Hispanic youth groups  Fonabal First | 2011- | 40,000 | Greater awareness about the element among Afro-Hispanic youth in urban environments  Increased status associated with the element  Increased opportunities for performance of fonabal music and dance in urban contexts |

## Case study: Batik

For example, Batik is a method of cloth dyeing common in Indonesia, inscribed on the Representative List in 2009. In making batik cloth, craftspeople draw designs on fabric using dots and lines of hot wax, which resists vegetable and other dyes and therefore allows selective colouring of the cloth. The techniques, symbolism and cultural practices surrounding batik-making permeate the lives of many Indonesians: infants are carried in batik slings decorated with symbols designed to bring luck, and the dead are shrouded in funerary batik. Clothes with everyday designs are worn regularly in business and academic settings, while special items are incorporated into celebrations of marriage and pregnancy, into puppet theatre and other art forms. The garments also play a central role in rituals, such as the ceremonial casting of royal batik into a volcano.

Today, because of their cost, traditional batik-making processes have been displaced to a large extent by cheaper factory-produced cloth using traditional batik motifs. Few young people today pursue traditional batik-making as a profession. Even within the group of batik practitioners, knowledge about the symbolism of batik patterns and motifs is eroding. The knowledge of how to make tools necessary for making Batik cloth, such as *canthing tulis* pens and *canthing cap* stamps, is also in danger of disappearing.

Therefore, various safeguarding measures are proposed or in process. In 2008, the Indonesian Batik Community Forum was established to facilitate communication and collaboration among batik practitioners, thus fostering skills transfer and capacity building within that group. The National Treasures system funds training and promotes awareness of the craft as a profession: skilled individuals are proclaimed as National Treasures and given some funding for training purposes. The Batik Museum Institute will carry out a training programme teaching the skills of making *canthing tulis* pens and *canthing cap* stamps.[[34]](#footnote-34) The inclusion of batik in the national inventory of intangible heritage and the nomination of batik to the Representative List has promoted awareness of the value and function of batik-making in Indonesian society.

These safeguarding measures will contribute to the viability of traditional batik cloth-making by raising awareness about the craft, by helping practitioners to build capacity among themselves and to transmit the skills to others, and by ensuring that the tools for making batik are available into the future.

## Case study: *Ahayu:da*, the Zuni War Gods

This case study shows that conservation management strategies for tangible heritage associated with ICH practices should always be prepared and implemented with the full participation of the communities concerned.

*Ahayu:da,* the war gods of the Zuni people of the southwestern United States, are carved wooden figures, usually two or three feet tall. They are believed to protect the Zuni community and ensure the prosperity of all people; in order to do this they should be exposed to the elements and allowed to gradually decompose over time. When, beginning in the late nineteenth century, some of these carvings were removed and placed in museum collections or sold on the open market, their ritual function was disrupted. When a new museum exhibition made them aware that many *Ahayu:da* had been removed, coupled with internal leadership changes and greater external willingness to hear their concerns, the Zuni began a campaign for the return of the carvings. As a result, 69 of their carvings were repatriated between 1978 and 1992.

The twin gods represented by the *Ahayu:da* carvings are created each year at the winter solstice as part of the *Shalako* blessing ceremony. The younger twin, *Ma'a'sewi,* is created by the Bear clan and the older twin, *Uyuyewi*, is created by the Deer clan. The carvings feature an abstract face, body and hands and are surrounded by feathers, prayer sticks and other offerings at the base of the body. *Ahayu:da* are linked to the initiation of new bow priests, a powerful political and religious group within the Zuni community.

*Ahayu:da* are kept in open air sacred shrines on the mesas surrounding the Zuni Pueblo tended by bow priests. The shrines are not accessible to uninitiated people. When new figures are added each year the earlier carvings must remain. The exposure of the older *Ahayu:da* carvings to the elements, and their eventual decomposition, strengthens the new *Ahayu:da*. Thus, the appropriate treatment of these ritual objects is not conservation of the fabric, but leaving them to decay naturally in open shrines.

Since the first Smithsonian Institution expedition to the Zuni Pueblo in 1879, which collected many ethnographic items including *Ahayu:da*, a number of these carvings were purchased or stolen from the shrines and placed in museums or private collections. Due to the rarity of these carvings, *Ahayu:da* fetched thousands of dollars on the open market by the late twentieth century.

By 1978, religious leaders within the Zuni community began a concerted campaign to repatriate all *Ahayu:da* to shrines in the Zuni Pueblo. They felt that the removal of the *Ahayu:da* was the reason for the suffering in the world at the time, and wished to set things to rights.

Some of the repatriation negotiations took longer than others: the Denver Art Museum returned the carvings they had within two years, but negotiations with the Smithsonian lasted over nine years. Repatriation was facilitated by the recognition in federal law that *Ahayu:da* in museum or private collections were communally owned tribal religious objects thatcannot be removed from the shrines where they are placed. Some institutions were concerned about setting legal precedents for the repatriation of objects in their collections, or breaking up a large collection by losing key items, others were focused on ensuring the professional conservation of the carvings, at least until such time as a museum could be established on the Zuni Pueblo. There was also concern, common to Zuni and museum staff, that repatriated carvings could be stolen again from unprotected shrines. Security measures were thus put in place and the carvings at all Zuni shrines were documented to prevent further thefts.

Some of the *Ahayu:da* masks acquired by the Smithsonian were copies that had never been used as part of the *Shalako* ceremony. They had been specifically made by Zuni for the anthropologist Matilda Coxe Stevenson to take back to the Smithsonian. During repatriation negotiations in the 1970s and 1980s the Smithsonian expressed the opinion that these carvings in their collection were legally-obtained copies. But Zuni leaders felt that *Ahayu:da* copies were of similar ritual significance to the real carvings and should also not be displayed in exhibitions. They thus sought the repatriation of all *Ahayu:da* and some other items of current religious significance. They were happy for other religious artefacts that were no longer commonly used by the Zuni to remain at the Smithsonian. Both sides agreed that the collection required curation that took account of Zuni cultural sensitivities. For the Zuni, for example, keeping decorated masks in museums trapped the spirit of the dance performance in the mask and the person who originally owned the mask was therefore left without a passport to enter the afterworld.

By 1992 the Zuni had successfully negotiated the return of 69 *Ahayu:da*: 54 from museums, 10 from private collections, 3 from private art galleries, and 2 from public auctions. Further repatriations were facilitated by the Native American Graves Protection and Repatriation Act (NAGPRA), passed in 1990. The Zuni were thus able to restore the carvings to shrines and allow them continue their gradual decay, restoring their ritual function and meaning.

**Further information**

T. J. Ferguson, 1990 *The Repatriation of Ahayu:da Zuni War Gods: An Interview with the Zuni Tribal Council on April 25, 1990.* Museum Anthropology 14 (2):7–14.

William L*.* Merrill, et al. 1993. The Return of the Ahayu:da: Lessons for Repatriation from Zuni Pueblo and the Smithsonian Institution – Current Anthropology, Vol. 34, No. 5 (Dec., 1993), pp. 523-567 University of Chicago Press.

Greg Johnson, ‘Tradition, Authority and the Native American Graves Protection and Repatriation Act’, Religion, 32 (4), October 2002: 355-381.

Peter K*.* Yu, 2008. *Cultural Relics, Intellectual Property and Intangible Heritage.* Temple Law Review, Vol. 81, 2008.

# 

# IMP 5.10.1 Hand-out: Examples of safeguarding measures

The development and implementation of safeguarding measures for ICH elements is a process that should be tackled with the active participation and consent of the communities, groups and individuals concerned. Ideally, safeguarding actions should be led by the communities concerned, with other agencies (if any) playing a supporting role.

Safeguarding measures will be specific to each ICH element, or group of ICH elements, and to the threats that impair their viability. Where several safeguarding measures are proposed, it may be necessary to prioritize them, as unlimited budgets for safeguarding are not generally available. Much can be achieved by the implementation of a single well-designed safeguarding measure, however, and safeguarding measures need not always be expensive to implement. Where a series of safeguarding measures are proposed or implemented, they need to form a coherent plan. The impact of safeguarding cannot always be predicted and thus needs to be constantly assessed together with the communities concerned; safeguarding measures may need regular adjustment and review.

The examples of safeguarding measures listed below are intended to give an impression of some kinds of measures that have been implemented in safeguarding projects to date. They cannot be applied blindly to the safeguarding of other ICH elements, and would need to be adapted to the specific circumstances of each element.

### Inventorying, research and documentation

Possible activities include:

* Encouraging young people from the communities concerned to document ICH elements, perhaps by interviewing older people in the community and to disseminate the resulting information.
* Helping the communities concerned conduct a regular inventory of their ICH.
* Helping the communities concerned manage an archive of information about their ICH or one or more elements thereof.
* Helping the communities concerned have access to existing archived information about their ICH that was compiled by others.
* Inviting external experts to document or record aspects of the ICH of a specific community, contributing to awareness raising and capacity building within the community, and to future safeguarding
* Mobilizing existing documentation and audiovisual recordings for revitalization projects.
* Holding meetings for information exchanges about the ICH within the communities concerned, and between community members and outside experts / researchers.

**Example:** In the late 1990s, the Austrian Academy of Sciences in Vienna collaborated with the Institute of Papua New Guinea Studies to make music, storytelling and other linguistic material recorded in Papua New Guinea in the early 1900s available to institutions and cultural centres in Papua New Guinea today. Public awareness of the availability of the material was promoted through local newspapers and radio stations. Some of the recordings documented ceremonial songs that were no longer performed – prohibited by missionaries or replaced by ceremonies from neighbouring groups. Today, these traditions are only remembered in a very fragmentary form. Local performance groups are thus using the recordings to stimulate village elders to recall performance practices of their youth, which can then be passed on to younger generations. Without these recorded examples as a starting point, such revitalizations efforts are almost impossible.[[35]](#footnote-35)

**Example:** In Fiji a cultural mapping program was initiated in 2004 by the Department of Fijian Language and Culture under the Ministry of Indigenous Affairs, and implemented through the Institute of iTaukei Language and Culture. The program aims to map traditional knowledge and expressions of culture of all communities across all of Fiji’s fourteen provinces, with a strong emphasis on the culture and traditions of the indigenous people. Among other things, the program aims at the identification and recognition of custodians of indigenous knowledge; research and documentation of Fijian culture and the creation of a database; and the inventorying of intangible cultural heritage in need of safeguarding.[[36]](#footnote-36)

### Encouraging continued enactment and transmission of the ICH

Possible activities include:

* Supporting key practitioners to transmit ICH elements to others in the community concerned, e.g. through Living Human Treasures programmes.
* Encouraging traditional contests and competitions, in particular where these were used in the past as vehicles for enactment and transmission of the element.
* Encouraging the establishment of community-based organizations to promote enactment and transmission of endangered ICH.
* Ensuring the material conditions for continued practice and transmission are met, e.g. through the continued availability of sufficient raw materials, performance spaces or tools.
* Raising awareness about the value of the element among the community concerned.
* Encouraging the establishment of community organizations to safeguard threatened ICH.
* Provision of education and training to young community members to ensure the skills are in place for continued practice of an element in cases where traditional methods of transmission can no longer guarantee its viability.
* Funding of good community-initiated safeguarding projects.

**Example:** Batik is a method of cloth dyeing common in Indonesia, inscribed on the Representative List in 2009. In making batik cloth, craftspeople draw designs on fabric using dots and lines of hot wax, which resists vegetable and other dyes and therefore allows selective colouring of the cloth. Individuals skilled in batik-making have been identified with a view to declaring them as National Treasures. In 2008, the Indonesian Batik Community Forum was established to facilitate communication and collaboration among batik community members for its safeguarding. Specialized pens are needed to make the cloth. The Batik Museum Institute will therefore carry out a training programme teaching the making of *canthing tulis* pens and *canthing cap* stamps, tools necessary to make Batik cloth, as the knowledge of how to make them has now become endangered.[[37]](#footnote-37)

**Example:** In Kenya, the Department of Culture, the National Museums of Kenya and UNESCO, in cooperation with communities in western Kenya, convened an open-air forum in Kakamega on 9 December 2008. This forum contributed to the process of reconciliation among Luhya sub-communities in Western Province after the violence and disruption following the presidential election of December 2007. More than 25 communities, led by their chiefs and representatives, participated in the event, which led to a resumption of trading activities between some of the communities. At the forum, participants observed traditional practices associated with resolution and peace-making such as the exchange of gifts (grinding stones, cloths and ornaments), sharing of a locally brewed alcoholic beverage *Busaa*, references to the *murembe* or *milembe* peace tree, and the singing of commonly known songs.[[38]](#footnote-38)

### Balancing risks and benefits of promotion and safeguarding

Possible activities include:

* Developing policies at various levels of governance on appropriate and sustainable development (including tourism) that contributes to ICH safeguarding.
* Monitoring and evaluating the effects on the viability of the ICH element of safeguarding activities, including awareness-raising, the effects of inscription on a List of the Convention, and the effects of tourism and other development initiatives.
* Taking remedial action if safeguarding and development activities pose new threats to the viability of the element.

### Creating an enabling legal and administrative environment for safeguarding

Possible activities include:

* Developing and implementing policies, legislation and regulations to safeguard ICH.
* Amending or developing legislation in the areas of intellectual property, tax, tourism and other areas to help communities continue to practise and transmit their ICH.
* Creating new institutions to aid in inventorying, safeguarding, research and capacity-building or expanding the remit of existing institutions.

**Example:** For example, Mongolia passed a Law on Culture and a State Policy on Culture in 1996, and a Law on the Protection of the Cultural Heritage in 2001. Each of these laws contains a special section on the protection of intangible cultural heritage. Institutions have also been set up in Mongolia for the inventorying of the ICH. In 1998, the National Centre for Intangible Cultural Heritage was founded by artists, and has since established a national database on ICH. In 1999, the government launched a ‘National Programme for the Support of Traditional Folk Arts 1999-2006, and various national festivals promoted ICH elements. The government is planning to establish a National Council for Identifying Intangible Cultural Heritage and its Bearers, to implement the Mongolian National Action Plan for ICH, and create a Living Treasures Programme.[[39]](#footnote-39)

Some policy directions can be developed at a regional level. Although the Intangible Heritage Convention does not deal with intellectual property rights, many communities are concerned about the intellectual property implications of inventorying and promoting their ICH.

**Example:** In December 2009 the Pacific Islands Forum launched the Traditional Knowledge Action Plan to facilitate the protection of the intellectual property associated with traditional knowledge. The Plan supports domestic implementation efforts alongside regional efforts for the ‘protection of ownership rights and the effective commercialization and economic use of traditional knowledge’. Its overarching purpose is ‘to provide an enabling environment for cultural industries to grow and contribute to economic development and improvement of livelihoods across the region’ and to thereby eradicate poverty in the region.[[40]](#footnote-40)

### Raising awareness about the value of ICH

Possible activities include:

* Providing information and audiovisual data about the ICH element for the benefit of the general public, through the media or formal education.
* Promoting awareness about the role of ICH in fostering mutual understanding and respect.

**Example:** UNESCO and the Colombian Government launched a nationwide campaign in 2002 to alert communities, civil society and scientific and governmental institutions about the importance of safeguarding Colombia’s intangible heritage. They wished to involve the general public and other stakeholders in ICH safeguarding actions and to raise support for ICH protection among policy-makers and elected officials. Activities included:

* Establishing the Intangible Heritage Committee (2004), an advisory body to Colombia’s Ministry of Culture for the formulation of policies and the elaboration of criteria for inscription on national lists;
* Organizing the First National Encounter for ICH in Medellín (September 2005), which led to the establishment of national networks and encouraged political decision-makers to support the ratification of the Convention.
* Implementing a media campaign based on the theme ‘Show Who You Are’ to raise awareness, especially among Colombian youth, on the importance of maintaining Colombia’s cultural diversity.
* Organizing five regional seminars to encourage communities, cultural agents, indigenous groups, and education and communication professionals to actively engage in safeguarding measures.[[41]](#footnote-41)

# 

# IMP 5.10.2 Hand-out: Safeguarding measures for the Ceremony of the Voladores

The Ritual Ceremony of the *Voladores* (Mexico) was inscribed on the Representative List of the Intangible Heritage Convention in 2009.

*Note: The information in this handout**draws on the nomination file for the above element as submitted to UNESCO but is not an exact replica of the safeguarding plan in that nomination file.*

### Name and brief description of the element

The Ritual Ceremony of the Voladores (‘flying people’), originating in pre-colonial times, was once practised by various Mesoamerican communities and groups over a wide area in Middle America. Today it has become particularly important to the Totonac in Mexico. In the Totonacapan region there are 33 groups of registered Voladores, 3 Voladores Schools for Children, 3 Associations of Voladores, and about 500 identified Voladores.

In preparation for the ceremony itself – if the full traditional ritual is performed – a tree is cut down, transported, ritually prepared and erected in a central area. Preparatory rituals, including offerings to Mother Earth, are performed and those who will participate in the ceremony undergo physical and spiritual preparation. During the ceremony, five men climb the pole, which is 18 to 38 meters high. While one of them dances at the top playing the flute and drum, the others swing from the pole on ropes, turning around the pole and mimicking flight. Although there are many variations to the ceremony, it was, and often still is, in essence, a ritual to establish communion with the gods and ensure the fertility of the earth. Itis therefore held during various celebrations and festivities, such as patron saint festivities, carnivals, solstices and equinoxes, festivities surrounding the Day of the Dead, and in ceremonies associated with the sowing and harvesting of crops. The most spectacular part of the tradition, flying around the pole, is also often presented outside the traditional community setting, increasingly by groups of professional Voladores using permanently erected steel poles.

### Viability

The beauty and visual spectacle of the flight stage of the Ceremony of the Voladores has contributed to its status as one of the iconic indigenous traditions of Mexico. The ceremony is still regularly practised and the requisite skills continue to be transmitted to Volador children. In spite of massive migration out of the region, the Totonac community is very eager to preserve this tradition. The elder Voladores in the community are unhappy that many ceremonies are now performed for tourists in a truncated form, omitting the cutting, selection and ritual preparation of the pole and the ritual preparations of the ‘flyers’. The Council of the Totonacapan region has supported the creation of various associations of Voladores and schools for Volador Children to aid in transmission. These efforts have been welcomed by Volador practitioners as well as the Totonac community and the number of students enrolled at the school for Volador Children has increased in recent years, demonstrating an interest in continued practice of the element.

### Threats to viability

**Declining availability of wooden poles:** The pole used in the ceremony has traditionally been made from the tsakáe kiwi tree. Deforestation in the region, caused by extensive cattle grazing, has led to a decline in the availability of the tree. In many places fixed metal poles are being used instead. The use of fixed metal poles affects the meaning of the ritual, because spiritual communion is established between the natural and supernatural world through the ritual selection and preparation of a tsakáe kiwi tree for the pole.

**Loss of the ritual and spiritual dimensions of the ceremony:** Although the full Ritual Ceremony of the Voladores is supposed to take place at specific times of the year and at special occasions, the flight stage of the Ceremony is now performed at any time, as an acrobatic act for tourist audiences. Performing only the spectacular flight stage, isolated from its ritual context, underplays its spiritual dimension and leads to a shallow appreciation of it as commercial or recreational, by participants and audiences, within and outside the community concerned. The Voladores performers in the Ceremony are supposed to mediate ritually between deities and human beings. Therefore the Voladores and the community as a whole used to go through a period of personal spiritual preparation prior to the Ceremony to ensure a positive outcome. As ‘professional’ performers emerge to serve the tourist market they focus on the flight part of the ceremony and hence on physical rather than mental preparation. They may therefore fail to learn some of the traditional techniques for avoiding injury.

**Insufficient information available about the ceremony:** Young people who live in the area lack good information on the ceremony and its traditional function within their communities. In addition, many young people are migrating elsewhere. Those who remain need to be encouraged to support the ceremony, appreciate its value and function within the community, and learn to participate in it as audience members and performers.

### Previous safeguarding measures

Associations of Voladores have been communicating with each other and with government officials, discussing the problems they face and possible solutions, to help safeguard the ceremony. Voladores elders and practitioners have been actively involved in transmitting their skills through traditional apprenticeship mechanisms and through new initiatives. The Centre for Indigenous Arts, established as a result of government investment in the region, promotes Totonac culture by encouraging elders to share their passion, knowledge and experience with adults, young people and children, of the area. The Centre for Indigenous Arts started a School for Volador Children in Papantla to teach the full traditional ritual and its background. Other schools have also been founded: a Kgosni school for Totonac Volador children at the Centre for Indigenous Arts of Papantla and a community school for Volador Children of the community of Chila, Municipio de Honey.

Government investment to promote the economy and culture of the area around the archaeological site of El Tajín has had benefits for the promotion of local cultural practices like the Voladores ceremony. The Tajín Summit, for example, was introduced in 2000 as a new festival in which artists from various countries around the world come to perform and share their local customs, practices and rites with national and foreign visitors. This multifaceted festival has significantly increased tourist revenue in the area and highlighted Totonac culture, although it may not have contributed specifically to the safeguarding of the Voladores ceremony. There are also other festivals where Voladores from various parts of Mexico meet and perform one after the other, and where they share ideas about how to continue the ceremony.

The government has funded an Information and Documentation Centre, specializing in Totonac culture, with special emphasis on compiling diverse reference and audiovisual collections of work featuring the Voladores. Environmental agencies in government have sponsored a pilot reforestation program to plant the tsakáe kiwi tree (Flyer’s Pole), soon to be expanded.

### Community participation in safeguarding

Associations of Voladores have actively participated in the development of a safeguarding plan. A Coordinating Council was set up during the nomination process and it will help to coordinate implementation of the safeguarding plan.

Safeguarding measures were developed by a multi-disciplinary team including community representatives, informed by a series of stakeholder meetings. These meetings involved Voladores(both as individuals and representing associations), the Supreme Totonac Council, various Civil Associations, intellectuals, public and private universities, town hall organizations of the Veracruz region of Totonacapan, and several federal institutions devoted to culture, in addition to the State Government of Veracruz. The following issues were discussed at the meetings:

* Participants’ views on the meaning and values of the ceremony;
* Problems faced, including threats to the ceremony’s viability; and
* Possible safeguarding measures.

### A few of the main safeguarding measures proposed

#### Ensure that poles are available to enact the element

1. Produce an inventory of the existing poles (both wood and metal), and a diagnosis of their condition;
2. Provide access to appropriate trees as flying poles to Totonac communities;
3. Organize reforestation drives with communities to plant the tsakáe kiwi tree to ensure that wooden poles are still available for the ritual in the future;
4. Create protected areas in several Totonacapan municipalities to protect tsakáe kiwi tree plantations.

#### Ensure that the ritual dimension of the ceremony is not lost

1. Ensure that in addition to any tourist performances, at appropriate times the entire ceremony is performed by tradition-bearers, including the rituals associated with raising the pole, and offerings to Mother Earth.

#### Promote transmission of the element in appropriate ways

1. Support the Schools for Volador Children financially and increase enrolment in them;

#### Promote information gathering and sharing for safeguarding and awareness-raising

1. Promote research about the element, encouraging communities to participate in the research and to use new technologies such as video-recording to pass on important information about the ceremony;
2. Produce a list of places and occasions where both full and truncated ceremonies are celebrated.

#### Create an enabling legislative and administrative environment

1. Ensure that the legislative and policy framework at regional and national level assists in acknowledging the importance of the element (e.g. as Regional Cultural Heritage) and assisting the safeguarding of the element (e.g. through State support).

#### Raise awareness about the element

1. Distribute publications about the ceremony in indigenous languages;
2. Include information about the ceremony in the school curriculum for the region;
3. Share information about the ceremony locally, nationally and internationally.

# 

# IMP 5.10 Worksheet: Developing safeguarding measures

Safeguarding measures are required as part of the nomination files submitted for the Lists of the Intangible Heritage Convention. Safeguarding measures are actions that are intended to ensure the viability of an ICH element that is threatened (or may in the future be threatened) in some way. Safeguarding measures may be initiated and/or implemented by the communities and groups concerned or by individual community members, as well as by NGOs, specialized institutions and researchers, government ministries, or other government institutions. The most promising safeguarding initiatives start at the community level. In many successful safeguarding examples recorded to date, the initiative was taken by individuals within the communities themselves who were worried about the erosion of aspects of an element and mobilized themselves and others in their communities, often without outside support.

The Convention (article 15) and the Operational Directives strongly encourage the participation of practitioners and other tradition bearers, i.e. those who practise and transmit the element, in the elaboration and execution of safeguarding that is initiated outside the community concerned. Some safeguarding measures, such as awareness-raising about the value of ICH in general terms, may be implemented by third parties, but when they are developed for safeguarding a particular element, the community concerned should be consulted and involved. Safeguarding measures should, if possible, be presented as a coherent set of measures (i.e. as a plan). However, sometimes a single measure can do wonders. It is seldom possible to anticipate all the positive and negative effects of safeguarding interventions. Safeguarding measures should thus be frequently reviewed and assessed, and amended where necessary.

This template is designed to help participants develop safeguarding measures for the element identified in sessions 5.11 and 5.12, for which they have already developed a summary and community participation strategy. It may not be possible to answer all the questions below; the focus should be on identifying a few good ideas for safeguarding measures in the table, using the questions below as a guide for the discussion. Summary points under the headings are sufficient for the purposes of the workshop – participants don’t need to write an essay.

### Steps for the development of good safeguarding measures

**Involve the communities, groups and individuals concerned in the development and implementation of safeguarding measures.** (This will not be possible in the workshop exercise of course, but should be planned for in the elaboration of any real nomination file.)

**Determine the current viability of the element**: its potential to continue to be enacted and transmitted, and to remain significant to the community or group concerned.

* + What is the current frequency of performance or enactment?
  + Are the participants happy with the current frequency or nature of practice or transmission?
  + Are enough people interested in participating?
  + Do some or all of these people still find the practice of the element meaningful, and important to their sense of identity and continuity? If so, can they explain how or why this is the case?

**Identify any threats to the viability of the element:** problems affecting the enactment and transmission of the element now.

* + What are the problems currently faced by those who wish to continue practising and enacting the element (if any)?
  + How serious are these problems or threats in affecting the viability of the element?

**Identify any future risks** to the viability of the element.

* + What could pose threats to the element’s viability in the future?
  + How widespread and serious are these problems likely to be in affecting the viability of the element?

**Determine the commitments** of the communities concerned, and any other stakeholders, to safeguarding the element.

* + What is the commitment of the people concerned to practise, transmit and safeguard the element?
  + Are there NGOs, local authorities, government ministries, individuals or others who have offered assistance?
  + Are there opportunities for funding any safeguarding activities?

**Identify and evaluate previous and current safeguarding measures (if any).**

* + Have any safeguarding measures been implemented before? If so, which ones were successful and why?

**Identify a coherent set of safeguarding measures** that address the main identified threats and risks.

* How should the threats and risks described above be addressed?
* How can opportunities and commitments be used to help safeguard the element?
* How could the communities and groups concerned be involved in planning and implementing the safeguarding measures?
* What current and previous safeguarding measures (if there are any) should be continued?
* What resources are required for each safeguarding measure to work?
* Who will implement the safeguarding measures?
* What kinds of safeguarding measures could be implemented? Take a look at examples of safeguarding measures in Handout 5.13.1.
* What will each safeguarding measure achieve?
* Which safeguarding measures are most important?
* In what order should the proposed safeguarding measures be implemented?
* How will the effects of the safeguarding activities be assessed and how will the plan be reviewed from time to time?

Use the table below to list, using bullet points, the safeguarding measures you propose. Further measures may be listed on another page. An example of a completed table is provided based on the sample nomination Procession of Hana. See also Handout 5.13.2.

**Proposed safeguarding measures**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activity** | **Stakeholders responsible** | **Timetable** | **Requirements (e.g. skills, personnel)** | **Costs** | **Outcomes expected** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

**Example: proposed safeguarding measures for Hana Procession**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activity** | **Stakeholders responsible** | **Timetable** | **Requirements (e.g. skills, personnel)** | **Costs** | **Outcomes expected** |
| Raise children’s awareness about the procession through school programmes, extracurricular cultural activities and media projects offered in Zabra and nearby towns, encouraging the girls to learn the songs and dances | Women from Zabra  Research institute | 2011-2015 | Women from Zabra who are knowledgeable about the Procession and its songs and dances | 5,000 Euro | Increased participation by local girls in the procession |
| Campaign for the local school to have sufficient funding to allow the school to hold classes for older children | Municipality, school management  Community representatives  Zabra folklore organization | 2011 | Advocacy skills  Administrative authority to institute classes for older children  Teachers to teach the classes | 50,000 annually | More girls able to attend school in their home town, to remain with their families and participate in the procession |
| Identify all local communities that held Hana processions and that are still holding them either regularly or occasionally | Research institute  Local youth groups | 2011-2015 | Research skills | 4,000 | Inventory of the processions in the region |

Modify NOM 5.13

# IMP 5.11 Visit to safeguarding project

# IMP 5.12 Plan de cours : Mise en œuvre au niveau international

RAT 2.5 avec des extraits de NOM 5.5 et NOM 5.6

|  |
| --- |
| **Titre de l’activité : Mise en œuvre de la Convention 5.12 – Mise en œuvre au niveau international** |
| Durée : 3 heures |
| Objectif(s) :  Discuter des actions destinées à l’échelle internationale et comment elles peuvent contribuer à la sauvegarde du PCI présent sur le territoire de l’État.   * Coopération internationale * Le Fonds et l’assistance internationale * Les candidatures |
| Description :  IMP Présentation 5.12 |
| Documents de référence :  Présentation 5.12 et narratif |

# IMP 5.12 Presentation: Implementation at the international level

RAT 2.5 with content from NOM 5.5 and NOM 5.6

# IMP 5.12 Narrative: Implementation at the international level

RAT 2.5 with content from NOM 5.5 and NOM 5.6

# IMP 5.13 Plan de cours : Politiques du patrimoine immatériel et institutions

|  |
| --- |
| **Titre de l’activité : Mise en œuvre de la Convention 5.13 –** **Politiques du patrimoine immatériel et institutions** |
| Durée : 2 heures |
| Objectif(s) :  Faire comprendre l’importance d’adopter une politique générale et d’établir ou de renforcer un/le cadre juridique pour la sauvegarde.  Faire comprendre l’importance de créer ou de soutenir plusieurs types d’organisations au niveau institutionnel, y compris un ou plusieurs organes compétents chargés de la sauvegarde et institutions de formation à la gestion et la sauvegarde du PCI, et de favoriser les études universitaires et la recherche. |
| Description :  IMP Présentation 5.13 |
| Documents de référence :  Présentation 5.13 et narratif |

**Notes et suggestions :**

La distinction doit être faite entre les activités obligatoires et non obligatoires pour les Etats parties.

# IMP 5.13 Presentation: Intangible heritage policies and institutions

|  |  |
| --- | --- |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

# IMP 5.13 Narrative: Intangible heritage policies and institutions

## Slide 1. Title

## Slide 2. In this presentation …

* Legal and institutional frameworks
* Frameworks: what for?
* Local frameworks
* National frameworks
* International frameworks
* Case studies

## Slide 3. Legal and institutional frameworks

Legal and institutional frameworks are necessary to create an enabling environment for implementing the Convention. This is why the Convention strongly recommends (‘each State Party shall endeavour to…’) the creation or enhancement of legal and administrative frameworks for its implementation (Article 13).

|  |
| --- |
| **Article 13** |
| To ensure the safeguarding, development and promotion of the intangible cultural heritage present in its territory, each State Party shall endeavour to: |
| (a) adopt a general policy aimed at promoting the function of the intangible cultural heritage in society, and at integrating the safeguarding of such heritage into planning programmes; |
| (b) designate or establish one or more competent bodies for the safeguarding of the intangible cultural heritage present in its territory; |
| (c) …; |
| (d) adopt appropriate legal, technical, administrative and financial measures aimed at: |
| (i) fostering the creation or strengthening of institutions for training in the management of the intangible cultural heritage …; |
| (ii) …; |
| (iii) establishing documentation institutions for the intangible cultural heritage and facilitating access to them. |

Often it will not be necessary to create these legal and institutional frameworks from scratch; existing policies, agreements, laws and institutions may be adapted or extended as required to assist in implementing the Convention, while continuing to perform their other functions.

The broad legal and administrative context for implementing the Convention at the national level is provided by:

* **Local laws or regulations, policies and institutions**. This includes municipal policies and regulations, in particular pertaining to ICH enacted in public spaces (such as festivals or performances). It may also include community organizations and local NGOs, museums, research centres, archives and documentation institutions. Governments of States Parties to the Convention are to encourage and, where possible, support local initiatives for ICH safeguarding;
* **National (or federal) laws, policies (including subsidies) and institutions**, such as a constitution, cultural and heritage policies, national research centres on heritage issues (at universities and elsewhere), museums, archives etc., consultative bodies and coordination mechanisms (OD 80), as well as laws and institutions in other areas including finance, IPR, medicine, health and agriculture that relate to ICH in some way; and
* **International (and regional) conventions, agreements, guidelines and institutions**, such as the Intangible Heritage Convention itself, and other international and regional instruments compatible with it, such as the World Heritage Convention (mentioned in Article 3.a of the ICH Convention) and other UNESCO Conventions in the field of heritage and culture; international human rights instruments (Article 2.1); international instruments relating to intellectual property and the use of biological and ecological resources (Article 3.b), including guidelines to be drawn up by the World Intellectual Property Organization (WIPO); bi-lateral and regional cooperation mechanisms; international networks and Category II Centres (OD 86 and 88).

The relationship between these different levels could be represented as a relationship between cogs in a machine. National frameworks intersect with various international conventions, agreements and organizations, especially where states are signatories to these Conventions and agreements but even sometimes where they are not. National frameworks also determine, to a large extent, the organization and possible activities of safeguarding programmes at a local level. In this diagram we have placed local legal and administrative frameworks centre stage, since they are very important, and often somewhat neglected, in discussions about the implementation of the Convention at the national level. Although the roles of national governments on the one hand and communities on the other tend to receive more attention in discussions of ICH safeguarding, local legal and administrative frameworks can play an important enabling role in this process.

States Parties have to ensure that local and national legal and administrative contexts work together, as far as possible, to create enabling frameworks for addressing the safeguarding needs of the ICH, and the communities concerned. In pursuit of this goal, States Parties should also ensure that frameworks at local and national levels benefit from international legal and administrative frameworks, complying, where appropriate, with their requirements.

In Article 35, the Convention recognizes that federal states may be in a different position from other countries. Where some powers are devolved to individual constituent states, countries, provinces or cantons, it may be difficult to develop federal policies. In that case, the central government is supposed to encourage the governments of the constituent states to implement the Convention on their level. The central government may encourage or organize cooperation between the constituent states; it remains responsible for compiling the 6-year reports to the Committee about the implementation of the Convention in the country as a whole.

**Article 35 – Federal or non-unitary constitutional systems**

The following provisions shall apply to States Parties which have a federal or non-unitary constitutional system:

(a) with regard to the provisions of this Convention, the implementation of which comes under the legal jurisdiction of the federal or central legislative power, the obligations of the federal or central government shall be the same as for those States Parties which are not federal States; (b) with regard to the provisions of this Convention, the implementation of which comes under the jurisdiction of individual constituent States, countries, provinces or cantons which are not obliged by the constitutional system of the federation to take legislative measures, the federal government shall inform the competent authorities of such States, countries, provinces or cantons of the said provisions, with its recommendation for their adoption.

## Slide 4. Frameworks: what for?

Participants may wish to be reminded of the purpose of legal, institutional and administrative frameworks for implementing the Convention.

Under the Convention, the main obligation of States Parties is to identify and safeguard the intangible heritage in their territory (Article 11). In order to do this, States Parties also need to inventory this heritage (Article 12). A wide range of ICH has to be inventoried, and where possible, safeguarded, while trying to involve the communities concerned as much as possible. ICH across all domains and in all communities in the territory should be included.

There are also some obligations on States Parties to report to the Intergovernmental Committee on their implementation of the Convention (Article 29, OD 151-167).

Creating an enabling environment for implementing the Convention at the national level therefore involves ensuring that, at the minimum, the legal, institutional and administrative infrastructure (including financial resourcing) exists to support identifying, defining and inventorying of the ICH in the territory of the State Party, enabling community participation and consent in this process, safeguarding the ICH, and reporting on the implementation of the Convention.

The Convention and its Operational Directives make a number of recommendations to States Parties on ways of achieving these aims at the national level. These recommendations will be discussed below.

Some countries, now States Parties to the Convention, have already been paying considerable attention to ICH in their heritage legislation, policies and planning. Other States Parties will have to rethink their heritage policies and other frameworks in order to give due consideration to ICH safeguarding. This may mean revising the mandates of ministries and publicly funded institutions, creating new institutions, and revising budget allocations, among other things.

## Slide 5. The Yamahoko float ceremony, Kyoto Gion festival, Japan

In developing frameworks to implement the Convention, States Parties have to ensure that these frameworks work together.

Participants should be encouraged to think back to the example of the Yamahoko float ceremony of the Gion festival in Kyoto, Japan, discussed in session 5.4. Various levels of legal and administrative frameworks assist in the safeguarding of this element.

## Slide 6. Yamahoko-related frameworks

This slide shows how the various frameworks, at local, national and international level, work together to safeguard the Yamahoko float procession.

Starting with the smallest cog, the one on the international level, the element is on the Representative List of the Intangible Heritage Convention. Japan ratified the Convention and has thus undertaken to safeguard the ICH in its territory; it bears special responsibility for safeguarding elements inscribed on the Convention’s Lists, such as the Yamahoko float procession.

Thus, Japan’s obligations under the Convention link to national efforts for safeguarding (the second cog). The Operational Directives guide activities to be undertaken at the national level for ICH safeguarding. They also require that the Japanese government reports about elements inscribed on the Representative List every six years (OD 158-158). Under the Law for the Protection of Cultural Properties (1950), a national inventory was created, on which the Yamahoko procession was included as an Important Intangible Folk Cultural Property (in 1979). Universities and institutes such as the National Research Institute for Cultural Properties in Tokyo, an independent research institute, conduct research on ICH like the Yamahoko procession.

Finally, the third and largest cog: at a local level, the procession features on provincial and municipal inventories of ICH in Kyoto Prefecture and Kyoto City. A Kyoto prefectural (provincial) ordinance (the Prefectural Ordinance for the Promotion of the Revitalization of Kyoto Based on Cultural Power) provides a broader rationale for municipal and provincial investment in the event. Within this legislative framework national, provincial and municipal governments all provide funds for the maintenance of floats, research and training. The Kyoto municipal government regulates the procession’s route through the city, ensuring for instance that overhead cables do not prevent the passage of the floats.

The Foundation for Gion Festival Preservation Associations (a community organization) undertakes research, with the help of research institutes and universities. It also coordinates training for participants and support workers, coordinates the community groups involved in the procession, and ensures maintenance and storage of the floats and their decorations.

These legislative and institutional infrastructures almost all predate the Convention itself, but nevertheless in helping to safeguard the element, they help to implement the Convention at the national level.

**Further information:**

H. Yamauchi, ‘The influence of Culture for Community Revitalization in Kyoto, ACCU Training Course for Safeguarding of Intangible Cultural Heritage’, 26 January 2008. <http://www.accu.or.jp/ich/en/training/curriculum/curriculum_9.html>

T. Murakami, ‘Safeguarding System of ICH by Municipality of Kyoto’, ACCU Training Course for Safeguarding of Intangible Cultural Heritage, 25 Jan 2008. <http://www.accu.or.jp/ich/en/training/curriculum/curriculum_7.html#/point4/>

S. Fukami, ‘The Gion Festival Yamahoko Events and Activities of the Gion Matsuri Yamahoko Rengo-Kai’, ACCU Training Course for Safeguarding of Intangible Cultural Heritage, 16 December 2008. <http://www.accu.or.jp/ich/en/training/curriculum/second/curriculum_7.html>

## Slide 7. Local frameworks

Participants will have understood after the previous discussion how important it is that the Yamahoko procession is supported by the municipality of Kyoto, for example by ensuring that a suitable route, free from overhead power lines that could snag the floats, is made available every year through the streets of the town.

## Slide 8. Example: Irrigators’ Tribunals (Spain), inscribed on the RL in 2009

In Spain, the Council of Wise Men of the plain of Murcia and the Water Tribunal of the plain of Valencia are traditional courts that resolve disputes between farmers over the use of irrigation water from the Segura and Turia rivers, according to customary law passed down orally through the generations. The Council of Good Men of Murcia’s Watered Land is supported by the town authorities of Murcia. It meets weekly in the Murcia City Hall - the only institution other than the City Council to have the privilege of using it. The Tribunal of Waters of Valencia’s Watered Land meets weekly at the Apostles’ Gate of Valencia Cathedral. The Segura River Basin Authority helps to maintain the flow of water into the Murcia Watered Land irrigation system. The Statutes of Autonomy of the Murcian and Valencian Communities (regional authorities within Spain) formally recognize and support the water courts.

This local support for the courts and the irrigation system has been echoed at national and international level. Both courts were declared Intangible Goods of Cultural Interest, providing the highest protection for cultural heritage under Spanish law. The people passing judgment in the courts are local farmers rather than professional lawyers, but their decisions are formally recognized in Spain’s judicial system. Cultural heritage and town planning legislation helps to protect the weirs, waterwheels and other immovable heritage supporting the irrigation system and to control suburban development in the irrigated lands. The courts have also been inscribed on the Representative List of the Convention (2009).

## Slide 9. Example: Village Development Committees (Nepal)

The role of local government in ICH safeguarding should never be underestimated, even where this role is not clearly set out in legislation or policy. In Nepal, municipalities and Village Development Committees (VDCs) play an important role in supporting religious and cultural activities, as well as fostering local participation in decisions around health, education, services and so on. (The slide shows a facebook page developed by one of the VDCs). There is currently no policy stating that VDCs are directly responsible for the safeguarding and promotion of ICH at a local level, nor do they currently have a regular income source to carry out such activities. But as local level authorities they can and do help to mediate between national government, relevant agencies, local performers and tradition bearers on issues relating to ICH safeguarding.[[42]](#footnote-42)

## Slide 10. Example: Heemkunde Vlaanderen (Flanders, Belgium)

Some states formally devolve heritage policy and management to the sub national level. In Belgium, for example, which is a federal state with strong regional autonomy, the government of the Flemish region takes responsibility for its own heritage issues. It works closely with a number of non-governmental and non-profit organizations in the tangible heritage and ICH field. A state-subsidized non-profit organization called Heemkunde Vlaanderen acts as an umbrella organization for those involved in heritage safeguarding, providing support to hundreds of heritage volunteers, local history associations, museums, archives and documentation centres. It assisted the communities concerned in nominating Aalst Carnival to the Representative List of the Convention, organizing a congress on the topic in 2007, and will develop special education toolkits about the Carnival for primary and secondary schools. It also provides training and support for local heritage inventorying projects.

<http://www.heemkunde-vlaanderen.be/>

## Example: Aboriginal Sacred Sites Act (Australia’s Northern Territory)

An example of legislation at the sub national level enabling ICH safeguarding is the Northern Territory Aboriginal Sacred Sites Act(2006) that helps Indigenous (Aboriginal) communities in the Northern Territory of Australia retain control over their intangible heritage management and any benefits arising from it. The Aboriginal Sacred Sites Act created institutions such as the Aboriginal Areas Protection Authority which tries to balance the need to safeguard Indigenous ICH and its relationship to land and the economic, social and cultural development of all people in the Territory.[[43]](#footnote-43)

## Slide 11. Conclusion – Local frameworks can …

Local (e.g. provincial and municipal) legislative and institutional frameworks may play the most important role in ICH safeguarding because their methods and priorities can be adapted more easily to local safeguarding needs. Local legislative and administrative contexts provide good opportunities for integrating ICH safeguarding activities with the health, education and development concerns of communities who practise and transmit that ICH.

## Exercise

Participants should be asked to mention one existing policy, piece of legislation or institution at the local level that affects the implementation of the Convention in their country.

They should then be asked to mention the way(s) in which this policy, piece of legislation or institution at the local level assists in the implementation of the Convention.

## Slide 12. National frameworks

However important local support may be, national and international legislative and administrative frameworks also contribute to ICH safeguarding.

## Slide 13. Hopping Procession of Echternach in Luxembourg

One example illustrating this is the Hopping Procession of Echternach in Luxembourg which was inscribed on the Representative List in 2010. This has traditionally been held on the second day after Whitsuntide (a religious holiday in early summer). It has been a nationally-sanctioned holiday, allowing citizens to participate in or watch the Procession. Without this support from the national government, the Procession could lose its vitality. The nomination of the Procession to the RL in 2010 was a further sign of recognition for this local event from the national level, and a guarantee that Whitsuntide Tuesday will continue to be an official holiday.

## Slide 14. National frameworks

The Convention encourages States Parties to establish legal and administrative frameworks at a national level in pursuit of their obligations under the Convention to identify and define, inventory and safeguard the ICH in their territory (Articles 12-15 of the Convention); many of these recommendations are further developed in the Operational Directives.

The Convention and its Operational Directives recommend that States Parties try to -

* + Adopt policies and codes of ethics to assist in safeguarding ICH in the spirit of the Convention (Article 13.a, OD 105.d, f and g, OD 107);
  + Establish ‘competent bodies’ or institutions that can assist in the execution of safeguarding policies, capacity building, inventory making (Article 13.b, 13.d.i, OD 80, OD 82-83), research (Article 13.c, OD 105.b and c, OD 107.k), documentation (Article 13.d.iii, OD 85), awareness-raising (Article 1.b, Article 13.d.ii, Article 14.a, 1.c, OD 85, OD 105, OD 107.b);
  + Ensure community participation and consent in all matters that concern their ICH (Article 15; OD 79-89); and
  + Encourage coordination between all types of stakeholders involved in ICH safeguarding and promotion on the national level (OD 79, 83) and to facilitate cooperation at the international level (Article 19, OD 86, 88).

Following these recommendations does not always involve formulating new policies and laws – where appropriate, existing ones could be amended. Existing institutions could also be asked to play new roles, if necessary, in the implementation of the Convention.

## Slide 15. Case study: South Africa

How does the legislative and institutional system at the national level help to safeguard ICH?

South Africa has yet to ratify the Intangible Heritage Convention, but meanwhile the country has been putting in place a complex web of legislation and policy, as well as institutional frameworks, that will enable it to better safeguard the ICH (or what it calls ‘living heritage’).

South Africa’s Constitution (1996) is the supreme law of the country, promoting equality, human rights, non-racialism and non-sexism and an accountable, responsive and open democratic government. The principles of multilingualism enshrined in the Constitution inform all legislation and policy, including cultural policy, the national language policy and any policies or legislation on ICH. Heritage and language policy at national level functions as framework (guiding) legislation for provincial and local levels of government, because cultural matters are considered concurrent competencies of national and provincial government.

Safeguarding living heritage (or assisting communities in doing so) is one of the responsibilities of the Department of Arts and Culture, where a special section for Living Heritage has been established. A draft Living Heritage Policy was formulated within the Department of Arts and Culture in 2009, under the framework of the existing cultural policy (the Arts, Culture and Heritage White Paper of 1996). Personnel within the Department of Arts and Culture were allocated the responsibility for overseeing the inventorying of the ICH in the country. The Department oversees the National Heritage Council (which provides policy advice and coordination within the heritage sector) and the South African Heritage Resources Agency (which is responsible for managing intangible heritage values associated with heritage places and objects).

The safeguarding of ICH is not just a matter for the Department of Arts and Culture, however. The Indigenous Knowledge Systems Policy of the Department of Science and Technology (2004) established an agency (NIKSO, the National Indigenous Knowledge Systems Office) for inventorying ICH that may have commercial application (this is called ‘indigenous knowledge’) and fostering its contribution to the country’s economy while protecting community rights over it. NIKSO is engaged in inventorying indigenous knowledge that may have commercial application.

The Department of Trade and Industry has made some modifications to the country’s intellectual property legislation to accommodate indigenous knowledge. The Patents Act was for example amended in 2005, requiring patent applicants to have permission from the communities concerned if the patent relied on an ‘indigenous biological resource, genetic resource, or the traditional knowledge or use’. Further amendments were proposed to the Performers’ Protection Act (to extend protection to ‘expressions of folklore’), and the Copyright Act (to extend protection to ‘works of a traditional character’ and establish a national trust fund in respect of traditional intellectual property), for example. These changes are currently (2010) under discussion in Parliament.[[44]](#footnote-44)

Regulations were also drafted by the Department of Environment and Tourism ensuring that permits for research, bio-prospecting, and export of indigenous biological resources are only granted with the prior informed consent of stakeholders giving access to the indigenous biological resources concerned (including communities who own the knowledge or the relevant land). The permit system ensures that communities are involved as far as possible in benefit sharing.[[45]](#footnote-45)

At the same time, other policy, legislation and regulations were drafted under the Departments of Health and Agriculture, for example, protecting community rights over their ICH as well as the rights of people to have a good health outcome from traditional medical interventions.

## Slide 16. Legal frameworks

Some States Parties to the Convention have had legal systems in place for ICH safeguarding for decades, long before the Convention came into force. Japan’s Law for the Protection of Cultural Properties established a protection system for ICH at the national level as early as 1950. The Republic of Korea’s Cultural Heritage Protection Act introduced a Living Human Treasures program in 1962 that aimed at the recognition as well as transmission of ICH.[[46]](#footnote-46)

States Parties do not require formal legislation or policy to implement all the tasks that they are obliged or encouraged to undertake in implementing the Convention. Paradoxically, too much legislative control could hinder ICH safeguarding: communities should be left as free as possible to decide when and how they want to enact their ICH. They should be allowed to remain in control of their ICH, as long as their practices and expressions are respectful of human rights and the requirements of mutual respect.

The legal framework for implementing the Convention at the national level is usually not solely the brief of the Ministry of Culture, or its equivalent. In many states national Constitutions or Bills of Rights protect the rights of people to participate in cultural practice (as long as it does not infringe other human rights). Policy and legislation in agriculture, tourism, medicine, finance or other areas may (positively or negatively) affect how communities, NGOs and other institutions, and government agencies, can safeguard the ICH in the territory. Changes in tax laws could for example lead to regulations that encourage people to hand down valuable traditional musical instruments or costumes in their personal possession to young practitioners for their continued use in ICH practices, rather than selling them to avoid inheritance tax.

A cultural policy can form the backdrop against which heritage legislation (and other kinds of legislation) formalizes the process of defining and safeguarding ICH. Cultural policies such as those of Botswana (2001) promote indigenous cultural practice and thereby encourage the safeguarding and promotion of intangible heritage. Botswana has recently begun to inventory its ICH within the framework of the Convention and its own cultural policy.

If carefully drafted, legislation and policy can enable the implementation of the Convention at a national level. The Convention and its Operational Directives mention a number of contexts:

* Measures to ensure the inventorying (Article 12) and safeguarding of the ICH (Article 11);
* A general policy aimed at promoting the function of the ICH in society, and at integrating the safeguarding of ICH into planning programmes (Article 13);
* Policies aiming at promoting awareness of ICH (OD 105g);
* Codes of ethics to ensure that awareness-raising is done in the spirit of the Convention (OD 103);
* Policies to recognize the contribution of the ICH present to the cultural diversity and wealth of the States (OD 105f);
* Policies aimed at increased recognition of, respect for and enhancement of ICH through educational and information programmes, as well as capacity-building activities and non-formal means of transmitting knowledge (Article 14, OD 107);
* Policies for the public recognition of bearers and practitioners of ICH (OD 105d), which might include Living Human Treasures systems; and
* Legal, technical, administrative and financial measures aimed at ... (ii) ensuring access to the ICH while respecting customary practices governing access to specific aspects of such heritage ... (Article 13).

Of course, other laws and regulations might be necessary to set up institutions, but these institutions will be discussed separately below.

## Slide 17. Case study: the toi iho trademark

In 2002, the Maori Arts Board of Creative New Zealand launched the toi iho™, a trademark denoting the quality and authenticity of Māori art. The idea of having a trade mark had deep roots in the Maori community. In 1936, Sir Apirana Ngata, a prominent Maori politician and lawyer, came up with the concept of a Maori mark of quality and authenticity. The idea was discussed again by the Maori Council in 1964, but was not brought to fruition until 2002. Then, the brand was developed under the guidance of the Te Waka Toi chair Elizabeth Ellis, a team of Maori artists headed by the late Dr Paki Harrison, and a series of national hui (meetings) in Christchurch, Nelson, Rotorua, Otaki, Auckland, Mangamuka and Wellington, supported by Creative New Zealand. The Maori community was thus very involved in the process: it was a ‘by Maori, for Maori initiative’.[[47]](#footnote-47)

Creative New Zealand registered four trademarks:

toi iho™ Māori Made;

toi iho™ Mainly Māori;

toi iho™ Māori Co-production; and

toi iho™ Licensed Stockist.

The marks indicated to consumers that the goods are good quality, and that the creator of the goods is of Māori descent, mainly of Māori descent or that the goods were produced through collaboration between non-Māori and Māori people. The marks were created in response to concerns raised by Māori people regarding the protection of cultural and intellectual property rights, the misuse and abuse of Māori concepts, styles, and imagery, and the lack of commercial benefits accruing back to Māori. About 250 Māori artists in fashion, architecture, industrial and graphic design registered under the trademark. It was awarded through a long application process requiring artists to show their work had been in galleries and exhibitions, that their work was ‘authentic’ and the artists themselves were Māori.[[48]](#footnote-48)

In 2009, however, Creative New Zealand decided it would no longer invest in managing and promoting these trademarks. Based on market research and artist feedback, they claimed that although there were artists actively using toi iho™ to leverage their work, many more Māori artists were making successful careers without the need for it. Creative New Zealand said that the trademarks had ‘failed to deliver on its promise in terms of increasing sales of Māori art by licensed artists and stockists (retailers)’. They advised licensed toi iho™ artists and stockists of the process to wind-down their use of the trademarks.[[49]](#footnote-49)

The Māori artists were not happy with the winding-down of their trademarks, however. Clearly, even if the economic stimulus provided had been minimal, the trademarks performed other functions within the community of artists. Maori costuming and jewellery artist Suzanne Tamaki disputed the arguments advanced for winding down the toi iho trademarks, saying that she had benefited from being registered as a toi iho artist not just in terms of marketing and professionalism but also by being a member of a group of Māori artists:

‘[Toi iho] is quite cohesive for the artists, rather than us all doing our own thing and looking disjointed. It is something that’s cohesive for us as a whole,’ she said.[[50]](#footnote-50)

The Maori community therefore campaigned to take over the trademarks from Creative New Zealand. As Elizabeth Ellis, a Maori leader in the arts field and a trustee of the Arts Foundation of New Zealand, who had been actively involved in setting up the initiative, said:

‘We, Maori, regard [toi iho] as a living entity, as an icon for Maori creativity and as a positive initiative for high quality Maori art,’ she says. ‘It is not like a bureaucratic project that can be easily discarded.’[[51]](#footnote-51)

In May 2010, the toi iho trademarks were thus transferred from the government-funded Creative New Zealand to a new Maori owned entity, the Transition Toi Iho Foundation (TTIF) as trustee for a new legal entity to be created.[[52]](#footnote-52)

## Slide 18. Intellectual property rights

The Convention does not require States Parties to establish an IPR regime protecting community rights over their ICH, but OD 104 does recommend that States Parties ensure that community rights over their ICH are duly protected during awareness raising (and when communities are engaging in commercial activities), through the application of IP rights or other forms of legal protection.

|  |  |
| --- | --- |
| OD 104. | States Parties shall endeavour to ensure, in particular through the application of intellectual property rights, privacy rights and any other appropriate form of legal protection, that the rights of the communities, groups and individuals that create, bear and transmit their intangible cultural heritage are duly protected when raising awareness about their heritage or engaging in commercial activities. |

In some countries, intellectual property legislation has been amended or created (often guided by WIPO guidelines and model laws) to enable communities to protect their IP rights over their ICH. Protecting intellectual property rights can help communities retain better control over economic benefits gained from access to performances, the sale of recordings and of products associated with their traditional knowledge or skills, or from this knowledge itself, for instance the use of community-held knowledge about the medicinal use of plants. It can also help communities to fight against misrepresentation of themselves and their ICH.

An impressive number of countries, often assisted by WIPO, already has such legislation, see <http://www.wipo.int/tk/en/laws/folklore.html>.

A useful WIPO publication on IPR relating to ICH is

<http://www.wipo.int/freepublications/en/tk/913/wipo_pub_913.pdf>

However, it is important to remember that IPR protection is sometimes difficult to enforce, and cannot necessarily address broader problems of poverty and social marginalization. In some circumstances, putting non-secret information about ICH in the public domain and focusing on community development projects is a more effective driver of development than attempting to enforce community IPR.

There are some success stories, however. Trademarks, especially certification marks, can help to protect the IPR, including moral rights, associated with ICH. Many Indigenous or Aboriginal businesses and organizations have also registered trademarks relating to traditional symbols and names.

In Australia, certification marks like the National Indigenous Arts Advocacy Association (NIAAA) ‘Label of Authenticity’ have been registered by the NIAAA. In Canada, trademarks, including the ‘Authentically Aboriginal’ certification mark, are used by Aboriginal people to identify a wide range of goods and services, ranging from traditional art and artwork to food products, clothing, tourist services, and enterprises run by First Nations.[[53]](#footnote-53)

It is interesting to note here the use of the word ‘authentic’, something that the Convention specifically avoids using in connection with ICH (see box). However, in the context of these trademarks and certification marks, authenticity is usually established not by proving that the ICH itself has remained unchanged, but by proving that its connection to the community concerned has remained unchanged. This idea is not against the spirit of the Convention, which is very clear on the importance of maintaining the connection between an ICH element and the communities who have practised or transmitted it across the generations.

Tangible and intangible heritage experts, meeting in Nara (Japan) in October 2004, took the view, expressed in the so-called Yamato Declaration, that since intangible heritage is constantly recreated, the term ‘authenticity’ as applied to tangible heritage is not relevant when identifying and safeguarding intangible heritage.

The intention of the Intangible Heritage Convention is not to validate one authentic or historically accurate way of enacting or transmitting ICH elements, and actions that may lead to freezing of ICH elements are not encouraged under the Convention.

## Slide 19. Institutional frameworks

Following the Convention and its Operational Directives, institutions at the national level could assist States Parties, with community participation and consent, and in cooperation with specialized NGOs and non-profit organizations, in:

* Identifying, defining and inventorying the ICH (Articles 11.b and 12, OD 80);
* Documenting the ICH (Article 13.d.iii, OD 85);
* Implementing concrete safeguarding activities (Article 13.b);
* Conducting training in the management and appropriate transmission of ICH (13.d.i, OD 83);
* Undertaking and/or coordinating ICH-related scientific, technical, legal, economic and other studies (Article 13.c, OD 105.b and c, OD 107.k);
* Raising awareness about the value and diversity of the ICH in the territory and ensuring respect for it, for example by making information about the ICH easily accessible (Article 14.a, Article 1.b, Article 13.d.ii, 1.c, OD 85, OD 105, OD 107.b);
* Ensuring community participation and consent in all activities concerning their ICH by, for example:
  + Keeping them informed and involved in all matters that concern their ICH (Article 15; OD 79-89);
  + Ensuring their capacity building (OD 82) where necessary;
  + Facilitating their participation in consultative bodies and coordination mechanisms (OD 80);
  + Ensuring their rights are protected in awareness raising (OD 104).

These tasks can be undertaken by a number of institutions, including state agencies, NGOs, documentation centres, centres of expertise, and community-based organizations, but also by individual experts, from within or outside the communities concerned. The activities they undertake do not have to be centralized, but they may need to be coordinated to maximize efficiency and avoid duplication.

The Operational Directives (OD 80) encourage States Parties to create a consultative body or a coordination mechanism to facilitate community and expert participation in:

* + The identification and definition of ICH;
  + The drawing up of inventories of ICH;
  + The elaboration and implementation of programmes, projects and activities;
  + The preparation of nomination files; and
  + The removal or transfer of elements from lists.

States Parties are under no obligation to create such a body, but it is advisable for them to consider how community participation in ICH safeguarding can be ensured and coordination of safeguarding activities achieved. All safeguarding of ICH should be done with the ‘widest possible participation of [the people who] … create, maintain and transmit such heritage’ (Article 15). At various points in the implementation of the Convention (in periodic reports and in nomination files, OD 1-2), States Parties are required to provide proof of such participation and consent.

In some states tangible and intangible heritage are the responsibility of a single legislative and institutional framework, in others these responsibilities are separated. Existing bodies may take on new functions required for implementing the Convention or new bodies may be created.

In states where government is fairly centralized, central institutions perform heritage functions under the guidance of a national ministry and its policies. In Zimbabwe a National ICH Committee performs some of the coordination functions for ICH safeguarding, including identification and nominations.

## Exercise

Participants should be asked to mention one existing policy, piece of legislation or institution at the national level that affects the implementation of the Convention in their country.

They should then be asked to explain how this policy, piece of legislation or institution at the national level assists in the implementation of the Convention in their country.

## Slide 20. Legal and administrative frameworks at the international level

## Slide 21. International frameworks

When countries agree to common ideas and rules, they can draw up an ‘international instrument’. UNESCO is one of the international agencies setting multilateral international norms and standards.

At an international level there may also be codes of ethics, accepted practices and other influential documents that influence the way in which States Parties and organizations of various kinds behave, for instance when implementing the Intangible Heritage Convention.

Finally, various international organizations, such as research centres or NGOs, play an important role in implementing the Convention, both in the international arena and also at a national level. Some such organizations are accredited as advisory bodies under the Convention. These were discussed in a previous session.

## Slide 22. International legal instruments

Various international instruments are specifically referred to, or more broadly alluded to, in the Convention itself.

Some other international instruments not mentioned in the Intangible Heritage Convention may also affect the way in which States Parties choose to implement the Convention and these can also be subjects for discussion in the session.

There are three principal kinds of international instruments:

* An Agreement or Convention, which is legally binding, The Intangible Heritage Convention is an example of an international instrument that is binding on States Parties to the Convention.
* A Recommendation (for example the 1989 UNESCO Recommendation on the Safeguarding of Traditional Culture and Folklore), and
* A Declaration, such as the Universal Declaration of Human Rights.

### International Human rights instruments

The Intangible Heritage Convention mentions international human rights instruments in the preamble. Article 2 of the Convention states that ICH not compatible with international human rights instruments will not be taken into account under the Convention:

**Preamble**

Referring to existing international human rights instruments, in particular to the Universal Declaration on Human Rights of 1948, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights of 1966, and the International Covenant on Civil and Political Rights of 1966 …

**Article 2 – Definitions**

**…** For the purposes of this Convention, consideration will be given solely to such intangible cultural heritage as is compatible with existing international human rights instruments ...

Participants discussed human rights instruments in an earlier session.

There are of course other human rights instruments. Particularly relevant is the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (2007),[[54]](#footnote-54) adopted four years after the ICH Convention, which recognizes that ‘respect for indigenous knowledge, cultures and traditional practices contributes to sustainable and equitable development’. It says that indigenous people have the ‘right to practise and revitalize their cultural traditions and customs’, and to ‘the dignity and diversity of their cultures, traditions, histories and aspirations’ including traditional medicines. They have the right to ‘maintain, control, protect and develop their ‘cultural heritage, traditional knowledge and traditional cultural expressions’. ‘Indigenous peoples and individuals have the right not to be subjected to forced assimilation or destruction of their culture’.

### Other international instruments mentioned in the Convention

Other international instruments are also specifically mentioned in the Intangible Heritage Convention’s Article 3.

**Article 3 – Relationship to other international instruments**

Nothing in this Convention may be interpreted as:

(a) altering the status or diminishing the level of protection under the 1972 Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage of World Heritage properties with which an item of the intangible cultural heritage is directly associated; or (b) affecting the rights and obligations of States Parties deriving from any international instrument relating to intellectual property rights or to the use of biological and ecological resources to which they are parties.

Because both tangible and intangible heritage should be protected or safeguarded, the Intangible Heritage Convention specifically states that its implementation should not impair the implementation of the World Heritage Convention.

A number of ICH elements listed on the Representative List or Urgent Safeguarding List are enacted at or around World Heritage Sites by the communities concerned. For example, the Ifuago rice terraces of the Philippines are on the World Heritage List; the ‘Hudhud Chants of the Ifugao’, narrative chants traditionally performed by the Ifugao community living on the rice terraces, is an element on the Representative List of the Intangible Heritage Convention. So far, safeguarding and inscription of ICH elements enacted around World Heritage Sites has not impaired the conservation of these properties; it has in fact assisted in the holistic conservation of the property.

The Intangible Heritage Convention (see Article 3.b) can also not affect the rights and obligations of States Parties deriving from international instruments relating to intellectual property rights (IPR) or the use of biological and ecological resources.

Some international instruments like the UN Convention on Biological Diversity or intellectual property guidelines developed by the World Intellectual Property Organization (WIPO) can be helpful in the implementation of the Intangible Heritage Convention.

#### The UN Convention on Biological Diversity (CBD)

The CBD came into force at the end of 1993 and has now been ratified by most UN member states. It creates a legally binding commitment on States Parties to conserve biological diversity, to sustainably use its components and to share equitably the benefits arising from the use of genetic resources. The CBD encourages States Parties to develop, recognize and protect the rights of indigenous communities and individuals over their traditional practices relating to the conservation and sustainable use of biological diversity.

**CBD Article 8 (j):** State Parties encouraged to ‘respect, preserve and maintain knowledge, innovations and practices of indigenous and local communities embodying traditional lifestyles relevant for the conservation and sustainable use of biological diversity and promote the wider application with the approval and involvement of the holders of such knowledge, innovations and practices and encourage the equitable sharing of the benefits arising from the utilization of such knowledge, innovations and practices.’

**CBD Article 18.4:** Contracting Parties are required, subject to national legislation, to ‘encourage and develop models of cooperation for the development and use of technologies, including traditional & indigenous technologies.’

#### WIPO and intellectual property rights in respect of traditional cultural expressions, traditional knowledge and expressions of folklore

The Convention focuses on safeguarding the intangible cultural heritage – that is on ensuring its continuous recreation - rather than on legally protecting specific manifestations of ICH through intellectual property rights, which at the international level falls mainly within the field of competence of the World Intellectual Property Organization (WIPO).

Conventional intellectual property mechanisms such as patents, trademarks and copyrights have been used to protect and promote community IPR in respect of their ICH. Intellectual property rights are usually conferred on individuals or companies, but they can also be conferred on communities, if the laws allow this.

WIPO is currently investigating the feasibility of a standard-setting instrument for the protection of intellectual property rights in respect of traditional cultural expressions, traditional knowledge and expressions of folklore. A special Intergovernmental Committee is trying to reach agreement on this issue by 2011.

If communal ownership of IP rights associated with ICH (e.g. knowledge of how to make traditional medicine) is to contribute to safeguarding, then communities should not be able to hand them over to others (they should be inalienable rights) and the rights (unlike copyright or patents) should not expire automatically after a period of time (they should be given in perpetuity). Individuals might have specific obligations towards the community in maintaining the ICH and exercising their rights as members of the community. For example, an individual community member selling artworks based on community-based ICH might need to contribute towards community funds. Questions arise as to whether the community-held IP rights have to be exclusive rights, whether rights can be re-established over information already in the public domain, and how to define ICH for the purposes of the new IP regime. Given these and other problems, it has been difficult to establish a specific international guideline for protecting intellectual property rights in ICH – the task given to WIPO.

WIPO has already assisted in the development of various regional and national intellectual property regimes for protecting community rights in what we would call ICH. Intellectual property rights are established in the first place through legislation at the national level and in several states ICH elements enjoy such rights. IPR regimes at the national level are now also influenced in the case of World Trade Organization (WTO) Member States by international agreements such as TRIPS (trade-related aspects of intellectual property rights, 1994), which establishes minimum levels of protection that each government has to give to the intellectual property of fellow WTO members.

For example, the African Regional Intellectual Property Organization (ARIPO) has recently developed a Legal Instrument for the Protection of Traditional Knowledge and Expressions of Folklore (2007) and the Swakopmund Protocol on the Protection of Traditional Knowledge and Expressions of Folklore, 2010). The Protocol will enter into force once it has been ratified by six Member States of ARIPO. The purpose of the Swakopmund Protocol (Article 1.1) is:

(a) to protect traditional knowledge holders against any infringement of their rights as recognized by this Protocol; and

(b) to protect expressions of folklore against misappropriation, misuse and unlawful exploitation beyond their traditional context.

‘The protocol aims to empower the custodians and holders of traditional knowledge and expressions of folklore to utilize their knowledge for socio-economic development and wealth creation; curtail biopiracy; and enable the ARIPO Office to register traditional knowledge and expressions of folklore that are trans-boundary and multicultural in nature.’[[55]](#footnote-55)

Other regions have attempted to protect community rights over their ICH too. In 2000, Member States of the Andean Community and Pacific Island States took a decision that ‘signs, whose use in trade may unduly affect a third party right, may not be registered, in particular when they consist of the name of indigenous, Afro-American or local communities, denominations, words, letters, characters or signs used to distinguish their products, services, or the way in which they are processed, or constitute the expression of their culture or practice, except where the application is filed by the community itself or with its express consent’. In one instance, this Decision was enforced by the Colombian government, even though the community concerned had not objected itself.[[56]](#footnote-56)

## Slide 23. Guidelines and codes of ethics

Various communities, professional associations and other organizations around the world have drafted guidelines or codes of ethics that can be used by people doing ICH-related research, safeguarding or awareness-raising. Some are international in nature, others may be of international applicability. States Parties and institutions, as well as communities, may also draw up their own guidelines or codes of ethics to ensure community rights are protected. The Operational Directives encourage States Parties to develop and adopt codes of ethics to ensure that awareness-raising is done in the spirit of the Convention (OD 103).

WIPO has commissioned surveys of codes, protocols, policies, practices and standard agreements relating to the safeguarding of, access to, ownership of and control over cultural heritage in a number of regions of the world.  WIPO believes these can serve as an empirical basis for the eventual development of best practices and guidelines in this area.

The surveys are available from the WIPO website:

<http://www.wipo.int/tk/en/culturalheritage/surveys.html>

#### Example: Research ethics in Brazil

Brazilian legislation states that authorization requests to do research among indigenous groups must be submitted to the Indians themselves, to the National Indian Foundation (FUNAI), to the Scientific and Technological Development Council (CNPq) and, when it concerns traditional knowledge associated with genetic resources, to the Genetic Heritage Management Council (CGEN). The legislation has been applied with great rigour.

Brazilian law (Edict 177/PRES, Feb 16, 2006) regulates the administrative procedure for FUNAI authorization for access to Indian lands, by people interested in the use, acquisition and or grant of copyright in indigenous material. FUNAI is tasked to help ensure respect for indigenous cultural expressions, and protect their social organization, customs, languages, beliefs and traditions.

‘FUNAI is the agency that establishes and executes Brazilian Indigenous Policy, in compliance with the Constitution of 1988. FUNAI is responsible for promoting basic education for indigenous peoples, demarcating, securing and protecting the lands that they traditionally occupy and stimulating the development of studies and surveys about indigenous groups. FUNAI is also responsible for defending the indigenous communities, to raise awareness in the Brazilian society about indigenous peoples and their causes, to manage their assets and monitor their lands, impeding predatory actions of miners, squatters, lumberpersons, and any other activities that occur on their lands and that represent a risk to the life and preservation of these peoples.’

A. Arantes et al., ‘Documenting and Disseminating Traditional Knowledge and Cultural Expressions in Brazil’,prepared for the World Intellectual Property Organization (WIPO) 2009. <http://www.wipo.int/export/sites/www/tk/en/culturalheritage/casestudies/arantes_report_vol1.pdf>

#### Example: The Hopi protocol for research, publications and recordings[[57]](#footnote-57)

The Hopi of Arizona, in the United States, have had extensive experience with the unauthorized and illegitimate use of their cultural heritage. Ceremonial dances have been tape recorded and the tapes sold to outsiders; designs from skilled Hopi potters have been replicated by non-Hopis; and, their katsinas dolls, brightly painted wooden dolls with spiritual powers, have been copied and used in inappropriate settings.

To prevent this, the Hopi Cultural Preservation Office has developed a ‘Protocol for Research, Publications and Recordings’, setting out how the Hopi people would like their intellectual resources and traditional cultural expressions to be used by others.

Among other things, the Protocol states that ‘informed consent’ is required for any project or activity involving Hopi intellectual resources; the use of recording devices is restricted; and, informants and subjects of a project or activity should be ‘justly compensated’, which could include ‘acknowledgement as author, co-author or contributor, royalties, copyright, patent, trademark, or other forms of compensation’.

Apart from the Protocol, the Hopi have initiated projects concerning the preservation and digitization of their cultural heritage in order to prevent the dissemination of knowledge and information without their prior informed consent. The Hopi Oral History Project, for example, aims at recording the history and cultural traditions of the Hopi.

<http://www.nau.edu/~hcpo-p/research.html>

Another research protocol relating to ICH is *Ask First: a guide to respecting Indigenous heritage places and values* in Australia (Australian Heritage Commission, 2002). This provides guidelines for identifying and involving relevant Indigenous communities in matters relating to their heritage places and values.

<http://www.environment.gov.au/heritage/ahc/publications/commission/books/pubs/ask-first.pdf>

## Exercise

Participants should be asked to mention a legal instrument, common policy or institution at the international or regional level that affects the implementation of the Convention in their country.

They should then be asked to say how this policy, legal instrument or institution at the international or regional level affects the implementation of the Convention in their country.

# IMP 5.14 Lesson plan: Summary and conclusion

Still to complete

# IMP 5.14 Presentation: Summary and conclusion

Still to complete

# IMP 5.14 Narrative: Summary and conclusion

Still to complete

# IMP 5.15 Plan de cours: Bilan de l’atelier

|  |
| --- |
| **Titre de l’activité : Établir des candidatures à la Liste de sauvegarde urgente**  **5.14 Bilan de l’atelier** |
| Durée : 30-45 minutes |
| Objectif(s) : Faire le bilan de l’atelier de formation |
| Description :  L’animateur distribue une fiche d’évaluation et explique la nécessité de l’anonymat  15 minutes d’évaluation écrite  30 minutes d’évaluation orale et discussion |
| Notes et suggestions :  L’animateur pourrait souhaiter discuter du quiz à cette session si cela n’a pas été auparavant. |
| Suivi : |
| Documents de référence :  Document 5.14 Fiche d’évaluation |

# IMP 5.15 Hand-out: Evaluation form

Adapt NOM 5.14 as needed

Frank answers will be helpful to us as we plan our future activities in this project. Please do not sign your name. Omit any questions that do not apply to you.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Lodging** – where did you stay? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
|  | Quality, cleanliness, comfort of guest house | poor  average  excellent | |
|  | Location of guest house (convenience, safety) | poor   average  excellent | |
| **Transport between guest house and workshop venue** | | poor  average  excellent | |
| **Workshop meeting rooms and facilities** | | | |
|  | Comfort and suitability of large meeting rooms | poor  average  excellent | |
|  | Quality of snacks and beverages during coffee breaks | poor  average  excellent | |
|  | Quality of lunches | poor  average  excellent | |
| **Schedule** | | | |
|  | Length of workshop | too long  just right  too short | |
|  | Daily schedule | too long  just right  too short | |
|  | Lunch breaks | too long  just right  too short | |
| **Workload** | | | |
|  | Workload in preparing for the workshop | too much  just right  too little | |
|  | Workload in the workshop | too much  just right  too little | |
| **Amount of teaching materials** | | | |
|  | Workshop documents | | too much  just right  too few |
|  | Slide presentations | | too much  just right  too few |
| **Difficulty of teaching materials** | | | |
|  | Workshop documents | | too difficult  just right  too easy |
|  | Slide presentations | | too difficult  just right  too easy |
| **Facilitator(s)** | | | |
|  | Facilitators’ knowledge and experience | | not enough  average  excellent |
|  | Facilitators’ teaching style and effectiveness | | not good  average  excellent |
|  | Facilitators’ understanding of trainees’ backgrounds and needs | | not good  average  excellent |
|  | Facilitators’ level of preparation for workshop sessions | | not enough  average  excellent |
|  | Facilitators’ sensitivity to working context | | not good  average  excellent |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Usefulness of this workshop for your work and career** | | |
|  | To what extent does this workshop bring you new skills and knowledge? | no new skills  some new skills  many new skills |
|  | Will the workshop experience be useful if you have to write a nomination file for the Lists of the Convention? | not useful  quite useful  very useful |
|  | How useful will these new skills and knowledge be to you in your present position? | not useful  quite useful  very useful |
|  | How useful will these skills and knowledge be in the long run as you develop your career? | not useful  quite useful  very useful |
|  | Will your office support your future participation in the implementation of the Convention? | yes  no  don’t know |

What part of the workshop did you find most interesting?

What part of the workshop did you find least interesting?

What suggestions can you offer the organizers to improve future workshops (continue on back of sheet)?

1. Certaines parties sont en cours de traduction. [↑](#footnote-ref-1)
2. UNESCO, Le patrimoine immatériel au-delà des frontières : la sauvegarde au travers de la coopération internationale. Document de référence pour la réunion de l’UNESCO, Bangkok, 20 et 21 juillet 2010. [↑](#footnote-ref-2)
3. See the ICH Fact Sheets, UNESCO ICH Kit http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/01858-EN.pdf [↑](#footnote-ref-3)
4. ‘TV ratings: Monty Don carves place in Friday schedule’The Guardian, 15 Feb 2010. http://www.guardian.co.uk/media/2010/feb/15/monty-don-tv-ratings [↑](#footnote-ref-4)
5. ‘Monty Don on Mastercrafts’, The Telegraph, 3 Feb 2010. http://www.telegraph.co.uk/culture/tvandradio/7147998/Monty-Don-on-Mastercrafts.html [↑](#footnote-ref-5)
6. L. Lowthorp, ‘National Intangible Cultural Heritage (ICH) Legislation and Initiatives’, UNESCO-New Delhi Field Office, 2010. [↑](#footnote-ref-6)
7. Certains de ces critères (par exemple, l’authenticité) ne sont pas conformes à l’esprit de la Convention, mais celle-ci laisse une grande latitude aux États parties pour la préparation des inventaires. [↑](#footnote-ref-7)
8. Ce formulaire est une adaptation de celui qui figure sur le site Web de l’UNESCO (<http://www.unesco.org/culture/ich/doc>). Les États parties sont libres de concevoir leurs propres inventaires et de rédiger leurs propres questionnaires: ce formulaire présente juste quelques suggestions. Les États sont invités à l’adapter à leurs besoins s’ils le souhaitent. Veuillez noter que les inventaires sont censés identifier et définir les éléments du PCI, non pas en livrer une documentation exhaustive. Les réponses aux questions 1 à 5 doivent donc de préférence ne pas faire plus de 1 000 mots au total. [↑](#footnote-ref-8)
9. Molly Torsen and Jane Anderson, Intellectual property and the safeguarding of traditional cultures: Legal Issues and Practical Options for Museums, Libraries and Archives (WIPO, 2010), pp.81-82. [↑](#footnote-ref-9)
10. Hasna, A. M. (2007). ‘Dimensions of sustainability’. Journal of Engineering for Sustainable Development: Energy, Environment, and Health **2** (1): 47–57. [↑](#footnote-ref-10)
11. Wynberg (R.) et al., (eds.), Indigenous Peoples, Consent and Benefit Sharing: Lessons from the San-Hoodia Case, Heidelber, Springer Science+Business Media B.V. 2009, p.8. [↑](#footnote-ref-11)
12. Pacific Islands, Festivals as Catalysts – Commonwealth Statement on Culture and Development, p.13. [↑](#footnote-ref-12)
13. R. Mitchell and P. Eagles, 2001. ‘An Integrative Approach to Tourism: Lessons from the Andes of Peru’. Journal of Sustainable Tourism, 9(1): 4-28. [↑](#footnote-ref-13)
14. C.Cheong, Sustainable Tourism and Indigenous Communities: The Case of Amantaní and Taquile Islands, University of Pennsylvania, 2008. [↑](#footnote-ref-14)
15. R. Mitchell and P. Eagles, 2001. ‘An Integrative Approach to Tourism: Lessons from the Andes of Peru’. Journal of Sustainable Tourism, 9(1): 4-28. [↑](#footnote-ref-15)
16. C. Cheong, Sustainable Tourism and Indigenous Communities: The Case of Amantaní and Taquile Islands, University of Pennsylvania, 2008. [↑](#footnote-ref-16)
17. Phytopharm is a company specializing in the development of phytomedicines, a category of drugs made from plants in which the active ingredients are present in carefully measured doses. [↑](#footnote-ref-17)
18. Barnett, A. (2001) ‘Pharmaceutical firms stand accused of once again plundering native lore to make fortunes from natural remedies’, The Observer (Sunday June 17th). [↑](#footnote-ref-18)
19. ‘The San and the CSIR announce a benefit-sharing agreement for potential anti-obesity drug’, Media Release, 24 March 2003, <http://ntww1.csir.co.za/plsql/ptl0002/PTL0002_PGE157_MEDIA_REL?MEDIA_RELEASE_NO=7083643> [↑](#footnote-ref-19)
20. Report on the Hoodia multi-stakeholder meeting, !KHWA TTU, January 22 – 23 2009: <http://www.uclan.ac.uk/schools/school_of_nursing/research_projects/files/health_cpe_genbenefit_hoodia_stakeholders.pdf> [↑](#footnote-ref-20)
21. Report on the Hoodia multi-stakeholder meeting, !KHWA TTU, January 22 – 23 2009: <http://www.uclan.ac.uk/schools/school_of_nursing/research_projects/files/health_cpe_genbenefit_hoodia_stakeholders.pdf> [↑](#footnote-ref-21)
22. Wynberg, R. (2010) Hot Air over Hoodia. [↑](#footnote-ref-22)
23. Vermeylen, Saskia (2008) From life force to slimming aid : exploring views on the commodification of traditional medicinal knowledge. Applied Geography, 28 (3). pp. 224-235; http://eprints.lancs.ac.uk/28093/1/commodification\_of\_traditional\_knowledge.pdf [↑](#footnote-ref-23)
24. Ibid. [↑](#footnote-ref-24)
25. Ibid. [↑](#footnote-ref-25)
26. From WIPO introduction to intellectual property. http://www.wipo.int/export/sites/www/about-ip/en/iprm/pdf/ch1.pdf [↑](#footnote-ref-26)
27. Vermeylen, Saskia (2008) From life force to slimming aid : exploring views on the commodification of traditional medicinal knowledge. Applied Geography, 28 (3). pp. 224-235; http://eprints.lancs.ac.uk/28093/1/commodification\_of\_traditional\_knowledge.pdf [↑](#footnote-ref-27)
28. Runa Tupari website: http://www.runatupari.com/ [↑](#footnote-ref-28)
29. UNORCAC website: http://www.unorcac.org/ [↑](#footnote-ref-29)
30. UNORCAC’s nomination: http://www.equatorinitiative.org/index.php?option=com\_content&view=article&id=543%3Aunorcac&catid=107%3Aequator-prize-winners-2008&Itemid=546&lang=en# [↑](#footnote-ref-30)
31. Agriterra - <http://www.agriterra.org/en/text/about-agriterra> [↑](#footnote-ref-31)
32. UNESCO, Uganda National Commission to UNESCO – *Revitalisation of Bark Cloth Making in Uganda.* [↑](#footnote-ref-32)
33. Sara Katebalirwe, Bark Cloth From Uganda as a Potential GI Product’, ACP-EU Seminar Cape Town, 10th-11th May 2010 http://tradecomacpeu.com/resources/files/42/bark-cloth-from-uganda.pdf [↑](#footnote-ref-33)
34. Batik nomination file, UNESCO website. See also L. Lowthorp, ‘National Intangible Cultural Heritage (ICH) Legislation and Initiatives’, UNESCO-New Delhi Field Office, 2010, p.20. [↑](#footnote-ref-34)
35. Intangible Heritage Messenger, no.2, May 2007. Accessed at http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001506/150671e.pdf [↑](#footnote-ref-35)
36. L. Lowthorp, ‘National Intangible Cultural Heritage (ICH) Legislation and Initiatives’, UNESCO-New Delhi Field Office, 2010, p.10. [↑](#footnote-ref-36)
37. Batik nomination file, UNESCO website. See also L. Lowthorp, ‘National Intangible Cultural Heritage (ICH) Legislation and Initiatives’, UNESCO-New Delhi Field Office, 2010, p.20. [↑](#footnote-ref-37)
38. See the ICH Fact Sheets, UNESCO ICH Kit http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/01858-EN.pdf [↑](#footnote-ref-38)
39. L. Lowthorp, ‘National Intangible Cultural Heritage (ICH) Legislation and Initiatives’, UNESCO-New Delhi Field Office, 2010, pp.23-24. [↑](#footnote-ref-39)
40. L. Lowthorp, ‘National Intangible Cultural Heritage (ICH) Legislation and Initiatives’, UNESCO-New Delhi Field Office, 2010, p.11. [↑](#footnote-ref-40)
41. See the ICH Fact Sheets, UNESCO ICH Kit http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/01858-EN.pdf [↑](#footnote-ref-41)
42. Tulasi Diwasa, Chura Mani Bandhu, and Bhim Nepal, 2007. The Intangible Cultural Heritage of Nepal: Future Directions (UNESCO Kathmandu Office), p.19. [↑](#footnote-ref-42)
43. Aboriginal Areas Protection Authority http://www.aapant.org.au/ [↑](#footnote-ref-43)
44. South African Intellectual Property Laws Amendment Bill 2008, <http://www.dti.gov.za/ccrd/ip/bill.pdf> introduced to Parliament in 2010 as <http://www.ipo.org.za/IPO_docs/archive_2010/Intellectual%20Property%20Laws%20Amendment%20Bill.pdf> [↑](#footnote-ref-44)
45. National Environmental Management: Biodiversity Act 2004, Regulations on bio-prospecting, access and benefit sharing, 8 Feb 2008, http://faolex.fao.org/docs/pdf/saf85909.pdf [↑](#footnote-ref-45)
46. |  |  |
    | --- | --- |
    | |  | | --- | | L. Lowthorp, ‘National Intangible Cultural Heritage (ICH) Legislation and Initiatives’, UNESCO-New Delhi Field Office, 2010. | |

    [↑](#footnote-ref-46)
47. Elizabeth Ellis, cited in ‘TOI IHO, a trade mark signifying excellence in Maori art, is to be reclaimed by Maori ‘ <http://www.newswire.co.nz/2010/02/maori-save/> [↑](#footnote-ref-47)
48. ‘TOI IHO, a trade mark signifying excellence in Maori art, is to be reclaimed by Maori ‘ <http://www.newswire.co.nz/2010/02/maori-save/> [↑](#footnote-ref-48)
49. ‘Creative New Zealand statement on disinvestment in toi iho™‘ <http://www.toiiho.com/> [↑](#footnote-ref-49)
50. ‘TOI IHO, a trade mark signifying excellence in Maori art, is to be reclaimed by Maori ‘ <http://www.newswire.co.nz/2010/02/maori-save/> [↑](#footnote-ref-50)
51. Elizabeth Ellis, cited in ‘TOI IHO, a trade mark signifying excellence in Maori art, is to be reclaimed by Maori’ <http://www.newswire.co.nz/2010/02/maori-save/> [↑](#footnote-ref-51)
52. Toi Iho in Maori Control (finally!), May 22, 2010. http://news.tangatawhenua.com/archives/5166 [↑](#footnote-ref-52)
53. Wend B. Wendland, ‘Intellectual Property and the Protection of Traditional Knowledge and Cultural Expressions’, in *Art and cultural heritage: law, policy, and practice* edited by Barbara T. Hoffman, p.333. [↑](#footnote-ref-53)
54. http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/en/drip.html [↑](#footnote-ref-54)
55. ‘This week in review … Swakopmund Protocol on TK available online’, TK Bulletin, http://tkbulletin.wordpress.com/2010/09/15/this-week-in-review-%E2%80%A6-swakopmund-protocol-on-tk-available-online/ [↑](#footnote-ref-55)
56. Article 136(g) of Decision 486 of the Commission of the Andean Community (2000) in WIPO 2003. Intergovernmental Committee on Intellectual Property and Genetic Resources, Traditional Knowledge and Folklore, Fifth Session, Geneva, July 7–15, 2003: ‘Information on national experiences with the intellectual property protection of traditional knowledge’, pp.5-7. [↑](#footnote-ref-56)
57. WIPO case studies, http://www.wipo.int/export/sites/www/tk/en/culturalheritage/casestudies/hopi\_protocols.pdf [↑](#footnote-ref-57)